

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES
JURIDICTIONS CRIMINELLES
DANS
LES COLONIES FRANÇAISES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue, le Jeudi 27 Novembre 1930, à 14 heures,
à la Faculté de Droit de l'Université de Paris

PAR

Marcel ARDANT

Président du Tribunal de Première Instance de Bangui (A. E. F.)

JURY DE LA THÈSE:

Président : M. HUGUENY ;

Suffragants : MM. MOREL,

DONNEDIEU DE VABRES

PARIS
LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
49, Boulevard Saint-Michel, 49

—
1930

Thèse Paris
1930.

Les Juridictions Criminelles
dans
les Colonies Françaises



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES
JURIDICTIONS CRIMINELLES
DANS
LES COLONIES FRANÇAISES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue, le Jeudi 27 Novembre 1930, à 14 heures,
à la Faculté de Droit de l'Université de Paris

PAR

Marcel ARDANT

Président du Tribunal de Première Instance de Bangui (A. E. F.)

JURY DE LA THÈSE:

Président : M. HUGUENEY ;

Suffragants : MM. MOREL,

DONNEDIEU DE VABRES

PARIS
LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
49, Boulevard Saint-Michel, 49

1930

*24949

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



BIBLIOGRAPHIE

Bulletin officiel du Ministère des Colonies.

Recueil des lois, décrets et arrêts du Ministère de la Marine et des colonies. 1881.

Journal Officiel de la République Française.

Journaux Officiels des Colonies.

Bulletin des Lois.

Codes et Lois pour la France et les Colonies, par Paul COLIN, édité par GODDE, 1925.

Paul DISLERE. — *Traité de législation coloniale*, 1886, (1^{re} édition).

Arthur GIRAULT. — *Principes de colonisation et de législation coloniale*, 1929 (5^e édition).

A. MERIGNHAC. — *Traité de législation et d'économie coloniale*, 1925.

ARNAUD et MERAY. — *Les colonies françaises*, 1900.

FRANÇOIS et H. MARIOL. — *Législation coloniale*, 1929.

HILD. — *L'organisation judiciaire en A. O. F.*, 1912.

André ORDONNEAU. — *L'organisation judiciaire en Indochine*, 1909.

Gaston LÉVY. — *Etude sur l'organisation judiciaire à Madagascar*, 1906.

GAULVEN. — *Etude sur l'évolution administrative, judiciaire et financière de l'A. E. F.*, 1911.

DELABARRE DE NANTEUIL. — *Répertoire raisonné de l'île de la Réunion*, 1861.

- LANDE. — *Recueil de législation des établissements français de l'Inde*, 1890.
- DURAND MOLAR. — *Code de la Martinique*, 5 volumes, 1664-1813.
- SIGWALT. — *La justice aux établissements français d'Océanie*, 1926.
- Fernand GEOFFROY. — *L'organisation judiciaire dans les colonies françaises*, 1913.
- Fernand DEHESDIN. — *L'assessorat en matière criminelle dans les colonies françaises*, 1903.
- BRUNAUD. — *La cour d'assises coloniale*, 1905.
- GARRAUD. — *Précis de Droit criminel*, 14^e édition, 1926.
- Faustin HÉLIE. — *Traité de l'instruction criminelle*, 1867.
- Joseph DEPEIGES. — *Pratique de l'instruction criminelle*, par Faustin HÉLIE, mise au courant par Joseph DEPEIGES, 1928.
- HUSSON. — *Du rôle de la cour comparé à celui du jury*, 1901.
- ESMEIN. — *Histoire du Droit*, 15^e édition, mise à jour par R. GENESTEL, 1925.
- ISAMBERT. — *Recueil des anciennes lois françaises jusqu'en 1789*, (28 volumes).
- D. PENANT. — *Recueil de jurisprudence, de doctrine et de législation coloniale et maritime* (depuis 1891).
- DARESTE, APPERT et LEGENDRE. — *Recueil de législation et jurisprudence coloniale* (depuis 1898).
- DALLOZ. — *Jurisprudence générale*.
-

PREFACE

Le problème de l'organisation judiciaire aux colonies est beaucoup plus délicat à résoudre que dans la métropole.

Dans la plupart de nos possessions d'outre-mer on rencontre une forte majorité d'indigènes, ayant leurs coutumes, leurs institutions et un système pénal entièrement différent du nôtre. Quelle solution adopter à leur égard ? Faut-il les assimiler entièrement aux Français ou n'est-il pas de bonne politique, dans certains cas, de laisser subsister la législation indigène, tout au moins en ce qu'elle a de compatible avec les principes de notre civilisation. Quels seront alors les organes chargés d'en faire l'application. Va-t-on laisser ce soin à des magistrats français, à des agents de l'autorité, ou à des juges indigènes ?

Pour les Européens, la question n'est pas moins complexe. Il serait certes désirable que ceux-ci puissent être entourés dans nos colonies des mêmes garanties que dans la métropole. Mais il a fallu approprier l'organisation judiciaire aux besoins du pays. En fait les Français dans nos colonies sont trop peu nombreux pour qu'il ait été possible d'installer partout un appareil judiciaire aussi compliqué que le nôtre.

De plus, les nécessités budgétaires interviennent tant pour empêcher le législateur de raisonner dans l'absolu que pour réduire une organisation souvent trop prématurée pour le développement du pays.

Beaucoup de Français, arrivant dans nos possessions d'outre-mer, apprennent avec stupéfaction, pour ne pas dire avec indignation, que toutes les lois de la métropole ne sont pas applicables de plein droit à la colonie.

Un pourvoi en cassation fut formé contre un arrêt d'une cour criminelle de Madagascar en violation de l'article 231 du Code d'instruction criminelle. Le demandeur, citoyen français, prétendait devoir être jugé par une cour d'assises composée comme celle de France. Un simple décret ne pouvant, dit la requête, le priver du bénéfice des lois métropolitaines. La Cour de cassation, dans son arrêt, dut spécifier que la colonie de Madagascar étant régie par des décrets aux termes de l'article 18 du décret du 3 mai 1854, le décret réglant l'organisation judiciaire dans cette colonie a pu valablement soumettre les Français à la juridiction des cours criminelles, sans que ceux-ci puissent se prévaloir de l'organisation métropolitaine (1).

Cette proposition est de toute évidence ; dans les colonies françaises autres que la Réunion et les Antilles, dans toutes les matières où la législation métropolitaine ne s'est pas prononcée, le décret est souverain, aucune

(1) Cass., ch. crim., 14 mars 1907. *Dar.* 1907, p. 124. Madagascar.

loi de la métropole n'y est applicable de plein droit, alors même qu'elle consacrerait un principe de droit public constituant une des garanties du citoyen.

Le service de la justice dans nos colonies fonctionne cependant avec un certain nombre de formalités qui retardent la marche de la procédure.

La sécurité de la colonie peut exiger qu'une répression plus rapide prévienne, dans certains cas, les crimes compromettant la tranquillité du pays. Des tribunaux spéciaux, avec une procédure simplifiée, ont été créés dans ce but.

En France, la répression des crimes est assurée par une juridiction de droit commun qui est la Cour d'assises et par une juridiction d'exception : les tribunaux militaires. Aux colonies, suivant la qualité des auteurs victimes ou complices, le lieu où le crime s'est commis ou la nature de l'infraction, les crimes sont poursuivis devant des tribunaux français, des tribunaux indigènes, des tribunaux spéciaux ou des tribunaux militaires.

Nous laisserons les juridictions militaires en dehors de notre exposé, celles-ci fonctionnant aux colonies dans les mêmes conditions que dans la métropole.

Nous nous attacherons dans l'étude des autres juridictions, à la manière dont sont jugés les *crimes* ; En justice française nous examinerons exclusivement cette question ; la répression des délits et des contraventions commis

aux colonies étant actuellement, à quelque différence près, assurée de la même manière qu'en France (1).

En justice indigène, de même que pour les juridictions spéciales, les distinctions, entre ces trois catégories d'infraction, ne sont pas aussi marquées qu'en droit français. Nous serons ainsi amenés à traiter d'une manière indirecte de la répression des délits en même temps que des crimes.

Nous allons exposer les divers aspects de cette organisation dans les colonies françaises en laissant hors de notre étude l'Algérie, la Tunisie et le Maroc qui ne sont pas des colonies au sens exact du mot.

L'Algérie est une sorte de prolongement de la France. La Tunisie et le Maroc dépendent du ministère des Affaires étrangères. De même nous étudierons l'organisation des territoires sous mandat du Togo et du Cameroun en laissant de côté le mandat Syrien, les deux premiers seuls relevant du ministère des Colonies.

Le service de la justice dans notre domaine colonial est en constante évolution. Pour bien comprendre l'organisation actuelle, il faut en suivre l'évolution historique,

(1) Ainsi, dans toutes nos colonies, sauf aux Antilles et à la Réunion, fonctionne en première instance le système du juge unique.

En matière de simple police, les fonctions de juge de paix sont remplies dans certaines colonies par les présidents des tribunaux de première instance.

Les jugements de simple police rendus en dernier ressort, ne sont pas, dans certaines de nos possessions, susceptibles de recours en cassation, mais peuvent être déférés à une chambre spéciale de la cour d'appel, dite chambre d'annulation.

certaines dispositions ne s'expliquant que par leur relation avec le passé.

Nous étudierons d'abord, dans la première partie, l'organisation des juridictions criminelles françaises et indigènes des origines au régime actuel. L'objet de cette étude étant l'examen des institutions criminelles en ce qu'elles diffèrent de la métropole, nous arrêterons notre exposé pour la Réunion et les Antilles, lorsque nous arriveront à l'époque où le jury fut institué dans ces colonies; en ce qui concerne les juridictions d'exception, les matières étant beaucoup moins abondantes, nous avons jugé préférable de ne pas scinder la question et de la traiter en entier dans la deuxième partie.

Dans la seconde partie, nous développerons les principales caractéristiques de l'organisation criminelle actuelle dans toutes nos colonies, sauf aux Antilles et à la Réunion, pour lesquelles il suffit de renvoyer au régime des Cours d'assises de la métropole.

PREMIÈRE PARTIE

Etude Historique

CHAPITRE PREMIER

Des Origines à la Révolution de 1789

La procédure criminelle suivie dans les colonies françaises sous l'ancien régime, fut la même que celle pratiquée dans la métropole. Les ordonnances criminelles de 1539 et de 1670 y furent appliquées, et cette dernière non seulement jusqu'à la Révolution, mais encore, comme nous le verrons, jusqu'aux premières ordonnances organiques de la Restauration (1).

Au début, la justice fut rendue par les chefs d'expédition ou d'exploration. Principe qui est de toutes les époques. Puis nos colonies ayant été concédées à des Compagnies privilégiées, celles-ci reçurent, outre certains privilèges commerciaux, une délégation de droits régaliens. Parmi ces droits figuraient ceux de haute et basse justice et d'installation de tribunaux. Le roi se réservait

(1) Sauf modification résultant comme en France de la suppression de la question préparatoire. (Déclaration du 8 avril 1781.)

toutefois le droit d'établir des conseils souverains devant lesquels on pouvait appeler des sentences des premiers juges. Ces conseils souverains, œuvre de Colbert, eurent des fonctions analogues à celles de nos anciens Parlements : fonctions judiciaire et réglementaire en matière administrative et judiciaire.

Toutes nos colonies furent, jusqu'en 1674, concédées à des Compagnies privilégiées. A partir de cette date, nos colonies d'Amérique firent retour au Domaine, tandis que les autres continuèrent à vivre plus ou moins longtemps sous le régime des Compagnies de colonisation. Cette différence de régime politique, entre nos colonies d'Amérique et celles de l'océan Indien et du Sénégal, eut sa répercussion sur l'organisation judiciaire.

1° *Colonies d'Amérique.* — Jusqu'en 1674, les juridictions de première instance furent, dans ces colonies, organisées par les Compagnies qui s'y succédèrent ; les juges étaient nommés par les directeurs représentant la Société concessionnaire.

Au début, aucun recours ne fut établi dans ces colonies contre les décisions de ces tribunaux, les appels ne pouvaient être portés que devant le Parlement de Paris. Pour remédier à cet état de choses, par déclaration du 1^{er} août 1645, le roi institua pour les « Iles d'Amérique » une justice souveraine, composée du gouverneur des îles et du nombre de gradués prescrit par les ordonnances du royaume ; à défaut, huit des principaux habitants pouvaient être appelés à siéger. Cette déclaration fut rap-
pelée par celle du 1^{er} août 1656, mais le conseil souverain

ne fut constitué d'une manière définitive que par la déclaration du 28 mai 1664 (1).

Sur la demande de la Compagnie qui éprouvait des difficultés pour réunir le nombre de juges nécessaires pour composer cette juridiction, le roi, par déclaration du 11 août 1664, permit la création d'un conseil supérieur à la Martinique « pour juger souverainement et en dernier ressort tous procès, tant civils que criminels, en appel des juges seigneuriaux ».

Ce conseil était composé : du gouverneur nommé par le roi sur proposition des directeurs de la Compagnie, des officiers que les directeurs jugeraient à propos d'y faire entrer, du nombre de gradués prescrit par les ordonnances du royaume, et à défaut de six habitants des îles.

Par suite des rivalités qui s'élevèrent entre le gouverneur et les officiers de la Compagnie, un règlement du 4 novembre 1671 détermina leurs attributions respectives et réserva au roi la nomination des officiers du conseil supérieur chargé de rendre la justice.

L'édit de décembre 1674 ayant remis au Domaine les territoires concédés, le gouvernement de ces colonies devint, à partir de cette époque, purement royal.

Le gouverneur exerça seul tous les pouvoirs jusqu'en

(1) Cette déclaration retirait le privilège accordé à la Compagnie des Îles d'Amérique et accordait à la Compagnie des Indes Occidentales la concession de toutes les possessions françaises d'Amérique et de la Côte occidentale d'Afrique.

1679, époque où fut créé un intendant de police, justice et finance (lettres patentes du 1^{er} avril). Par ce même acte, le roi confirma l'établissement du conseil supérieur créé à la Martinique, en 1664, mais en modifia la composition. Ce conseil comprit désormais :

Le gouverneur, lieutenant-général ;

L'intendant de police, justice et finance ;

Le gouverneur particulier ;

et six conseillers.

En raison de la difficulté de recruter le nombre de juges nécessaires, par lettre, en date du 11 juin 1680, le roi autorisa le conseil à juger à cinq en matière criminelle, quoique sept juges fussent nécessaires aux termes des ordonnances du royaume.

La pénurie de magistrats obligea l'autorité locale à nommer des assesseurs pris parmi les habitants. Les lettres patentes d'août 1742 régularisèrent cette manière de faire. Les gouverneurs et intendants eurent conjointement le droit de commettre quatre habitants notables pour compléter cette juridiction.

Après avoir relevé tout d'abord du conseil supérieur de la Martinique, la Guadeloupe, puis la Guyane, furent dotées chacune d'une cour souveraine (1).

(1) Au *Canada*, un Conseil souverain fut créé à Québec en 1663. A *Saint-Domingue*, un édit de 1865, créa tout d'abord un Conseil souverain au Bourg de Goave. Ce Conseil fut transféré, par la suite, à Leogane, puis à Port-au-Prince. En 1702, un second conseil fut créé au Cap Français ; en 1787, ce dernier fut supprimé et réuni à celui de Port-au-Prince.

Quant aux juridictions de première instance, elles furent, après la dissolution de la Compagnie des Indes occidentales, organisées par les gouverneurs et intendants (1).

Le pouvoir central sembla, pour la Martinique tout au moins, s'être peu préoccupé de leur existence. En 1777, une enquête montra que les sénéchaussées de Saint-Pierre, de Fort-Royal (2), de la Trinité à la Martinique et de Carenage à Sainte-Lucie, n'avaient existé jusque-là que par l'autorité des gouverneurs et intendants.

Cette situation fut régularisée par un édit d'août 1778 : à l'exception de celle de la Trinité, ces sénéchaussées furent maintenues et les jugements rendus par ces juridictions furent confirmés.

A la Guadeloupe, il y eut d'abord une sénéchaussée à Basse-Terre, puis un édit de juin 1769 en créa une seconde à Pointe-à-Pitre. A la Guyane, une juridiction royale fut instituée à Cayenne.

Des sièges d'Amirauté furent installés par un édit de janvier 1717, dans tous les ports des îles et colonies françaises. Comme ceux de la métropole, ces sièges d'Amirauté connaissaient en premier ressort des crimes de piraterie, de pillages, de désertion d'équipage et, généralement, de tous crimes et délits commis sur mer, dans les ports et sur les rivages.

(1) Ces derniers, à partir de 1679.

(2) Actuellement Fort-de-France.

A Saint-Pierre et Miquelon on établit un juge royal et de l'Amirauté qui siégea comme juge unique.

Mais cette juridiction ne fonctionna que par intermittence, ces îles, ne pouvant se défendre par elles-mêmes, étaient à chaque guerre occupées et dévastées par les Anglais.

2^e Réunion. — A l'île Bourbon (1), la justice fut d'abord rendue par le gouverneur, puis par un conseil de cinq vieillards qui jugeaient en équité et sans appel. Le développement de la colonie nécessita la constitution d'un pouvoir judiciaire mieux organisé. Aux termes de deux édits de janvier 1671 et de février 1701, les contestations et procès criminels durent être portés devant le Conseil supérieur de Pondichéry. Mais à cette époque, les communications entre l'île Bourbon et la côte de Coromandel étaient rares, aussi le pouvoir judiciaire fut-il de nouveau confié au gouverneur.

Un édit de mars 1711 institua un Conseil provincial composé des directeurs généraux de la Compagnie, au cas où il s'en trouverait dans l'île, en leur absence, des directeurs de comptoirs, des marchands de la Compagnie et d'habitants choisis par le gouverneur et auxquels le roi expédiait des lettres de provision.

La présence de sept membres du Conseil provincial étant nécessaire pour rendre un arrêt en matière criminelle. Ces décisions étaient en dernier ressort à l'égard

(1) Ancienne dénomination de l'île de la Réunion.

des nègres et des esclaves ; à l'égard des Français et étrangers libres, elles étaient en premier ressort à charge d'appel devant le Conseil de Pondichéry ou « devant celui des Parlements dans l'étendue duquel » abordera le vaisseau chargé des accusés et de leur procès ».

Le Conseil provincial fut remplacé en septembre 1724 par un Conseil supérieur créé par l'édit de novembre 1723. Cet édit supprima le recours devant le Conseil de Pondichéry et donna à celui de l'île Bourbon le droit de juger en premier et dernier ressort en matière civile comme en matière criminelle. Un Conseil provincial fut institué à l'île de France.

En 1730, il fut établi un Conseil national et général à l'effet de juger les esclaves prévenus de révolte et de conspiration contre les blancs.

Un édit de juin 1766 supprima le Conseil supérieur établi en 1724 et en érigea un sur des bases nouvelles. Ce conseil devait rendre la justice tant civile que criminelle sans frais ni épices et jugeait en premier et dernier ressort. Il était composé du commandant particulier de la colonie, de l'intendant de police, justice et finance, de sept conseillers titulaires, d'un procureur général, d'un substitut et d'un greffier.

Un édit d'octobre 1771 créa une juridiction royale à Saint-Denis pour juger en première instance toutes les affaires tant civiles que criminelles. Il fallut modifier l'édit de 1766 ; les attributions du Conseil n'étaient plus les mêmes, il n'était plus chargé, en effet, que des appels des sentences rendues par la juridiction royale. Le nom-

bre des conseillers fut réduit à six et il fut prévu que quatre assesseurs pouvaient leur être adjoints. Pour juger le Conseil supérieur devait être composé de cinq membres en matière civile et de sept en matière criminelle.

En première instance, la justice était rendue par un juge unique. Cette situation dura jusqu'à l'édit de 1776 qui porta à trois le nombre des juges délibérant dans chaque affaire ; à défaut de ce nombre, le juge royal pouvait se faire assister par cinq notables habitants.

3° *Inde*. — Il fut institué à Surate, par l'édit de 1671, puis à Pondichéry, par l'édit de 1701, un Conseil supérieur pour rendre la justice aux blancs.

Comme pour l'île Bourbon, ce conseil était composé : des directeurs généraux de la Compagnie des Indes orientales, au cas où il s'en trouverait à Pondichéry, en leur absence, des directeurs généraux des comptoirs et des marchands que la compagnie y installait. Cinq membres de ce conseil étaient nécessaires pour rendre la justice en matière criminelle (1).

Des conseils subalternes étaient chargés des mêmes fonctions dans les autres établissements. Ils furent supprimés par la déclaration du 30 décembre 1772 et remplacés par les commandants de ces établissements, qui ne statuèrent plus qu'en premier ressort, avec appel au Conseil supérieur.

(1) Trois en matière civile.

Un édit du 3 février 1776 supprima le Conseil supérieur de Pondichéry et créa à l'instar des autres colonies un nouveau conseil composé du gouverneur, du commissaire général de la marine, du plus ancien officier d'administration, de sept conseillers titulaires et d'un procureur général. Les arrêts devaient être rendus à cinq juges en matière civile et à sept en matière criminelle.

L'édit de 1784 abrogea cet édit et rétablit la plupart des dispositions prévues à celui de 1701 (1).

Un tribunal spécial, dit de la Chauderie, avait été créé pour juger les affaires *civiles* entre natifs ; en matière criminelle, on suivit un principe opposé : aux termes de l'article 17 du Règlement du 30 septembre 1769 : « Toutes les affaires criminelles se traiteront suivant les lois du royaume et non suivant celle des Malabars qui, à cet égard, ont toujours été rejetées. »

4^e *Sénégal*. — En 1626, cette partie de la côte d'Afrique fut concédée à une association de marchands de Dieppe et de Rouen. L'édit de 1664 fit passer le Sénégal comme tous les établissements de l'Atlantique dans le domaine de la Compagnie des Indes occidentales ; celle-ci la rétrocéda en novembre 1674 à une autre compagnie qui prit la dénomination de Compagnie du Sénégal. Tandis qu'en décembre 1674, les colonies d'Amérique faisaient retour au royaume, le Sénégal continua à être

(1) Recueil de législation des établissements de l'Inde française, par Lande, procureur général à Pondichéry.

géré par les directeurs des diverses compagnies qui s'y succédèrent. La prise du Sénégal par les Anglais en 1758 mit fin aux privilèges. Cette colonie nous fut rendue après le traité de Versailles (3 septembre 1783), et entra définitivement dans le domaine de l'Etat.

Les infractions furent jugées au Sénégal par les directeurs des compagnies suivant leur bon vouloir et sans aucune règle fixe, jusqu'à l'édit de 1674 qui les obligea à appliquer « autant que possible » les lois du royaume.

A partir de 1783, la justice fut organisée par les gouverneurs au nom du roi.

CHAPITRE II

De 1789 à 1815

De 1789 à 1815, l'étude de l'organisation judiciaire peut se diviser en deux parties : avant et après la paix d'Amiens (1802).

Durant la première période, la plupart de nos colonies tombèrent au pouvoir des Anglais. Inde et Saint-Pierre et Miquelon en 1793, Martinique et Sainte-Lucie en 1794, Gorée en 1800. La Guadeloupe, prise en 1794, fut reconquise la même année après sept mois de lutte. Seules, la Guyane, l'île de France et l'île Bourbon ne furent pas occupées par l'ennemi durant cette période.

Dans les colonies tenues par les Anglais, la justice continua à fonctionner sur les mêmes bases qu'en 1789.

A la Guadeloupe, des troubles rendirent impossible toute action judiciaire.

A la Guyane et aux Mascareignes, les Assemblées locales organisèrent la justice comme bon leur semblait.

Par le traité d'Amiens, les Anglais nous rendirent les colonies qu'ils nous avaient prises.

L'arrêté consulaire du 29 prairial, an X (18 juin 1802), prescrivit que dans les colonies rendues à la France par le traité d'Amiens, les tribunaux existant en 1789 continueraient à rendre la justice tant au civil qu'au criminel, suivant les formes de procédure, lois et règlements alors observés et sans qu'il fût innové à l'organisation du ressort et à la compétence desdits tribunaux. Les appellations de sénéchaussée, amirauté et de juridiction royale devaient être remplacées par celle de tribunal de première instance, et la dénomination de conseil souverain par celle de tribunal d'appel.

Nos établissements de l'Inde, les îles Saint-Pierre et Miquelon retombèrent au pouvoir des Anglais dès 1803, Gorée en 1804, Saint-Louis du Sénégal en 1809, les Antilles et les Mascareignes en 1810. La Guyane fut prise par les Portugais en 1809. Ces colonies ne nous furent rendues, en partie, qu'à la Restauration.

Ces événements eurent dans chaque colonie une répercussion particulière sur l'organisation de la justice.

Martinique. — La Martinique traversa tout d'abord une période de trouble et d'anarchie, pendant laquelle la justice ne put fonctionner. Les Anglais ayant conquis l'île en 1794, y rétablirent l'ordre. Les tribunaux furent réinstallés par un arrêt du conseil souverain du 23 août 1794, dans les mêmes conditions que sous le règne de Louis XVI, sauf que les jugements et arrêts devaient être rendus au nom de S. M. Britannique. Après le traité d'Amiens, le service de la justice fut réglé par l'arrêté

du 29 prairial an X ; malgré l'occupation anglaise, cet arrêté demeura en vigueur jusqu'en 1815.

Guadeloupe. — Victor Hugues, qui avait reconquis la Guadeloupe en 1794, supprima tous les tribunaux, sauf celui des prises. Il refusa de promulguer les lois des 25 octobre 1797 et 1^{er} janvier 1798, ainsi que la constitution de l'an III. Son successeur n'obéit pas davantage.

Les tribunaux ne furent rétablis qu'à l'arrivée des agents du Directoire (11 décembre 1799). Mais alors éclatèrent des troubles qui rendirent impossible toute action judiciaire. En 1801, un gouvernement provisoire de quarante membres fut constitué au Port-Liberté (La Pointe-à-Pitre) et chassa le gouverneur. Il fallut une expédition pour le réinstaller dans ses fonctions (1802).

L'arrêt du 29 prairial an X fut déclaré applicable à cette colonie et les tribunaux réorganisés fonctionnèrent sur ces bases jusqu'à 1815. La dénomination de « tribunal d'appel », fut remplacée par celle de « cour d'appel », par arrêt du grand juge du 10 vendémiaire, an XIII.

Réunion. — Durant la première période (1789-1802), on suivit l'exemple de la métropole. L'ancienne organisation judiciaire fut détruite et on en rebâtit une sur des bases nouvelles.

Par décret du 10 décembre 1790, l'Assemblée coloniale appliqua à l'île Bourbon, avec quelques légères modifications, les décrets de la Constituante des 8 et 9 octobre

1789 et 22 avril 1790 sur la réforme provisoire de la procédure criminelle.

Puis, par un règlement de juin 1793, sanctionné par le gouverneur, l'Assemblée coloniale posa les principes de la nouvelle organisation judiciaire. L'ordonnance de 1670 et le décret du 10 décembre 1790 furent abrogés. Le conseil supérieur et la juridiction royale furent remplacés par un tribunal d'appel et un tribunal de première instance dont les membres étaient élus.

La justice en matière criminelle fut rendue par un tribunal criminel composé de cinq membres de la cour d'appel et d'un jury de jugement. Les affaires étaient renvoyées devant le tribunal criminel par un jury d'accusation siégeant dans chacun des districts de la colonie. Le jury d'accusation et celui de jugement furent organisés comme dans la métropole, sauf quelques différences de détail. (La liste des jurés de jugement ne fut que de cent noms au lieu d'être de deux cents comme en France. Le droit de récusation fut limité à douze noms au lieu de vingt.)

En cas de pourvoi en cassation contre les jugements du tribunal criminel, l'Assemblée coloniale décidait si la demande en cassation devait être admise.

Cette institution dura dix ans ; elle fut supprimée par un arrêté du gouvernement consulaire du 3 germinal an XI (3 mars 1803). Cet arrêté ordonna que les tribunaux de l'île de France et de l'île Bourbon seraient rétablis sur les mêmes bases qu'en 1789 et qu'ils jugeraient tant au civil qu'au criminel suivant la procédure alors

observée. En conséquence, un arrêté local du 8 vendémiaire an XII remit en vigueur l'ordonnance de 1670, mais décida que toutes les instructions seraient publiques. Les dénominations de juridiction royale et de conseil supérieur furent remplacées par celles de tribunal de première instance et de tribunal d'appel. Le tribunal de première instance connut de toutes les affaires civiles, criminelles d'amirauté et de police. Le tribunal d'appel statua en dernier ressort sur les appels des tribunaux de première instance au nombre de cinq juges en matière civile et de sept en matière criminelle.

Par arrêté du 11 frimaire an XII, le capitaine-général Decaen créa dans chacune des colonies de l'île de France et de l'île Bourbon un tribunal spécial pour la répression des crimes et délits commis par les esclaves.

Pendant l'occupation anglaise, ces tribunaux furent maintenus.

Etablissements français de l'Inde. — En fait, les Anglais gardèrent nos possessions de l'Inde de 1793 à 1816 (1).

Durant l'occupation, la justice continua à être rendue d'après les formes et lois suivies sous l'administration française.

En 1805, le Conseil supérieur fut réorganisé par le

(1) En exécution de la paix d'Amiens, Pondichéry nous fut rendue le 11 juillet 1803 ; le 1^{er} octobre suivant, les Anglais s'en emparèrent de nouveau.

gouverneur de Madras qui établit à Pondichéry un corps de judicature composé de trois juges et de deux assesseurs.

Guyane. — Dès le début de la Révolution, l'Assemblée coloniale modifia l'organisation existante. Par décret en date du 13 mai 1791, elle créa deux tribunaux indépendants l'un de l'autre et remplissant alternativement les fonctions de tribunal de première instance et de tribunal d'appel. Les juges étaient élus pour trois ans. Ce système qui peut être qualifié, pour le moins, d'original dura peu. En 1792, en 1794 et en 1800, on vit s'établir de nouveaux tribunaux composés tantôt de magistrats, tantôt d'arbitres publics.

Cette organisation fut abrogée par le décret colonial du 11 brumaire an XI qui reprit les dispositions de l'arrêté consulaire du 29 prairial an X.

Les juridictions existant avant 1789 furent rétablies, avec les mêmes compétence et prérogatives, sous les noms de tribunal de première instance et tribunal d'appel. Sous l'occupation portugaise (1809) ce régime subsista. Toutefois, aux termes d'une ordonnance du 31 mai 1810 les arrêts et jugements ne devenaient exécutoires qu'après avoir été revêtus de la sanction de l'intendant.

Saint-Pierre et Miquelon. — Le 14 mai 1793, les îles de Saint-Pierre et Miquelon furent prises par les Anglais et l'année suivante les habitants déportés. En 1795, l'ami-

ral Richery envoyé pour brûler les pêcheries anglaises de Terre-Neuve, étendit cette destruction à celles de Saint-Pierre et Miquelon. Après la paix d'Amiens une réoccupation restreinte eut lieu le 2 fructidor an X. Mais on n'y renvoya pas les habitants dans la crainte de voir les Anglais s'emparer de nouveau de ces îles ; ce qui arriva en 1803. Aussi durant toute cette période, l'organisation judiciaire est-elle pratiquement inexistante.

CHAPITRE III

De 1815 aux PREMIÈRES ORDONNANCES ORGANIQUES de la RESTAURATION

La troisième période va de la réoccupation effective des colonies qui nous furent rendues par le traité de Paris, aux premières ordonnances de la Restauration organisant la procédure criminelle sur d'autres principes que ceux de l'ordonnance de 1670.

L'île Bourbon fut réoccupée dès 1815, nos autres possessions ne le furent qu'en 1816 et 1817.

Par décret des 21 et 27 juillet 1814, Louis XVIII avait ordonné que les choses seraient rétablies relativement au service et à l'administration de la justice sur les mêmes bases qu'en 1789. Les gouverneurs des colonies firent donc revivre les anciennes appellations de conseil supérieur, de sénéchaussée, d'amirauté et de juridiction royale.

Les ordonnances du 13 novembre 1816 pour l'île Bourbon et du 23 novembre 1819 pour toutes les autres colonies, décidèrent que les cours et tribunaux existant dans

les colonies françaises sous les titres de conseil supérieur, sénéchaussée, amirauté et juridiction royale prendraient les dénominations, savoir le conseil supérieur, de cour royale, les sénéchaussées, amirautés et juridictions royales, de tribunaux de première instance (art. 1^{er}). Les changements d'appellation ne devaient avoir aucune influence sur la compétence et la procédure.

L'ordonnance de 1819 précisa que ces dispositions ne devaient être que transitoires : « Une organisation aussi » rapprochée que le permettra la différence de localité, » de l'organisation judiciaire existant dans la métropole, » devra être établie le plus tôt que faire se pourra dans » celles de nos colonies où tout ou partie de nouvelles » institutions de la France sera susceptible de l'être » avec avantage » (art. 6). Les travaux nécessaires à cette organisation devaient être rédigés à la Martinique par un commissaire de justice envoyé à cet effet. Dans les autres colonies, par le chef du ministère public (art. 7).

En attendant que fût terminée l'élaboration de la nouvelle organisation judiciaire, la procédure criminelle de l'ordonnance de 1670 fut maintenue en vigueur. Elle fut appliquée plus ou moins longtemps suivant les colonies.

Réunion. — La reprise de possession de l'île Bourbon eut lieu le 2 avril 1816 ; le 6, les tribunaux furent déclarés en vacances, et le 18 avril, par application des décrets des 21 et 27 juillet 1814, le conseil supérieur et la juridiction royale furent rétablis avec l'organisation et la compétence qu'ils avaient en 1789. La procédure criminelle

fut modifiée par un arrêté local du 12 juin 1815 qui promulgua, avec quelques modifications, certaines dispositions du Code d'instruction criminelle.

Ce régime dura peu. En juillet 1817 fut promulguée l'ordonnance royale du 13 novembre 1816, qui remplaça les anciennes appellations par celles de cour royale et de tribunal de première instance. L'ordonnance de 1670 fut pour la troisième fois remise en vigueur.

Le tribunal criminel spécial pour juger les esclaves fut supprimé.

La cour royale réunissait toutes les attributions des cours royales de France et connaissait par appel et en dernier ressort de toute matière civile et criminelle. Il n'y avait de recours en cassation que pour les affaires civiles. Les jugements en matière criminelle étaient communiqués dans les vingt-quatre heures aux administrateurs de la colonie, qui, avec le procureur général, décidaient à la majorité des voix s'il y avait lieu à un recours en grâce. Si la décision était affirmative, l'exécution était suspendue.

Il fut spécifié formellement (art. 8) que l'institution du jury ne serait pas rétablie. Les jugements criminels devaient être rendus tant en première instance qu'en appel, ainsi qu'ils l'étaient à la colonie au 1^{er} juillet 1810 (c'est-à-dire avant l'occupation anglaise). Les tribunaux de première instance, outre les attributions des tribunaux de première instance de la métropole connaissaient en premier ressort et à charge d'appel de toutes les affaires *criminelles* (art. 11).

Ces dispositions, qui ne se retrouvent pas dans l'ordonnance de 1819, indiquent la crainte de voir revivre l'institution du jury, l'île Bourbon ayant été la seule de toutes nos colonies où les autorités locales aient institué le système de jurés tel qu'il fonctionnait en France.

Cette ordonnance régla l'organisation judiciaire jusqu'à la promulgation de l'ordonnance du 30 septembre 1827 qui supprima définitivement, dans cette île, la procédure criminelle de l'ancien régime.

Antilles. — En application de l'ordonnance royale des 21 et 27 juillet 1814, les gouverneurs et intendants de ces îles, par ordonnance en date du 12 décembre 1814, rétablirent les tribunaux sur les bases et avec les dénominations qu'ils avaient en 1789.

La Martinique fut occupée de nouveau par les Anglais, mais cette fois à titre d'auxiliaire du gouvernement des Bourbons (5 juin 1815 - 27 avril 1816).

La Guadeloupe s'était au contraire ralliée à l'Empire. Les Anglais s'en emparèrent le 10 août 1815 et ne l'abandonnèrent définitivement que le 24 juillet 1816.

L'ordonnance du 22 novembre 1819 modifia seulement l'appellation de ces juridictions. La procédure criminelle de 1670 resta en vigueur jusqu'à la promulgation de l'ordonnance du 24 septembre 1828, sauf modification résultant de l'ordonnance du 4 juillet 1827.

Cette ordonnance maintenait le principe du jugement des crimes en première instance par des tribunaux composés de trois juges ; seulement, dès la clôture de

L'instruction un défenseur devait être désigné à l'accusé s'il n'en avait déjà fait choix. Si l'accusé était esclave la nomination du défenseur était toujours faite d'office. Aucun serment ne devait être exigé de l'accusé.

Une cour prévôtale pour la répression des crimes d'empoisonnement avait été créée à la Martinique en 1822.

Guyane. — Cette colonie ne fut réoccupée que le 8 novembre 1817. Les tribunaux furent d'abord rétablis sous leurs anciennes dénominations. En 1820, lors de la promulgation de l'ordonnance du 22 novembre 1819, ils reprirent les appellations de tribunal de première instance et de tribunal d'appel. La procédure criminelle fut celle fixée par l'ordonnance de 1670 jusqu'à la promulgation de l'ordonnance organique du 21 décembre 1828.

Profitant des troubles, un grand nombre d'esclaves s'étaient enfuis, vivaient en marronnage et menaçaient la sécurité des habitants. De véritables expéditions durent être dirigées contre eux. Ceux qui étaient pris étaient jugés par une cour prévôtale instituée le 21 août 1819 pour juger les crimes commis par les esclaves.

Etablissemens français de l'Inde. — La reprise de possession de ces établissemens fut effectuée le 4 décembre 1816 ; le 8 février 1817, le gouverneur rétablit le conseil supérieur et les conseils provinciaux tels qu'ils existaient en 1789.

Lorsque fut promulguée l'ordonnance royale du 22 novembre 1819, le conseil supérieur prit le nom de

cour royale et les conseils provinciaux ceux de tribunaux de première instance. Cette organisation dura jusqu'à l'ordonnance du 23 décembre 1827. Durant cette période, on continua à appliquer en matière criminelle l'ordonnance de 1670.

L'ordonnance du 23 décembre 1827 introduisit à la cour de Pondichéry le principe de la collaboration des magistrats avec des notables pour le jugement des affaires criminelles.

Les dispositions de cette ordonnance furent complétées par l'arrêté du 17 novembre 1828 qui promulgue aux Indes françaises certaines dispositions du Code d'instruction criminelle métropolitain. A partir de 1828, l'ordonnance de 1670 ne fut plus appliquée à la cour de Pondichéry.

Sénégal. — Nos établissements du Sénégal (Saint-Louis et Gorée) nous furent rendus le 1^{er} janvier 1817. Les ordonnances de 1814 et de 1819 y réglèrent l'organisation judiciaire jusqu'à la promulgation de l'ordonnance du 7 janvier 1822.

La première de toutes nos colonies, Le Sénégal vit supprimer la procédure criminelle résultant de l'ordonnance de 1670.

Saint-Pierre et Miquelon. — Le 20 juin 1816, les îles de Saint-Pierre et Miquelon rentrèrent définitivement sous l'autorité de la France.

Jusqu'en 1826, il n'exista qu'un juge unique ; à partir de cette époque, la justice fut rendue par un conseil temporaire de justice composé du commandant et de deux notables, les fonctions de ministère public étaient remplies par un officier du commissariat. Cette organisation dura jusqu'à l'ordonnance du 26 juillet 1833 qui organisa la justice sur des bases nouvelles.

CHAPITRE IV

Des Ordonnances organiques de la Restauration à l'organisation actuelle

I

INTRODUCTION

Des ordonnances organiques de la Restauration à l'organisation actuelle se succédèrent toute une série d'ordonnances et de décrets qui rendent assez complexes l'étude des juridictions criminelles pendant cette période.

Dans toutes nos colonies, on suit depuis ces ordonnances les deux principes essentiels de la procédure criminelle de la métropole : les débats sont publics et un conseil est donné à l'accusé.

En ce qui concerne l'organisation propre des tribunaux criminels, on trouve presque autant de systèmes que de colonies. Si, sur certains points, celles-ci ont la même organisation, elles en diffèrent par d'autres, de sorte qu'il n'est pas possible de trouver un système type qui puisse

servir de terme de comparaison et vers lequel tende l'évolution de la législation.

Les différences se sont accentuées surtout à partir du règne de Napoléon III.

Les ordonnances de la Restauration, si elles furent murement étudiées, furent par contre maintenues longtemps en vigueur sans changement. La procédure criminelle réglée par les ordonnances de 1827 pour l'île Bourbon et de 1828 pour les Antilles, ne fut modifiée que par la loi du 27 juillet 1880 qui institua le jury dans ces colonies. La Guyane conserva la même organisation criminelle de 1828 à 1854. Les Indes de 1842 à 1883. Saint-Pierre-et-Miquelon de 1833 à 1891. Le Sénégal qui avait été la première de nos colonies à être dotée d'une organisation judiciaire, fut aussi la première où il y eut une réforme. L'ordonnance de 1822 fut abrogée en 1837.

Sous la Restauration, deux systèmes seulement sont en présence. Dans nos possessions qualifiées à l'époque de « grandes colonies » (Réunion, Antilles, Guyane), les assesseurs étaient désignés *pour chaque session d'assises par voie de tirage au sort*. Les accusés et le ministère public avaient le droit d'exercer des récusations péremptoires. Dans les « petites colonies » : établissements français de l'Inde — Saint-Pierre et Miquelon — Sénégal) fonctionna ce qu'on a appelé l'institution des notables. Les assesseurs aux juridictions criminelles étaient *nommés pour un ou deux ans*, suivant les colonies, *par le représentant de l'autorité administrative*. Ces notables ne

pouvaient être récusés que pour les causes prévues pour les magistrats.

Le pouvoir de délibération des assesseurs et des notables n'était pas le même dans toutes nos colonies, mais il présentait un caractère commun : les assesseurs et les notables décidaient avec les magistrats sur la question de culpabilité et sur l'application de la peine.

A partir du second Empire et surtout sous la troisième République, l'organisation de la justice criminelle va se trouver sans cesse modifiée, principalement sous l'influence de la conquête d'immenses territoires. On va généraliser le système de la désignation des assesseurs par voie de tirage au sort, par contre, les assesseurs vont perdre de leur influence. Alors notamment que dans toutes nos possessions ils statuaient sur l'application de la peine, actuellement ils n'ont plus ce droit que dans quelques-unes de nos colonies.

II

ANTILLES ET RÉUNION

La Réunion, la Martinique et la Guadeloupe forment un groupe à part, qui fut doté, à quelques différences près, des mêmes dispositions. L'ordonnance du 30 septembre 1827 pour l'île Bourbon, et celle du 24 septembre 1828 pour les Antilles organisèrent, de la même manière, les cours d'assises.

Celles-ci furent composées de trois conseillers à la cour royale, de quatre membres du collège des assesseurs, d'un représentant du ministère public (procureur général ou substitut) et du greffier de la cour, ou de l'un de ses commis greffiers.

Il y eut deux arrondissements judiciaires dans chaque colonie : à l'île Bourbon les cours d'assises siégèrent à Saint-Denis et à Saint-Paul ; à la Guadeloupe, à Basse-Terre et à Pointe-à-Pitre ; à la Martinique, à Fort-Royal (Fort-de-France) et à Saint-Pierre. Les cours d'assises étaient saisies des affaires de leur compétence par une chambre des mises en accusation composée de trois conseillers à la cour royale, dont deux pouvaient être pris parmi les conseillers auditeurs.

Le collège des assesseurs comprenait soixante personnes réparties en deux sections égales, pour le service des assises de chaque arrondissement judiciaire. Les assesseurs étaient nommés pour trois ans par le roi sur une

liste générale dressée par le gouverneur de la colonie en conseil privé. Aux Antilles la liste était arrêtée six mois avant l'époque du renouvellement du collège ; à l'île Bourbon un an avant.

Etaient aptes à être portés sur cette liste :

1° Les habitants et les négociants éligibles au conseil général ;

2° Les membres des ordres royaux ;

3° Les fonctionnaires publics et employés du gouvernement jouissant d'un traitement de 4.000 francs au moins ;

4° Les fonctionnaires et employés qui avaient joui d'un pareil traitement avant leur mise à la retraite ;

5° Les juges de paix en retraite, les licenciés en droit non pourvus d'une commission d'avoué, les professeurs des sciences et belles lettres, les médecins, les notaires et avoués retirés (art. 166).

Les assesseurs doivent être âgés au moins de 30 ans révolus (art. 165).

Les fonctions d'assesseurs étaient incompatibles avec celles de membre du conseil privé, de membre de l'ordre judiciaire, de ministre du culte, et de militaire en activité de service des armées de terre et de mer (art. 167).

La procédure criminelle, réglée par les ordonnances des 19 décembre 1827 pour l'île Bourbon et 12 octobre 1828 pour les Antilles, reproduisait à peu près les mêmes dispositions dans chacune de ces colonies.

Les assesseurs nécessaires au service de chaque session

étaient tirés au sort douze jours avant l'époque fixée pour l'ouverture des assises. Le tirage avait lieu en chambre du conseil en présence du ministère public des accusés et de leurs défenseurs. Les accusés, quel que fût leur nombre, pouvaient exercer cinq récusations péremptoires. Le ministère public n'avait droit qu'à deux. Si les accusés ne s'étaient pas entendus sur les récusations, l'ordre de celles-ci s'établissait d'après la gravité de l'accusation, en cas d'accusation de même gravité, par la voie du sort.

Les membres de la cour royale et les assesseurs prononçaient en commun sur la position des questions, sur toutes les questions posées et sur l'application de la peine. Les magistrats connaissaient seuls des incidents de droit et de procédure.

Toutes les décisions étaient prises à la simple majorité, sauf la déclaration de culpabilité qui ne pouvait être prononcée qu'à la majorité de cinq voix sur sept.

La principale différence entre l'organisation judiciaire de ces colonies consistait dans l'exercice du droit de recours en cassation.

En raison de la longueur du voyage entre la Réunion et la métropole, le recours en cassation était de nature à prolonger les procès criminels dans des conditions anormales. Aussi, en matière pénale, les arrêts ne purent-ils être attaqués par voie de cassation que dans l'intérêt de la loi, conformément aux articles 441 et 442 du Code d'instruction criminelle.

Aux Antilles le même inconvénient n'existant pas, le recours en cassation fut ouvert, mais seulement dans

les cas énumérés à l'article 417 de l'ordonnance du 12 octobre 1828 portant application d'un code d'instruction criminelle aux Antilles. Les dispositions de cet article ont été littéralement reproduites dans l'article 417 du Code d'instruction criminelle pour la Guyane. Ce texte étant toujours en vigueur, nous l'examinerons lors de l'étude de l'organisation actuelle du recours en cassation dans cette dernière colonie.

Cette différence persista jusqu'en 1862, époque où un décret en date du 7 juin ouvrit à la Réunion le recours en cassation dans les mêmes conditions qu'aux Antilles et pour les mêmes motifs.

Les ordonnances de 1827 et 1828 prévoyaient également la création de cours prévôtales. Nous en étudierons l'organisation dans la deuxième partie.

Il convient de signaler la loi du 18 juillet 1845 sur l'esclavage qui institua des cours criminelles composées de quatre conseillers et trois assesseurs, pour juger les crimes commis par les esclaves à l'égard des personnes de condition libre et réciproquement par celles-ci sur les esclaves (art. 14). Pour renforcer la répression, la loi du 9 août 1847 modifia la composition de ces cours criminelles. Elles furent exclusivement composées de sept magistrats. Ces lois furent implicitement abrogées en 1848 par la suppression de l'esclavage.

Un décret du 27 août 1848 démocratisa le régime de l'assessorat en décidant que tous les citoyens éligibles à l'Assemblée nationale seraient aptes à faire partie du collège des assesseurs.

Le décret du 16 août 1854 déclara qu'aucune cour prévôtale ne pourrait plus être créée dans les colonies (1).

L'organisation judiciaire demeura sur ces bases jusqu'à la loi du 27 juillet 1880 qui remplaça le collège des assesseurs par l'institution du jury.

La Réunion continua à être divisée en deux arrondissements judiciaires.

A la Martinique il n'y eut plus de cour d'assises qu'à Saint-Pierre. A la suite de l'éruption du Mont-Pelé, le siège en fut transféré à Fort-de-France.

A la Guadeloupe, la loi de 1880 ne prévît qu'une cour d'assises située à Pointe-à-Pitre. Une seconde fut créée à Basse-Terre par la loi du 12 avril 1892.

Sauf quelques différences de détail, le jury fonctionne dans ces colonies dans les mêmes conditions qu'à la métropole, et toutes les lois concernant le jury y ont été déclarées applicables. A partir de cette époque, il suffit de renvoyer à la législation française.

(1) Sous le régime des ordonnances de 1827 et de 1828, les affaires correctionnelles étaient portées en premier et dernier ressort devant la Cour d'appel. Le décret du 16 août 1854 rétablit le double degré de juridiction.

III

GUYANE

Sous la Restauration, on suivit à la Guyane une procédure criminelle analogue à celle de la Martinique et de la Guadeloupe. Les ordonnances du 21 décembre 1828 sur l'organisation judiciaire de la Guyane et du 10 mai 1829 portant application d'un code d'instruction criminelle dans cette colonie, reproduisent, *mutatis mutandis*, presque littéralement les dispositions prises pour les Antilles par les ordonnances des 24 septembre 1828 et 12 octobre 1828.

Il fut institué, à Cayenne, une cour d'assises et une chambre des mises en accusation composées comme celles des Antilles et fonctionnant dans les mêmes conditions.

Cette organisation dura tant que la composition de la cour d'appel permit de disposer d'un nombre de conseillers suffisant pour assurer le service des assises et de la chambre d'accusation, c'est-à-dire de six conseillers au moins.

De 1828 à 1854, la cour royale fut composée de cinq conseillers titulaires, de deux conseillers auditeurs, d'un procureur général et d'un greffier.

La réduction dans le personnel de la cour, opérée en 1854, entraîna une modification dans la procédure criminelle. D'une manière générale, on peut dire que toute

réforme de l'organisation judiciaire basée sur des raisons budgétaires entraîne une diminution de garanties pour les justiciables. Le problème est complexe : d'un côté une question d'argent — nécessité impérieuse s'il en fut, — de l'autre des principes dont on ne se rend véritablement compte de l'utilité que devant les faits. Ordinairement, on sacrifiera les principes aux nécessités pécuniaires, quitte à revenir aux anciennes dispositions sous la pression de l'opinion publique.

Cette évolution, que nous retrouverons dans d'autres colonies, a été particulièrement caractéristique à la Guyane.

Le décret du 16 août 1854 réduisit le nombre des conseillers à quatre (un président, deux conseillers, un conseiller auditeur). Le poste de procureur général fut supprimé. Le procureur impérial près le tribunal de Cayenne remplit les fonctions de ministère public près la cour d'appel. La composition de la cour d'assises ne fut pas modifiée, sauf le remplacement du procureur général par le procureur impérial.

La réduction du nombre des conseillers entraîna la suppression de la chambre des mises en accusation. La cour d'assises fut saisie directement par le procureur impérial de toutes les affaires de sa compétence.

Le décret du 6 janvier 1876 rétablit le poste de procureur général qui reprit sa place dans la composition de la cour d'assises.

Le décret du 3 octobre 1880 (1) augmenta le nombre de magistrats, il y eut à la cour d'appel un président, trois conseillers, un conseiller auditeur, un procureur général et un substitut. La chambre des mises en accusation supprimée en 1854 fut rétablie, mais autrement composée. Elle comprit deux membres de la cour royale et le président du tribunal de première instance de Cayenne.

Le décret de 1854 avait restreint considérablement la compétence des assesseurs. Ceux-ci ne délibéraient plus que sur les questions de faits résultant de l'acte d'accusation et des débats. Le juge statuaient seuls sur les questions de compétence, sur l'application de la peine, les incidents de droit et de procédure et les demandes en dommages et intérêts.

Ce mode de délibération fut maintenu par le décret de 1880, mais le pouvoir des assesseurs fut encore diminué. La déclaration de culpabilité dut être prononcée à une majorité de plus de quatre voix (art. 24 du décret du 3 octobre 1880). Les assesseurs étant quatre contre trois magistrats ne pouvaient plus à eux seuls faire la majorité.

Par mesure d'économie, le décret du 20 février 1886 remplaça la cour d'appel par un tribunal supérieur comprenant un président, deux juges et un greffier. Le poste

(1) L'ordonnance de 1828 avait décidé que les affaires correctionnelles seraient jugées en premier et dernier ressort par la Cour d'appel. Le décret de 1880 rétablit le double degré de juridiction.

de procureur général fut de nouveau supprimé, le procureur de la République remplit les fonctions de ministère public près le tribunal de première instance et le tribunal supérieur.

Pour le jugement des affaires criminelles, le tribunal supérieur se constituait en tribunal criminel par l'adjonction de quatre assesseurs. Ceux-ci étaient désignés par la voie du sort sur une liste de vingt notables français, dressée chaque année, non plus par l'autorité administrative, mais par une *commission* composée du directeur de l'intérieur, président, du juge-président du tribunal de première instance et d'un membre du Conseil général désigné par cette assemblée (1).

La chambre des mises en accusation fut supprimée pour la seconde fois, et le tribunal criminel fut saisi de nouveau par le ministère public.

Cette organisation dura dix ans. Le décret du 16 décembre 1896 rétablit la cour d'appel et la chambre des mises en accusation et modifia par ailleurs la procédure criminelle. Ce décret est toujours en vigueur.

(1) Le Conseil général fut créé à la Guyane, par le décret du 23 décembre 1878.

IV

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'INDE

L'ordonnance royale du 23 décembre 1827 ne modifia l'organisation judiciaire qu'à Pondichéry. Dans les établissements secondaires les tribunaux continuèrent à juger comme par le passé.

Tous les crimes ou délits poursuivis à Pondichéry étaient jugés en premier et dernier ressort par la cour royale. Celle-ci connaissait également, en appel, des jugements rendus en matière correctionnelle et criminelle dans les autres établissements de l'Inde.

En matière civile, la cour royale rendait ses arrêts à cinq juges ; en matière criminelle, au nombre de sept. Dans ce cas, elle se composait de cinq magistrats et deux notables. A cet effet, il était dressé chaque année par l'administrateur général une liste de huit notables appelés à faire le service par semaine et par ordre de nomination. En matière civile, comme en matière criminelle, les conseillers et conseillers auditeurs pouvaient être remplacés par des notables.

Le gouverneur peut-être à cause de l'éloignement crut pouvoir, de sa propre autorité, régler le service de la Justice. De pareilles initiatives ne se produisirent qu'aux Indes et, comme nous le verrons, en Océanie. Partout ailleurs, les gouverneurs eurent davantage le sens de la légalité. Cependant, il convient de faire remarquer que

ces abus de pouvoir eurent pour but de doter la colonie d'institutions libérales.

Un arrêté du 17 novembre 1828 créa à la cour de Pondichéry une chambre des mises en accusation et promulgua les dispositions du Code d'instruction criminelle compatibles avec l'organisation judiciaire existante à la colonie.

Par suite des maladies et des congés, la cour (1) était rarement au complet et il était difficile d'assurer le service de cette chambre. Aussi par arrêté en date du 4 août 1831 elle fut supprimée.

La seconde initiative prise par le gouverneur eut un résultat encore moins brillant. L'ordonnance du 23 décembre 1827 et divers arrêtés locaux, avaient promulgués aux Indes un certain nombre d'articles de l'ordonnance du 30 septembre 1827 sur l'organisation judiciaire de l'île Bourbon, notamment certaines dispositions concernant la police des audiences et le statut du personnel judiciaire. Le gouverneur de nos établissements dans l'Inde voulut rendre l'assimilation plus complète. Sans consulter le Département, il prit le 5 mai 1832 un arrêté instituant à Pondichéry une cour d'assises et une chambre de mise en accusation à l'instar de celles fonctionnant à l'île Bourbon.

« Considérant, dit l'exposé des motifs précédant cet arrêté, que *l'exemple des bons résultats de l'institution des cours d'assises*, composée à l'île Bourbon, partie de notables ou assesseurs et de conseillers, permet de

(1) La cour de Pondichéry était composée de cinq conseillers et deux conseillers auditeurs.

rendre applicable à Pondichéry cette partie de l'organisation judiciaire fixée dans la même ordonnance du 30 septembre 1827, *applicable déjà à Pondichéry en ses points principaux*, et d'essayer du jugement des crimes par des cours d'assises composées comme à l'île Bourbon de trois conseillers et quatre notables. »

La chambre des mises en accusation comprit comme à la Réunion : trois conseillers, dont deux pouvaient être des conseillers auditeurs ; en cas d'empêchement d'un conseiller, celui-ci pouvait être remplacé par un notable pris sur la liste de seize noms dressée par le gouverneur (1). Il fut créé à Pondichéry une cour d'assises composée de trois conseillers à la cour royale et de quatre notables habitants qui prirent le nom d'assesseurs. Le fonctionnement de cette cour d'assises, le mode de nomination des assesseurs, le tirage au sort, les récusations péremptoires furent réglés par les mêmes dispositions qu'à la Réunion.

Cet arrêté n'était mis en vigueur que « sous réserve d'approbation par le roi ». Le 11 septembre 1832 parut une ordonnance portant que : « les sept juges nécessaires pour rendre un arrêt en matière criminelle dans le ressort de la cour royale de Pondichéry seront composés de quatre magistrats et trois notables. Toutes dispositions contraires demeurant rapportées. » Les termes laconiques de cette ordonnance pouvaient prêter à discussion, ce que ne manqua pas de faire le gouverneur. Une dépêche ministérielle du 8 janvier 1834 lui prescrivit

(1) Le nombre des notables avait été porté de huit à seize par l'arrêté du 24 février 1831.

l'exécution pleine et entière de l'ordonnance du 11 septembre 1832. Aussi, considérant ce texte comme inconciliable avec l'arrêté pris par lui, le gouverneur, par arrêté en date du 20 juin 1834, rapporta celui du 5 mars 1832.

Il est à remarquer que l'organisation assessorale qui fut tant critiquée à l'île Bourbon, ne paraît pas avoir été jugée aussi défavorablement aux Indes. D'autre part, l'institution des notables, qui jouit de tant de faveur à cette époque puisque nous la voyons maintenue aux Indes malgré les désirs de l'autorité locale, tomba par la suite dans le discrédit le plus complet, et les critiques de l'administration centrale ne lui furent pas ménagées (1).

Cette leçon porta ses fruits. Les gouverneurs ne furent plus tentés de modifier l'organisation judiciaire. Celle-ci demeura sur ces bases jusqu'en 1842, époque où une ordonnance en date du 7 février, abrogea les ordonnances des 23 décembre 1827 et 11 septembre 1832 et « toutes autres dispositions contraires ».

Il fut institué à Pondichéry une « chambre d'accusation » composée d'un conseiller à la cour, du juge royal et du lieutenant du juge. Cette chambre se réunissait une fois par semaine, en chambre du conseil, pour statuer sur les réquisitions du procureur général.

A Pondichéry les crimes étaient jugés par la chambre criminelle de la cour royale (2). Celle-ci se composait de

(1) Voir page 45.

(2) La cour royale était composée d'un président, de quatre conseillers et de deux conseillers auditeurs.

Le tribunal de première instance de Chandernagor était composé d'un juge royal et d'un lieutenant de juge; celui de Karikal ne comprenait qu'un juge royal. A Mahé et à Yanaon, les

cinq magistrats de la cour et de deux notables. La chambre criminelle connaissait également des appels des jugements prononcés par les tribunaux criminels des établissements secondaires.

Ces tribunaux criminels siégeaient en principe à trois juges et pour ce motif ne jugeaient qu'en premier ressort. En faisaient partie :

A Chandernagor, le juge royal, l'officier de l'administration de la marine et le juge de paix.

A Karikal, la composition était la même, sauf que le juge de paix était remplacé par un officier du commissariat.

A Mahé et à Yanaon, le chef du comptoir, faisant fonction de juge royal, et deux notables habitants ; en cas d'impossibilité absolue de s'adjoindre deux notables, le chef du comptoir était autorisé à juger seul.

Dans le mois pendant la rentrée de la cour, le gouverneur dressait, sur la proposition du procureur général, une liste de vingt notables pour le service de la chambre criminelle. Pour les établissements secondaires, le collègue ne comprenait que quatre notables choisis dans les mêmes conditions par le gouverneur sur présentation des administrateurs locaux.

Ces notables faisaient le service à tour de rôle et dans l'ordre de leur nomination. Indépendamment de ce service et pour compléter le nombre prescrit par les ordonnance pour rendre un arrêt, les notables remplaçaient

fonctions de président étaient remplies par le chef du comptoir.

les conseillers auditeurs, sauf à la chambre d'accusation et en assemblée générale.

Les magistrats et les notables délibéraient ensemble sur toutes les questions tant de fait que de droit. La déclaration de culpabilité devait être prise à la majorité de cinq voix sur sept ; pour toutes les autres dispositions des arrêts, la simple majorité suffisait. Les notables pouvaient être récusés seulement pour les mêmes causes que les magistrats.

En matière criminelle, les jugements et arrêts n'étaient susceptibles de recours en cassation que dans l'intérêt de la loi.

Le décret du 31 mai 1873 diminua le nombre des juges de la chambre criminelle. Celle-ci ne comprit plus que trois magistrats de la cour et deux notables. La majorité spéciale de condamnation fut supprimée par le décret du 30 septembre 1874 ; toutes les questions furent résolues à la simple majorité.

Aux termes du décret de 1873, le droit de récusation était accordé tant à l'accusé qu'au ministère public. Seulement ce droit était exercé dans des conditions spéciales : « L'accusé avait le droit de récuser un notable » sur deux ou deux sur trois au plus. A cet effet, l'accusé » ou son défenseur devaient faire connaître leur récusation par écrit, trois jours au moins avant l'audience, » au président de la cour. Celui-ci convoquait d'autres » notables en suivant l'ordre du tableau ; s'il y avait plusieurs accusés, ils devaient s'entendre pour la récusation qui en cas de dissentiment, *était exercée par*

» *le plus âgé*. Le ministère public avait le droit de récu-
» ser un notable seulement. »

Les Européens et descendants d'Européens devaient être jugés par des notables de leur classe. Les Indiens avaient le droit de demander qu'un notable de leur caste fit partie de la chambre criminelle.

Le décret du 1^{er} mars 1879 transforma les tribunaux de Mahé et de Yanaon en justice de paix à compétence étendue. Rien ne fut modifié à l'ancienne organisation, sauf que le chef du comptoir fut remplacé dans ses attributions judiciaires par le juge de paix à compétence étendue.

La procédure fut maintenue sur ces bases jusqu'en 1883, époque où elle fut entièrement modifiée par un décret en date du 12 juin. Dans l'exposé des motifs précédant ce décret, le ministre de la Marine et des Colonies dit, en parlant du système précédent : « Il importe » de supprimer l'institution des notables telle qu'elle » résulte de l'ordonnance judiciaire de 1842. Aux termes » de cette ordonnance, la liste des notables se compose » de vingt personnes choisies par le gouverneur sur la » proposition du procureur général. Les notables sont » appelés à compléter la cour d'assises et à remplacer » les magistrats de la cour empêchés en matière civile » et correctionnelle, suivant l'ordre de leur inscription. » Cette organisation *n'a pas donné de bons résultats*, et » mon département a dû la supprimer à la Guyane par » le décret du 30 octobre 1880 (1). Les arrêtés antérieurs

(1) Ceci est une erreur, l'institution des notables n'a jamais

» ont déjà manifesté les mêmes sentiments de répu-
» gnance pour cette institution, dans nos établissements
» de l'Inde, le décret du 9 mai 1879 sur le pourvoi en
» cassation et en annulation n'a fait aucune mention des
» notables. Le moment me paraît venu de supprimer
» entièrement l'institution des notables et d'y substituer
» l'assessorat qui a longtemps fonctionné à la Réunion
» et aux Antilles et a rendu de réels services dans les
» colonies. »

Le décret du 12 juin 1883 promulgua, sous certaines modifications, le Code d'instruction criminelle dans nos établissements de l'Inde. Cette organisation est encore en vigueur et ne fut modifiée que dans ses articles 93 et 398 par deux décrets respectivement en date des 18 février et 29 avril 1913.

fonctionné à la Guyane. L'organisation de cette colonie, semblable, du reste, à celle de la Réunion et des Antilles était pleinement assessorale.

V

SAINT-PIERRE ET MIQUELON

Le service de la justice fut réorganisé dans cette colonie par l'ordonnance du 26 juillet 1833.

Il fut établi pour ces îles, deux tribunaux de paix, un tribunal de première instance, un conseil d'appel et un tribunal criminel.

Le conseil d'appel était composé du commandant de la colonie, président, du chirurgien chargé du service de santé et du capitaine du port. En cas d'empêchement, ils étaient remplacés par des fonctionnaires désignés par le commandant. Les fonctions de ministère public étaient remplies par l'officier d'administration, ou le commis de la marine, chargé de l'inspection ; le commis greffier du tribunal de première instance tenait la plume.

Le conseil d'appel se constituait en tribunal criminel pour connaître de toutes les affaires déférées en France aux cours d'assises. Dans ce cas, il était complété par l'adjonction de quatre notables. Ceux-ci étaient désignés chaque année par le commandant sur une liste générale dressée en conseil du gouvernement et d'administration. Cette liste était envoyée au ministère de la Marine et des Colonies.

Étaient aptes à être portés sur cette liste :

- 1° Les habitants ;
- 2° Les négociants et « géreurs » ;

3° Les capitaines au long cours ;

4° Les officiers de santé ;

5° Et, en général, tous ceux que le conseil de gouvernement et d'administration jugeait présenter la capacité nécessaire pour être membres du tribunal.

Les membres du conseil d'appel et les notables délibéraient ensemble sur la position des questions, sur toutes les questions posées et sur l'application de la peine. Les membres du conseil d'appel connaissaient exclusivement des incidents de droit et de procédure. Tous les arrêts étaient rendus à la simple majorité, sauf la déclaration de culpabilité qui devait être prononcée à la majorité de cinq voix sur sept (1).

Le tribunal criminel était saisi des affaires de sa compétence par le conseil d'appel statuant comme chambre des mises en accusation. Les membres du conseil d'appel qui avaient voté sur la mise en accusation ne pouvaient connaître du jugement de l'affaire renvoyée devant le tribunal criminel.

A partir de 1843, la présidence du conseil d'appel fut confiée à un magistrat. En cas d'absence ou d'empêchement, il était remplacé par un fonctionnaire nommé par le commandant (ordonnance du 6 mars 1843).

Ce fut là une source de conflits. L'ordonnance de 1833 avait créé au tribunal de première instance un emploi de juge occupé par un magistrat de carrière. L'ordonnance de 1843 n'obligeait pas le commandant à le dési-

(1) C'était le principe posé par les ordonnances de 1827 et de 1828 pour le mode de délibération aux Antilles, à la Réunion et à la Guyane.

gner pour assurer l'intérim. Généralement, le titulaire de ce poste considérait que la présidence du conseil d'appel lui revenait de plein droit comme étant le second magistrat de la colonie. Le Département, saisi de réclamations qui avaient été formulées à ce sujet, décida que le commandant était libre de son choix.

C'était le rétablissement, sous une autre forme, du statut existant avant 1843 que le législateur avait voulu supprimer. Etat de choses anormal qui consistait à faire réformer les décisions d'un magistrat par une juridiction exclusivement composée de fonctionnaires.

Cette situation ne prit fin que par le décret du 26 mai 1896, aux termes duquel la présidence du conseil d'appel, en cas d'absence du titulaire, il devait être occupé par un magistrat *et à défaut* par un fonctionnaire nommé par le gouverneur.

Les deux autres membres du conseil d'appel (le chirurgien et le capitaine du port) furent remplacés par le décret du 28 septembre 1872 par deux officiers du commissariat de la marine, licenciés en droit, désignés par le chef de la colonie ; à défaut il devait être fait appel au contrôleur colonial et au commis de l'inscription maritime.

On avait voulu que les juges du conseil d'appel fussent, d'une manière générale, pris parmi les officiers du commissariat et le décret n'avait imposé la condition de la licence en droit que pour s'assurer d'une capacité supplémentaire.

La difficulté de trouver des licenciés en droit parmi les officiers de ce corps en service à la colonie, fit que,

pratiquement, on fut obligé d'avoir recours au contrôleur colonial et au commis d'administration de la marine.

Pour remédier à cet état de choses, un décret du 9 octobre 1874 spécifia qu'à défaut d'officiers du commissariat licenciés en droit, deux officiers de ce corps les plus élevés en grade seraient appelés à siéger au conseil d'appel.

Le décret du 21 mai 1896 supprima toutes ces conditions ; désormais les membres du conseil d'appel purent être pris parmi les officiers et fonctionnaires de la colonie, à l'exception des chefs de service. Les licenciés en droit devaient être choisis de préférence.

Un emploi de procureur de la République, chef du service judiciaire, fut créé par le décret du 4 août 1868.

A part ces modifications, l'ordonnance de 1833 demeura en vigueur jusqu'à la promulgation du décret du 24 février 1891 qui supprima l'institution des notables. La justice criminelle fut réorganisée sur les bases du système assessoral. Un certain nombre de dispositions de l'ordonnance de 1833 subsistèrent, reproduites ou non contredites par le décret de 1891, notamment la procédure à l'audience. La voie du recours en cassation resta ouverte dans les mêmes conditions, sauf quelques différences dans la manière de formuler le pouvoir et le mode de transmission des dossiers.

Le décret de 1891 régit toujours la procédure criminelle. La seule réforme à signaler est la suppression du poste de procureur de la République ; depuis le décret du 21 juin 1907, les fonctions en sont remplies par un fonctionnaire nommé par arrêté du chef de la colonie.

VI

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Jusqu'en 1850, on désigna sous le nom de « Sénégal » un territoire immense allant du cap Blanc au golfe du Benin. A partir de cette date, on commença à distinguer entre nos différentes possessions qui peu à peu furent érigés en colonies autonomes et dotées d'une organisation judiciaire particulière.

L'unité politique entre les diverses colonies se fit en 1895, l'unité administrative en 1902 et l'unité judiciaire en 1903.

Actuellement le gouvernement général de l'Afrique occidentale française, autrement dite A. O. F., comprend huit colonies : le Sénégal, la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Dahomey, le Soudan français, la Haute-Volta, la Mauritanie et le territoire du Niger.

Pendant longtemps nos établissements se bornèrent dans l'occupation de quelques points de la côte. Tous les habitants sans distinction de race pouvaient être alors rendus justiciables des tribunaux français.

Les conquêtes de la fin du xix^e siècle nous rendirent maîtres d'immenses territoires. Tant au point de vue politique qu'au point de vue pratique, il ne pouvait être question de soumettre ces nouveaux sujets à la législation

française. On fut ainsi amené à créer une justice spéciale pour les indigènes.

L'étude de l'organisation des juridictions criminelles en A. O. F. comprendra l'examen de leur évolution dans nos colonies du Sénégal, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire et du Dahomey jusqu'en 1903. Puis à partir de cette époque, et jusqu'à l'organisation actuelle, les transformations qui furent opérées tant en justice française qu'en justice indigène dans les colonies formant le gouvernement général de l'A. O. F.

SÉNÉGAL

L'évolution des juridictions criminelles du Sénégal fut assez complexe. Deux principes différents, l'institution des notables et le système assessoral (1) y furent successivement appliqués. Pendant plusieurs années, on vit même fonctionner ces deux organismes à côté l'un de l'autre.

De 1822 à 1837 les notables interviennent dans le jugement de toutes les affaires tant civiles que pénales.

A partir de 1837 les crimes furent jugés par des Cours d'assises avec le concours d'assesseurs ; mais jusqu'en 1847 les notables continuèrent à siéger dans les autres juridictions. Comme les Cours d'assises étaient alors saisies par le tribunal de première instance (2), les notables prenaient ainsi toujours part aux poursuites criminelles.

(1) A la différence des notables qui étaient nommés pour deux ans et siégeaient tant au civil qu'au pénal, les assesseurs étaient désignés par la voie du sort pour une session d'assises seulement.

(2) Voir page 53.

L'organisation assessorale fut l'objet de deux conceptions différentes : la première fut appliquée de 1837 à 1854 ; quant à la seconde, les principes en sont toujours en vigueur.

L'ordonnance du 7 janvier 1822 décida que les tribunaux de première instance de Saint-Louis et de Gorée réunis en chambre du conseil statueraient sur les procédures criminelles de leur ressort restectif.

Le tribunal de Gorée ne conserva cette compétence que jusqu'en 1837. Il était alors composé du commandant particulier, du principal employé de la marine et d'un notable ; celui de Saint-Louis comprenait un président gradué et quatre notables habitants, à savoir deux Européens et deux indigènes. Mais comme il était spécifié que « le concours de trois membres du tribunal y compris le président suffisait pour la validité des jugements » le président avait toute latitude pour organiser le tribunal comme bon lui semblait. Pratiquement il semble que les notables indigènes devaient siéger seulement lorsqu'il n'y avait pas d'Européen en cause. Ces notables étaient *nommés pour deux ans* par le commandant et administrateur pour le roi sur une triple liste présentée par le président.

Pour ne pas exposer le président à être mis en minorité, les non-lieu ne pouvaient être ordonnés qu'à l'unanimité, une seule voix suffisait pour la mise en accusation.

Les affaires criminelles étaient jugées par le Conseil d'appel en premier et dernier ressort. Ce conseil siégeait à Saint-Louis et était composé :

- 1° Du commandant et administrateur pour le roi ;
- 2° De l'officier de l'administration de la marine chargé du service ;
- 3° De l'officier commandant l'infanterie ;
- 4° De l'officier du génie ou de l'artillerie le plus ancien en grade ;
- 5° De deux notables désignés pour deux ans par le commandant et administrateur pour le roi.

Cinq membres pouvaient prononcer valablement.

Le recours en cassation n'était ouvert qu'en matière civile.

L'ordonnance du 24 mai 1837 modifia cette organisation. Les mises en accusation *pour toute la colonie* furent réglées par le tribunal de Saint-Louis qui statua, définitivement, en se conformant aux dispositions du Code d'instruction criminelle modifié pour le Sénégal. Ce tribunal était toujours composé d'un juge royal et de quatre notables, mais il n'était plus précisé que parmi ceux-ci deux devaient être indigènes. Trois juges comme précédemment étaient nécessaires pour rendre un jugement. Les décisions étaient prises à la simple majorité.

L'ordonnance de 1837 supprima l'intervention des notables dans le jugement des affaires criminelles. Il fut créé au Sénégal deux arrondissements de cours d'assises, comprenant l'un le ressort du tribunal de Saint-Louis, l'autre celui de Gorée.

La cour d'assises de Saint-Louis était composée :

- 1° Du vice-président de la cour d'appel, président (1) ;
- 2° De l'ordonnateur ;
- 3° Du chirurgien, chef du service de santé (1) ;
- 4° Du capitaine du port, à défaut du trésorier ;
- 5° De trois assesseurs.

Le second juge du tribunal de Saint-Louis remplissait les fonctions de ministère public.

La cour d'assises de Gorée avait la même composition, sauf que le chirurgien et le capitaine de port étaient respectivement remplacés par le commandant particulier de Gorée et par l'administrateur de la marine.

Les juges et les assesseurs délibéraient en commun sur les questions de fait posées par le président et sur l'application de la peine. Le président statuait *seul* sur les incidents de droit et de procédure.

Les décisions de la cour d'assises étaient prises à la simple majorité, sauf la déclaration de culpabilité qui ne pouvait être prononcée qu'à la majorité de cinq voix sur sept.

Les assesseurs étaient tirés au sort sur une liste de seize noms établie dans chaque arrondissement judiciaire. Ce collège était nommé dans la première quinzaine de

(1) La cour d'appel comprenait : le gouverneur de la colonie, président honoraire, dispensé de siéger; un conseiller vice-président, quatre fonctionnaires étrangers à la magistrature (l'ordonnateur, l'inspecteur colonial, le capitaine du port et le trésorier) et deux notables habitants; cinq membres suffisaient pour rendre un arrêt.

(1) Il est à remarquer que le chef du service de santé ne faisait pas partie de la cour d'appel.

janvier par le gouverneur en conseil privé sur la présentation du vice-président et choisis sur une liste générale dressée au mois de décembre de l'année précédente. Cette liste comprenait tous les fonctionnaires publics jouissant d'un traitement de 2.000 francs au moins, et tous les habitants notables et commerçants de la colonie (art. 40).

Le recours en cassation était ouvert contre les arrêts des cours d'assises, conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle modifié par le Sénégal.

L'ordonnance du 9 novembre 1840 changea la composition de la cour d'appel. Les quatre fonctionnaires qui en faisaient partie furent remplacés par un conseiller et un conseiller auditeur. Ceux-ci siégèrent à la cour d'assises de Saint-Louis aux lieu et place de l'ordonnateur et du chirurgien.

Les trois magistrats de la cour statuaient ensemble sur les incidents de droit et de procédure.

La cour de Gorée ne fut pas modifiée. Le conseiller président put y déléguer le second conseiller.

L'ordonnance du 27 mars 1844 supprima l'emploi de conseiller auditeur. Il n'y eut plus qu'une cour d'assises pour le Sénégal. Toutefois elle pouvait être transférée provisoirement à Gorée par arrêté spécial du gouverneur.

La cour d'assises comprit toujours sept membres : quatre juges et trois assesseurs, seulement le conseiller auditeur et le capitaine du port furent respectivement remplacés par l'officier de l'état civil et le chef du ser-

vice de santé (1). Les assesseurs ne délibéraient plus avec les juges que sur les questions de fait posées par le président et sur l'application de la peine.

Le tribunal de Saint-Louis continua à statuer en chambre du conseil sur le renvoi des affaires criminelles. Comme pratiquement il ne jugeait qu'à trois, on mit les textes d'accord avec la réalité, il n'y eût plus en première instance qu'un juge royal et deux notables. Mais on rétablit en le renforçant le principe de l'ordonnance de 1822, et les notables appelés à siéger tant à la cour d'appel qu'aux tribunaux devaient être pris en nombre égal parmi les Européens et les indigènes.

Dans chaque juridiction, les notables étaient nommés pour deux ans par le gouverneur sur une liste de huit candidats à la présentation du chef du service judiciaire. Alors qu'à la cour, les notables conservaient en toute matière voix délibérative, en première instance ils n'eurent plus ce droit qu'en matière pénale.

Cette organisation se révéla tellement défectueuse qu'il fallut la supprimer après trois années de fonctionnement.

Le rapport précédant l'ordonnance du 4 décembre 1847, motiva cette réforme dans les termes suivants :

« L'intervention des notables dans les jugements avait été signalée comme fâcheuse à certains égards, particulièrement à cause des reproches de partialité qu'on était

(1) La cour d'appel était composée du président, d'un conseiller, de l'officier de l'état civil et de deux notables.

fondé à diriger contre les notables. Cependant, attendu que l'institution en vigueur au Sénégal depuis 1822 pouvait être considérée comme y ayant pris racine, et que d'un autre côté on était alors dominé par le besoin d'économie, il fut jugé convenable de maintenir l'organisation des notables en la restreignant quant aux tribunaux de première instance à une attribution consultative analogue à celle des juges auditeurs dans nos principales colonies. A la cour d'appel les notables ont conservé voix délibérative comme il était indispensable dans une organisation qui n'admettait dans cette cour que deux magistrats. Ils ont même dû continuer à figurer au même titre dans les chambres du conseil chargé de statuer sur les procédures, à défaut de chambre d'accusation au Sénégal.

» Une circonstance récente (?) est venue démontrer jusqu'à l'évidence le vice de cette organisation et indique même que conserver plus longtemps les notables comme partie intégrante du corps judiciaire serait s'exposer à voir fréquemment le cours de la justice interrompu en matière civile ; d'un autre côté à l'occasion d'un procès dont elle avait eu à connaître, la cour de cassation a signalé comme insuffisante la constitution des chambres du conseil au Sénégal dont les décisions ne peuvent, aux termes des ordonnances actuelles, être attaquées même dans l'intérêt de la loi.

» Il est donc à tous égards de nécessité urgente de procéder à la réorganisation des tribunaux du premier et deuxième ressort de la colonie en y fortifiant la magis-

trature et en *excluant l'élément des notables sur lesquels il n'est plus permis désormais de compter* » (1).

L'ordonnance du 4 décembre 1847 supprima les notables dans toutes les juridictions. La cour royale fut exclusivement composée de magistrats (un président, deux conseillers, deux conseillers auditeurs, un procureur général). La composition de la cour d'assises fut en conséquence modifiée. Elle comprit :

Le président de la cour ;

Un conseiller et un conseiller auditeur ;

Un fonctionnaire ;

Et trois assesseurs.

Le tribunal de première instance, réduit à un juge unique, perdit le droit de statuer sur les procédures criminelles. Une chambre de mises en accusation fut créée à la cour d'appel ; elle se composa d'un conseiller, d'un conseiller auditeur et d'un fonctionnaire. Ce dernier, comme celui faisant partie de la cour d'assises, était pris sur une liste de huit fonctionnaires, dressée chaque année dans la première quinzaine de janvier par le gouverneur en conseil.

Le décret du 9 août 1854 marque une nouvelle orientation dans l'organisation judiciaire au Sénégal.

Le nombre des membres de la cour fut réduit de cinq

(1) Cette critique est à rapprocher de celle faite dans le rapport précédant le décret de 1883, sur le fonctionnement de l'institution des notables aux Indes françaises. (Voir page 45.)

à trois (un président, un conseiller, un conseiller auditeur) ; au parquet, on supprima le poste de procureur général. Le procureur impérial près le tribunal de Saint-Louis (emploi créé) remplit les fonctions de ministère public près la cour d'appel et la cour d'assises.

La réduction du nombre des magistrats à la cour entraîna la suppression de la chambre des mises en accusation. La cour d'assises fut saisie directement par le procureur impérial ; ce qu'on a appelé « l'omnipotence du parquet », allait régler la procédure criminelle jusqu'en 1899.

De 1837 à 1854, les cours d'assises avaient compris d'une part quatre juges (magistrats ou fonctionnaires) et de l'autre trois assesseurs. Ceux-ci se trouvaient en minorité. Pour compenser cette infériorité, l'ordonnance de 1837 avait fait entrer le chef du service de santé dans la composition de la cour d'assises. Celui-ci ne faisait pas partie de la cour d'appel et, moins mêlé à l'élément judiciaire, devait, en principe, échapper à cet esprit de répression à toute force qui, à tort ou à raison, est prêté aux magistrats. Mais étant membre de droit de la cour d'assises, ce médecin siégeait à toutes les sessions et n'avait plus « entièrement la mentalité d'un assesseur ». Il est difficile de conclure sur les avantages et les inconvénients de cette institution : de 1837 à 1847, elle fut, ainsi que nous l'avons vu, tour à tour en faveur ou délaissée (1).

(1) Le chef du service de santé fit partie de la cour d'assises de 1837 à 1840 et de 1844 à 1847.

A partir de la promulgation du décret du 9 août 1854, les cours d'assises furent composées de trois magistrats et quatre assesseurs. Le sens de la majorité se trouva ainsi inversé.

C'est désormais la formule qui va régler la composition de la cour d'assises. Trois membres de la cour et quatre assesseurs. Des décrets pourront modifier l'organisation de la cour d'appel ; malgré ces changements, les cours d'assises du *Sénégal* seront toujours et sont encore organisées de cette manière.

Le décret de 1854 modifie également le mode de désignation des notables (1). Il était d'abord dressé, par le chef du service administratif, une liste générale comprenant quarante à soixante noms. Dans la première quinzaine de janvier, sur proposition du chef du service judiciaire (2), le gouverneur désignait sur cette liste vingt-quatre personnes qui devaient former pour l'année le collège des assesseurs.

Le tirage au sort des assesseurs se faisait trente jours avant l'ouverture des assises, délai nécessaire en raison des difficultés de communications pour les assesseurs

(1) Le mot notable est désormais employé dans le sens d'assesseur.

(2) Les fonctions de chef du service judiciaire furent remplies tantôt par un membre du siège, tantôt par un membre du parquet.

De 1822 à 1847, le poste fut tenu par un membre du siège ; président du tribunal de première instance de Saint-Louis (1832) ; vice-président de la cour d'appel (1837) ; président de la cour d'appel (1844).

De 1847 à 1854, ce fut le procureur général.

De 1854 à 1891, le président de la cour d'appel.

Depuis 1891, le procureur général.

résidant hors du chef-lieu, mais dangereux pour ceux qui habitaient Saint-Louis, en raison des sollicitations auxquelles ils pouvaient être exposés.

Le décret de 1854 avait accordé aux assesseurs la majorité dans la composition des cours d'assises, mais d'un autre côté, il restreignit leur pouvoir de délibération.

Aux termes de l'ordonnance de 1822, les notables avaient voix délibérative sur toutes les questions. De 1837 à 1854, les assesseurs délibérèrent sur les questions de fait posées par le président et sur l'*application de la peine*. Depuis 1854, les juges et les assesseurs ne prononcent en commun que sur les questions de fait résultant de l'acte d'accusation et des débats, les juges statuent seuls sur les questions de compétence, sur l'application de la peine, les incidents de procédure et les demandes en dommages et intérêts. Toutes les décisions sont prises à la simple majorité (1).

Le décret du 15 mars 1889 reproduisit littéralement la plupart des dispositions du décret de 1854, en modifiant seulement quelques points de détail. La cour d'assises siégeait toujours à Saint-Louis, mais pouvait être transférée temporairement à Dakar (et non plus à Gorée). La liste générale des notables était dressée par le chef du service judiciaire et non plus par le chef du service administratif.

La chambre des mises en accusation fut rétablie à la cour d'appel du Sénégal par le décret du 11 août 1899.

(1) Mode de délibération qui est toujours en vigueur.

Elle se composa de trois conseillers à la cour d'appel désignés semestriellement par le président de la cour après avis du procureur général ; en cas d'empêchement, un membre de la cour pouvait être remplacé par le juge président ou par un juge suppléant.

Le recours en cassation contre les arrêts préparatoires et d'instruction ne fut ouvert qu'après l'arrêt de condamnation, le pourvoi formé avant n'était pas suspensif.

Un certain nombre de ces dispositions furent incorporées au décret du 10 novembre 1903.

GUINÉE — CÔTE D'IVOIRE — DAHOMEY

Tous les crimes commis dans les possessions françaises de la Côte occidentale d'Afrique furent d'abord déferés à la cour d'assises du Sénégal.

En 1869 un décret en date du 11 septembre organisa d'une manière très complète la justice en Côte d'Or et au Gabon. Ce texte prévoyait en Côte d'Or (actuellement la Côte d'Ivoire), la création de trois tribunaux d'arrondissement à Grand-Bassam, Dabou et Assinie, d'un tribunal supérieur (1) et d'une cour d'assises (2).

(1) Cette organisation était plutôt prématurée.

Les tribunaux de première instance comprenaient chacun un juge impérial, un lieutenant de juge, un officier du ministère public et un greffier.

Le tribunal supérieur était composé d'un président, de deux juges, d'un procureur impérial et d'un greffier.

Actuellement, il n'y a en Côte d'Ivoire, qu'un seul tribunal de première instance siégeant à Grand-Bassam.

(2) Les cours d'assises étaient composées du président du tribunal supérieur et de deux assesseurs tirés au sort sur une liste de notables établie par le commandant supérieur.

Ces tribunaux ne purent jamais fonctionner, tant en raison de la pénurie de magistrats que par suite de la guerre de 1870 qui nous força à abandonner nos établissements de Côte d'Ivoire. Ils ne furent réoccupés qu'en 1883.

Notre colonie de Dahomey débuta en 1863 par un protectorat sur le royaume de Porto-Novo. L'hostilité de Behanzin nous obligea en 1892 à une opération militaire (9 août-17 septembre 1892) qui entraîna l'annexion du pays.

Notre installation dans les Rivières du Sud, ancienne dénomination de la Guinée, remonte à 1866.

Le décret du 17 décembre 1891 constitua en colonie autonome sous le nom de Guinée française, nos établissements des Rivières du Sud, de Grand-Bassam et de Porto-Novo. Au point de vue judiciaire rien n'était changé et la nouvelle colonie relevait toujours des tribunaux du Sénégal.

Le décret du 11 mai 1892 lui donna une organisation judiciaire indépendante. Ce décret créa trois justices de paix à compétence étendue à Conakry, Grand-Bassam et Porto-Novo. L'appel étant porté devant un conseil d'appel siégeant au chef-lieu de la colonie (c'est-à-dire à Conakry). Ce conseil d'appel était composé du gouverneur ou son délégué, président, et de deux assesseurs choisis, au commencement de chaque année, par le gouverneur parmi les fonctionnaires ou officiers.

Le conseil d'appel, constitué en tribunal criminel, connaissait de tous les crimes commis sur le territoire de la colonie. Lorsque les accusés étaient Européens ou assi-

milés, le tribunal d'appel s'adjoignait deux assesseurs désignés par la voie du sort sur une liste de douze fonctionnaires ou notables de nationalité française, dressée chaque année dans la deuxième quinzaine de décembre par le secrétaire général et approuvée par le gouverneur. Ces assesseurs n'avaient voix délibérative que sur la question de culpabilité, la condamnation était prononcée à la simple majorité.

Le tribunal criminel était saisi par le ministère public. Les fonctions en étaient remplies par le commissaire de police ou à défaut par un fonctionnaire nommé par le gouverneur.

Les crimes et délits ayant un caractère politique ou de nature à compromettre l'action de l'autorité française étaient jugés par le tribunal criminel sans assesseurs.

La situation administrative de la colonie fut modifiée par le décret du 10 mars 1893, qui scinda en trois colonies distinctes nos possessions de la Guinée, de la Côte d'Ivoire et du Benin (1). Ce morcellement administratif entraîna une réorganisation dans le service de la justice.

Le décret du 26 juillet 1894, créa au Dahomey deux justices de paix à compétence étendue, un conseil d'appel et un tribunal criminel. La procédure criminelle fut exactement la même que celle prévue au décret de 1892, sauf que les crimes commis au Dahomey furent désormais jugés au chef-lieu de cette colonie au lieu de l'être à Conakry.

(1) Le décret du 22 juin 1894 donna au Bénin le nom de Dahomey et dépendances.

La Côte d'Ivoire était administrativement indépendante depuis 1893, mais les affaires criminelles continuaient à être déferées aux cours d'assises de la Guinée. Cette situation anormale ne prit fin qu'en 1896. Un décret en date du 16 décembre dota la Côte d'Ivoire d'une organisation judiciaire autonome. Un conseil d'appel et un tribunal criminel furent institués à Bingerville. A part cette différence, le décret de 1896 est la reproduction littérale de celui de 1892.

Ces dispositions présentaient le défaut de faire rendre la justice par des fonctionnaires, présidés par le chef de la colonie ; par ailleurs, on hésitait pour des raisons budgétaires à les remplacer par des magistrats. En vue de trouver la formule idéale, « qui tout en étant la moins coûteuse serait la plus propre à donner satisfaction aux habitants » (1), le décret du 22 mai 1900 décida que le poste de président du conseil d'appel du Dahomey serait occupé par un magistrat, lequel serait chargé en même temps d'établir un projet d'organisation judiciaire.

Le résultat de ses travaux fut le décret du 9 août 1901, qui modifia le service de la justice dans ces colonies.

Il fut créé trois tribunaux de première instance à Conakry, Bingerville et Porto-Novo, composés chacun d'un président, d'un procureur et d'un greffier (2).

A Bingerville fut institué un tribunal supérieur com-

(1) Rapport précédant le décret du 22 mai 1900.

(2) A Bingerville, il y avait, de plus, un substitut.

posé d'un président et de trois juges. Les fonctions du ministère public étaient remplies par le procureur de la République ou son substitut.

Les crimes devaient être jugés par des *cours criminelles* siégeant à Bingerville, Conakry et Porto-Novo.

La cour criminelle était composée : à Bingerville, de trois membres du tribunal supérieur et de deux assesseurs ; à Conakry et à Porto-Novo, d'un membre du tribunal supérieur délégué par le président du tribunal supérieur, du juge président du tribunal de première instance, d'un fonctionnaire désigné par le gouverneur au commencement de chaque année, et de deux assesseurs. Ceux-ci étaient désignés par la voie du sort sur une liste de douze notables français, dressée chaque année dans la deuxième quinzaine de décembre par le chef du service judiciaire. Les assesseurs avaient voix délibératives sur la question de culpabilité seulement.

Dans le ressort des tribunaux de première instance, la cour criminelle connaissait de tous les crimes quelle que fût la nationalité des accusés. Hors de ce ressort et dans l'intérieur de la colonie, de tous les crimes *commis* par les Européens et assimilés.

Lorsque les accusés étaient indigènes, les crimes devaient être jugés par des tribunaux criminels *spéciaux*, composés d'un membre du tribunal supérieur ou du juge président du ressort le plus voisin et de deux assesseurs choisis parmi les fonctionnaires en service dans la circonscription. Les décisions de ce tribunal criminel spécial pouvaient être frappées d'appel devant le tribunal supé-

rieur, lorsque la peine prononcée était supérieure à un an d'emprisonnement.

Le siège du tribunal supérieur fut transféré de Bingerville à Conakry par le décret du 15 avril 1902.

Il en résulta un changement dans la composition des cours criminelles de Bingerville et de Conakry ; celle de la Guinée comprit les trois membres du tribunal supérieur et deux assesseurs, tandis que celle de la Côte d'Ivoire fut organisée comme celle du Dahomey.

La compétence de la cour criminelle fut étendue à tous les crimes où un Européen était en cause, que ce fût comme auteur principal, complice ou *victime*. Cette dernière disposition n'était pas prévue au décret de 1901.

Dans les localités situées hors du ressort des tribunaux de première instance, les crimes commis par des indigènes au préjudice d'indigènes étaient déférés à un tribunal criminel spécial composé du président du tribunal de première instance, de deux fonctionnaires et de deux notables indigènes désignés au commencement de chaque année par le gouverneur sur proposition du chef du service judiciaire. Le procureur de la République près le tribunal de première instance était ministre public près le tribunal criminel spécial.

La législation criminelle était celle en vigueur au Sénégal (art. 23 du décret du 11 mai 1892).

Le recours en cassation n'avait d'abord été ouvert que dans l'intérêt de la loi ; à partir de 1896 (décret du 12 mai) ce droit fut accordé à tous les intéressés.

Cette organisation dura jusqu'à la promulgation du décret du 10 novembre 1903.

A. O. F.

L'unification dans le service de la justice en A. O. F. était, aux termes du rapport précédent le décret du 10 novembre 1903, nécessitée par les considérations suivantes :

« Au moment où le décret du 1^{er} octobre 1902, réorganisa le gouvernement général de l'A. O. F. et donna au gouverneur général, après la haute direction politique qu'il tenait des décrets du 16 juin 1895 et du 17 octobre 1899, la direction administrative et financière supérieure des colonies relevant du gouvernement général, l'administration de la justice était placée sous des régimes différents.

« Le Sénégal et les territoires considérés comme étant de tout temps ses dépendances, étaient régis par les décrets du 15 mars 1889 et 11 août 1899 et par divers actes plus anciens demeurés en vigueur.

« La Guinée française, la Côte d'Ivoire et le Dahomey, après avoir tour à tour fait partie de la cour d'appel de Saint-Louis, et joui d'une autonomie judiciaire correspondante à leur autonomie administrative avaient en dernier lieu été réunis par les décrets du 6 août 1901 et 15 avril 1902 pour former un ressort nouveau ayant une organisation et une législation particulières différant sensiblement de celle du Sénégal.

« Cette dualité de régime n'est plus en rapport avec l'organisation actuelle de l'A. O. F. »

La réforme fut moins absolue que ne le laissait entrevoir cet exposé de motifs.

Le tribunal supérieur de Conakry fut supprimé et tous les tribunaux d'A. O. F. relevèrent de la cour d'appel siégeant à Dakar. A part l'appellation de cours d'assises qui fut étendue à toutes les juridictions criminelles, le décret de 1903 maintient la différence d'organisation entre le Sénégal et les colonies du sud.

Au Sénégal, les cours d'assises comprirent comme précédemment trois conseillers siégeant avec quatre assesseurs. Dans les autres colonies du groupe, on conserva le principe de juridictions criminelles composées de cinq membres (un conseiller président, le président du tribunal de première instance, un fonctionnaire désigné par le gouverneur et deux assesseurs).

La contumace telle qu'elle est réglée par le Code d'instruction criminelle continua à être appliquée au Sénégal, alors que dans les autres colonies, on suivit contre les accusés défaillants une procédure spéciale.

Le décret de 1903 prévoit des sièges de cours d'assises à Dakar, Conakry, Cotonou et Bingerville. Le siège des assises de la Côte d'Ivoire fut transféré de Bingerville à Grand-Bassam par le décret du 27 octobre 1908. Le décret du 22 décembre 1909 créa une justice de paix à compétence étendue à Bamako (actuellement tribunal de première instance) et en fit le siège de la cour d'assises de la colonie du Haut-Sénégal et Niger (1).

En matière criminelle, la plupart des dispositions du décret de 1903 ont été reproduites dans le décret du 16

(1) La partie méridionale du Haut-Sénégal et Niger fut détachée par décret en date du 1^{er} mai 1919 et forma la colonie de la Haute-Volta ; en 1920, la colonie du Haut-Sénégal et Niger prit le nom de Soudan français.

novembre 1924, réorganisant la justice française en A. O. F. Ce texte est toujours en vigueur (1).

Les cours d'assises siègent à Dakar pour le Sénégal, à Conakry pour la Guinée, à Grand-Bassam pour la Côte d'Ivoire, à Cotonou pour le Dahomey et à Bamako pour le Soudan.

La cour d'assises du Sénégal connaît également des crimes commis dans la colonie de la Mauritanie. Le décret de 1924 donnait compétence à la cour d'assises de Bamako pour tous les crimes commis dans la colonie de la Haute-Volta et sur le territoire du Niger.

Le décret du 29 décembre 1925 plaça le territoire du Niger dans le ressort de la cour d'assises du Dahomey.

LA JUSTICE INDIGÈNE EN A. O. F.

Avant 1903, il n'y avait pas au Sénégal de justice répressive spéciale aux indigènes. Dans les autres colonies du groupe, les décrets de 1892, 1894, 1896 et 1902 avaient organisé des tribunaux spéciaux pour juger les crimes commis, dans certains cas déterminés, par les indigènes. Malgré la présence de fonctionnaires dans la composition de ces juridictions, le principe de la séparation des pouvoirs était respecté. Le décret du 10 novembre 1903 supprima ces tribunaux spéciaux et confia aux administrateurs le soin de rendre la justice aux indi-

(1) Les deux principales réformes portent, l'une sur la suppression, au Sénégal, de la procédure de contumace et l'autre sur une modification de la compétence *ratione loci*, cette dernière question s'apparentant avec l'organisation de la justice indigène, nous l'étudierons au chapitre suivant.

gènes. Cette confusion des autorités administratives et judiciaires fut tempérée par l'institution d'un contrôle de leurs jugements.

Aux termes de ce décret, dans l'étendue du ressort des tribunaux de première instance et de la justice de paix à compétence étendue de Kayes, les cours d'assises furent compétentes pour tous les crimes, *quelle que fût la nationalité des auteurs*. Hors de ce ressort, elles ne connaissaient des infractions criminelles que lorsqu'il y avait un Européen en cause (accusé, complice ou victime).

Le décret du 16 août 1912 restreignit cette compétence territoriale au ressort des tribunaux de première instance du Sénégal. Elle fut supprimée complètement par le décret du 22 mars 1924. Actuellement, les tribunaux indigènes connaissent de tous les crimes commis par des indigènes au préjudice d'indigènes.

Le décret du 10 novembre 1903 organisa la justice indigène en créant des tribunaux de village, des tribunaux de province, des tribunaux de cercle et une chambre spéciale, dite d'homologation, à la cour d'appel de l'A. O. F.

Les tribunaux de village étaient une juridiction de conciliation. Les tribunaux de province jugeaient en premier ressort les contraventions et les délits légers. Les tribunaux de cercle statuaient en appel sur les décisions des tribunaux de province et en premier ressort sur les crimes et délits importants. Lorsque la peine prononcée était supérieure à cinq ans d'emprisonnement, le jugement du tribunal de cercle était soumis d'office à l'ho-

mologation de sa décision par la chambre spéciale de la cour d'appel de Dakar.

Les tribunaux de cercle institués au chef-lieu de chaque cercle étaient composés de l'administrateur commandant le cercle, président, et de deux notables indigènes (1). Ceux-ci étaient nommés au commencement de chaque année par le gouverneur de la colonie, sur *proposition du procureur général*. Les assesseurs indigènes n'avaient que voix consultative.

La chambre d'homologation comprenait :

1° Le président de la cour d'appel ;

2° Deux conseillers désignés au début de chaque année par le président de la cour après avis du procureur général ;

3° Deux fonctionnaires avec voix délibérative ;

4° Deux assesseurs indigènes avec voix consultative seulement.

Deux listes composées respectivement de douze fonctionnaires et de douze notables indigènes étaient dressées par le gouverneur général. Au début de chaque année, le président de la chambre d'homologation choisissait sur ces listes les assesseurs fonctionnaires et indigènes, ainsi que leurs suppléants, qui devaient siéger pour l'année en cours.

Le décret du 14 juin 1905 introduisit quelques changements dans le personnel de cette chambre.

(1) Les tribunaux de province étaient composés sur le même principe d'un administrateur, président, et de deux notables indigènes, avec voix consultative.

Le président de la cour n'en fut plus membre de droit, mais il put toujours y siéger s'il le désirait. Au début de chaque année, il désignait les trois conseillers qui devaient en faire partie. Les assesseurs fonctionnaires furent nommés par le gouverneur général après avis du procureur général au lieu d'être désignés par le président de la chambre d'homologation. Rien ne fut changé pour les assesseurs indigènes.

L'organisation des tribunaux de cercle ne reçut pas de modifications, sauf en Mauritanie et au Niger. Dans ces régions pour tenir compte de la situation spéciale au point de vue ethnographique, des règles particulières furent posées pour la composition des juridictions indigènes. Le décret du 5 juin 1906, pour la Mauritanie, décida que le commandant du cercle serait assisté d'un cadi supérieur, d'un chef de tribu maraboutique et d'un chef de tribu guerrière. Dans la colonie du Niger, le décret du 20 décembre 1907 précisa que les assesseurs seraient pris l'un dans les tribus nomades et l'autre dans les tribus sédentaires.

La justice indigène fut réorganisée par le décret du 16 août 1912. Ce décret maintint les juridictions existantes, mais changea la dénomination de tribunal de province en tribunal de subdivision.

Aux deux premiers degrés de juridiction, le mode de nomination des assesseurs fut modifié. Ceux-ci furent désormais désignés par le chef de la colonie sur une liste permanente de quatre notables. Cette liste était établie au moment de la constitution de chaque tribunal par le chef de la colonie sur proposition du commandant de

cercle, communication en est donnée au procureur général ou à son délégué (1). Elle était complétée dans les mêmes conditions dès qu'il y a lieu à pourvoir à des vacances ou à des remplacements.

La composition de la chambre d'homologation ne fut pas modifiée.

La justice indigène est actuellement organisée par le décret du 22 mars 1924. Les appellations de tribunal de subdivision et de tribunal de cercle furent respectivement remplacées par celles de tribunal du premier degré et de tribunal du deuxième degré. Le contrôle de leurs décisions est fait soit par un tribunal colonial d'homologation, soit par la chambre spéciale d'homologation de la cour d'appel.

Les dispositions de ce décret sont toujours en vigueur. Toutefois, divers articles ont été modifiés par les décrets des 16 mars 1925, 13 janvier 1927, 12 avril 1927 et 16 mai 1928.

TOGO

Justice française. — Au point de vue de la justice française, le territoire sous mandat du Togo fut rattaché au ressort de la cour d'appel d'A. O. F.

Le décret du 8 août 1920 créa à Lomé un tribunal de première instance et en fit le siège de la cour d'assises au Togo. Cette cour d'assises est composée comme celles de l'A. O. F. autres que le Sénégal et fonctionne dans les mêmes conditions.

(1) Cette communication fut supprimée par le décret du 22 mars 1924.

Justice indigène. — En matière indigène par contre, le Togo fut doté, par le décret du 22 novembre 1922, d'une organisation autonome.

Depuis le début de l'occupation militaire au Togo, aucun acte n'était intervenu pour réglementer dans ces territoires le fonctionnement des juridictions indigènes. Conformément aux dispositions des accords internationaux, la France avait appliqué la législation en vigueur lors de notre arrivée dans le pays en ce qu'elle n'avait pas de contraire aux principes de notre civilisation.

Sous la domination allemande, la justice indigène était organisée de la façon suivante : au premier degré de juridiction, le chef du village réglait, sauf appel, tous les litiges civils et commerciaux et en matière répressive les affaires de simple police. Il percevait à titre de rémunération 10 % sur les frais de justice et la totalité des amendes qu'il infligeait.

Le commandant du district connaissait des délits et des crimes commis ainsi que de l'appel des jugements rendus par le chef du village. Les sentences rendues par lui prononçant des peines supérieures à six mois d'emprisonnement et six cents marks d'amende étaient obligatoirement soumises au gouverneur. Ce dernier seul pouvait condamner à mort et exerçait le droit de grâce.

Quant à la législation applicable, elle était fixée en principe par la coutume. Les peines prévues étaient : l'amende, la bastonnade, les coups de fouet, la prison avec le travail forcé (avec ou sans chaîne), et la mort par pendaison. Cette forme de répression était particulièrement contraire aux principes de notre civilisation et fut,

en vertu des instructions du pouvoir local, remplacée par des dispositions empruntées au régime institué dans nos possessions de l'A. O. F. (1).

Aux termes du décret du 22 novembre 1922, dans toute l'étendue du territoire du Togo, la justice est administrée aux indigènes par des tribunaux de subdivision, des tribunaux de cercle et par un tribunal d'appel et d'homologation. Les dispositions de cette organisation, encore actuellement en vigueur, présentent de nombreuses analogies avec le décret de 1912 réglant la justice indigène en A. O. F.

(1) Rapport précédant le décret du 22 novembre 1922.

VII

AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE

Au début du XIX^e siècle, la France ne possédait plus rien sur la partie de la côte relevant actuellement du gouvernement général de l'A. E. F. (1).

En 1838 furent entamés les premiers pourparlers avec les souverains indigènes pour la cession des territoires sur les rives de l'estuaire du Gabon (2). La nouvelle colonie était rattachée au Sénégal, et au début n'eut pas d'appellation particulière. En 1851, les divers comptoirs du golfe de Guinée formèrent les *établissements de la Côte d'Or et du Gabon* dépendant du gouverneur du Sénégal, mais relevant directement du commandant du Gabon. A la suite du développement de notre protectorat au Dahomey et de la réoccupation de la Côte d'Ivoire, un décret du 16 décembre 1883 réorganisa l'administration de ces possessions qui prirent le nom d'*établissements du golfe de Guinée*. Trois ans après, en 1886, les établissements de la Côte d'Or et du Bénin furent restitués au Sénégal.

Entre temps, de Brazza avait effectué plusieurs explorations et passé des traités avec les souverains indigènes de la rive droite du Congo. Le décret du 5 février 1883

(1) Afrique Equatoriale française.

(2) Libreville fut fondée en 1849.

créa le *commissariat de l'Ouest Africain*, comprenant les territoires de la rive droite du Stanley-Pool et le bassin du Niari.

En 1888, le Congo fut rattaché administrativement et financièrement au Gabon, mais les appellations restèrent différentes ; pour mettre fin aux difficultés que cet état de choses engendrait, le décret du 30 avril 1891 donna à nos possessions du Centre Africain le nom de *Congo français*, et le plaça sous les ordres d'un commissaire général (1).

La conquête de territoires dans l'Oubangui-Chari et le Tchad entraîna une réorganisation administrative, qui fut calquée sur celle de l'A. O. F. Nos possessions prirent alors la dénomination de *Congo français et dépendances* (décret du 29 décembre 1903). Le développement de cette colonie devait rendre cette appellation géographiquement inexacte ; le décret du 15 janvier 1910 la transforma en *gouvernement général de l'Afrique équatoriale française* qui comprend actuellement quatre colonies : le Gabon, le Moyen-Congo, l'Oubangui-Chari et le Tchad.

★ ★

Jusqu'en 1878, tous les crimes commis au Gabon furent jugés par la cour d'assises du Sénégal.

En 1869 avait paru un décret en date du 11 septembre portant organisation de la justice en Côte d'Or et au Gabon. Il était prévu pour cette dernière colonie : un

(1) Le décret du 26 juin 1908 donna au commissaire général le rang et le titre de gouverneur général.

tribunal de première instance, un tribunal supérieur et une cour d'assises (1).

Pas plus qu'en Côte d'Ivoire et pour les mêmes raisons, ces tribunaux ne purent fonctionner. De plus, financièrement le Gabon était alors incapable de supporter une pareille charge.

Ce décret fut abrogé par celui du 1^{er} juin 1878, qui créa à Libreville un tribunal de première instance (2). La cour d'assises du Sénégal resta compétente pour tous les crimes commis au Gabon, toutefois ceux qui avaient un *caractère politique* pouvaient être déférés aux conseils de guerre par ordre du commandant supérieur (art. 11).

Il y avait de nombreuses infractions qui, quoique ne rentrant pas dans la définition de délits politiques, étaient susceptibles de mettre en péril la sûreté de la colonie et nécessitaient une répression immédiate et sur place. D'autre part, en raison de la pénurie du personnel, il était souvent difficile de réunir le nombre d'officiers nécessaire pour composer un conseil de guerre.

Le décret du 20 août 1879 modifia sur ces deux points l'article 11 du décret précédent. Les crimes et délits ayant un caractère politique ou qui seraient « de nature à

(1) Leur composition était identique à celles créées en Côte d'Or par le même décret (voir page 63).

(2) Ce tribunal se composait d'un juge, d'un officier du ministère public et d'un greffier, dont les fonctions étaient respectivement remplies par le commandant particulier, par le commissaire de police et par un fonctionnaire nommé par le commandant. L'appel des jugements de ce tribunal était porté devant la cour d'appel du Sénégal.

compromettre l'action de l'autorité française », pouvaient être déférés aux conseils de guerre. A défaut de conseil de guerre, ils devaient être jugés par un tribunal criminel spécial composé du commandant particulier, président et de deux assesseurs pris parmi les officiers ou fonctionnaires de la colonie et nommés par le commandant supérieur. Les fonctions de ministère public et de greffier étaient remplies par les titulaires de ces emplois près le tribunal de première instance. Les formes de procédure étaient celles suivies en France en matière correctionnelle. Les décisions de ce tribunal spécial n'étaient pas sujettes à appel ; elles n'étaient susceptibles de recours en cassation que dans l'intérêt de la loi et conformément aux dispositions des articles 441 et 442 du C. I. C. (art. 3). Cette organisation dura jusqu'en 1897 (1).

« Les décrets du 11 mai 1892 pour la Guinée, du
» 26 juillet 1894 pour le Dahomey et du 16 décembre
» 1896 pour la Côte d'Ivoire, avaient doté ces colonies
» d'institutions judiciaires indépendantes de la cour
» d'assises du Sénégal, mais avaient laissé subsister les
» liens qui rattachaient à cette cour le tribunal de Libre-
» ville. La cour d'assises du Sénégal continuait à juger
» les crimes commis sur le territoire du Congo. On avait
» alors le spectacle de crimes jugés à 700 ou 800 lieues

(1) Le poste de juge-président fut occupé, en 1881, par un magistrat de carrière (décret du 21 décembre), un emploi de lieutenant-juge et un de greffier-notaire, furent établis par le décret du 27 octobre 1886.

» de la localité où ils s'étaient produits et dans lesquels
» le moindre incident de procédure, l'obligation d'enten-
» dre ou de produire des témoins, pouvait entraîner des
» ajournements de plusieurs mois. L'expérience des
» décrets de 1892, 1894, 1896 ayant prouvé qu'il était
» possible, tout en réalisant des économies notables sur
» les dépenses et en supprimant des déplacements oné-
» reux, d'assurer aux justiciables une garantie équiva-
» lente à celle que pouvait leur offrir la juridiction du
» Sénégal. Le décret de 1897 appliqua au Congo, sous de
» très légères modifications, l'organisation qui fonction-
» nait au Dahomey, en Guinée et en Côte d'Ivoire » (1).

Aux termes du décret du 28 septembre 1897, la colonie du Congo français cessa de relever, au point de vue judiciaire de la cour d'appel et de la cour d'assises du Sénégal (art. 1^{er}).

Le tribunal de Libreville fut supprimé et remplacé par une justice de paix à compétence étendue. L'appel fut porté devant un conseil d'appel siégeant à Libreville et composé du commissaire général et de deux assesseurs (2). Ce conseil, se constituant en tribunal criminel, connaissait de *tous* les crimes commis sur le territoire dépendant du gouvernement du Congo français.

Lorsque des Français ou assimilés étaient impliqués dans une affaire, le conseil d'appel s'adjoignait deux

(1) Rapport précédant le décret du 28 septembre 1897.

(2) Les fonctions de ministère public et de greffier étaient remplies par des agents nommés par le commissaire général.

assesseurs tirés au sort sur une liste de douze fonctionnaires ou notables, dressée chaque année par le secrétaire général et approuvée par le commissaire général. Les assesseurs n'avaient voix délibérative que sur la question de culpabilité. La juridiction criminelle était saisie par le ministère public ; système qui subsista jusqu'en 1930.

Les crimes et délits politiques ou de nature à compromettre l'action de l'autorité française devaient être jugés par le tribunal criminel sans assesseurs supplémentaires.

La législation criminelle était celle du Sénégal, toutefois en ce qu'elle avait de compatible avec les dispositions de ce décret.

Le décret du 19 décembre 1900 donna à la juridiction criminelle le nom de *cour criminelle*, appellation toujours en vigueur. La composition resta la même (trois membres du conseil supérieur et deux assesseurs) seulement le président du conseil d'appel est un magistrat depuis 1899 (1) et les assesseurs sont choisis sur une liste de vingt-quatre notables (au lieu de douze).

Des tribunaux de première instance, respectivement composés d'un président, d'un procureur et d'un greffier, furent créés à Libreville (2) et à Brazzaville.

(1) Le décret du 23 novembre 1899 avait confié la présidence du conseil d'appel à un magistrat de carrière.

(2) En remplacement de la justice de paix à compétence étendue, créée en 1897.

Cette réforme entraîna diverses modifications dans l'organisation judiciaire.

Les emplois de ministère public et de greffier près la cour criminelle furent exercés respectivement par le procureur de la République et le greffier du tribunal de Libreville.

La cour criminelle continua de siéger à Libreville. Mais le commissaire général put, par arrêté spécial, décider que les assises se tiendraient à Brazzaville.

Le tribunal criminel spécial fut supprimé, la cour criminelle connut de *tous* les crimes commis par les Européens ou à leur préjudice, autrement dit, les Européens ne pouvaient plus être déférés à une juridiction spéciale. Les crimes commis par les indigènes « ayant un caractère politique ou de nature à compromettre l'action de l'autorité française » devaient être jugés par la cour criminelle sans assesseurs.

Le décret du 17 mars 1903 remplaça le conseil d'appel par un tribunal supérieur comprenant un président, un juge et un juge auditeur. A Libreville, la cour criminelle fut composée, comme auparavant, des trois membres de la juridiction d'appel et de deux assesseurs, seulement tous les membres de la cour proprement dits furent des magistrats.

A Brazzaville, où les assises pouvaient être transportées par arrêté du commissaire général, faisaient partie de la cour criminelle :

Le président du tribunal supérieur ou le magistrat délégué par lui ;

Deux fonctionnaires de la localité désignés par le

commissaire général au début de chaque année sur proposition du chef du service judiciaire.

Deux assesseurs, désignés par la voie du sort, sur une liste de dix fonctionnaires ou notables (au lieu de vingt-quatre).

Les fonctions de ministère public et de greffier étaient remplies par les titulaires de ces emplois près les juridictions de première instance.

La compétence de la cour criminelle fut modifiée par suite de la création d'une justice indigène.

Relevaient de la justice française, non seulement les crimes dans lesquels des Européens étaient en cause, mais encore ceux commis dans les périmètres urbains de Libreville, Brazzaville ou de postes comprenant une agglomération européenne, à quelque nationalité qu'appartiennent les accusés ou les victimes.

Les crimes commis par des indigènes ayant un caractère politique ou de nature à compromettre l'action de l'autorité française continuaient à être jugés par des cours criminelles siégeant sans assesseurs.

Cette organisation dura jusqu'à la promulgation du décret du 12 mai 1910. Les cours criminelles spéciales furent supprimées, la compétence *ratione loci* modifiée : la cour criminelle ne connut plus que des crimes dans lesquels il y avait des Européens en cause.

Le tribunal supérieur fut remplacé par une cour d'appel, composée d'un président, de deux conseillers, d'un procureur général et d'un substitut général. Le siège de la juridiction d'appel, ainsi que celui de la

cour criminelle fut transféré de Libreville à Brazzaville. Lorsque les circonstances l'exigeaient, les assises pouvaient temporairement être transférées au chef-lieu de chaque colonie par arrêté du gouverneur général pris sur proposition du chef du service judiciaire (1).

A Brazzaville, la cour criminelle se composait des membres de la cour d'appel, du procureur général ou de son substitut, du greffier et de deux assesseurs. Au chef-lieu des autres colonies du groupe, la cour criminelle comprenait le président de la cour ou le magistrat délégué par lui, deux fonctionnaires et deux assesseurs (2), le ministère public et le greffier étaient ceux des juridictions de première instance. Les assesseurs avaient voix délibérative sur les questions de culpabilité, sur l'application de la peine et sur les dommages et intérêts (3).

Le procureur général exerçait toutes les attributions dévolues en France à la chambre des mises en accusation.

Le décret du 16 août 1913, réorganisant le service de la justice en A. E. F., ne changea rien à la procédure criminelle réglée par le décret de 1910, sauf en ce qui concerne les pouvoirs du procureur général. Le texte de 1913 déclara, comme le précédent, que la cour criminelle était saisie par le procureur général, mais ne reproduisit pas les dispositions du décret de 1910 conférant à ce magistrat les attributions de la chambre des mises en accusation. Il en résulta qu'il ne fut plus possible

(1) (2) (3) Dispositions encore en vigueur.

de faire opposition aux ordonnances du juge d'instruction, le procureur général étant désormais sans qualité pour en connaître (1). Cet état de choses était surtout fâcheux en matière de non-lieu et de mise en liberté provisoire où les décisions du juge d'instruction étaient sans appel.

La procédure en matière criminelle continua à être celle suivie en matière correctionnelle en France. Un décret du 29 janvier 1927 autorisa le gouverneur général à régler cette procédure par arrêté pris en conseil du gouvernement sur proposition du procureur général et après avis du président de la cour. Ces arrêtés devaient être approuvés par décrets. Jusqu'à maintenant le gouverneur général n'a pas fait usage de cette faculté.

Le service de la justice est actuellement organisé par le décret du 24 juillet 1930. En matière criminelle, la principale innovation de ce texte est la création d'une chambre des mises en accusation.

LA JUSTICE INDIGÈNE EN A. E. F.

Jusqu'en 1903, toute personne habitant les territoires du Gabon ou du Congo fut, sans distinction de race ou de nationalité, justiciable des tribunaux français.

Le décret du 17 mars 1903 prévoit la création de juridictions pour le jugement des infractions commises, dans certains cas, par des indigènes à l'égard d'autres indigènes. La justice devait être rendue par les administra-

(1) Cass. ch. crim. 7 juillet 1923. Dar., 1923, p. 185, A. E. F.

teurs, et leurs décisions contrôlées par des tribunaux spéciaux, siégeant à Libreville et Brazzaville, composés chacun du président du tribunal de première instance et de deux fonctionnaires.

Cette organisation ne fut jamais réalisée. Il aurait été, du reste, difficile qu'il en fût autrement : les tribunaux français connaissant pratiquement de toutes les affaires (1). Ce qui pouvait se passer loin de nos postes et exclusivement entre indigènes, échappait à tout contrôle de la part de nos administrateurs.

La justice indigène ne fut véritablement organisée que par le décret du 12 mai 1910. Les tribunaux indigènes furent compétents pour toutes les affaires où il n'y avait que des indigènes en cause, toute autre distinction étant abrogée.

Au chef-lieu de chaque circonscription, il fut institué un tribunal composé d'un administrateur, président, et de deux assesseurs, l'un Européen, l'autre indigène, ayant voix consultative, et nommés au début de chaque année par le gouverneur de la colonie. A défaut d'Européen, les deux assesseurs étaient indigènes.

En matière répressive, les seules peines pouvant

(1) Nous avons vu qu'aux termes du décret de 1903 les tribunaux français connaissaient :

1° De tous les crimes dans lesquels un Européen était en cause ;

2° De toute infraction commise dans une agglomération européenne quelconque ;

3° De tous les crimes et délits ayant un caractère politique ou de nature à compromettre l'action de l'autorité française.

être appliquées étaient la mort, l'emprisonnement ou l'amende.

Ces jugements n'étaient pas susceptibles de pourvoi en cassation, mais lorsqu'ils prononçaient une peine supérieure à *deux* ans d'emprisonnement, ils devaient être soumis pour homologation ou éventuellement pour annulation au contrôle d'une chambre de la cour d'appel de l'A. E. F. Cette chambre comprenait les trois membres de la cour d'appel et deux fonctionnaires, désignés au début de chaque année par le gouverneur général sur proposition du procureur général.

Le décret du 16 août 1913 reprit ces dispositions et les compléta en prévoyant la création de tribunaux indigènes dans les subdivisions. L'interdiction de séjour fut ajoutée aux peines qui pouvaient être prononcées.

Le décret de 1913 avait des lacunes et des imprécisions qui se révélèrent au cours de son application. En 1923, par un décret en date du 17 février, il parut opportun de modifier les textes en vigueur en promulguant en A. E. F. quelques-unes des dispositions adoptées dans les colonies voisines.

Il y eut toujours trois degrés de juridiction, des tribunaux de subdivision, des tribunaux de circonscription et une chambre spéciale d'homologation. Les tribunaux de circonscription furent seuls compétents en matière répressive.

Le décret précisa le maximum de la durée de l'emprisonnement à temps et de l'interdiction de séjour. Jusque-là les textes avaient seulement indiqué quelles étaient les peines sans en fixer les limites. Aux termes de l'arti-

de 15 du décret de 1923, l'emprisonnement put être à perpétuité ou à temps et dans ce dernier cas ne devait pas excéder vingt ans. L'interdiction de séjour put être prononcée soit comme peine principale, soit comme peine accessoire et au maximum pour vingt ans. Quant à l'amende, le montant de la peine continua à être laissé à l'arbitraire (1).

Pour être soumis d'office au contrôle de la chambre d'homologation, les jugements durent prononcer des peines excédant *trois ans d'emprisonnement*.

« Dès son application dans une colonie dont l'organisation administrative est encore rudimentaire, ce » texte révéla des imperfections et des lacunes donnant » naissance à de réelles difficultés dans la distribution » de la justice » (2). Le décret de 1923 fut remplacé par celui du 29 avril 1927 qui règle actuellement le service de la justice en A. E. F.

Ce texte apporta aux précédents un certain nombre de modifications, sans toutefois porter atteinte aux principes généraux de la législation existante, et a pour effet de préciser, de compléter et de rendre d'une application plus facile et plus régulière, les dispositions qui régissent actuellement l'administration de la justice coutumière de nos possessions équatoriales (3).

Le décret du 29 avril 1927 fut modifié par les décrets des 11 août 1927 et 18 janvier 1930.

(1) Jusqu'en 1927.

(2) (3) Rapport précédant le décret du 29 avril 1927.

VIII

CAMEROUN

Au début de notre occupation, pendant la guerre de 1914-1918, la répression des crimes commis au Cameroun fut assurée par les conseils de guerre aux armées.

En 1917, après la promulgation du décret du 12 janvier (1), la compétence des conseils de guerre en matière criminelle fut restreinte aux territoires composant le Cameroun avant l'accord franco-allemand du 4 novembre 1911. Les crimes de droit commun commis par des Européens ou assimilés dans les circonscriptions de l'A. E. F. cédées à cette époque à l'Allemagne, relevèrent de la cour criminelle de Brazzaville.

Dès la fin de la guerre, les pouvoirs du conseil de guerre furent réduits à leur compétence ordinaire.

Le décret du 13 août 1921 rendit applicable au Cameroun les dispositions de celui du 16 août 1913 réorganisant le service de la justice en A. E. F. En vertu de ce texte le tribunal de première instance relevait de la cour de l'A. E. F. et les instructions faites au Cameroun

(1) Un décret du 6 mai 1916 avait déjà attribué au tribunal de Douala la connaissance en première instance de toutes les affaires civiles, commerciales et correctionnelles intéressant les Européens dans le territoire du Cameroun occupé par les armées françaises, à l'exclusion de celles ressortissant précédemment de l'A. E. F.

devaient être solutionnées par le procureur général à Brazzaville.

Les affaires se multipliant, cette dépendance présentait de graves inconvénients. Les délais de distance, notamment, ne permettaient pas à une affaire, même la plus simple, de recevoir une solution avant quatre ou cinq mois et cet état de choses entraînait des frais excessifs. En vue de remédier à cette situation, le décret du 29 décembre dota le Cameroun d'une organisation autonome. En justice française, il fut institué un conseil d'appel et une cour criminelle.

Le conseil d'appel comprenait un magistrat portant le titre de président du conseil d'appel et deux assesseurs nommés chaque année par le commissaire de la République, sur proposition du procureur de la République, et choisis parmi les fonctionnaires en service au Cameroun.

Les crimes commis dans toute l'étendue du territoire par les Européens ou assimilés étaient jugés à Douala par une cour criminelle composée des membres du conseil d'appel, du procureur de la République, du greffier et de deux assesseurs. Ceux-ci étaient désignés par la voie du sort sur une liste de dix fonctionnaires ou notables dressée chaque année par le commissaire de la République. Ses assesseurs avaient voix délibérative sur la question de culpabilité, sur l'application de la peine et sur les dommages et intérêts. Les juges statuaient seuls sur les questions de compétence et les incidents de droit et de procédure. La cour criminelle était saisie par le procureur de la République. La procédure

devant cette juridiction était celle suivie en France en matière correctionnelle.

Ce décret fut abrogé et remplacé par celui du 15 juillet 1927, qui, modifié par celui du 3 avril 1928, règle l'organisation actuelle.

JUSTICE INDIGÈNE

Le décret du 6 mai 1916 rétablit les tribunaux indigènes tels qu'ils existaient avant l'occupation, et les plaça sous le contrôle de la chambre d'homologation de l'A. E. F.

L'organisation et le fonctionnement de la justice indigène furent réglés par le décret du 13 avril 1921 qui rendit applicable au Cameroun les dispositions du décret du 16 avril 1913.

La réforme opérée en justice française par le décret du 29 décembre 1922, laissa subsister la dépendance des tribunaux indigènes vis-à-vis de la chambre d'homologation de Brazzaville. Cette situation anormale prit fin quelques mois après.

Le décret du 11 août 1923 transféra au conseil d'appel toutes les attributions spéciales qui avaient été confiées à la cour d'appel de l'A. E. F. alors qu'elle constituait la seule juridiction d'appel du Cameroun. Il fut ainsi institué à Douala un tribunal d'homologation dont la présidence fut confiée au président du conseil d'appel. Par ailleurs, on continua à appliquer les dispositions du décret du 16 avril 1913.

La similitude d'organisation avec l'A. E. F. fut maintenue par le décret du 31 juillet 1927 réorganisant le service de la justice indigène au Cameroun, dont les dispositions sont la reproduction, *mutatis mutandis*, de celles du décret du 28 avril 1927 pris pour l'A. E. F.

IX

MADAGASCAR

Avant la conquête de Madagascar, la France possédait un certain nombre d'établissements dans les dépendances de cette île.

Sainte-Marie de Madagascar qui avait été abandonnée à la fin du XVIII^e siècle, fut réoccupée en 1819.

Nossi-Bé et Mayotte nous furent cédés en 1840 et 1841 par les souverains du pays.

En 1885 fut signé un traité plaçant l'île de Madagascar sous notre protectorat et nous reconnaissant le droit d'occuper la baie de Diégo-Suarez.

Les trois îles d'Anjouan, Mohéli et Grande-Comore, qui forment avec Mayotte l'archipel des Comores, furent placées sous notre protectorat en 1887.

La prise de possession de Madagascar par le gouvernement français fut consacrée par le traité du 1^{er} octobre 1895. La loi du 6 août 1896, déclara colonie française, Madagascar et les îles qui en dépendent, mais laissa subsister le protectorat des Comores.

JUSTICE FRANÇAISE

Jusqu'en 1894 les crimes commis dans les îles de Sainte-Marie de Madagascar, de Nossi-Bé et de Mayotte furent jugés à la Réunion.

Les décrets des 26 août 1847 et 30 janvier 1852 avaient

institué à Mayotte un conseil de justice chargé de juger, en dernier ressort, les crimes de rebellion et d'attentat, à la sûreté intérieure de ces colonies. Ce conseil comprenait sept membres, à savoir : le commandant particulier, président, le magistrat chef du service judiciaire, le capitaine d'artillerie, un enseigne de vaisseau, un chirurgien de 1^{re} classe et deux lieutenants (1).

Le décret du 22 août 1887 organisant le service de la justice à Diego-Suarez décida que les crimes commis dans cet établissement seraient déférés à la cour de la Réunion.

Cet état de choses dura jusqu'à la promulgation du décret du 28 mars 1894 qui créa un tribunal criminel spécial pour juger les crimes commis à Diego-Suarez, à Nossi-Bé et à Sainte-Marie de Madagascar.

En dehors d'un représentant du ministère public et d'un greffier, ce tribunal était composé :

D'un conseiller à la cour d'appel de la Réunion ;

Du juge, président du tribunal de première instance de Diégo-Suarez ou du juge de paix à compétence étendue de Nossi-Bé ;

D'un fonctionnaire désigné par le gouverneur,

Et de deux assesseurs désignés par la voie du sort sur une liste de douze notables français, dressée dans la deuxième quinzaine de décembre par le secrétaire général après approbation du gouverneur.

(1) Cette juridiction n'aurait jamais fonctionné. Dislere, traité de législation coloniale, § 758, première édition 1886.

L'arrêt de renvoi était rendu par la cour d'appel de la Réunion. La procédure était celle suivie en matière correctionnelle dans cette colonie. Le tribunal criminel devait tenir des sessions en février, juin et octobre, même si la chambre des mises ne renvoyait aucune affaire. Dans ce cas, le fait devait être constaté par un procès-verbal de carence, lu en audience publique (1).

Les jugements du tribunal criminel étaient susceptibles de recours en cassation.

Les crimes et délits politiques ou de nature à compromettre l'action de l'autorité française étaient jugés par le tribunal criminel sans assesseurs.

Ces dispositions ne furent pas appliquées à Mayotte et aux Comores qui restèrent jusqu'en 1917 en dehors de l'organisation judiciaire de Madagascar.

L'annexion de Madagascar à la suite du traité du 1^{er} octobre 1895 fut suivie quelques mois après d'une réorganisation du service judiciaire. Le décret du 28 décembre 1895 créa dans cette colonie des tribunaux de paix, des tribunaux de première instance, une cour d'appel et des cours d'assises.

A Tananarive, siège de la cour d'appel, la cour d'assises fut composée du président de la cour, de deux conseillers et de quatre assesseurs. A Tamatave et à Majunga la juridiction criminelle comprenait un conseiller à la cour, le président du tribunal de première instance, le juge de paix et quatre assesseurs.

(1) Même disposition aux établissements de l'Inde (art. 260 du décret du 12 juin 1883). Voir page 210.

Les fonctions du ministère public étaient remplies au chef-lieu judiciaire par le procureur général ou son substitut, au siège des tribunaux par le procureur de la République. De même, le greffier était respectivement celui de la cour ou celui de première instance.

Les assesseurs avaient voix délibérative sur la question de culpabilité seulement. Ils étaient désignés par la voie du sort sur une liste de trente notables dressée chaque année par une *commission* composée du résident, du président du tribunal de première instance, du juge de paix et de deux notables désignés par le gouverneur général.

Les affaires criminelles étaient renvoyées devant la cour d'assises par une chambre de mise en accusation composée d'un conseiller à la cour, du juge président du tribunal de première instance et du juge de paix de Tananarive.

Les arrêts de la cour d'assises pouvaient être attaqués par voie de cassation conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle.

Ce luxe de magistrats que l'on s'empressait de nommer à Madagascar, alors que les colons arrivaient à peine, produisit sur l'opinion publique la plus fâcheuse impression, un décret en date du 7 juin 1896 réduisit dans des proportions sensibles le nombre des magistrats français (1).

Le nouveau texte abrogea presque toutes les disposi-

(1) Girault. — Principes de colonisation et de législation coloniale. T. II, p. 336.

tions du décret de 1895, notamment celles concernant les garanties accordées aux accusés en matière criminelle. L'appellation de cour d'assises fut remplacée par celle de *Cour criminelle*. La chambre des mises en accusation fut supprimée et le procureur général hérita d'une partie de ses attributions.

A Tananarive, la cour proprement dite conserva la même composition ; hors du chef-lieu judiciaire, en firent désormais partie : le président du tribunal de première instance et deux fonctionnaires désignés chaque année par le gouverneur général.

Le nombre des assesseurs aux cours criminelles fut réduit à deux. Les membres du collège des assesseurs furent non plus choisis par une commission, mais nommés par le gouverneur général.

Le décret de 1896 est encore en vigueur. Nous l'étudierons lors de l'examen de l'organisation actuelle. Toutefois, ce décret fut modifié sur un certain nombre de points qu'il convient d'indiquer immédiatement.

Le décret de 1896 avait institué des cours criminelles à Tananarive, Tamatave, Majunga et Diégo-Suarez. En 1898 (décret du 30 octobre), Fianarantsoa devint le siège d'une cour criminelle. Puis il en fut créé à Nossi-Bé et à Mananjary (décret du 24 février 1902) et à Tullear (décret du 20 décembre 1904).

Depuis le décret de 1896, la cour criminelle était saisie par le procureur général. Cette situation dura jusqu'à la promulgation du décret du 9 mai 1909 qui créa une chambre des mises en accusation à la cour d'appel de Madagascar.

L'évolution la plus importante fut celle concernant le droit de recours en cassation.

L'article 27 du décret du 9 juin 1896 portait que les arrêts rendus par les tribunaux français de Madagascar n'étaient pas susceptibles de recours en cassation, si ce n'est dans l'intérêt de la loi et conformément aux dispositoins des articles 441 et 442 du Code d'instruction criminelle.

La jurisprudence interpréta ce texte en disant que les justiciables de Madagascar ne pouvaient en aucun cas se pourvoir en cassation. Telle n'avait pas été l'intention du législateur, un décret en date du 12 février 1897 précisa que seuls les arrêts rendus en matière criminelle (1) étaient visés.

Le recours en cassation en matière pénale fut ouvert, mais aux Européens et assimilés seulement, par le décret du 24 mai 1905 (2). Le pourvoi formé par les indigènes n'était pas recevable (3), et cela même lorsque ceux-ci étaient l'objet de poursuites, en raison d'infractions com-

(1) Est irrecevable un pourvoi formé tant contre les arrêts des cours criminelles que contre les arrêts correctionnels. L'expression « matière criminelle » s'oppose à « matière civile ».

Cass. ch. crim., 19 janvier 1901 Dar., 1901, p. 88 ;

Cass. ch. crim., 24 novembre 1901, Dar., 1902, p. 38 ;

Cass. ch. crim., 13 novembre 1905 Dar., 1905, p. 57.

(2) Le recours en cassation contre les arrêts de renvoi, ainsi que contre tous les arrêts préparatoires, ne fut prévu que par le décret du 9 mai 1909, créant une chambre de mise en accusation.

(3) Le pourvoi de cassation n'est pas recevable à Madagascar en matière criminelle lorsqu'il résulte des énonciations de l'arrêt que le demandeur est indigène.

Cass. ch. crim., 28 juillet 1909. Dar., 1910, p. 9.

Cass. ch. crim., 28 octobre 1915, Dar., 1916, p. 72.

mises, de complicité avec des Européens ou à leur préjudice. « Autrement ce système conduirait à décider que » tous les arrêts et jugements des tribunaux de Madagascar sont susceptibles de pourvoi en cassation ce qui » serait contraire au texte de l'article 1^{er} du décret du » 24 mai 1905. » (Cass. ch. crim. 6 mai 1911, Dar. 1911, p. 250.)

Cette jurisprudence était des plus logiques, les décrets de 1896 et de 1898 ayant prévu et organisé une justice indigène, lorsque les tribunaux français jugeaient un Malgache, ce ne pouvait être que parce qu'il y avait un Européen en cause. Seulement cette différence de situation pouvait entraîner des résultats d'une inégalité choquante, tel le cas qui se produisit en 1929.

Dans une même affaire criminelle avaient été condamnés un Européen et un indigène. Tous deux se pourvurent en cassation. Statuant sur la recevabilité du pourvoi, la cour suprême déclara irrecevable celui de l'indigène et reçut celui de l'Européen. Entre temps les textes, sur lesquels se basait l'arrêt, avaient été abrogés. Les faits reprochés à l'Européen n'étant plus réprimés par aucune disposition légale encore en vigueur, la cour de cassation décida que la condamnation prononcée contre lui devait être considérée comme non avenue (1). Tandis que l'Européen se trouvait absout, l'indigène, par suite de règles de procédure, devait subir la peine qui lui avait été infligée.

(1) Cass. ch. crim.; 25 mars 1929. Penant, 1929, n° 4.989 p. 125.

Il avait fallu un certain concours de circonstances pour arriver à pareil résultat, mais le principe était dans les textes. Cet exemple ayant démontré les vices du système, quelques mois après un décret en date du 22 novembre 1929 abrogeait celui du 24 mai 1905 et ouvrait le recours en cassation en matière criminelle à tous les condamnés quelle que fût leur nationalité.

JUSTICE INDIGÈNE A MADAGASCAR

Le traité de 1885, qui mettait Madagascar sous notre protectorat, laissa subsister les juridictions indigènes. Celles-ci ne furent plus compétentes que pour les affaires où aucun Européen n'était intéressé.

A Diégo-Suarez, le décret du 28 mai 1894 institua un tribunal indigène nommé « Kabar », composé du juge président du tribunal de première instance et de quatre assesseurs. Ceux-ci étaient pris à tour de rôle sur une liste de vingt-quatre notables divisés en trois séries suivant la nationalité et les principales coutumes indigènes. Ces assesseurs avaient seulement voix consultative. En matière pénale, ce tribunal connaissait tous les crimes prévus soit par le Code pénal, soit par les coutumes indigènes.

Le décret du 9 juin 1896 conserva en matière civile les juridictions existantes ; en matière répressive, les crimes et délits commis par les indigènes au préjudice d'indigènes devaient être jugés par un tribunal composé du résident et de deux assesseurs indigènes. Dans le ressort des tribunaux de Tananarive, Majunga, Tamatave et Diégo-Suarez, la direction des débats était confiée au

juge président du tribunal de première instance (art. 15). L'institution de ce contrôle était motivée par l'insuffisance et la vénalité des juges indigènes (1).

La séparation des pouvoirs était réalisée autant qu'il se pouvait, car le résident n'était pris qu'en tant qu'investi des fonctions de juge de paix, et n'avait la présidence du tribunal indigène qu'à défaut de magistrat de l'ordre judiciaire.

Cette organisation présentait le défaut d'une centralisation excessive en raison du petit nombre de tribunaux indigènes qu'elle permettait d'instituer, les résidents chargés des fonctions de juge de paix étant peu nombreux. Pour parer à cet inconvénient le gouverneur général prit une série d'arrêtés (2), instituant des juridictions indigènes aux chefs-lieux de chaque cercle et en confia la présidence à l'officier ou fonctionnaire commandant cette circonscription.

L'article 15 du décret de 1896 ayant gardé le silence au sujet du droit d'appel, ces juridictions statuaient en premier et dernier ressort.

La justice indigène fut réorganisée par le décret du 24 novembre 1898. Il fut institué des tribunaux du premier et du deuxième degré et un contrôle de leurs décisions par une chambre spéciale de la cour d'appel.

Les crimes et délits étaient jugés par des tribunaux du

(1) Etude sur l'organisation judiciaire de Madagascar, par Gaston Lévy, p. 66.

(2) Arrêtés des 15 octobre, 5 novembre 1896 et 15 février 1898.

deuxième degré établis au chef-lieu de chaque province ou cercle. Ces tribunaux étaient composés de l'administrateur commandant le cercle et de deux indigènes. A la différence de l'ancienne organisation les tribunaux du deuxième degré étaient *toujours* présidés par un administrateur. Les magistrats n'entraient plus dans la composition de ces juridictions.

Le cour d'appel lorsqu'elle était appelée à statuer en matière indigène comprenait trois membres de la cour et deux assesseurs indigènes.

Les assesseurs indigènes, dans toutes les juridictions, étaient nommés au début de chaque année par le gouverneur général et n'avaient que voix consultative.

Cette organisation dura jusqu'à la promulgation du décret du 9 mai 1909 qui compléta et précisa le fonctionnement de la justice indigène.

La chambre spéciale de la cour d'appel prit le nom de chambre d'homologation et fut composée de trois magistrats de la cour d'appel, de deux fonctionnaires et de deux assesseurs indigènes ; ces derniers n'ayant que voix consultative. La composition des tribunaux du deuxième degré ne fut pas modifiée, sauf lorsqu'ils statuaient en matière criminelle. Il leur était alors adjoint deux fonctionnaires désignés par le gouverneur général et ayant voix délibérative.

Les dispositions du décret de 1909 sont toujours en vigueur et n'ont été modifiées que par le décret du 17 juillet 1926, comme conséquence de la réforme administrative.

MAYOTTE ET LES COMORES

Jusqu'en 1904, les crimes commis dans l'archipel des Comores furent jugés à la Réunion. Cette dépendance prit fin à la promulgation du décret du 5 novembre 1904 qui institua à Mayotte une cour criminelle fonctionnant comme celles de Madagascar (1).

Ce décret (2) reproduisit la plupart des dispositions du décret du 9 juin 1896, sauf celles concernant la compétence et le recours en cassation.

La cour criminelle de Mayotte connut de *tous* les crimes commis dans les îles de l'archipel des Comores, que les accusés fussent Européens ou indigènes.

Le recours en cassation fut ouvert à tous les intéressés sans distinction de nationalité.

Les affaires étaient renvoyées devant la cour criminelle par le procureur général près la cour d'appel de Madagascar.

Le décret du 22 octobre 1906 n'apporta que des modifications de détail concernant le mode de transmission des dossiers du procureur général à la cour criminelle.

Les îles d'Anjouan, Mohéli, Grandes-Comores furent déclarées colonies françaises par la loi du 25 juillet 1912,

(1) Cette cour criminelle était composée du président du tribunal de première instance, président ; de deux fonctionnaires nommés par le gouverneur, au commencement de chaque année, et de deux assesseurs. Le ministère public et le greffier étaient ceux du tribunal de première instance.

(2) Ce décret fit passer l'archipel des Comores, du ressort de la cour d'appel de la Réunion, dans celui de la cour d'appel de Madagascar.

et rattachées avec Mayotte au gouvernement général de Madagascar par le décret du 23 janvier 1914. L'organisation et le fonctionnement de la justice ne furent réglés qu'en 1917, par un décret en date du 30 août.

Ce décret du 30 août 1917 supprima le tribunal de première instance et le remplaça par une justice de paix à compétence étendue. La cour criminelle fut désormais composée du juge de paix à compétence étendue, de deux fonctionnaires désignés par le gouverneur général et de deux assesseurs désignés conformément aux dispositions du décret de 1896. Les articles 13 et 20 à 28 de ce décret furent déclarés applicables à Mayotte et dépendances.

X

COTE FRANÇAISE DES SOMALIS

Notre colonie de la Côte des Somalis débuta par un modeste établissement à Obock, dont le territoire nous avait été cédé par les souverains indigènes, suivant traité en date du 11 mai 1862. Le gouvernement se désintéressa à peu près complètement de cette colonie ; ce ne fut qu'en 1884 à la suite d'incidents avec l'Angleterre, que la France se décida à la faire occuper.

Jusqu'en 1887, en raison du petit nombre d'habitants européens, l'autorité judiciaire ne fut pas représentée. Le développement des relations commerciales rendant nécessaire l'institution d'une organisation judiciaire, le décret du 2 septembre 1887 créa à Obock une justice de paix à compétence étendue et un conseil d'appel. Mais le nombre des affaires n'était pas assez important pour motiver la présence d'un magistrat, aussi les fonctions judiciaires furent attribuées à des officiers ou fonctionnaires pris sur place.

Le conseil d'appel se composa du commandant et de deux assesseurs. Ceux-ci, ainsi que les agents remplissant les fonctions de ministère public et de greffier, étaient nommés par le commandant.

Le conseil d'appel se constituait en tribunal criminel spécial pour le jugement de *tous* les crimes commis sur

le territoire d'Obock (1). Le tribunal criminel était saisi par le ministère public, et la procédure était celle suivie en France devant les tribunaux correctionnels. Les décisions étaient rendues en dernier ressort, et n'étaient susceptibles de recours en cassation que dans l'intérêt de la loi et conformément aux articles 441 et 442 du C. I. C.

Le décret du 4 septembre 1894 (2) restreignit la compétence du tribunal criminel aux crimes *commis* par des Français, Européens ou assimilés et maintient par ailleurs les dispositions du décret de 1887.

Le développement des relations entre Djibouti et l'Harrar par suite de la création du chemin de fer franco-éthiopien, donna à Djibouti un essor considérable. Devant les réclamations qui étaient formulées contre l'organisation judiciaire existante (3), le Département, pour y donner satisfaction créa, par décret en date du 19 décembre 1900, un poste de magistrat. Ce décret institua à la Côte des Somalis (4) un tribunal de première instance présidé par un fonctionnaire licencié en droit et un tribunal d'appel composé d'un magistrat de carrière et de deux assesseurs choisis par le gouverneur parmi les fonctionnaires de la colonie.

(1) Les juridictions indigènes n'étaient maintenues qu'en matière civile.

(2) Le décret du 29 juin 1889 avait donné aux juridictions indigènes existantes, la connaissance des *délits* et *contraventions* commis par les indigènes.

(3) Rapport précédant le décret du 19 décembre 1900.

(4) Le décret du 20 mai 1895 transféra à Djibouti le chef-lieu de la colonie, qui prit, désormais, le nom de Côte française des Somalis.

Pour donner aux indigènes des garanties égales à celles accordées aux Européens, la compétence des tribunaux français fut étendue à tous les habitants quelle que fût leur race ou nationalité.

Tous les crimes commis à la Côte des Somalis furent déférés à un tribunal criminel composé du juge président d'appel et de deux assesseurs désignés par la voie du sort sur une liste de douze fonctionnaires ou notables dressée chaque année par le gouverneur sur proposition du secrétaire général. Les assesseurs avaient voix délibérative sur la question de culpabilité seulement.

Les crimes commis par les indigènes, ayant un caractère politique ou de nature à compromettre l'action de l'autorité française devaient être jugés par le tribunal criminel sans assesseurs.

Le recours en cassation fut ouvert à tous les intéressés. Ce décret fut bien publié au Journal officiel de la colonie, mais le gouverneur omit de faire précéder cette insertion d'un arrêté de promulgation. L'omission de « cette formalité substantielle et à laquelle il ne peut être suppléé en aucune manière », rendait inapplicables les dispositions du décret de 1900. Ce texte n'étant pas exécutoire à la Côte des Somalis, il fallut s'en rapporter au précédent et comme le décret de 1894 n'ouvrait le recours en cassation que dans l'intérêt de la loi, la partie condamnée n'était pas recevable à se pourvoir. Ce fut ce que décida un arrêt de la cour suprême en date du 4 septembre 1902 (1), rejetant un pourvoi formé contre une décision du tribunal criminel.

(1) Dar., 1903, p. 48.

L'organisation réglée par le décret de 1900 dura peu. Des inconvénients résultant surtout de la concentration, au chef-lieu du jugement de toutes les affaires de la colonie avaient pour effet de rendre notre justice inabordable pour la plus grande partie des indigènes.

Le décret du 4 février 1904 abrogea le décret de 1900 et institua à Djibouti une justice de paix à compétence étendue, un conseil d'appel, une cour criminelle et des tribunaux indigènes.

Les dispositions de ce décret, concernant le fonctionnement de la justice française sont toujours en vigueur ; la seule modification fut celle opérée par le décret du 25 juillet 1914 qui décida que le poste de ministère public, jusque-là occupé par un fonctionnaire à la désignation du gouverneur, serait tenu par un procureur de la République, chef du service judiciaire.

JUSTICE INDIGÈNE

Les décrets de 1887, 1889, 1894 avaient maintenu les juridictions indigènes existantes, mais ne les avaient pas organisées. Le décret de 1900, comme nous l'avons vu, les supprima en rendant tous les habitants justiciables des tribunaux français.

La justice indigène fut rétablie par le décret du 4 février 1904, qui institua des tribunaux du premier et deuxième degré pour juger toutes les infractions commises par les indigènes, sauf le cas où des Européens ou assimilés seraient compris dans les poursuites (art. 30).

Il en résultait que lorsqu'un Européen était victime d'un indigène, le tribunal français se trouvait incompétent.

Les crimes commis par les indigènes étaient jugés en premier et dernier ressort par le tribunal du deuxième degré (1) siégeant à Djibouti. Ce tribunal se composait du gouverneur ou de son délégué qui *pouvait* se faire assister de deux indigènes avec voix consultative.

Diverses missions d'inspection signalèrent les lacunes de cette organisation qui ne présentait pas pour les justiciables les mêmes garanties que dans nos autres possessions. Le décret du 2 août 1922 introduisit à la Côte des Somalis un certain nombre de mesures qui avaient déjà fait leurs preuves dans nos autres colonies d'Afrique. Ce décret rendit obligatoire la présence d'indigènes avec voix consultative dans la composition de ces juridictions. La présidence du tribunal du deuxième degré fut enlevée au gouverneur et put être confiée soit à un magistrat, soit à un fonctionnaire nommé par le chef de la colonie. Pas plus qu'auparavant, les décisions des tribunaux indigènes n'étaient susceptibles de pourvoi en cassation, mais il fut institué à Djibouti un tribunal d'homologation auquel devaient être soumis d'office les jugements prononçant une peine supérieure à trois ans de prison. Cette juridiction se composait des membres du conseil d'appel.

(1) Le tribunal du premier degré, présidé par un fonctionnaire, avec l'assistance facultative de deux assesseurs indigènes, connaissaient en premier ressort des contraventions et délits commis par les indigènes ; l'appel était porté devant le tribunal du deuxième degré.

La justice indigène fut finalement réorganisée par le décret du 2 avril 1927 où sont reproduites, *mutatis mutandis*, les dispositions du décret du 29 avril 1927 sur la justice indigène en A. E. F.

XI

INDOCHINE

Jusqu'en 1887, nos établissements en Indochine formèrent deux groupes : le premier comprenant la Cochinchine et le Cambodge relevant du ministère des Colonies, le deuxième, l'Annam et le Tonkin, relevant du ministère des Affaires étrangères.

Le décret du 17 octobre 1887 rattacha ces quatre pays au ministère des Colonies et en confia l'administration supérieure à un gouverneur général. A ces territoires s'ajoutèrent en 1893 le Laos et en 1898 le Kouang-Tchéou-Wan.

Actuellement, l'Union indochinoise comprend la colonie de la Cochinchine, les protectorats de l'Annam, du Tonkin, du Cambodge, du Laos et le territoire du Kouang-Tchéou-Wan.

Alors que la plupart de nos colonies n'étaient à l'origine que de simples comptoirs où tout était à créer, en Indochine nous nous installâmes dans des pays de civilisation avancée ayant leur organisation politique et administrative. Les juridictions indigènes furent d'abord maintenues mais leur compétence fut de plus en plus limitée. De plus s'établit un contrôle et une ingérence des autorités françaises dans leurs décisions qui aboutit en Cochinchine à la suppression de la justice indigène. Chacun des pays de l'Union indochinoise ayant des institu-

tions spéciales, une étude particulière sera nécessaire pour chacun d'eux.

En justice française, il convient de distinguer jusqu'en 1898 entre l'organisation criminelle de la Cochinchine et celle du Tonkin, les autres régions de l'Indochine se rattachant à l'un ou à l'autre ressort ; à partir du décret du 8 août 1898, date de la création d'une cour d'appel pour toute l'Indochine, la procédure criminelle va s'unifier et les quelques différences qui subsistaient vont disparaître peu à peu.

Ce chapitre comprendra l'évolution de juridictions françaises en Cochinchine et au Tonkin jusqu'en 1898, puis, à partir de cette date, en Indochine.

La justice indigène en Cochinchine ayant été supprimée en 1881, sera examinée en même temps que l'organisation de la justice française, tandis que celle de l'Annam-Tonkin fera l'objet d'une section spéciale.

Finalement, nous étudierons les juridictions criminelles indigènes, au Cambodge, au Laos et au Kouang-Tchéou-Wan.

COCHINCHINE

Cette colonie fut le point de départ de notre établissement en Indochine.

En 1858, l'attitude du gouvernement annamite nécessita une intervention des forces franco-espagnoles. Les hostilités se terminèrent par le traité du 5 mai 1862 qui donna à la France les trois provinces de Saïgon, Mytho et Bien-Hoa et l'île de Poulo-Condore. La guerre reprit

en 1867 et au mois de juin de la même année, l'amiral de la Grandière s'empara des provinces de Vinh-Long, Chaudoc et Ha-Tien. Le traité du 14 mars 1874 reconnut notre souveraineté sur toute la basse Cochinchine.

Du 31 août 1858 (date du débarquement des troupes du corps expéditionnaire) à la promulgation du décret du 25 juillet 1864, la répression des crimes fut assurée par les conseils de guerre fonctionnant d'abord pour les marins et soldats puis, lorsque l'état de siège fut proclamé, pour tous les habitants.

Le service de la justice fut organisé en Cochinchine par le décret du 25 juillet 1864 (1). Les affaires déferées en France aux cours d'assises devaient être portées devant un tribunal criminel composé du juge président du tribunal supérieur, du juge impérial, d'un membre du conseil de guerre désigné par le gouverneur et de deux assesseurs choisis par la voie du sort sur une liste de dix notables, dressée chaque année par le gouverneur (2).

Les assesseurs avaient seulement voix délibérative sur la question de culpabilité. Les décisions étaient prises à la simple majorité. Le procureur impérial et le greffier complétaient cette juridiction.

(1) Le décret du 25 juillet 1864, créa à Saïgon :

1° Un tribunal de première instance, composé d'un juge impérial et d'un greffier ;

2° Un tribunal supérieur, composé d'un juge président ; le greffier était celui de première instance. Les fonctions de ministère public, près ces deux juridictions, étaient exercées par un procureur de la République ;

3° Un tribunal de commerce.

(2) Nous retrouverons la même composition en Nouvelle-Calédonie et en Océanie (décrets des 23 novembre 1866 et 18 août 1868).

La compétence du tribunal criminel s'étendait à tous les crimes commis dans l'étendue du ressort à quelque nation qu'appartiennent les accusés. Hors du ressort, mais sur le territoire de la Cochinchine soumise à notre domination les crimes ne relevaient des juridictions françaises que s'il y avait des Européens en cause. Les infractions ayant un caractère politique ou insurrectionnel, pouvaient être déferées aux conseils de guerre, par ordre du gouverneur.

Les jugements du tribunal criminel étaient rendus en dernier ressort et n'étaient susceptibles de recours en cassation que dans l'intérêt de la loi, conformément aux articles 441 et 442 du Code d'instruction criminelle.

Le tribunal supérieur était l'objet de vives critiques, on lui reprochait d'être composé d'un seul magistrat comme en première instance. De plus, pendant les absences, congés ou maladies du juge unique, il ne pouvait être remplacé que par un fonctionnaire nommé par le gouverneur. Pour remédier à cet état de choses, par le décret du 17 mars 1868, le tribunal supérieur fut supprimé et remplacé par une cour impériale comprenant un président, deux conseillers et un conseiller auditeur. Un procureur général, chef du service judiciaire, se trouvait près de cette cour. Les crimes furent jugés par une *cour criminelle*, composée de trois membres de la cour impériale, auxquels étaient adjoints, comme sous l'ancienne organisation, deux assesseurs tirés au sort sur une liste de dix notables.

Jusqu'en 1879, le recours en cassation ne fut ouvert que dans l'intérêt de la loi. Le décret du 25 juin 1879 rendit

recevable le pourvoi de tous les intéressés, dans les formes et conditions de la législation métropolitaine. En cas d'annulation d'un arrêt de la cour criminelle, la cour de cassation pouvait renvoyer l'affaire devant la même cour, mais autrement composée.

★★

Le décret du 25 juillet 1864, organisant le service de la justice en Cochinchine, stipulait dans ses articles 11 et 12 le maintien des tribunaux indigènes institués par le Code annamite.

Avant la conquête, il n'y avait pas en Annam de juges spécialisés, leurs fonctions se confondaient avec celle d'administrateur. Les affaires criminelles importantes étaient déferées au tribunal du sous-préfet (Tri-Huyen), qui décidait. Les jugements rendus étaient soumis à l'approbation du préfet (Tri-Phu). L'appel pouvait alors être porté devant le lieutenant criminel (Quan-An), chef du service judiciaire, agissant au nom du gouverneur de la province. Le Quan-An connaissait en dernier ressort des jugements emportant la peine de la bastonnade et en révision de ceux condamnant à une peine plus grave.

Ces derniers étaient transmis au ministère des Peines qui les soumettait à la sanction royale. Lorsqu'il s'agissait de condamnations capitales, les formalités étaient encore plus nombreuses. Les jugements révisés en premier ressort, par le lieutenant criminel, étaient envoyés au ministère, pour être portés devant le tribunal du roi (Dai-li-thi), qui pouvait renvoyer au tribunal des trois

règles, ou tribunal des censeurs ou, encore, au tribunal du ministère des Peines. La décision de ce dernier tribunal ne devenait définitive qu'après l'approbation du roi.

Les grandes lignes de cette organisation furent maintenues. L'article 13 du décret du 25 juillet 1864 donna aux administrateurs des affaires indigènes dans les provinces, la connaissance des affaires civiles et criminelles intéressant les Annamites. Ces fonctionnaires, pour ainsi dire successeurs de l'administration antérieure, devaient conformer leurs décisions aux prescriptions de la loi annamite. Leurs jugements étaient attaquables devant le gouverneur investi, à cet égard, des pouvoirs appartenant aux anciens souverains.

Pour éclairer les décisions du gouverneur, en 1867, fut créé un tribunal, où plutôt une commission chargée de lui fournir des rapports sur les jugements rendus. Ce tribunal se composait du directeur de l'intérieur, président, de deux inspecteurs, de deux interprètes indigènes et de deux employés européens, secrétaires. L'appel pouvait être fait par la partie intéressée ou par le chef du bureau de la justice. Le gouverneur avait toujours le droit d'approuver directement les jugements lorsque la culpabilité des accusés lui paraissait suffisamment démontrée ou lorsque des inconvénients graves pouvaient résulter du retard de leur expédition (1).

(1) Ordonneau. — Étude sur l'organisation judiciaire en Indochine, page 59.

Un arrêté, en date du 6 octobre 1879, remplaça cette commission d'examen par un tribunal supérieur indigène. Ce tribunal, siégeant à Saïgon, se composait : d'un administrateur ou inspecteur, président, et de quatre membres, à savoir : un magistrat français, un inspecteur ou administrateur et deux assesseurs indigènes ou asiatiques.

A partir du moment où le régime civil succéda au régime militaire (13 mai 1879) la conception sur l'organisation judiciaire changea. On pensa que des magistrats de carrière devaient rendre aux indigènes une meilleure justice que des fonctionnaires de l'ordre administratif. La substitution de la justice française à la justice indigène se fit en trois étapes.

Un premier pas fut fait par le décret du 7 novembre 1879, qui décida que les fonctions judiciaires ne seraient plus exercées par les chefs d'arrondissements, mais par des administrateurs uniquement affectés au service de la justice indigène.

Quelques mois après, un décret, en date du 3 avril 1880, remplaça le tribunal supérieur indigène par la deuxième chambre de la cour d'appel de Saïgon. Le rapport précédant le décret indique des raisons qui motivent cette réforme.

« La confusion des attributions administratives et judiciaires était justifiée, au lendemain de la conquête, par notre situation dans le pays. Il importait, en effet, de maintenir à l'autorité locale la puissance nécessaire pour réprimer rigoureusement les tentatives de révolte et les crimes de piraterie. D'autre part, il eût été trop dange-

reux de rompre brusquement avec les habitudes des indigènes accoutumés à porter leurs contestations devant le chef de la province. Le temps, en faisant connaître peu à peu à la population indigène les principes de notre civilisation, l'a mise à même d'apprécier les formes tutélaires de notre justice et d'en souhaiter l'application à son profit.

» Le moment semble venu d'introduire nos formes judiciaires dans l'administration de la justice indigène, de manière à retirer aux décisions des juges un caractère arbitraire qu'on peut leur reprocher, sans toutefois enlever aux Annamites le droit d'être jugés par des lois particulières. »

La cour d'appel à laquelle étaient adjoints pour ce genre d'affaire des mandarins annamites, connaissait l'appel de tous les jugements rendus par les tribunaux indigènes. En matière criminelle, les jugements dont il n'avait pas été fait appel, ne devenaient définitifs qu'après l'homologation de la cour.

Cette organisation ne devait pas durer longtemps. Les termes du décret le faisaient d'ailleurs prévoir, c'était « provisoirement » que la deuxième chambre de la cour connaissait des décisions rendues par les tribunaux indigènes. Le décret du 25 mai 1881 bouleversa entièrement le système judiciaire en supprimant la justice indigène. Tous les crimes commis en Cochinchine furent déférés aux cours criminelles.

Le décret du 25 mai 1881 modifia les décrets précédents pour les mettre en harmonie avec la nouvelle compétence de la justice française.

La cour criminelle fut composée comme précédemment de trois magistrats et de deux assesseurs. Mais il intervint dans la désignation de ceux-ci un principe nouveau, principe qui subsiste encore dans l'organisation actuelle : « Lorsqu'il s'agira de juger des accusés annamites, les assesseurs seront indigènes ».

D'autre part, il n'était plus possible, en raison de l'augmentation du nombre des justiciables, de ne conserver qu'une cour criminelle siégeant à Saïgon. Le décret de 1881 prévoit que des cours criminelles pourraient siéger dans tous les chefs-lieux d'arrondissement où se trouvait un tribunal de première instance.

A Saïgon, les juges de la cour criminelle étaient pris parmi les conseillers à la cour d'appel, dont l'un remplissait les fonctions de président.

Dans les autres arrondissements, la cour proprement dite se composait d'un conseiller, président, et de deux magistrats pris parmi ceux du siège.

Les assesseurs français étaient désignés par la voie du sort sur une liste de vingt citoyens français domiciliés dans les arrondissements de Saïgon et de Cholon. Ce collège était établi chaque année par une commission composée du directeur de l'intérieur, président, d'un inspecteur ou administrateur des affaires indigènes, du président du tribunal de première instance, d'un membre du conseil municipal et d'un membre du conseil colonial, désignés par ces assemblées.

Les assesseurs indigènes étaient tirés au sort sur une liste de vingt notables dressée chaque année par le gouverneur en conseil privé sur proposition du procureur général et du directeur de l'intérieur (1).

Comme sous le régime du décret de 1864, le droit de récusation ne pouvait être exercé, les assesseurs avaient seulement voix délibérative sur la question de culpabilité et les décisions se formaient à la simple majorité.

Les fonctions de ministère public par des cours criminelles étaient remplies : à Saïgon, par le procureur général ou l'un de ses substituts ; dans les provinces, par un membre du parquet général ou par le procureur de la République près les tribunaux de première instance.

Le gouverneur nommait pour chaque session criminelle le conseiller président et les juges assesseurs (2).

Les crimes commis au Cambodge par des Européens étaient déférés à la cour criminelle de Saïgon.

La procédure devant la cour criminelle fut réglée par le décret du 5 mars 1884, puis par celui du 18 septembre 1888 (3), qui accorda aux accusés, quel que fût leur nombre, le droit d'exercer deux récusations péremptoires. Le ministère public avait la même faculté. Lorsque

(1) Nous retrouverons, dans l'organisation actuelle, le même principe : les assesseurs français sont désignés par une commission, les assesseurs indigènes sont choisis par le gouverneur.

(2) Dans aucune autre colonie nous ne retrouverons un droit aussi étendu conféré au gouverneur.

(3) Le décret du 11 septembre 1888 régla la procédure à suivre devant les tribunaux de Cochinchine, du Cambodge et du Tonkin, en matière civile, criminelle, correctionnelle et de simple police.

les inculpés ne s'étaient pas mis d'accord à ce sujet, de culpabilité et les circonstances atténuantes.

Aux termes du décret de 1881, les cours criminelles se réunissaient au siège des tribunaux de première instance, c'est-à-dire à Saïgon, Bien-Hoa, Mytho, Bentré, Vinh-Long, Chaudoc et Soc-Trang.

Le décret du 9 décembre 1886 supprima le tribunal et la cour criminelle de Bien-Hoa.

Le décret du 15 novembre 1887 (qui ne fut pas promulgué) portait la suppression de la cour criminelle de Bentré.

Le décret du 5 juillet 1888 réduisit le nombre des cours criminelles à trois : Saïgon, Mitho, Vinh-Long (1). Les crimes commis par les Européens au Cambodge, précédemment déferés à la cour criminelle de Saïgon furent jugés par celle de Vinh-Long, en raison de la proximité de cette ville du Cambodge. Cette réforme ne devait pas durer. Trois ans après, le décret du 17 juin 1889 rétablit la compétence de la cour criminelle de Saïgon pour ces crimes.

Le décret du 17 juin 1889 réorganisant la justice en Cochinchine reproduisit en matière criminelle la plupart des dispositions des décrets antérieurs ne les modifiant que sur des points de détails.

L'inspecteur des affaires indigènes ne fit plus partie

(1) Une quatrième cour criminelle fut créée à Long-Xuyen par le décret du 16 octobre 1896. Celle-ci fut transférée à Cantho en 1913.

de la commission chargée d'établir la liste des assesseurs français qui, de ce fait, ne comprit plus que quatre personnes au lieu de cinq. Les membres du collège assessoral indigène furent choisis par le directeur du service local sur proposition du procureur de la République du siège de la cour criminelle. Cette liste devait être approuvée par le gouverneur général en conseil privé.

Le tribunal criminel, puis les cours criminelles avaient, jusqu'en 1895, été saisies par le représentant du ministère public (1) des affaires de leur compétence. Le décret du 17 mai 1895 réorganisant la cour d'appel de Saïgon, y créa une chambre des mises en accusation pour statuer sur les poursuites criminelles. Cette chambre fut créée le 17 mai 1895, réorganisant la cour d'appel de Saïgon, désignées, tous les six mois, par le président de la cour.

Les arrêts de renvoi purent être attaqués devant la cour de cassation dans les formes et conditions déterminées par le décret du 25 juin 1879 (2).

Ce décret, tout en reproduisant un certain nombre de dispositions des textes précédents, modifia sur les points suivants l'organisation existante :

La création d'une chambre des mises en accusation rendait les trois conseillers qui y avaient siégé, indisponibles pour les services des assises, aussi pour la cour criminelle de Saïgon, le gouverneur put exceptionnellement, si la nécessité du service l'exigeait, désigner sur

(1) Procureur impérial, de 1864 à 1868. Procureur général depuis 1868.

(2) Décret ouvrant le recours en cassation en matière pénale.

proposition du procureur général, un magistrat de première instance au lieu et place de l'un des deux conseillers assesseurs. Par ailleurs, le gouverneur n'intervint plus dans la nomination des magistrats de la cour criminelle. Ceux-ci furent désignés par le président de la cour sur proposition du procureur général.

Dans la composition de la commission chargée de dresser la liste des notables français, le directeur de l'intérieur fut remplacé par le lieutenant gouverneur de la Cochinchine. Quant à la liste des assesseurs indigènes, elle fut dressée par le lieutenant gouverneur de la Cochinchine en conseil privé sur proposition du procureur général, substituant ainsi l'intervention du chef du service judiciaire à celle du procureur de la République.

A partir de cette époque, les décrets qui vont se succéder, apporteront des garanties de plus en plus nombreuses aux accusés français et étrangers, mais leurs dispositions ne seront pas applicables aux indigènes. Le mode de formation et la composition des cours criminelles chargées de juger les Annamites demeurèrent, jusqu'en 1921, tels qu'ils avaient été réglés par le décret de 1895.

Le régime de l'assessorat en matière européenne fut modifié l'année suivante par le décret du 21 décembre 1896. La cour criminelle de Saïgon fut *seule* compétente pour les crimes commis par des Français et assimilés. Elle se composa de trois conseillers et de quatre assesseurs. Désormais, dans cette cour, l'élément judiciaire au lieu d'être en majorité va se trouver en minorité.

Le collège des assesseurs fut porté de vingt à soixante.

Le tirage au sort s'effectua de la même manière, seulement les accusés eurent droit à cinq récusations péremptoires au lieu de deux. Le ministère public, comme précédemment n'en exerça que deux.

Les membres de la cour d'appel et les assesseurs statuèrent en commun sur toutes les questions posées, et innovation du décret, sur l'application de la peine ; par contre, la déclaration de culpabilité ne put être prononcée qu'à la majorité de cinq voix sur sept.

En 1898, le décret du 8 août institua une cour d'appel dont le ressort s'étendit à toute l'Indochine. Ce texte ne modifia en rien l'organisation criminelle de la Cochinchine, qui resta sur ces bases jusqu'en 1912.

TONKIN ET ANNAM

Aux termes des traités du 15 mars 1874, 25 août 1883 et 6 juin 1884, les crimes commis en Annam et au Tonkin par des Français et des étrangers devaient être jugés à Saïgon par les tribunaux compétents.

Le développement des affaires et l'augmentation du nombre des Français au Tonkin nécessitant la création de juridictions françaises, le décret du 8 septembre 1888 institua des tribunaux de première instance à Hanoï et à Haïphong (1) et une cour criminelle à Hanoï.

Cette cour se composait d'un conseiller à la cour d'appel de Saïgon, de deux magistrats, pris parmi les juges

(1) L'appel des jugements de ces tribunaux était porté devant la cour de Saïgon.

présidents et les juges suppléants des tribunaux du Tonkin et de deux assesseurs. Ceux-ci étaient désignés par la voie du sort sur une liste de vingt notables français dressée chaque année par le gouverneur général après avis du procureur général et du résident général du Tonkin. Les assesseurs avaient voix délibérative sur la question de culpabilité seulement. La législation de la Cochinchine était déclarée applicable à la cour criminelle d'Hanoï.

L'activité commerciale ne s'étant pas encore portée en Annam, il ne fut pas nécessaire d'en modifier l'organisation judiciaire. Les crimes commis dans ce protectorat par les Français ou étrangers continuèrent à être jugés par la cour criminelle de Saïgon.

Aux termes du décret du 8 septembre 1888, les cours criminelles connaissaient de toutes les affaires autres que celles où n'étaient en cause que des indigènes ou asiatiques appartenant à l'une des catégories énumérées à l'arrêté du 23 août 1871, c'est-à-dire : les Chinois, les Cambodgiens, les Minh-Huongs, les Siamois, les Moïs, les Chams, les Stiengs, les Sang-Mélés et les Malais de Chaudoc.

En vue de soustraire à la juridiction indigène les Chinois qui étaient particulièrement nombreux au Tonkin, un décret en date du 28 février 1890 vint modifier la compétence des tribunaux français. Ceux-ci connurent de toutes les infractions commises sur le territoire des concessions françaises d'Hanoï et d'Haïphong quelle que fût la nationalité des parties en cause ; dans le surplus des circonscriptions judiciaires desdits tribunaux

de tous les crimes commis par des Français ou étrangers, quelle que fût leur nationalité, ou à leur préjudice. Seuls se trouvaient exclus les crimes commis par des Annamites au préjudice d'Annamites.

Le décret du 18 septembre 1888, applicable comme nous l'avons vu à la Cochinchine, au Cambodge et au Tonkin, régla la procédure à suivre en matière criminelle.

Le développement du commerce européen nécessita une modification de l'organisation judiciaire.

L'appel des décisions rendues par les tribunaux d'Hanoï et d'Haiphong devant être portée à Saïgon, l'exercice de ce droit était devenu illusoire en raison des frais qu'il occasionnait.

En matière criminelle, le procureur général de Saïgon remplissait pour toute l'Indochine le rôle de chambre des mises en accusation. Chaque fois qu'il fallait renvoyer un prévenu en cour criminelle, le dossier devait lui être transmis du Tonkin. Il en résultait une perte de temps considérable préjudiciable au bon fonctionnement de la justice.

Le décret du 13 janvier 1894 créa à Hanoï une cour d'appel (1) dont la juridiction s'étendit sur tout l'Annam et le Tonkin. La cour criminelle fut modifiée en consé-

(1) Cette cour était composée d'un président, de deux conseillers, d'un conseiller auditeur, d'un procureur général et d'un substitut.

quence. La cour proprement dite comprit les membres de la cour d'appel et le procureur général près la cour d'Hanoï statua sur toutes les poursuites.

En 1896, un décret en date du 16 septembre vint modifier complètement le fonctionnement de la justice criminelle. Jusque-là au Tonkin, comme en Cochinchine, les assesseurs étaient désignés pour le service de la session, et depuis 1888 les accusés comme le ministère public pouvaient exercer deux récusations péremptoires.

Cette situation créait au Parquet un avantage exorbitant puisqu'à lui seul il avait droit à autant de récusations que tous les accusés de toutes les affaires inscrites au rôle. Pour rétablir l'équilibre il aurait fallu que l'on procédât au tirage *par affaire*. Mais alors la question se compliquait par la difficulté d'immobiliser un trop grand nombre de personnes pour le service des assises.

Le décret de 1894 présenta une solution originale de ce problème; cette organisation n'eut, du reste, que peu de succès, car elle fut abrogée deux ans après.

Deux cours criminelles furent créées au Tonkin, l'une à Hanoï, l'autre à Haïphong. Le tirage au sort des assesseurs se fit sur une liste de cinquante noms; au lieu d'être désignés par le gouverneur général, ils furent choisis dans chaque circonscription par une commission composée du président du tribunal, du résident maire et du premier adjoint.

Le nombre des assesseurs fut porté de deux à quatre.

La formation de la liste de jugement se faisait de la manière suivante :

Il était d'abord procédé au tirage des quatre assesseurs

titulaires nécessaires au service de la session. Seul, le procureur général avait alors le droit de récusation, il pouvait en exercer autant qu'il y avait d'affaires inscrites au rôle. Puis les noms de six assesseurs suppléants étaient sortis de l'urne. Le procureur général avait encore droit à deux récusations.

La liste des quatre assesseurs titulaires et des six suppléants étant ainsi formée, les accusés de *chaque affaire*, après s'être concertés entre eux pouvaient exercer deux récusations sur les dix noms de l'une et l'autre liste. Les assesseurs récusés étaient remplacés pour l'affaire seulement par les assesseurs suppléants, appelés suivant l'ordre du tirage au sort.

Ce décret porte également l'organisation d'une commission criminelle pour juger les crimes et délits intéressant la sûreté du protectorat ou le développement de la colonisation, lorsqu'ils auront été commis par des Annamites ou assimilés. Aux termes de ce décret, le gouverneur général peut dessaisir la juridiction ordinaire et renvoyer l'affaire devant une commission criminelle. Ces dispositions, modifiées par le décret du 14 avril 1906, sont toujours en vigueur. Nous les étudierons lors de l'examen de l'organisation actuelle.

La cour d'appel créée en 1894, n'avait pas donné les résultats qu'on en espérait. D'un côté le nombre des affaires avait diminué, d'autre part le petit nombre de magistrats de cette cour faisait que par suite des maladies et des congés, l'autorité locale était appelée à faire effectuer des intérim, soit par des auxiliaires de justice, soit par

des juges ou des juges suppléants dont le zèle et le bon vouloir ne pouvaient suppléer l'expérience (1).

En 1898, un décret en date du 8 août, supprima la cour d'appel d'Hanoï en tant que cour distincte de celle de Saïgon. Il y eut une cour d'appel unique pour toute l'Indochine comprenant trois chambres, les deux premières siégeant à Saïgon et la troisième, à Hanoï.

Le maintien d'une juridiction d'appel au Tonkin conservait aux justiciables toutes les commodités désirables pour la justice du deuxième degré, mais cette réforme entraînait la disparition du poste de procureur général qui entre autres fonctions statuait sur tous les renvois en cour criminelle.

Les instructions relatives aux crimes commis au Tonkin par des Européens soit seuls, soit de complicité avec des Annamites, furent déferés à la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de l'Indochine siégeant à Saïgon. C'était là un progrès, les Français et les Européens du Tonkin eurent à ce sujet les mêmes garanties que ceux de la Cochinchine mais, au point de vue de la longueur des procédures, c'était le retour à la situation antérieure.

Lorsque tous les accusés étaient Annamites, les mises en accusations furent prononcées comme précédemment par le chef du Parquet, mais celui-ci étant désormais le procureur général de l'Indochine, ce fut à Saïgon que durent être envoyés les dossiers (2).

(1) Rapport précédant le décret du 8 août 1898.

(2) Cette double organisation dura jusqu'en 1905.

La cour criminelle d'Haïphong fut supprimée, celle d'Hanoï resta composée de trois magistrats et de quatre assesseurs citoyens français, quelle que fût la qualité des accusés.

La commission chargée de dresser la liste des cinquante notables fut modifiée. Elle comprit : le résident supérieur du Tonkin, le président du tribunal d'Hanoï et celui d'Haïphong, un membre non fonctionnaire du conseil de protectorat et un membre de chacun des conseils municipaux d'Hanoï et d'Haïphong.

Le système organisé par le décret du 15 septembre 1896 pour la formation d'une liste d'assesseurs par affaire, fut abrogé et remplacé par les dispositions du décret du 27 décembre 1896 réorganisant l'assessorat en Cochinchine, auxquelles le décret de 1898 renvoya purement et simplement. Les assesseurs furent de nouveau désignés pour le service de la session.

Annam. — Jusqu'en 1902, les crimes commis en Annam par des Européens ou assimilés furent jugés par la cour criminelle de Saïgon. Le décret du 1^{er} décembre 1902 transporta cette compétence à la cour criminelle d'Hanoï.

Celle-ci connut : 1^o de tous les crimes commis sur les territoires urbains de la concession française de Tourane quelle que fût la nationalité ou l'origine des accusés ;

2^o De tous les crimes commis en Annam par des Européens, étrangers et assimilés, ou à leur préjudice.

INDOCHINE

Le décret de 1898, créant une cour d'appel pour toute l'Indochine, avait commencé l'unification de l'organisation judiciaire, il subsistait encore au point de vue criminel de nombreuses différences entre la Cochinchine et le Tonkin. Les textes qui vont se succéder auront pour but de les supprimer autant que le permettra la situation politique et administrative de ces deux pays.

Il n'y avait alors pour toute l'Indochine qu'une seule chambre des mises en accusation siégeant à Saïgon. Il en résultait un retard considérable pour la solution des procédures criminelles intéressant les justiciables européens de l'Annam et du Tonkin. D'un autre côté, les articles 53 et suivants du décret du 17 juin 1889 qui conféraient au procureur général les attributions de la chambre des mises en accusation avaient été abrogées en Cochinchine, mais étaient restées en vigueur au Tonkin à l'égard des justiciables asiatiques (1).

Le décret du 31 août 1905 mit fin à cette dualité de régime en instituant à Hanoï une chambre des mises en accusation (2). Cette chambre était composée de trois conseillers et fonctionnait comme celle de la Cochinchine.

Lorsque les cours criminelles de Cochinchine avaient à juger des accusés annamites ou asiatiques, elles étaient composées de trois magistrats et de *deux assessours indi-*

(1) Rapport précédant le décret du 31 août 1905.

(2) Le décret du 31 août 1905 créa une quatrième chambre à la cour d'appel de l'Indochine et en fixa le siège à Hanoï.

gènes. La cour criminelle d'Hanoï comprenait *toujours* trois magistrats et *quatre assesseurs français*. En vue de compléter l'unification de l'organisation judiciaire, le décret du 17 décembre 1905 décida que lorsque la cour criminelle d'Hanoï aurait à juger des accusés annamites, elle serait composée de trois conseillers et de deux assesseurs indigènes, désignés par la voie du sort sur une liste de trente notables dressée chaque année par le résident supérieur du Tonkin. Les dispositions réglant le tirage au sort des assesseurs, le droit de récusation (1), et la procédure criminelle furent celles prévues au décret de 1895, maintenues en vigueur en Cochinchine pour le jugement des accusés annamites.

Les cours criminelles chargées de juger les Annamites et assimilés restèrent ainsi organisées jusqu'en 1921.

En 1912, les garanties accordées aux justiciables français et étrangers furent considérablement augmentées. Le rapport précédant le décret du 29 décembre 1912 expose de la manière suivante les raisons de cette réforme :

« Le fonctionnement de la cour criminelle de Saïgon jugeant les accusés français ou assimilés a été déterminé par un décret du 29 décembre 1896 dont les dispositions ont été étendues à la cour criminelle d'Hanoï par un autre décret du 8 août 1898. Ce texte donne aux accusés

(1) Les accusés annamites ne purent plus exercer que deux récusations au lieu de cinq.

ou à leur conseil le droit d'exercer lors du tirage au sort des assesseurs, cinq récusations péremptoires, alors que le ministère public n'a droit qu'à deux. Il décide en outre, que la déclaration de culpabilité doit être prise à la majorité de cinq voix sur sept. Ces dispositions s'écarterent des règles posées par les articles 347 et 401 du Code d'instruction criminelle. D'autre part, les quatre assesseurs, tirés au sort sur la liste annuelle, sont appelés, au commencement de chaque session, à faire partie de la cour criminelle pour le jugement de toutes les affaires inscrites au rôle de la session. Sur ce point encore le gouvernement local demande des modifications. »

Les cours criminelles d'Hanoï et de Saïgon, lorsqu'elles jugeaient des Européens ou assimilés, restaient composées de trois magistrats et quatre assesseurs citoyens français.

La désignation des membres du collège assessoral se fit sur de nouveaux principes. Au lieu d'être dressée directement par une commission (1), la liste annuelle des assesseurs était arrêtée chaque année par le gouverneur général qui, sur proposition du procureur général, choisissait soixante noms sur une première liste de quatre-vingt notables. Celle-ci était établie dans la première quinzaine de décembre par une commission composée du lieutenant gouverneur de la Cochinchine ou du rési-

(1) Voir page 120.

ident supérieur du Tonkin, du président du tribunal de première instance du siège de la cour criminelle et d'un membre du conseil municipal de cette ville.

La principale innovation du décret de 1912 réside dans le tirage au sort des assesseurs, suivant une procédure qui présente de grandes analogies avec le mode de formation du jury de la métropole.

Cinq jours avant l'ouverture de la session, le président de la cour criminelle en chambre de conseil procédait sur la liste annuelle au tirage au sort des seize membres devant former la liste de session.

A l'appel de chaque affaire, le président de la cour criminelle en *audience publique* tirait au sort sur cette liste les noms de quatre assesseurs titulaires et de deux suppléants appelés à composer la cour pour l'examen et le jugement de l'affaire (art. 4). Le ministère public et les accusés pouvaient exercer un nombre égal de récusations jusqu'à ce qu'il ne restât dans l'urne que le nombre d'assesseurs nécessaires.

Les décisions tant contre l'accusé que sur les circonstances atténuantes se formaient à la simple majorité.

La cour d'appel de l'Indochine, instituée par le décret de 1898 fut remplacée en 1919 (décret du 19 mai) par deux cours d'appel siégeant l'une à Saïgon et l'autre à Hanoï. Ce décret ne changea rien à la procédure criminelle. Toutefois il y est précisé que le premier président peut toujours présider s'il le juge convenable une session entière de la cour criminelle ou une affaire déterminée.

L'organisation actuelle est réglée par le décret du 16

février 1921, modifié par les décrets des 10 septembre 1924 et 20 juin 1927.

LA JUSTICE INDIGÈNE EN ANNAM ET AU TONKIN

A la différence de ce qui se passa en Cochinchine, et comme conséquence de la souveraineté du roi d'Annam, les juridictions indigènes furent maintenues au Tonkin et en Annam. Mais la justice française tendit de plus en plus à étendre son domaine au préjudice des tribunaux indigènes.

Le traité du 15 mars 1874, dans ses articles 16 et 17, décida que les contestations entre Français et étrangers seraient portées devant le résident, celles entre Français et Annamites devaient être soumises à un tribunal composé du résident et d'un juge annamite. Les crimes commis par des Français ou autres Européens, devaient, ainsi que nous l'avons vu, être jugés par la cour criminelle de Saïgon.

Le traité du 6 juin 1884 augmenta les pouvoirs des résidents. Ceux-ci statuèrent seuls dans les contestations entre Français et Annamites.

Puis on créa des tribunaux mixtes (circulaire des 11 et 28 février 1889) chargés de juger les faits de rébellion commis par des Annamites. Ces tribunaux mixtes furent supprimés en 1896 et remplacés par une commission criminelle (1).

Les décrets des 8 septembre 1888, 28 février 1890 et 1^{er} décembre 1902 (2) augmentèrent la compétence des tri-

(1) Voir deuxième partie.

(2) Voir pages 126 et 131, chapitre IV, § 3.

bunaux français. Les juridictions indigènes n'eurent plus que la connaissance des infractions commises, hors des territoires urbains des villes d'Hanoï, Haïphong et Tourane, par des Annamites au préjudice d'Annamites.

Au début les juridictions indigènes fonctionnèrent exactement comme avant notre arrivée dans le pays. Paul Bert dans une circulaire en date du 30 août 1886 recommanda aux résidents de ne s'immiscer en rien dans les questions relatives à la justice indigène.

Cependant un contrôle de ces juridictions devait s'établir en raison même de l'existence du protectorat.

L'empereur d'Annam était en matière indigène le juge suprême. En 1886, par ordonnance du 3 juin, il délégua au Kinh-Luoc tous ses pouvoirs pour le Tonkin. Lorsque le Kinh-Luoc fut supprimé, le résident général hérita de ses attributions et dès lors on put faire appel des jugements rendus par un juge indigène, devant un fonctionnaire français.

Le décret du 1^{er} novembre 1901 transféra les attributions du résident général en matière indigène à une commission d'appel composée de trois conseillers de la cour d'appel de l'Indochine et de deux mandarins annamites ayant voix délibérative. Cette commission était saisie par le procureur général. Elle connaissait de tous les jugements qui étaient précédemment soumis à l'approbation du résident général.

Pour donner plus d'autorité aux décisions de cette juridiction, le décret du 31 août 1905 la transforma en chambre de la cour d'appel. Une quatrième chambre fut créée à cet effet, composée d'un vice-président et de deux

conseillers (1); les fonctions de ministère public furent remplies par un membre du parquet général. Cette chambre jugeait avec l'assistance obligatoire de deux mandarins ayant voix délibérative. Ceux-ci étaient nommés par le gouverneur général par arrêté rendu sur proposition du résident supérieur du Tonkin et du procureur général de l'Indochine.

Il existait dans la législation annamite des sanctions dont la rigueur heurtait nos idées d'humanité et de justice. Les peines de la mort lente, de la strangulation, de la décapitation suivie ou non de l'exposition de la tête, les peines de la servitude militaire dans des lieux malsains, à une frontière plus ou moins éloignée, celles de l'exil, du service militaire, de l'esclavage, du truong, du rotin, de la cangue, de la marque et tous autres châtiments corporels furent remplacées par la décapitation pure et simple, le travail pénible à perpétuité ou à temps et l'emprisonnement d'une durée maximum de cinq ans (2).

La commission d'appel se conformant à un usage traditionnel statuait uniquement sur pièces. La même procédure fut employée par la chambre spéciale jusqu'en 1912, époque où un décret en date du 12 janvier déclara que les accusés devaient être entendus en personne lorsque les peines *prononcées* par les tribunaux indigènes étaient supérieures à cinq années d'emprisonnement.

(1) Cette nouvelle chambre siégeait au palais de justice à Hanoi.

(2) Art. 10, décret du 31 août 1905.

Le service de la justice indigène fut réorganisé par l'ordonnance royale du 16 juillet 1917 rendue applicable par un arrêté du gouverneur général en date du même jour. Il fut créé au Tonkin trois degrés de juridiction : dans chaque huyen, un tribunal du premier degré ; dans chaque province, un tribunal du deuxième degré, et, à Hanoï, un tribunal du troisième degré qui n'est autre que la quatrième chambre de la cour d'appel.

Le tribunal du premier degré est présidé par un juge annamite ayant une compétence analogue à celle de nos juges de paix.

Le tribunal provincial ou du deuxième degré connaît en premier ressort de tous les crimes et délits commis par les justiciables des tribunaux indigènes. Il se compose de l'administrateur, chef de la circonscription, président, avec voix prépondérante, et du plus haut fonctionnaire indigène de la province. L'administrateur peut être remplacé par son adjoint ou par un magistrat provisoirement détaché à cet effet (1).

Le tribunal du troisième degré comprit, comme précédemment, trois conseillers et deux mandarins, mais ces derniers furent désignés par le gouverneur général sur *proposition du gouvernement annamite*.

Il fut spécifié qu'en matière criminelle l'accusé devait toujours être conduit devant la juridiction d'appel pour

(1) Les dispositions de l'ordonnance de 1917, concernant les juridictions du premier et du deuxième degré, sont toujours en vigueur.

être entendu dans ses moyens de défense. Ce n'était plus la peine *prononcée* qui devait servir de critérium, mais la qualification de l'infraction.

Un décret du 9 mai 1918 étendit la compétence de la quatrième chambre de la cour d'appel. Elle connut des demandes en révision formées contre les jugements des tribunaux indigènes et contre ses propres arrêts passés en force de chose jugée, faculté que les décrets précédents ne lui avaient pas reconnue.

La composition de cette chambre (1) fut modifiée par le décret du 16 février 1921. Il n'y eut plus qu'un président de chambre, un conseiller et un mandarin.

Les arrêts de la chambre spéciale n'étaient pas susceptibles de pourvoi en cassation. Les articles 121 et 173 du décret du 16 février 1921 (modifiés par un décret du 12 janvier 1922) soulevèrent en matière de recours en cassation des difficultés d'interprétation. L'article 173 dispose que le recours en cassation n'est ouvert aux intéressés que contre les arrêts et jugements rendus par les juridictions répressives françaises.

La deuxième chambre de la cour d'appel d'Hanoï statuant comme tribunal du troisième degré de juridiction annamite, constitue une juridiction supérieure contre les décisions de laquelle, en principe, aucun pourvoi ne saurait être admis.

Cependant l'article 121 du décret du 16 février 1921

(1) A la suite du décret du 19 mai 1919, créant en Indochine deux cours d'appel, respectivement à Hanoï et à Saïgon, la quatrième chambre de la cour d'appel de l'Indochine devint la deuxième chambre de la cour d'appel d'Hanoï.

prévoit que les arrêts de cette chambre peuvent être déférés à la cour de cassation pour excès de pouvoir.

Les justiciables annamites processifs à l'excès, toujours décidés à épuiser toutes les voies de recours possibles n'hésitaient pas à se pourvoir en cassation sans aucun discernement contre les arrêts de la deuxième chambre rendus en matière pénale, encore que la jurisprudence de la cour de cassation bien établie par maints arrêts, décide que les dispositions de l'article 121 du décret du 16 février 1921 ne s'appliquent qu'en matière civile, et que si les modifications audit article visent la procédure pénale, le paragraphe où se trouve cette expression concerne d'autres voies de recours, comme le pourvoi en annulation, et non le pourvoi en cassation qui fait l'objet du paragraphe suivant (1).

Pour éviter des procédures inutiles qui constituaient un abus, et laisser à la deuxième chambre son caractère de tribunal supérieur annamite, le décret du 20 juin 1927 précise que les parties ne peuvent exercer aucun pourvoi en cassation contre les décisions des juridictions annamites du Tonkin.

Cependant pour ne pas laisser hors de toute sanction certains cas d'illégalité, le décret précité de 1927 donna au procureur général près la cour d'appel d'Hanoï, agissant sur les instructions formelles qui lui seraient données par le chef du service judiciaire du Tonkin, le droit de déférer à la cour de cassation, pour excès de pouvoir,

(1) Rapport précédant le décret du 27 juin 1927.

les arrêts rendus tant au civil qu'au criminel par la juridiction du troisième degré de la justice indigène au Tonkin.

CAMBODGE

Au Cambodge, il convient de distinguer au point de vue de la compétence respective des juridictions criminelles entre les crimes commis ;

1° Par des Européens ou assimilés soit seuls, soit de complicité avec des indigènes ;

2° Par des Cambodgiens au préjudice d'étrangers au territoire du Cambodge ou par des étrangers autres que des Européens et assimilés au préjudice soit d'autres étrangers, soit de Cambodgiens ;

3° Par des Cambodgiens au préjudice de Cambodgiens.

1° *Crimes commis par des Européens ou assimilés.* —

Aux termes de la convention du 11 août 1863 passée entre la France et le roi du Cambodge, les crimes commis par les nationaux européens ou américains sur le territoire du Cambodge devaient être déférés à la cour criminelle de Saïgon.

Cette compétence fut confirmée par les décrets des 25 mai 1881, 5 mars 1884 et 15 novembre 1887 organisant la justice en Cochinchine.

Le décret du 5 juillet 1888 transféra la connaissance de ces crimes de la cour criminelle de Saïgon à celle de Vinh-Long, en raison de la proximité de cette ville du Cambodge. Cette réforme ne dura pas, le décret du

17 juin 1889 rétablit la compétence de la cour criminelle de Saïgon. Ces dispositions, reproduites dans le décret du 16 février 1921, sont toujours en vigueur.

2° Crimes commis par des étrangers autres que les Européens et assimilés au préjudice soit d'autres étrangers, soit de Cambodgiens et crimes commis par des Cambodgiens au préjudice d'étrangers au territoire du Cambodge. — La convention du 11 août 1863 avait créé au Cambodge, un tribunal mixte composé d'un résident juge unique chargé de connaître les contestations civiles et commerciales entre Français et Cambodgiens. Les crimes et délits commis par des sujets français dans le royaume du Cambodge devaient être jugés en Cochinchine.

La convention du 1^{er} avril 1873 réorganisa les tribunaux mixtes qui furent composés du résident français et d'un grand mandarin.

Par l'ordonnance du 1^{er} mai 1877, le tribunal mixte se vit attribuer la connaissance de toutes les infractions où seraient en cause des Cambodgiens et des sujets français, ainsi que de tous les crimes ou délits commis par ceux-ci au préjudice d'Européens. Le tribunal mixte statuait en équité et sans appel. En cas de condamnation à mort, la sentence ne devait être exécutée que si l'approbation avait été donnée par le roi, s'il s'agissait d'un Cambodgien, ou autrement par le gouverneur de la Cochinchine.

Le gouvernement cambodgien était décidé à considérer l'ordonnance de 1877 comme lettre morte. Le 17 juin 1884,

le gouverneur de la Cochinchine, Charles Thomson, obligea le roi Norodom à signer une nouvelle convention aux termes de laquelle « le roi du Cambodge accepte les réformes administratives, financières et commerciales que le gouvernement de la République jugera à l'avenir utile de procéder pour faciliter l'accomplissement de son protectorat ».

Le service de la justice indigène fut entièrement remanié par l'ordonnance du 27 octobre 1884. Nous l'étudions au paragraphe suivant.

Le décret du 17 juin 1889 (1) attribua à la cour criminelle de Saïgon la connaissance des crimes commis au Cambodge par des *sujets asiatiques* au préjudice soit de Français et autres Européens, soit d'Asiatiques sujets français.

La juridiction mixte fut réorganisée par l'ordonnance royale du 31 décembre 1891. Il était devenu nécessaire de créer des tribunaux mixtes plus nombreux. Un seul tribunal de ce genre fonctionnait à cette époque et les justiciables en étaient souvent trop éloignés. Un tribunal mixte fut constitué au siège de chaque résidence provinciale ; il connut : 1° de tous les crimes ou délits commis au Cambodge par des Asiatiques sujets français ou d'une puissance européenne au préjudice de Cambodgiens ; 2° de tous les crimes commis par des Cambodgiens au préjudice de Français, Européens, Asiatiques sujets français ou sujets d'une puissance européenne ou américaine.

(1) Réorganisant le service de la justice en Cochinchine.

Ce tribunal comprenait un résident, président, avec voix prépondérante, un juge cambodgien qui était le gouverneur de la province et un commis de résidence, greffier.

En matière criminelle, le tribunal mixte statuait en premier ressort. Les jugements pouvaient être attaqués devant une commission d'appel siégeant à Pnom-Penh et composée d'un résident, d'un fonctionnaire français et de deux juges cambodgiens. Les décisions étaient prises à la majorité ; la voix du président était prépondérante.

Les recours en cassation contre les arrêts de la commission d'appel étaient réglés d'un commun accord par le gouverneur général de l'Indochine et le roi du Cambodge, sur le rapport du résident supérieur et du ministre de la justice.

En 1897, une ordonnance royale en date du 11 juillet introduisit une réforme importante dans l'organisation judiciaire. Les articles 7 à 9 de cette ordonnance donnèrent compétence en toute matière aux tribunaux français quand des Européens ou étrangers quelconques étaient parties ou en cause.

Le décret du 6 mai 1898, pris en exécution, supprima les tribunaux mixtes et créa à Pnom-Penh une cour criminelle qui connut de tous les crimes commis au Cambodge par des Cambodgiens au préjudice d'étrangers à quelque nationalité qu'ils appartiennent et par des étrangers autres que des Français et assimilés au préjudice de Cambodgiens, d'Annamites et d'Asiatiques.

Cette cour fut composée d'un conseiller à la cour de

Saïgon, président, du juge-président (1) du siège de la cour criminelle, d'un magistrat désigné par le président de la cour d'appel parmi les magistrats des tribunaux de première instance de la Cochinchine et du Cambodge, et de deux assesseurs choisis par la voie du sort sur une liste de vingt notables cambodgiens, dressée chaque année dans la deuxième quinzaine de décembre par le résident supérieur du Cambodge sur proposition du procureur général.

Les fonctions du ministère public furent remplies par un membre du parquet général ou par le procureur de la République de Pnom-Penh, celles de greffier, par celui du tribunal de première instance.

La législation et la procédure à observer furent celles applicables en Cochinchine.

Ces dispositions ne furent modifiées que par le décret du 16 février 1921, réorganisant le service de la justice en Indochine.

3° Crimes commis par des Cambodgiens au préjudice de Cambodgiens. — Avant notre protectorat, le service de la justice comprenait :

A la base, le tribunal de village, composé du maire, de l'adjoint et d'un secrétaire, ce tribunal ne jugeant que les délits légers.

Au-dessus, le tribunal du gouvernement de la province,

(1) Le décret du 8 novembre 1889 avait créé à Pnom-Penh un tribunal de première instance, en remplacement de la justice de paix à compétence étendue, créée en 1887. Ce tribunal était compris dans le ressort de la cour d'appel de Saïgon.

composé du gouverneur et de deux juges, connaissait l'appel de ces jugements et en premier ressort des crimes de droit commun. Les affaires un peu graves que les gouverneurs de province n'osaient trancher eux-mêmes étaient portées devant un tribunal royal siégeant à Pnom-Penh.

Les décisions de ces tribunaux pouvaient être soumises à un tribunal d'appel (Sala-dom-not), composé de quatre juges et présidé par un prince de la famille royale. Enfin, le roi pouvait à son gré casser tous les jugements, évoquer toutes les affaires et juger directement ou par délégation de ses ministres.

Cette organisation fut supprimée par l'ordonnance royale du 27 octobre 1884. La justice fut administrée au Cambodge par des tribunaux provinciaux et un tribunal supérieur établi à Pnom-Penh.

Le tribunal provincial, installé comme son nom l'indiquait au chef-lieu de chaque province, connaissait en première instance, sauf l'exception indiquée ci-après, de tous les crimes et délits. Il était composé du résident de la province et de deux juges cambodgiens. Lorsque la condamnation excédait deux ans de prison ou deux cents piastres d'amende elle devait être homologuée par le tribunal supérieur. Cette juridiction comprenait le résident général ou son délégué, président, un fonctionnaire français et deux juges cambodgiens. Les décisions étaient prises à la majorité. La voix du président était prépondérante.

En plus de l'homologation des jugements qui lui

étaient soumis d'office, le tribunal supérieur connaissait en appel de toutes les décisions des tribunaux de province, et en premier ressort de tous les crimes et délits commis par les membres de la famille royale et les principaux fonctionnaires indigènes du gouvernement.

Des réformes furent introduites dans cette organisation par l'ordonnance royale du 11 juillet 1897. La justice fut désormais rendue par les gouverneurs des provinces assistés des Balat, Yoketat et Sophea. Un tribunal supérieur composé de sept mandarins fut institué dans la capitale et eut plein pouvoir. Ces tribunaux restèrent cependant sous la surveillance de nos résidents.

Ces juridictions furent supprimées par l'ordonnance du 14 septembre 1922, rendue exécutoire par un arrêté du gouverneur général en date du 3 octobre 1922 et dont les dispositions modifiées par une ordonnance en date du 24 novembre 1927 sont toujours en vigueur.

LAOS

Maîtres depuis trente ans de la Cochinchine, nous avions complètement négligé le Laos. Nous ne bougions pas, tandis que le Siam envoyait des détachements importants sur la rive gauche du Mékong. Ne trouvant pas de résistance sérieuse, les Siamois y installèrent des postes militaires et prirent réellement possession du pays. Cette situation créait un danger pour nos établissements d'Indochine.

A la suite d'incidents et après une démonstration navale

devant Bangkok, le Siam signa une convention en date du 3 octobre 1893 qui reconnut nos droits sur le Laos.

L'administration de la justice fut organisée par un arrêté en date du 30 septembre 1895. Cet arrêté posa le principe que « dans le territoire du Laos la justice serait rendue aux indigènes en toute autre matière qu'en matière criminelle, par les autorités locales suivant les coutumes, usages et règlements locaux » (1).

L'arrêté de 1895 institua des tribunaux provinciaux composés du commissaire du gouvernement et d'un fonctionnaire laotien désigné par le commandant supérieur sur proposition du commissaire du gouvernement. Ce tribunal connaissait en premier ressort de *tous les crimes* commis par des Laotiens que ce fût au préjudice de leurs congénères, d'Européens ou d'Asiatiques.

L'appel était porté devant un tribunal supérieur composé du résident supérieur et de deux assesseurs dont un fonctionnaire laotien. Il y eut jusqu'en 1899 deux tribunaux supérieurs ayant leur siège à Khong et à Luang-Prabang. En 1899, par arrêté du 6 février, les commandants supérieurs furent supprimés et leurs attributions passèrent au résident supérieur du Laos à Savannaket.

Aux termes du décret du 1^{er} décembre 1902, les crimes commis au Laos par des Européens et par des indigènes de Cochinchine ou par des sujets annamites de complicité avec ceux-ci ou à leur préjudice, devaient être jugés

(1) Avant notre occupation, la justice était rendue dans chaque province par le mandarin qui la dirigeait (Chan-Muong).

par les cours criminelles d'Hanoï ou de Saïgon suivant les limites qui seraient déterminées par un arrêté du gouverneur général. Cet arrêté intervint le 18 février 1903 ; le territoire du Laos fut, au point de vue judiciaire, divisé en deux parties.

Les provinces de Darlac, Stuong-Treng, Kuong-Atkopen, Saravane, Song, Khone et Bassac relevèrent de la cour criminelle de Saïgon.

Les provinces de Cammon, Ventiane, Tran-Ninh, Luang-Prabang, Mouong-Sou, Mouong-Hou et Mouong-Sin furent placées dans le ressort de la cour criminelle d'Hanoï.

Le décret du 31 août 1905 donna compétence aux chambres des mises en accusation de la cour d'appel de l'Indochine pour statuer sur les instructions relatives aux crimes commis au Laos.

La législation applicable aux Laotiens fit l'objet d'une série de tentatives de codification. Un premier arrêté en date du 3 mai 1908 promulgua un code civil, un code pénal et un code de procédure civile, commerciale et pénale. Mais il fut presque immédiatement question de le réviser. Un nouveau travail aboutit à la rédaction de cinq codes (1), qui furent promulgués par un arrêté du 20 novembre 1922. Leur mise en vigueur souleva de telles

(1) Code d'organisation judiciaire,
Code civil et commercial,
Code de procédure civile et commerciale,
Code pénal,
Code de procédure pénale.

- difficultés que leur application fut retardée d'années en années. Finalement, en 1927, un arrêté en date du 6 septembre les rendit exécutoires à partir du 1^{er} juin 1928 dans toute l'étendue du Laos à l'exception du royaume de Luang-Prabang.

TERRITOIRE DE KOUANG-TCHÉOU-WAN

Le territoire de Kouang-Tchéou-Wan fut occupé le 22 avril 1898 à la suite d'une convention passée avec la Chine le 10 avril précédent, aux termes de laquelle cette baie nous était cédée pour quatre-vingt-dix-neuf ans. L'administration de cette bande de terre fut rattachée au gouvernement général de l'Indochine par le décret du 5 janvier 1900.

La juridiction française fut déclarée compétente toutes les fois que dans les poursuites criminelles des Français, Européens ou assimilés étaient en cause, soit comme accusés, soit comme victimes ; ces crimes devaient être déférés à la cour criminelle d'Hanoï. Lorsque le décret du 31 août 1905 institua à cette cour une chambre de mise en accusation, le Kouang-Tchéou-Wan ne fut pas compris dans le ressort de cette chambre. Le procureur général de l'Indochine à Saïgon continua à statuer sur le renvoi aux assises des crimes commis sur ce territoire. Cet état de choses dura jusqu'à la promulgation du décret du 9 octobre 1915 qui étendit aux crimes commis au Kouang-Tchéou-Wan la compétence de la chambre d'accusation d'Hanoï.

En matière indigène, le gouverneur général fut autorisé à régler, par arrêté, l'organisation judiciaire.

Un arrêté du gouverneur général en date du 27 avril 1900 institua un tribunal mixte pour le jugement des infractions commises par les indigènes au préjudice de leurs congénères.

Ce tribunal était composé de l'administrateur adjoint, président et de deux assesseurs désignés par l'administrateur du territoire et pris parmi les notables les plus compétents. Un fonctionnaire faisait office de greffier. Ce tribunal jugeait en premier et dernier ressort, toutes les infractions criminelles. Lorsqu'il prononçait une peine capitale, celle-ci ne pouvait être exécutée qu'après l'approbation du gouverneur général.

En 1906, on donna aux justiciables indigènes un surcroît de garanties en créant une juridiction supérieure chargée de l'examen et de la révision des sentences rendues par ce tribunal. Toute condamnation comportant une peine supérieure à une année d'emprisonnement ou à deux cents piastres d'amende devait être soumise d'office à une commission siégeant au chef-lieu du territoire et composée de l'administrateur en chef, président, de l'administrateur adjoint et d'un administrateur d'une autre circonscription. Cette commission pouvait déclarer nul et non avenu, et réformer tout jugement du tribunal mixte soumis à son examen ; sa décision était substituée à la précédente. Elle jugeait sur pièce et n'entendait ni témoins, ni parties.

L'arrêté du 4 juillet 1911 modifia cette organisation.

Aucun jugement du tribunal mixte ne put être exécuté avant d'avoir été approuvé par la commission siégeant au chef-lieu. Le tribunal mixte fut composé d'un fonctionnaire en service sur le territoire, assisté de deux assesseurs indigènes.

La commission d'appel comprit l'administrateur en chef, l'administrateur adjoint et le fonctionnaire délégué à Tché-Kam.

La justice indigène fut réorganisée par l'arrêté du 9 mars 1925 qui, modifié par celui du 31 décembre 1927, règle l'organisation actuelle.

XII

NOUVELLE CALÉDONIE

Cette île nous fut cédée en 1844 par les chefs indigènes, mais on en retarda l'occupation pendant neuf ans. En 1853, le gouvernement, désireux de posséder une colonie pénale plus saine que la Guyane, se décida à exercer ses droits sur cette île. L'amiral Febvrier-Despointes arriva à la Balade le 24 septembre 1853 et, le jour même, prit possession de la Nouvelle-Calédonie.

Les crimes commis dans cette colonie furent jugés par les conseils de guerre, jusqu'à la promulgation du décret du 28 novembre 1866 (1), organisant le service de la justice en Nouvelle-Calédonie (2). Aux termes de ce décret, les affaires, déferées en France aux cours d'assises, devaient être portées devant un tribunal criminel composé du juge président, du juge impérial, d'un membre

(1) La plupart des dispositions du décret du 28 novembre 1866, sont la reproduction de celles du décret du 24 juillet 1864, organisant le service de la justice en Cochinchine.

(2) La justice fut rendue par un tribunal de première instance, un tribunal de commerce et un tribunal supérieur.

Le tribunal de première instance et le tribunal supérieur ne comprenaient chacun qu'un seul juge appelé en première instance, juge impérial, et en appel juge président.

Un procureur impérial remplissait les fonctions de ministère public auprès de ces deux juridictions. Le greffier du tribunal de première instance est également le greffier du tribunal supérieur.

du conseil de guerre nommé par le gouverneur et de deux assesseurs désignés par la voie du sort sur une liste de dix notables, dressée chaque année par le gouverneur. Les assesseurs avaient voix délibérative sur les questions de culpabilité seulement. Les décisions étaient prises à la simple majorité. Les fonctions de ministère public et de greffier étaient respectivement remplies par le procureur impérial et le greffier de première instance. Le décret de 1866 renvoya à des arrêtés du gouverneur le soin de déterminer les conditions d'âge, d'incompatibilité, le mode de tirage au sort et l'exercice du droit de récusation (1).

Le tribunal criminel était saisi par le procureur impérial, et la procédure à suivre en matière criminelle était celle réglée par les dispositions du code d'instruction criminelle, relatives à la procédure devant les tribunaux correctionnels.

Les arrêts rendus par les tribunaux de Nouméa n'étaient susceptibles de recours en cassation que dans l'intérêt de la loi et conformément aux articles 441 et 442 du C. I. C.

La compétence du tribunal criminel s'étendait à tous les crimes commis dans l'étendue du ressort des tribunaux de Nouméa à quelque nation qu'appartinssent les accusés. Hors de ce ressort, le tribunal criminel ne connaissait que des crimes où des Européens étaient en cause.

(1) Furent pris, en conséquence, les arrêtés des 15 mai 1869, 24 janvier 1894 et 10 mars 1898. Ce dernier abrogea les deux précédents et la plupart de ses dispositions sont encore en vigueur.

Les actes d'hostilité des indigènes et les crimes qui ne pouvaient relever de la compétence des conseils de guerre étaient jugés par une commission spéciale. Cette juridiction ne prononçait en dernier ressort que jusqu'à six mois de prison et cinq cents francs d'amende ; en premier ressort, elle pouvait aller jusqu'au double. Dans ce cas, ses jugements étaient obligatoirement soumis au gouverneur qui pouvait les annuler ou les réformer.

Toutes les autres infractions commises par les indigènes étaient jugées par les conseils de guerre.

Les crimes et délits ayant un caractère politique pouvaient être déferés à cette juridiction par ordre du gouverneur.

Le système du juge unique en appel, qui commandait toute l'organisation judiciaire, fonctionna jusqu'en 1879. A cette époque, le développement de la colonie nécessita une réforme dans le service de la justice. Le décret du 27 mai 1879 porta à trois le nombre des membres du tribunal supérieur, à savoir : un président et deux juges.

La composition du tribunal criminel fut modifiée dans un sens plus libéral ; il comprit les trois magistrats du tribunal supérieur et quatre assesseurs désignés par la voie du sort sur une liste de trente notables, dressée chaque année par le gouverneur. La commission spéciale fut supprimée. Les autres dispositions réglant l'organisation criminelle furent calquées sur celles du décret de 1866.

Un second décret, daté du même jour (27 mars 1879),

ouvrit le recours en cassation en matière pénale (1) dans les formes et suivant les règles de la législation métropolitaine, sauf quelques modifications nécessitées par la situation spéciale où se trouvent les juridictions coloniales ; ainsi lorsque la cour de cassation annulait une décision elle pouvait renvoyer l'affaire devant le même tribunal, mais composé d'autres juges (2).

A défaut d'un nombre suffisant de magistrats n'ayant pas connu de l'affaire le *gouverneur* devait y pourvoir en appelant des magistrats de première instance ou des fonctionnaires.

La compétence du tribunal criminel fut étendue, par le décret du 28 novembre 1882, à tous les crimes commis dans toute l'étendue de la colonie, quelle que fût la nationalité des accusés.

En 1893, par décret en date du 15 novembre, le tribunal supérieur fut supprimé et remplacé par une cour d'appel (3). La juridiction criminelle prit le nom de *cour criminelle* et se composa du président de la cour, de deux conseillers et de quatre assesseurs. Ceux-ci délibéraient avec les magistrats sur les questions résultant de l'acte d'accusation ou pouvant résulter des débats ainsi que sur les circonstances atténuantes quand le fait, tel qu'il était reconnu constant, était qualifié crime par la loi (art. 7).

(1) Le recours en cassation avait été ouvert en matière civile par le décret du 3 août 1878.

(2) Dispositions encore en vigueur.

(3) La cour d'appel se composait d'un président, de deux conseillers, d'un conseiller auditeur et d'un procureur général.

L'article 8 de ce décret supprima l'intervention du gouverneur et modifia la composition des juridictions criminelles lorsque celles-ci avaient à statuer sur une affaire renvoyée par la cour de cassation. A défaut d'un nombre suffisant de juges n'ayant pas connu de l'affaire, *le président* devait faire appel à des magistrats honoraires ayant droit de siéger, à des membres du tribunal de première instance ou à des avocats défenseurs par ordre d'inscription au tableau.

La juridiction criminelle continuait à être saisie par le représentant du ministère public, seulement, par suite de la création du poste de procureur général, ce fut ce dernier qui statua sur les poursuites.

Cet état de choses dura jusqu'à la promulgation du décret du 5 août 1908 qui institua une chambre des mises en accusation à la cour d'appel de Nouméa. Cette chambre fut composée d'un conseiller, du président du tribunal de première instance et du juge de paix de Nouméa (1).

La dénomination de cour criminelle fut remplacée par celle de *cour d'assises*, la composition restant la même.

Ce texte demeura en vigueur jusqu'en 1928. La plupart des dispositions de ce décret ainsi que celles non abrogées des textes précédents, furent, avec quelques modifications, reproduites dans le décret du 7 avril 1928 qui règle l'organisation actuelle de la justice en Nouvelle-Calédonie.

(1) Une justice de paix avait été créée à Nouméa par le décret du 3 février 1882.

XIII

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCÉANIE

En 1841, la reine Pomaré et les chefs de Tahiti désireux de mettre fin à des difficultés locales demandèrent le protectorat de la France. Malgré les efforts des missionnaires anglais, le traité fut signé le 9 septembre 1842 et ratifié par l'ordonnance du 25 mars 1843. Le protectorat ainsi établi s'étendait sur le royaume Pomaré, c'est-à-dire les Iles-du-Vent (Tahiti et Moorea), les Touamoutou et les Toubai.

Jusqu'en 1880, la France n'exerça qu'un droit de suzeraineté. A cette époque, les chefs de Tahiti reconnurent la nécessité de renoncer à un état de choses des plus nuisibles au développement du pays. Par déclaration en date du 29 juin 1880, le roi Pomaré V nous céda la souveraineté pleine et entière sur Tahiti et des îles qui en dépendent. Cette cession fut ratifiée par la loi du 30 décembre 1880 (1).

Nos établissements d'Océanie comprennent encore les îles Marquises, les îles Gambier et les Iles-sous-le-Vent.

Les îles Marquises furent occupées en 1842 par l'amiral

(1) Dislere. — Traité de législation coloniale.

Dupetit-Thouars. Les îles Gambier furent annexées en 1881.

Lorsque la Reine Pomaré signa, en 1841, le traité de protectorat, elle déclara que les Îles-sous-le-Vent ne lui appartenaient pas. Un accord intervint le 19 juin 1847, entre la France et l'Angleterre, aux termes duquel ces deux pays reconnurent l'indépendance de ces îles et s'engagèrent à ne jamais en prendre possession. L'Angleterre ayant renoncé à cette convention en 1887, la France se trouva avoir sur cet archipel un droit exclusif. Une loi du 19 mars 1898 déclara les Îles-sous-le-Vent de Tahiti « partie intégrante du domaine colonial de la France ».

★★

Aux îles Marquises, où l'occupation était antérieure aux îles de la Société, l'administration de la justice avait été réglée par l'ordonnance du 28 août 1843. En matière pénale, le conseil de guerre connaissait de tous les crimes et délits commis contre la sûreté de la colonie ou contre les personnes et les propriétés des Français et des étrangers. Les infractions commises par des indigènes à l'égard d'autres indigènes continuaient à être jugées suivant les usages locaux.

Cette ordonnance fut promulguée à Tahiti par arrêté en date du 13 avril 1845.

Ces dispositions furent modifiées par l'arrêté du 22 avril 1850 qui enleva aux conseils de guerre la connais-

sance des crimes ne compromettant pas la sûreté de la colonie, c'est-à-dire de tous les crimes à l'exception des crimes politiques. Il fut institué, à Tahiti un tribunal criminel comprenant sept membres : le président du conseil de guerre, deux fonctionnaires et quatre assesseurs nommés par le gouverneur. Le tribunal criminel était saisi par une chambre des mises en accusation composée de trois membres également désignés par le chef de la colonie.

Les juridictions indigènes fonctionnaient en vertu d'une loi du Parlement taitien, en date du 30 novembre 1855, qui consacrait à peu près les institutions existantes. Il y avait trois degrés de juridictions : le juge de district connaissait des infractions en première instance, au-dessus le tribunal d'appel, composé d'un président nommé concurremment par la reine Pomaré et le gouverneur, et de deux juges choisis pour chaque affaire par le président parmi les juges de district n'ayant pas connu de l'affaire. Ce tribunal pouvait prononcer toute peine, sauf celle de mort. Au sommet, le tribunal des « Toohitu », c'est-à-dire des « sept » magistrats, avait un droit d'évocation sur toutes les affaires et pouvait condamner à mort.

Les tribunaux indigènes furent supprimés par l'ordonnance de la reine Pomaré, du 14 décembre 1865, qui attribua aux tribunaux français la connaissance des affaires entre indigènes. Le commissaire du gouvernement crut alors pouvoir, de sa propre autorité, modifier la composition des juridictions existantes. Par arrêté, en date du 27 décembre 1865, furent institués, dans les

Etats du protectorat des îles de la Société : trois justices de paix, un tribunal de première instance et un tribunal supérieur.

Le tribunal supérieur était composé du chef du service judiciaire, président, et de deux juges choisis par le gouverneur parmi les membres du conseil d'administration.

Pour le jugement des affaires, déferées en France aux cours d'assises, le tribunal supérieur se constituait en tribunal criminel en s'adjoignant quatre assesseurs désignés par la voie du sort sur une liste de trente notables désignés, chaque année, par le gouverneur. Les membres du tribunal supérieur et les assesseurs délibéraient en commun sur la position des questions, sur toutes les questions posées et sur l'application de la peine. Les membres du tribunal supérieur connaissaient exclusivement de tous les incidents de droit et de procédure (1). Les décisions du tribunal criminel n'étaient pas susceptibles de pourvoi en cassation, mais seulement de recours en grâce avec sursis préalable.

La cour de cassation déclara les jugements de ces tribunaux entachés de nullité radicale, comme ayant été rendus par une juridiction dont la composition était différente de celle déterminée par les ordonnances et décrets (Cass. ch. civ. 2 juin 1869, — D. 1869-1-279).

Entre temps, avait été promulgué le décret du 18 août 1868 organisant l'administration de la justice dans les

(1) Système identique à celui réglé pour la Réunion et les Antilles, par les ordonnances de 1827 et 1828.

établissements français d'Océanie et dans les Etats du protectorat des îles de la Société (1).

Les affaires portées en France aux cours d'assises furent déferées à un tribunal criminel dont la composition fut identique à celui organisé en Nouvelle-Calédonie. La procédure était celle réglée par les dispositions du décret de 1866, auxquelles celui de 1868 renvoyait purement et simplement.

La compétence du tribunal criminel s'étendait à tous les crimes commis dans les établissements français d'Océanie et dans les Etats de protectorat à quelque nation qu'appartinssent les accusés. Toutefois, aux termes de l'article 5 dudit décret, « dans toutes les affaires où un indigène était en cause, soit comme demandeur, soit comme défendeur, les juges devaient s'adjoindre un assesseur taïtien désigné par le président du tribunal. Cet assesseur assistait avec voix consultative aux débats et à la délibération, son avis était mentionné dans le libellé du jugement, le tout à peine de nullité ». Cet article ne distinguant pas, s'appliquait à tous les tribunaux civils et criminels. Ces dispositions consacrées par une

(1) Le décret du 18 août 1868 institua deux tribunaux de paix, un tribunal de première instance, un tribunal de commerce et un tribunal supérieur. Les dispositions concernant l'organisation et le fonctionnement du tribunal de première instance et du tribunal supérieur, sont calquées sur celles des décrets des 24 juillet 1864 (Cochinchine), et 23 novembre 1866 (Nouvelle-Calédonie), sauf en ce qui concerne le pourvoi en cassation en matière civile et commerciale.

Comme pour ces colonies, le décret de 1868 consacra le principe du juge unique, tant en première instance qu'en appel.

jurisprudence constante (1) demeurèrent en vigueur jusqu'en 1922.

Tous les crimes ayant un caractère politique pouvaient être déférés aux conseils de guerre sur l'ordre du commandant.

Le recours en cassation recevable en matière civile et commerciale n'était ouvert en matière criminelle et correctionnelle que dans l'intérêt de la loi et conformément aux articles 441 et 442 du C. I.

En ce qui concerne les conditions d'âge des assesseurs, les formes du tirage au sort, le mode de convocation et le droit de récusation, l'article 29 du décret de 1868 renvoyait à un arrêté du commandant commissaire impérial. Cet arrêté fut pris le 23 mars 1869.

L'organisation judiciaire demeura sur ces bases jusqu'en 1880. A cette époque, on introduisit en Océanie une réforme semblable à celle opérée l'année précédente en Nouvelle-Calédonie. Le décret du 1^{er} juillet 1880 supprima le principe du juge unique en appel. Le tribunal supérieur fut composé d'un président et de deux juges. Le procureur de la République et le greffier de première instance continuèrent à exercer leur fonction auprès des deux degrés de juridictions.

Le tribunal criminel fut par suite modifié. Il comprit les membres du tribunal supérieur et deux assesseurs, désignés par la voie du sort sur une liste de douze citoyens français, dressée par le gouverneur.

(1) Cass. ch. crim., 6 mai 1921. Dar., 1921, p. 130.

Le recours en cassation fut ouvert en matière pénale à tous les intéressés. La forme et la procédure des demandes en cassation furent celles réglées par les dispositions du décret du 27 mars 1879 auxquelles renvoyait l'article 11 du décret de 1880.

Jusqu'en 1890, les assesseurs n'avaient eu voix délibérative que sur la question de culpabilité. Le décret du 9 juillet 1890 leur donna le droit de statuer également sur l'admission des circonstances atténuantes. Le même décret porta à quatre le nombre des assesseurs au tribunal criminel et décida que la liste sur laquelle ils étaient tirés au sort comprendrait vingt notables choisis comme avant par le chef de la colonie.

Ce mode de procéder faisait retomber sur le gouverneur toute la responsabilité du choix des assesseurs. Dans le but d'enlever tout prétexte aux critiques, le Département proposa « d'adopter à Tahiti un système analogue à celui fonctionnant aux Indes et de confier à une commission le soin d'établir la liste annuelle des assesseurs » (1).

Cette réforme fut réalisée par le décret du 1^{er} décembre 1902. Par ailleurs, ce décret maintint la plupart des dispositions de l'organisation antérieure et régla celles qui jusque-là avaient été laissées à l'initiative du gouverneur : conditions requises pour être assesseur, mode de tirage au sort, droit de récusation (1).

(1) Rapport précédant le décret du 1^{er} décembre 1902.

(1) Ces dispositions, après avoir été abrogées de 1922 à 1927, furent remises en vigueur par le décret du 18 mars 1927 réglant l'organisation actuelle.

Le tribunal criminel comprenait comme sous le décret de 1890, trois membres du tribunal supérieur et quatre assesseurs désignés par la voie du sort sur une liste de vingt notables. Mais cette liste était dressée par une *commission* composée : 1° du juge président du tribunal de première instance de Papeete ; 2° du lieutenant de juge faisant fonction de juge de paix ; 3° d'un conseiller général désigné chaque année par ses collègues ; 4° de trois délégués des îles Marquises, Touamotou et Gambier (Tubaï, Raivavae et Rapa) (art. 10).

Cette commission était trop nombreuse et, d'un autre côté, on avait donné une trop grande place à l'élément électif. Aussi tous les changements dans l'organisation politique eurent leur répercussion sur cette institution. Au cours des années qui vont suivre, celle-ci fut l'objet d'une série de remaniements. Après la promulgation du décret du 19 mai 1903 supprimant les fonctions de conseiller général de Tahiti et de Moorea, ainsi que celle de délégués des archipels, la commission prévue par l'article 10 du décret de 1902 fut réduite de six à deux membres. Le décret du 9 mars 1904 les remplaça par deux conseillers privés nommés par le gouverneur, et par deux membres du conseil d'administration élus par leurs collègues.

Le conseil privé fut supprimé par le décret du 7 octobre 1912. De nouveau, il fallut modifier la composition de la commission. Le décret du 10 juin 1913 décida que celle-ci serait complétée par deux notables choisis parmi les commerçants, propriétaires ou colons, et désignés par le gouverneur.

En 1922, la colonie se trouva dans une situation financière telle qu'il fallut réaliser à toute force des économies. L'administration locale proposa, et le département accepta, la suppression des deux emplois de juges au tribunal supérieur et du poste de lieutenant de juge au tribunal de première instance (1). Le tribunal supérieur ne fut plus composé que d'un juge unique comme en 1868. Les assesseurs, prévus au décret de 1902, pour assister le tribunal supérieur constitué en tribunal criminel, furent supprimés.

Il fut adjoint au juge président du tribunal supérieur siégeant au criminel :

1° Le juge président du tribunal de première instance ou, à défaut, un magistrat du siège ;

2° Un fonctionnaire de la colonie, désigné, chaque année, par le gouverneur sur proposition du chef du service judiciaire (art. 5).

L'article 7 de ce décret abrogea les dispositions de l'article 5 du décret du 18 août 1868, prescrivant, à peine de nullité l'adjonction d'un assesseur taitien aux tribunaux français pour le jugement de toutes les affaires où un indigène était en cause.

Au bout de quatre ans d'exercice les résultats furent tels qu'il fallut revenir à l'organisation précédente. Rien ne saurait être plus éloquent à ce sujet que l'exposé des motifs précédant le décret du 18 mars 1927 :

« L'expérience a démontré *l'impossibilité* de mainte-

(1) Par contre, on créa deux postes de juges suppléants.

nir plus longtemps le décret du 14 novembre 1922. Par mesure d'économie, ce décret avait consacré l'unicité du juge. *Mais les inconvénients du système n'ont pas tardé à se révéler plus importants que les avantages escomptés.* Le gouverneur de la colonie proposa de revenir au régime antérieur au décret précité, et la suggestion fut adoptée par la commission de réorganisation judiciaire aux colonies ».

Le décret du 14 novembre 1922 fut abrogé, sauf l'article 7.

Le décret de 1927 rétablit deux postes de juges au tribunal supérieur et, par voie de conséquence, reconstitua le tribunal criminel tel qu'il était composé avant la réforme de 1922. Toutes les dispositions du décret de 1902 furent reproduites dans le nouveau texte, à l'exception de celles concernant la composition de la commission chargée de dresser le collège des notables. Celle-ci, modifiée pour la troisième fois, comprit :

1° Le président du tribunal de première instance ;

2° Un juge suppléant désigné par le président du tribunal ;

3° Le président de la chambre de commerce ou, à défaut, un membre de cette chambre, élu chaque année, par ses collègues.

JUSTICE INDIGÈNE

Dans les îles faisant partie du royaume Pomaré, la justice indigène subsista, comme nous l'avons vu, jusqu'en 1865.

Aux îles Gambier, le gouverneur de la colonie promulgua, le 23 février 1881, un code Mangarévien. En 1887, les lois françaises furent substituées à ce code.

Aux Iles-sous-le-Vent, la justice indigène fut organisée par le décret du 17 septembre 1897, dont les dispositions modifiées seulement en ce qui concerne le recours en cassation, par les décrets des 18 avril 1918 et 25 avril 1924, sont toujours en vigueur.

Une première codification des lois indigènes des Iles-sous-le-Vent fut approuvée par un arrêté du gouverneur, en date du 17 octobre 1898. Les travaux d'une commission instituée en 1917 aboutirent à la rédaction *des lois codifiées de l'archipel des Iles-sous-le-Vent*, qui furent promulguées par arrêté du 4 juillet 1917.

XIV

CONDOMINIUM DES NOUVELLES-HÉBRIDES

En 1886, la France avait pris possession des îles Sandwich et Mallicolo pour assurer la protection des nombreux Français établis dans l'archipel des Nouvelles-Hébrides. A la suite des protestations des colons australiens, une convention fut passée entre la France et l'Angleterre, le 16 novembre 1887, soumettant l'archipel des Nouvelles-Hébrides à un régime de condominium.

Aux termes de cette convention, une commission navale mixte composée d'officiers anglais et français était chargée de maintenir l'ordre et de réprimer les attentats commis dans l'archipel. En raison de l'étendue du ressort, la présence de forces navales ne pouvaient être qu'intermittente. Pratiquement, l'archipel était abandonné à une véritable anarchie.

Le nombre des colons augmentant, la France et l'Angleterre furent amenées à s'occuper chacune de leur côté de la protection de leurs nationaux. L'Angleterre par le Pacific Order in council du 15 mars 1893, et la France par la loi du 30 juillet 1900. Ces dispositions ne pouvaient s'appliquer aux étrangers ni aux indigènes. Pour mettre fin aux difficultés qu'engendrait cet état de choses, une convention, signée à Londres le 20 avril 1906, régla l'organisation administrative et judiciaire de l'archipel des Nouvelles-Hébrides.

Nous étudierons tout d'abord le mode de répression des crimes relevant de la justice française, puis l'organisation des juridictions criminelles établies par le condominium franco-anglais.

Le régime des Nouvelles-Hébrides étant très spécial, pour la clarté de l'exposé, nous l'examinerons en entier dans ce chapitre.

JUSTICE FRANÇAISE

La loi du 30 juillet 1900 se contenta de déléguer au Président de la République le soin de légiférer en la matière. Le décret du 28 février 1901 pris en exécution de cette loi, réglementa, au point de vue administratif et judiciaire, la situation des citoyens français établis dans les « îles et terres de l'Océan Pacifique, ne faisant pas partie du domaine colonial de la France et n'appartenant à aucune puissance civilisée ». Ce titre, un peu long, vise en fait l'archipel des Nouvelles-Hébrides.

Le gouverneur de la Nouvelle-Calédonie fut investi des fonctions de commissaire général de la République française dans l'Océan Pacifique. Il put désigner pour chaque île ou groupe d'îles, un commissaire à qui il déléguait tout ou partie de ses pouvoirs.

Les crimes commis par les Français étaient jugés par la cour d'assises de Nouméa. L'instruction était faite par le commissaire délégué.

Cet état de choses dura jusqu'en 1909, époque où un décret en date du 9 mai organisa la justice française aux Nouvelles-Hébrides. Il fut institué à Port-Vila (dans l'île

de Vaté) une justice de paix à compétence étendue et un tribunal criminel.

Aux termes de ce décret, les tribunaux français étaient compétents pour toutes les affaires dans lesquelles se trouvaient impliqués des citoyens sujets ou protégés français, sous réserve des causes qui devaient être portées devant le tribunal mixte.

Les affaires déferées en France aux cours d'assises étaient jugées en premier et dernier ressort par le tribunal criminel composé du juge de paix à compétence étendue, président, et de deux assesseurs désignés par la voie du sort sur une liste de douze fonctionnaires ou notables français, dressée au commencement de chaque année par le haut commissaire ou son délégué. Les assesseurs avaient voix délibérative sur toutes les questions.

Le tribunal criminel était saisi des affaires de sa compétence par la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de la Nouvelle-Calédonie.

La procédure devant le tribunal criminel était celle suivie en France devant les tribunaux correctionnels. Le recours en cassation est ouvert contre les décisions de cette juridiction pour les causes prévues par la législation française.

Les dispositions de ce décret furent précisées et complétées par les décrets des 10 décembre 1912 et 13 juillet 1921.

Le décret du 10 décembre 1912 spécifia qu'en cas de crimes commis par un justiciable des tribunaux français, le juge de paix à compétence étendue remplirait les fonctions de juge d'instruction, telles qu'elles étaient fixées

par la législation en vigueur en Nouvelle-Calédonie. Toutefois, au cours de l'instruction, ce juge ne pouvait statuer par ordonnance que sur la liberté provisoire de l'inculpé ou sur sa propre compétence. Les ordonnances sur la compétence étaient seules susceptibles d'opposition.

Le décret du 13 juillet 1921 disposa qu'en cas d'absence ou d'empêchement du titulaire du poste de juge de paix à compétence étendue, ces fonctions pouvaient être exercées par le juge français du tribunal mixte des Nouvelles-Hébrides.

Le tribunal criminel français des Nouvelles-Hébrides fut réorganisé par le décret du 14 mai 1930.

L'expérience avait fait ressortir la nécessité d'accroître l'autorité de ce tribunal en confiant la direction des débats à un magistrat du grade de conseiller à la cour d'appel, et de donner pouvoir à la chambre des mises en accusation de Nouméa de renvoyer pour cause de suspicion légitime ou de sûreté publique la connaissance de certaines affaires criminelles des Nouvelles-Hébrides à la cour d'assises de Nouméa, la juridiction criminelle de Port-Vila étant maintenue comme tribunal de droit commun. Par ailleurs, ce décret augmente les garanties des justiciables.

Le tribunal criminel de Port-Vila est actuellement composé :

1° D'un conseiller à la cour d'appel de Nouméa, président;

2° D'un magistrat ou fonctionnaire de la Nouvelle-Calédonie;

3° D'un magistrat des Nouvelles-Hébrides ou, à défaut, d'un fonctionnaire en service dans l'archipel ;

4° De deux assesseurs citoyens français désignés par la voie du sort sur une liste de fonctionnaires ou colons et de deux assesseurs suppléants ;

5° D'un représentant du ministère public ;

6° D'un greffier ou d'un commis greffier.

Le conseiller appelé à présider les débats du tribunal criminel de Port-Vila est nommé pour chaque session par arrêté du gouverneur de la Nouvelle-Calédonie,

Par une disposition unique dans l'organisation de nos colonies, l'élément judiciaire intervient *seul* dans la désignation des membres du collège des assesseurs (1). Cette liste composée de douze noms est dressée par le président de la cour d'appel de Nouméa, sur proposition du juge de paix à compétence étendue de Port-Vila.

Les conditions d'aptitude et d'incompatibilité sont, sous de légères différences, les mêmes que celles prévues pour les établissements français d'Océanie.

Le tirage au sort des assesseurs nécessaires au service de *chaque session* se fait en chambre du conseil, sous la présidence du juge de paix à compétence étendue, en présence du ministère public, de l'accusé et de la partie civile. Le ministère public et l'accusé peuvent exercer chacun quatre récusations péremptoires. Lorsque la par-

(1) Partout ailleurs les membres de ce collège sont désignés, soit par le gouverneur (ou le gouverneur général), soit par une commission composée d'éléments administratifs, électifs et judiciaires.

tie civile s'est constituée avant le tirage au sort, le droit de récusation lui appartient conjointement avec le ministère public. Ils peuvent se concerter pour l'exercer ; en cas de désaccord le ministère public a droit à trois récusations et la partie civile à une seule (1). Si les accusés ne se mettent pas d'accord pour exercer leurs récusations, *le sort* détermine le rang dans lequel ils les feront.

Les assesseurs n'ont plus voix délibérative que sur la culpabilité, les circonstances atténuantes et l'application de la peine.

Les fonctions du ministère public sont remplies, soit par le procureur général de la Nouvelle-Calédonie, soit par un magistrat désigné par lui, soit par un fonctionnaire des Nouvelles-Hébrides nommé par le haut commissaire, sur proposition du procureur général. Le greffier est celui en fonction aux Nouvelles-Hébrides.

Le juge de paix à compétence étendue de Port-Vila continue à exercer les fonctions de juge d'instruction.

Le tribunal criminel est saisi par la chambre des mises en accusation de Nouméa, qui peut en cas de suspicion légitime ou pour cause de sûreté publique, renvoyer devant la cour d'assises de la Nouvelle-Calédonie. Cette disposition est à rapprocher de celle faisant une obligation aux assesseurs de « remettre au président pour la jonction à la procédure, les lettres et autres communications relatives à l'affaire à juger et qu'ils auraient

(2) Nous ne retrouverons pareille disposition qu'au Cameroun.

reçues, soit avant l'ouverture, soit au cours des débats ». Dans cet archipel où la police préventive est pratiquement inexistante, des représailles sont si vite et si facilement exercées que c'est souvent trop demander à des assesseurs de juger avec impartialité et fermeté. Aussi au vu de lettres de menaces ou autres avertissements de ce genre, le président peut à tout moment, renvoyer l'affaire à une autre session.

ORGANISATION DE JURIDICTIONS CRIMINELLES ÉTABLIES PAR LE CONDOMINIUM

La convention de Londres du 20 octobre fut modifiée par le protocole du 6 août 1914, ratifié le 18 mars 1922 et promulgué, en ce qui concerne la France, par le décret du 27 mars 1922.

La plupart des dispositions de la convention de 1906 ont été reproduites dans le protocole de 1914 ; certains points concernant le statut des étrangers furent seulement complétés et précisés .

Les ressortissants des tierces puissances jouissent des mêmes droits et sont soumis aux mêmes obligations que les citoyens français et les sujets britanniques ; ils doivent opter dans le délai d'un mois pour le régime applicable aux nationaux de l'une ou l'autre puissance.

Les travailleurs étrangers introduits dans l'archipel par l'un ou l'autre Etat sont considérés, pendant la durée de leur séjour, comme relevant du pays dont le gouvernement est intervenu.

Pour le jugement des infractions commises par les indigènes, il est institué un tribunal mixte et des tribunaux indigènes.

Sont indigènes au sens de la présente convention, toute personne de race océanienne ne ressortissant pas, soit comme citoyen, soit comme sujet ou protégé de l'une des deux puissances signataires (article 8, § 1).

Les crimes et délits exclusivement commis entre indigènes (1) sont jugés par des tribunaux indigènes installés dans chaque circonscription et composés de l'un des deux délégués de la circonscription administrative, assisté de deux assesseurs indigènes annuellement désignés par décision commune des deux commissaires résidents.

S'il n'est créé qu'un seul tribunal indigène dans la circonscription, chacun des deux délégués exerce alternativement pendant trente jours consécutifs la présidence du tribunal indigène (article 8, § 6).

Tout jugement du tribunal indigène portant condamnation à une peine supérieure à un an de privation de liberté, doit obligatoirement être soumise à l'examen du tribunal mixte qui l'homologuera ou le reformera (article 8, § 12).

Le tribunal mixte se compose de trois juges, dont un président ; un quatrième magistrat représente le ministère public et remplit les fonctions de juge d'instruction. Le tribunal est assisté d'un greffier.

Chacune des deux gouvernements français et britanni-

(1) Sauf exception prévue à l'article 12, voir page 176.

que nomme un juge. Le roi d'Espagne désigne le président du tribunal, ainsi que le représentant du ministère public. Ces deux magistrats ne doivent être ni citoyens français, ni sujets britanniques. Le greffier et le personnel auxiliaire sont choisis par le président (article 10).

En plus de l'homologation ou de la réformation des jugements des tribunaux indigènes, le tribunal mixte connaît en premier et dernier ressort de tous les crimes et délits commis par les indigènes :

1° A l'égard des non-indigènes ;

2° A l'égard d'autres indigènes dans les îles du Centre jusqu'à l'île de Panama inclusivement au nord et comportant d'après le précis des coutumes indigènes, une peine supérieure à un an de privation de liberté ;

3° A l'égard d'autres indigènes à l'occasion de faits de recrutement ou d'engagement de travailleurs indigènes (article 12, § 2).

Lorsque le tribunal mixte juge en matière criminelle, il s'adjoint quatre assesseurs pris parmi les habitants notables non indigènes de l'archipel. Ces assesseurs sont désignés par le sort sur deux listes distinctes arrêtées de concert par les hauts commissaires ou commissaires résidents au commencement de chaque année et comprenant respectivement les ressortissants de l'une ou l'autre puissance.

Les assesseurs ont voix délibérative pour l'appréciation de la culpabilité et voix consultative pour l'application de la peine.

Le représentant du ministère public et chaque inculpé

peuvent récuser les assesseurs jusqu'à concurrence de deux chacun (article 11).

Le tribunal mixte suit en matière criminelle la procédure en usage en France, devant les tribunaux correctionnels, et en Angleterre devant les tribunaux de « Quarter session » (article 14, § 1).

Lorsque la poursuite d'un crime ou d'un délit comprend à la fois des justiciables des tribunaux nationaux et des justiciables soit du tribunal mixte, soit des tribunaux indigènes, tous les prévenus, indistinctement, sont déférées devant le tribunal national compétent. Si deux tribunaux nationaux sont compétents, les indigènes sont traduits devant le tribunal mixte, après jugement par les tribunaux nationaux de leurs ressortissants (art. 20, § 4).

La commission navale mixte prévue par la convention du 16 novembre 1887 continue d'être chargée du maintien de l'ordre dans l'archipel, mais n'exerce plus aucun pouvoir judiciaire.

DEUXIÈME PARTIE

Organisation actuelle

CHAPITRE PREMIER

De la compétence respective des Juridictions françaises et indigènes

Trois modes différents d'organisation judiciaire peuvent être employés dans un pays dont un Etat conquérant entreprend la colonisation.

L'Etat colonisateur peut instituer des tribunaux plus ou moins analogues à ceux de la métropole et y soumettre tous les habitants sans distinction.

Il peut laisser subsister les juridictions locales, sauf à faire rendre la justice en son nom.

Enfin, il peut organiser des tribunaux, les uns pour les indigènes, les autres pour les nationaux et les étrangers.

Le degré d'évolution des pays d'outre-mer dont la France a entrepris la colonisation ne permet nulle part le maintien intégral des juridictions existantes. Les deux autres systèmes sont pratiqués dans nos colonies.

Actuellement, aux Antilles, à la Réunion, à la Guyane, à Saint-Pierre et Miquelon, aux établissements français

de l'Inde, en Cochinchine, en Nouvelle-Calédonie, dans les établissements français d'Océanie (sauf aux Iles-sous-le-Vent), à Mayotte et aux Comores, tous les habitants, sans distinction, sont justiciables des tribunaux français.

Dans les autres colonies, c'est-à-dire en A. O. F., A. E. F., à Madagascar, à la Côte des Somalis, en Indochine (sauf la Cochinchine) aux Iles-sous-le-Vent et dans les territoires sous mandat du Togo et du Cameroun, à côté des tribunaux français fonctionne une justice indigène (1).

La composition des juridictions indigènes donna lieu à de nombreuses discussions entre les partisans de la séparation des pouvoirs et ceux de la justice rendue par les agents de l'autorité. Le principal reproche adressé aux magistrats de l'ordre judiciaire était de trop raisonner dans l'absolu et de ne pas assez tenir compte des contingences locales, alors que dans une société composite, la répression devrait être, avant tout, la défense sociale. Seule l'autorité politique tenue au courant des mœurs et des coutumes devait savoir mesurer la répression à l'importance de l'infraction et éviter les dangers de son renouvellement (2).

Ces critiques qui justifieraient peut-être la création de juridictions d'exception ne sauraient servir de base à une organisation judiciaire normale. Du reste ces rai-

(1) Les juridictions indigènes n'existant pas dans le premier groupe, il ne sera pas question de ces colonies dans ce chapitre.

(2) Rapport de M. Girault au Congrès colonial 1900.

sons ne semblent pas celles qui déterminèrent le législateur à confier à des administrateurs le soin de rendre la justice aux indigènes.

Au début, par suite des nécessités budgétaires, il était matériellement impossible de « couvrir de magistrats » les pays nouvellement conquis. Mais chaque fois que cela se pouvait, le principe de la séparation des pouvoirs était respecté. La plupart des textes organisant la justice indigène attribuèrent aux tribunaux français la connaissance de *toutes* les infractions commises dans le ressort des juridictions où siégeaient des magistrats.

Puis l'habitude de voir la justice rendue par des administrateurs dans la presque totalité du pays fit que l'on considéra comme une anomalie ce qui se passait au chef-lieu. Le principe était devenu l'exception. La création d'un contrôle judiciaire supérieur atténuait l'arbitraire que ce système pouvait paraître présenter.

Actuellement, cette compétence *ratione loci* des tribunaux français à l'égard des crimes exclusivement commis entre indigènes, n'existe plus qu'en Indochine.

Toutes les infractions commises dans les villes d'Hanoï, Haïphong et Tourane relèvent de la compétence de la justice française, mais la raison est tout à fait différente de celle qui a été exposée. Ces villes font partie intégrante du territoire français à titre de colonie. L'ordonnance du roi d'Annam, en date du 3 octobre 1888, les a érigées en concession française et cédées en toute propriété au gouvernement français. Il fut donc attribué à la France, non seulement le domaine privé de ces villes mais aussi les droits de souveraineté sur elles.

Dans les colonies où fonctionne une justice indigène, les tribunaux français connaissent :

1° De tous les crimes commis par des Européens ou assimilés;

Que faut-il entendre par Européens ou assimilés ? (1) En Indochine et aux Iles-sous-le-Vent, la question a été simplifiée : ce sont actuellement tous ceux qui ne sont pas originaires du pays.

En Afrique, relèvent de la justice française :

1° Toutes les personnes jouissant du statut du citoyen français ;

2° Tous les Européens et les individus originaires de pays reconnus par la France ou ayant avec elle des relations diplomatiques ;

3° Les indigènes des colonies étrangères ayant dans leur pays d'origine le statut métropolitain. Cette qualité est souvent assez difficile à définir. On assimile ordinairement aux Européens tout individu dont le lieu de naissance est séparé du lieu où il est poursuivi par une distance telle que l'on peut les considérer comme n'ayant rien de commun avec les races du pays.

2° Des crimes commis au préjudice d'Européens ou assimilés.

Cette compétence a toujours été accordée aux tribunaux

(1) Nous préciserons au Chapitre III ce qu'il faut entendre par indigènes et assimilés.

français, dans toutes nos colonies, sauf à la Côte française des Somalis où elle ne résulte que du décret du 2 avril 1927.

Lorsque la justice française est saisie de pareilles poursuites, il arrive fréquemment que tous les accusés soient indigènes. Quelle va être alors la composition des tribunaux chargés de réprimer ces infractions ?

Une des bases de l'organisation criminelle française est le jugement de l'accusé par ses pairs, ce mot étant pris dans le sens du concitoyen. Ce principe est respecté par la présence d'assesseurs français siégeant avec les magistrats pour le jugement des Européens ou assimilés. Mais lorsqu'il s'agit d'indigènes, on ne saurait dire que ceux-ci sont les « pairs » de leurs juges. D'autre part, n'est-il pas à craindre que les assesseurs de race blanche ne fassent trop facilement bon marché, même involontairement, de l'honneur, de la liberté et peut-être de la vie d'êtres qu'ils sont habitués à considérer avec mépris, quelquefois avec haine ; toute la sympathie des assesseurs sera invinciblement pour l'homme de sa race, même s'il est accusé, à plus forte raison s'il est victime.

Mais si on retourne la proposition, lorsqu'un juré ou un assesseur de couleur aura à se prononcer sur le châtiment à exercer soit sur un blanc, soit sur l'agresseur d'un Européen, son esprit sera-t-il dégagé de tout sentiment autre que la préoccupation d'apprécier le plus exactement possible le degré de culpabilité et de responsabilité de l'accusé ? (1)

(1) F. Dehesdin. — L'assessorat en matière criminelle dans les colonies françaises.

Nous n'allons pas jusqu'à dire, comme certains auteurs, que blancs, noirs ou jaunes ont presque toujours leur opinion toute faite sur la question ; mais il n'en est pas moins vrai que la haine et l'antipathie de race peuvent jouer un rôle dans leur esprit au moment de la délibération.

Dans les colonies françaises cette question a été résolue de trois façons différentes :

En Indochine les assesseurs sont indigènes lorsque tous les accusés sont Annamites ;

Aux Indes françaises les assesseurs sont tirés au sort sur une liste comprenant des Français et de natifs.

Partout ailleurs les assesseurs sont toujours pris parmi les notables français ; il peut se produire que parmi eux se trouvent des indigènes naturalisés ou ayant le statut du citoyen français (1), mais c'est seulement en vertu de cette qualité qu'ils sont appelés à siéger.

3° *Des crimes commis par des militaires indigènes* (2), même exclusivement au préjudice d'autres indigènes ; sauf s'il y a parmi eux des complices indigènes non militaires, dans ce cas, la justice indigène se trouve compétente.

Les infractions commises au préjudice de l'Etat ou

(1) Originaires des quatre communes du Sénégal (Dakar, Saint-Louis, Rufisque et Gorée). Originaires de Sainte-Marie-de-Madagascar.

(2) Sauf les infractions qui sont de la compétence des tribunaux militaires.

d'une administration publique devraient en principe être déferées à la justice française. Bien que ce soit là des personnes morales françaises, dans un but de répression plus rapide et peut-être plus énergique, le législateur en a donné la connaissance aux tribunaux indigènes.

CHAPITRE II

Organisation des Juridictions criminelles françaises

I

GÉNÉRALITES, DÉNOMINATION ET LÉGISLATION

L'assessorat qui revient aujourd'hui notablement en faveur est une institution qui a été vivement critiquée vers le milieu du siècle dernier.

Son maintien a été l'objet de débats animés au sein de la commission coloniale de 1849. En parlant de l'assessorat colonial et de jury, M. Isambret, alors conseiller à la cour de cassation, s'est exprimé de la manière suivante, dans le rapport à la commission coloniale, au nom de la sous-commission de l'organisation judiciaire :

« La sous-commission a hésité d'abord sur l'opportunité de cette grande innovation. Les considérations développées dans la dépêche du gouverneur de la Réunion étaient celles qui la préoccupaient.

» Comme des jurés tirés par la voie du sort, au milieu

d'une société encore si profondément divisée par la différence de couleur, qui rappelle des inégalités de droit consacrées par les mœurs autant que par les lois, rendront-ils une justice impartiale dans les affaires criminelles ? Ne doit-on pas craindre des acquittements dictés par l'esprit de caste et par les anciens préjugés ? Si la répression venait à manquer dans ces occasions solennelles où il s'agit du salut commun, à quoi serviraient les magistrats ? Il ne resterait plus à invoquer que la justice de l'état de siège ; or c'est là une extrémité qu'il faut prévenir si l'on veut être sérieusement législateur.

» Ces objections ont de la force, mais l'assessorat tel qu'il est constitué aujourd'hui est sujet aux mêmes inconvénients pires encore.

» Les assesseurs sont choisis par l'autorité locale, sans contrôle ; le ministre est placé trop loin pour apprécier à temps les observations du conseil privé, le nombre en est trop limité, la faculté de récusation est complètement illusoire, ils sont associés aux juges pour la position des questions et pour l'application de la peine, sans avoir les mêmes garanties de savoir et d'impartialité.

» Les gouverneurs se sont accordés à les signaler comme les antagonistes des magistrats, et comme livrés à une opposition systématique qui fait échouer les poursuites les mieux fondées.

» On réclame à leur place l'institution de cours criminelles composées exclusivement de magistrats, comme en Algérie.

» Mais ne serait-ce pas faire un pas trop rétrograde

après plus de vingt ans de jouissance d'une institution qu'on présentait comme prédécesseur du jury ?

» Le jury était impossible sous le régime de l'esclavage ; mais aujourd'hui qu'il est aboli, et que l'égalité est décrétée en principe, avec la volonté de la faire prévaloir dans les mœurs, ne faut-il pas rentrer dans le droit commun de la France ? »

On donna également comme argument pour la suppression de l'assessorat, le fait que dans une affaire d'incendie un verdict avait déclaré la maison incendiée *non habitée*, alors que c'était une hôtellerie. La nature de cette bizarrerie, dit le membre de la commission qui la rapporte, « est que les assesseurs, ayant résolument déclaré qu'ils ne voulaient pas voir appliquer la peine résultant de l'incendie d'une maison habitée, les magistrats, pour ne pas laisser le criminel impuni, avaient été obligés de composer avec eux ».

On ne voit pas en quoi cet argument est une charge contre le système de l'assessorat. Les jurés ne sont pas davantage liés par les preuves légales, alors même qu'elles résulteraient d'actes authentiques produits aux débats. L'obligation de poser une question, relativement à l'âge de la victime dans une accusation d'attentat à la pudeur, entraîne pour le jury la possibilité de déclarer qu'une enfant de six ans n'est pas mineure.

La majorité de la commission écarta le jury en raison de « l'état d'agitation où se trouvaient les colonies par suite de la commotion politique et de la rénovation sociale de 1848 », et décida que « pour donner aux colonies cette institution parfois oblitérée en France même,

par les émotions du moment, il fallait attendre une époque de calme profond où l'expérimentation pût se faire sans courir de semblables hasards ».

En 1880, le jury fut institué à la Réunion et aux Antilles. Partout ailleurs fonctionne un système assessoral plus ou moins perfectionné. Cette organisation, basée sur une collaboration plus ou moins étendue entre des magistrats et des citoyens désignés par le sort, est, à notre avis, la meilleure manière d'avoir des verdicts aussi justes et aussi humains que possible.

Dans l'institution du jury, le législateur, après avoir interdit aux jurés de penser aux dispositions des lois pénales (article 342 C. I. C.), leur accorde le droit de statuer tant sur les circonstances aggravantes, qu'atténuantes. D'un côté, on leur donne le pouvoir absolu d'acquitter un criminel dont la culpabilité est prouvée jusqu'à l'évidence ; de l'autre, on leur refuse le droit de disposer sur l'application de la peine. Il est certes fâcheux qu'une décision judiciaire déclare « une hôtellerie être une maison inhabitée », mais il est beaucoup plus dangereux pour l'ordre social de laisser certains crimes impunis. C'est dans cette séparation entre les mains de deux pouvoirs distincts, de la décision de fait et de l'application de la peine, que réside toute la source des griefs lentement accumulés contre le jury.

Depuis plusieurs années déjà, il est question de faire participer le jury à l'application de la peine.

Dénomination.

La complexité de la législation coloniale en matière criminelle trouve un premier exemple dans les différentes appellations des tribunaux. Que ce soit dans le temps ou dans l'espace, il y a là une diversité qui ne manque pas de surprendre au premier abord et qui se justifie mal, même par des raisons historiques.

Les affaires soumises dans la métropole aux cours d'assises sont jugées dans les colonies françaises par des juridictions qui prennent la dénomination de :

Cour d'assises : En A. O. F., en Nouvelle-Calédonie, à la Guyane, au Togo, aux Antilles et à la Réunion.

Cour criminelle : en A. E. F., à Madagascar et dépendances, aux établissements français de l'Inde, à la Côte des Somalis, en Indochine et au Cameroun.

Tribunal criminel : à Saint-Pierre et Miquelon et en Océanie.

A part la Réunion, les Antilles, la Guyane, le Sénégal, Saint-Pierre et Miquelon, les établissements français d'Océanie et le Cameroun où les appellations ne furent pas modifiées, partout ailleurs il y eut une évolution que nous allons sommairement rappeler.

En Indochine, le terme de cour criminelle fut toujours appliqué, sauf en Cochinchine de 1864 à 1868, époque où fonctionna un tribunal criminel.

En Guinée, en Côte d'Ivoire et au Dahomey, il y eut d'abord des tribunaux criminels (1892), puis une cour cri-

minelle (1901). Depuis 1903 les juridictions criminelles d'A. O. F. ont pris la dénomination de cours d'assises.

En Nouvelle-Calédonie, les appellations furent tribunal criminel en 1866, cour criminelle en 1893, et depuis 1908, cour d'assises.

En A. E. F. : tribunal criminel spécial en 1879, tribunal criminel en 1897, depuis 1900 cour criminelle.

A Madagascar : tribunal criminel spécial en 1894, cour d'assises en 1895, cour criminelle depuis 1896.

Aux Indes françaises, avant 1883, chambre criminelle à Pondichéry, tribunal criminel dans les établissements secondaires, depuis 1883 cour criminelle.

A la Côte des Somalis : tribunal spécial en 1887, tribunal criminel en 1900, cour criminelle depuis 1904.

Législation applicable.

a) En procédure criminelle

Des Codes d'instruction criminelle s'inspirant fortement de celui de la métropole furent promulgués :

A la Réunion, par l'ordonnance du 26 octobre 1827 ;

A la Martinique et à la Guadeloupe, par l'ordonnance du 12 octobre 1828 ;

A la Guyane, par l'ordonnance du 10 mai 1829 ;

Au Sénégal, par l'ordonnance du 14 février 1838 ; cette ordonnance fut rendue applicable par la suite à toute l'A. O. F.

Dans d'autres colonies, la procédure criminelle a été

réglée par les décrets organiques, reproduisant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle métropolitain ou y renvoyant sur beaucoup de points. Tels sont :

Le décret du 12 juin 1883, pour les établissements français de l'Inde ;

L'ordonnance du 26 juillet 1833 et le décret du 24 février 1891, pour les îles Saint-Pierre et Miquelon ;

Le décret du 16 février 1921 pour l'Indochine.

Enfin, dans le reste de nos possessions, le législateur déclare dans un article de texte organique que la procédure criminelle sera celle suivie en France en matière correctionnelle. Tel est :

L'article 18 du décret du 4 février 1904, pour la Côte des Somalis ;

L'article 35 du décret du 15 juillet 1927, pour le Cameroun ;

L'article 138 du décret du 7 avril 1928, pour la Nouvelle-Calédonie ;

L'article 36 du décret du 18 août 1868, pour les établissements français d'Océanie ;

L'article 26 du décret du 9 juin 1896, pour Madagascar et dépendances ;

L'article 38 du décret du 24 juillet 1930, pour l'A. E. F. Toutefois, il est prévu à cet article que la procédure criminelle et correctionnelle pourra être modifiée par arrêté du gouverneur général pris en conseil de gouvernement sur proposition du procureur général et après avis du président de la cour d'appel ; ces arrêtés doivent, dans les six mois de leur publication, être approuvés par décret.

b) Code pénal

Le code pénal métropolitain (1) fut substitué au code pénal colonial : aux Antilles et à la Réunion par la loi du 8 janvier 1877, à la Guyanne et aux Indes françaises par le décret du 6 mars 1877.

Un décret également en date du 6 mars 1877 promulgue le code pénal (2) dans les colonies suivantes : Inde française, Guyane, Sénégal, Saint-Pierre et Miquelon, Mayotte et Nossi-Bé, Cochinchine, Nouvelle-Calédonie et établissements français d'Océanie.

La législation en vigueur au Sénégal fut étendue à toute l'A. O. F. par le décret du 10 novembre 1903, à l'A. E. F. par le décret du 28 septembre 1897, et au Cameroun par le décret du 13 avril 1921.

A Madagascar, la jurisprudence déclare applicables de plein droit toutes les lois promulguées en France avant la loi d'annexion du 9 août 1896.

En Cochinchine, le décret du 16 mars 1880 rendit, sous certaines modifications, le code pénal métropolitain applicable aux Annamites. La législation de la Cochinchine fut successivement promulgué dans toute l'Indochine.

(1 et 2) Sous réserve des modifications apportées à l'article 121 du code pénal qui est complété, pour les colonies, par des dispositions déclarant « coupable de forfaiture et puni de la dégradation civique, tous officiers de police judiciaire, tous procureurs généraux, tous substituts, tous juges qui auront provoqué, donné ou signé des mandats, ordonnances ou jugements *contre le gouverneur* ou qui auront autorisé contre lui un acte de cette nature sans les autorisations prescrites par les lois d'Etat. Cette peine est également encourue par les officiers ministériels qui auront mis à exécution de pareils actes ».

c) Textes organiques actuellement en vigueur

Antilles et Réunion : loi du 27 juillet 1880, modifiée pour la Guadeloupe par la loi du 12 avril 1892, et par la loi du 14 mars 1903 pour les trois colonies.

Inde française : décret du 12 juin 1883, modifié par les décrets des 18 février et 29 avril 1913.

Saint-Pierre et Miquelon : décret du 24 février 1891, modifiée par ceux des 21 juin 1907, 5 novembre 1909, 22 octobre 1925 et 13 novembre 1926.

Madagascar : décret du 9 juin 1896, modifié par ceux des 24 février 1902, 20 décembre 1904, 24 mai 1905, 8 juin 1905, 2 septembre 1907, 9 mai 1909, 6 décembre 1916, 3 janvier 1927, 30 novembre 1928 et 22 novembre 1929.

Guyane : décret du 16 décembre 1896.

Côte des Somalis : décret du 4 février 1904, modifié par celui du 25 juillet 1914.

Indochine : décret du 16 février 1921, modifié par ceux des 10 septembre 1924 et 20 juin 1927.

A. O. F. : décret du 16 novembre 1924, modifié par celui du 29 décembre 1925.

Togo : décret du 8 août 1920.

Etablissements français d'Océanie : décret du 18 mars 1927.

Cameroun : décret du 15 juillet 1927, modifié par celui du 3 avril 1928.

Nouvelle-Calédonie : décret du 7 avril 1928.

A. E. F. : décret du 24 juillet 1930.

Alors qu'en matière correctionnelle et de simple police, ces textes présentent une assez grande analogie, en matière criminelle chacun de ces décrets diffère des autres; toutefois, ils ont un certain nombre de points communs que nous allons essayer de faire ressortir en étudiant l'organisation actuelle non par colonie ce qui nous exposerait à des redites, mais en suivant les principales caractéristiques d'une juridiction criminelle.

Nous verrons successivement quelles sont les dispositions qui réglementent les mises en accusation, la formation des cours criminelles (1), la procédure avant et pendant les débats, et le recours en cassation.

(1) Pour faciliter l'exposé nous emploierons le terme *Cour criminelle*, pour désigner d'une manière générale les juridictions criminelles coloniales : cour d'assises, cour criminelle et tribunaux criminels.

II

DES MISES EN ACCUSATION

Faustin Hélie, dans son traité de l'instruction criminelle, dit, à propos des mises en accusation : « Le règlement de la procédure après l'information achevée, est l'un des points les plus difficiles de la législation criminelle, parce que c'est à ce moment que l'ordre social et l'accusé appellent à la fois la garantie la plus efficace (1) ».

Aux colonies, cette « garantie » fut presque uniquement subordonnée aux possibilités financières. Lorsque le pays peut supporter le nombre de magistrats nécessaires, il est institué une chambre de mises en accusation, sinon le législateur confie au ministère public le soin de statuer sur les poursuites.

Sauf à Saint-Pierre et Miquelon et aux Indes françaises, où à partir des ordonnances des 26 juillet 1833 et 7 février 1842, cette garantie fut définitivement accordée aux justiciables, dans toutes nos autres possessions, le système qualifié par un ministre des Colonies, « de régime d'exception se résumant dans l'omnipotence du

(1) § 384.

parquet en matière de poursuite criminelle (1) » dura plus ou moins longtemps et pour deux de nos colonies existe toujours.

En Cochinchine, une chambre des mises en accusation fut créée en 1895, la compétence de cette chambre fut étendue, en 1898, aux affaires criminelles du Tonkin où étaient impliquées des Européens ; en 1905, une chambre de mises en accusation fut institué à Hanoi.

Le ministère public régla les poursuites criminelles en *Nouvelle-Calédonie* jusqu'en 1908, au *Cameroun* jusqu'en 1927, en *A. E. F.* jusqu'en 1930.

Au Sénégal, l'ordonnance de 1822 confia au tribunal de première instance en chambre du conseil, le soin de statuer sur les renvois en cour d'assises ; en 1847 cette compétence fut transférée à une chambre de la cour d'appel ; en 1854 cette chambre fut supprimée et le ministère public hérita de ses prérogatives ; en 1889, la chambre des mises en accusation fut rétablie, et en 1903 elle fut déclarée compétente pour toute l'A. O. F. (en 1920 pour le Togo).

A la Guyane, ces attributions furent exercées :

De 1828 à 1854, par une chambre des mises en accusation ;

De 1854 à 1880, par le chef du parquet ;

De 1880 à 1886, par une chambre des mises en accusation ;

(1) Rapport précédant le décret du 8 août 1898 (Indochine).

De 1886 à 1896, par le procureur de la République ;
Depuis 1896, par une chambre des mises en accusation.

A *Madagascar*, une chambre des mises en accusation fut créée en 1895, supprimée en 1896, elle fut rétablie en 1909.

Actuellement, le ministère public ne conserve plus le droit de statuer sur les renvois en cour criminelle qu'aux établissements français de l'Océanie et à la Côte des Somalis.

La composition de la chambre des mises en accusation varie suivant les colonies, en fonction du nombre de magistrats disponibles. Comme en France, le service de cette chambre ne suffit pas à occuper trois juges ; alors que dans la métropole les conseillers qui doivent y siéger sont pris parmi ceux des autres chambres de la cour, aux colonies ce procédé n'est pas toujours possible, car en raison du petit nombre d'affaires qu'elles ont à juger, un certain nombre de cours d'appel ne sont composées que de trois ou quatre magistrats (1).

(1) Dans les colonies françaises, les juridictions d'appel sont composées de la manière suivante : décret du 22 août 1928 et 18 janvier 1930) :

1° *Cour d'appel.*

A Saïgon : 1 premier président, 2 présidents de chambre, 11 conseillers.

A Hanoï : 1 premier président, 2 présidents de chambre, 9 conseillers.

En A. O. F. : 1 président, 1 vice-président, 9 conseillers.

A Madagascar : 1 président, 1 vice-président, 4 conseillers.

Suivant les principes de notre législation, les juges qui ont statué sur la poursuite, ne peuvent plus connaître de l'affaire (sauf à Saint-Pierre et Miquelon). Le service des assises étant plus important que celui de la chambre d'accusation, la préoccupation du législateur a été de conserver le plus de conseillers disponibles pour la tenue des cours criminelles.

Dans l'organisation coloniale actuelle, les chambres des mises en accusation peuvent être composées :

Soit de trois conseillers à la cour d'appel ;

Soit de deux conseillers à la cour et d'un membre du tribunal de première instance ;

Soit d'un conseiller et de deux membres du tribunal de première instance ;

Soit d'un conseiller, d'un membre du tribunal de première instance et d'un fonctionnaire, ou même, s'il est nécessaire, d'un conseiller et de deux fonctionnaires.

En Indochine, en A. O. F. et à Saint-Pierre et Miquelon, la chambre des mises en accusation est composée de trois membres de la juridiction d'appel (1).

En A. E. F., en Nouvelle-Calédonie et aux Indes françaises, respectivement : 1 président, 3 conseillers.

A la Guyane : 1 président, 2 conseillers.

2^o Tribunaux supérieurs d'appel.

Au Cameroun et aux Etablissements français d'Océanie, respectivement : 1 président et 2 juges.

A la Côte des Somalis et à Saint-Pierre-et-Miquelon, respectivement : 1 président, juge unique et 2 fonctionnaires nommés au début de chaque année par le gouverneur.

(1) La chambre d'accusation est composée :

En Cochinchine : Du premier président ou d'un président de chambre ou d'un conseiller, président, et de deux conseillers à la cour d'appel de Saïgon.

A *Madagascar*, la chambre des mises en accusation créée par le décret du 9 mai 1909, comprend : un conseiller, président, désigné tous les six mois par le président de la cour, un deuxième conseiller et le président du tribunal de première instance de Tananarive.

A *la Nouvelle-Calédonie* (art. 45 du décret du 7 avril 1928), comme à *la Guyane* (art. 17, décret du 16 décembre 1896), la chambre d'accusation est composée d'un membre de la cour d'appel, du président du tribunal de première instance et d'un membre du tribunal n'ayant pas connu de l'affaire.

Aux Indes françaises entrent dans la composition de cette chambre : un conseiller, le président du tribunal de première instance et le juge de paix de Pondichéry (art. 218 du décret du 12 juin 1883).

En A. E. F., la chambre d'accusation comprend : 1° un conseiller à la cour d'appel, président ; 2° un membre du tribunal de première instance de Brazzaville, n'ayant pas connu de l'affaire ; 3° un fonctionnaire remplissant les conditions pour être magistrat intérimaire (c'est-à-

Au Tonkin : Des magistrats de la deuxième chambre de la cour d'appel d'Hanoi (un président et deux conseillers) (articles 5 et 13 du décret du 19 mai 1919).

En A. O. F. : De trois conseillers à la cour d'appel désignés semestriellement par le président de la cour après avis du procureur général ; le plus ancien la préside (article 51 du décret du 16 novembre 1924).

A Saint-Pierre et Miquelon : Des membres du tribunal supérieur (un magistrat de conseil et deux fonctionnaires). Par une disposition spéciale, ceux-ci tout en ayant voté sur la mise en accusation peuvent connaître du jugement de l'affaire, renvoyée devant le tribunal criminel (art. 8 et 10 du décret du 24 février 1891).

dire licencié en droit), et désigné par le sort dans la dernière quinzaine de décembre sur une liste de six fonctionnaires résidant à Brazzaville (art. 28 du décret du 24 juillet 1930).

Au Cameroun, l'article 35 du décret du 15 juillet 1927 avait donné les attributions de la chambre des mises en accusation de la métropole au président du tribunal de première instance de Douala. Quelques mois après, le décret du 3 avril 1928, dans un article 2, abrogea cette organisation et créa, auprès du tribunal supérieur, une chambre d'accusation, composée :

1° D'un magistrat du tribunal supérieur ;

2° D'un magistrat du tribunal de première instance, tous deux désignés, chaque année, par le président du tribunal supérieur ;

3° D'un assesseur tiré au sort, pour l'année, par le président du tribunal supérieur, sur la liste des dix fonctionnaires désignés pour faire partie du collège des assesseurs.

Au cas où aucun magistrat de première instance ne peut siéger par suite de sa participation à l'instruction, il est remplacé par un deuxième assesseur fonctionnaire désigné par la voie du sort, dans les mêmes conditions que le premier.

Il est prévu, en A. O. F., en A. E. F., à Madagascar, en Guyane et en Nouvelle-Calédonie, qu'en cas d'empêchement, les membres de la cour peuvent être remplacés par des magistrats de première instance. Cette disposition a été prise pour permettre de conserver le nombre de conseillers nécessaires au service des assises.

III

SIÈGE DES COURS CRIMINELLES ET ÉPOQUES DES SESSIONS

Dans les colonies à gouvernement unitaire, sauf aux Indes françaises, les assises se tiennent au chef-lieu judiciaire :

A la Guyane : à Cayenne.

A Saint-Pierre et Miquelon : à Saint-Pierre.

A la Nouvelle-Calédonie : à Nouméa.

Aux établissements français d'Océanie : à Papeete.

Au Cameroun : à Douala.

A la Côte des Somalis : à Djibouti.

Aux Indes françaises, en raison de la situation géographique de nos établissements enclavés dans les possessions anglaises, il est tenu une cour dans chacun d'eux, à savoir : Pondichéry, Chandernagor, Karikal, Mahé et Yanaon.

Dans les colonies, dites à gouvernement général, les principes qui ont déterminé le choix du siège des cours criminelles, varient d'un groupe à l'autre.

Dans le ressort de la cour d'appel de l'A. O. F., les cours d'assises siègent dans chacune des colonies où il existe un tribunal de première instance (1), au siège de

(1) C'est-à-dire au Sénégal, en Guinée, en Côte d'Ivoire, au Dahomey, au Soudan et au Togo.

ce tribunal c'est-à-dire à Dakar, Conakry, Grand-Bassan, Cotonou, Bamako et Lomé (2).

A *Madagascar* toutes les juridictions, quelles soient cour d'appel, tribunal de première instance ou justice de paix à compétence étendue, sont le siège d'une cour criminelle. Celles-ci se réunissent à : Tananarive, Tamatave, Majunga, Diégo-Suarez, Fianarantsoa, Nossi-Bé, Mananjary, Tulear et Mayotte.

En *Indochine*, il faut distinguer entre le ressort de la cour d'appel de Saïgon et celui de la cour d'appel d'Hanoï.

Dans le premier cas, les crimes commis par les Européens et assimilés sont déferés à une cour criminelle siégeant à Saïgon. Les Annamites sont jugés par cinq cours criminelles instituées à Saïgon, Mytho, Vinh-Long, Coutho et Pnom-Penh.

Dans le deuxième cas, il n'existe qu'une cour criminelle installée au chef-lieu judiciaire (Hanoï).

En *A. E. F.* Une cour criminelle unique pour toutes les colonies du groupe a été instituée au siège de la cour d'appel (Brazzaville). Toutefois, lorsque les circonstances l'exigent, les assises peuvent être transportées temporel-

En Haute-Volta il n'est prévu qu'une justice de paix à compétence étendue, siégeant à Ouagadougou.

En Mauritanie et au Niger il n'y a pas de juridiction tenue par des magistrats.

(1) Au Sénégal où il existe trois tribunaux de première instance (Dakar, Saint-Louis et Kaolack), et une justice de paix à compétence étendue (Ziguinchor) ; le siège de la cour d'assises a été fixée à Dakar.

(2) Pour la compétence territoriale de chaque cour d'assises, voir page 71.

rement au chef-lieu de chacune des autres colonies (c'est-à-dire à Libreville, Bangui et Fort-Lamy) par arrêté du gouverneur général pris sur proposition du procureur général, chef du service judiciaire. Ces dispositions permettent de faire juger, au siège de la cour d'appel, les affaires qu'il importe d'y déférer pour une meilleure administration de la justice, sans avoir besoin pour cela de recourir à la procédure, souvent dangereuse, d'évocation pour suspicion légitime.

La possibilité de transfert des juridictions criminelles hors de leur siège habituel a été également prévue en Indochine, à Madagascar, en A. O. F., au Cameroun et à la Guyane.

En *Indochine*, lorsque la cour criminelle doit se réunir hors des localités prévues, ce lieu doit être déterminé par arrêt de la cour d'appel rendu toutes les chambres assemblées et le procureur général entendu (art. 40 du décret du 16 février 1921) (1).

En A. O. F. et au *Cameroun*, la décision de transfert est prise par le représentant de l'autorité administrative (2), sur proposition du chef du service judiciaire (3).

A *Madagascar*, l'article 14 du décret du 9 juin 1896 autorise le gouverneur général à instituer, si besoin en est, des cours criminelles hors des endroits où elles siègent habituellement.

(1) Ces dispositions sont la reproduction de celles prises pour la métropole par l'article 20 de la loi du 20 avril 1810.

(2) Gouverneur général ou commissaire de la République.

(3) Et après avis du président de la cour en A. O. F.

A la *Guyane*, lorsque les circonstances l'exigent, le gouverneur, en conseil, peut convoquer des assises extraordinaires qui se tiendront dans tel quartier de la colonie et à tel jour qu'il jugera convenable d'indiquer (art. 258 de l'ordonnance du 10 mai 1829 et article 64 de l'ordonnance du 21 décembre 1828).

Epoque des sessions

On peut diviser, sur ce point, nos colonies en deux groupes :

Dans le premier, qui comprend : l'*Indochine*, les *Indes françaises*, la *Nouvelle-Calédonie*, la *Guyane* et le *Cameroun*, la tenue des assises a lieu, comme en France, tous les trois mois. Les jours et heures sont fixés par ordonnance du président de la cour (1) (premier président en Indochine), sauf à la *Guyane*, où l'époque d'ouverture des sessions est déterminée par arrêté du gouverneur pris au conseil privé (art. 63 de l'ordonnance du 21 décembre 1828).

Dans le second groupe, c'est-à-dire à *Madagascar*, à la *Côte des Somalis*, aux établissements français de l'*Océanie* et à *Saint-Pierre et Miquelon*, aussitôt la procédure d'une information terminée, le représentant du ministère public demande au président de la cour l'indication d'un jour pour l'ouverture des débats.

(1) Après avis du procureur général en A. E. F., en Nouvelle-Calédonie et au Cameroun. Dans les autres colonies quoiqu'en fait le président de la cour se mette d'accord avec le chef du service judiciaire, cette disposition n'a pas été reproduite.

En *A. O. F.*, il est prévu un système mixte : les cours d'assises siègent au Sénégal au moins trois fois par an, celles des autres colonies au moins une fois par an. La date d'ouverture de chaque session est fixée par ordonnance du président de la cour d'appel après avis du procureur général.

Dans toutes les colonies, les cours criminelles ne se réunissent que s'il y a des affaires à juger, sauf aux Indes françaises où l'article 260 du décret du 12 juin 1883 précise que dans les cas où la chambre des mises en accusation n'aurait renvoyé aucune affaire devant les cours criminelles de Chandernagor, Karikal, Mahé et Yanaon, ce fait sera constaté par un procès-verbal de son président. Ce procès-verbal sera adressé par le président de la cour criminelle au juge de l'établissement, qui remplaçant ce magistrat, en fera donner lecture, en séance publique de la cour criminelle, le jour fixé pour l'ouverture de la session et prononcera immédiatement la clôture de celle-ci.

IV

DE LA COMPOSITION DE LA COUR

1° COMPOSITION DE LA COUR PROPREMENT DITE

Les cours criminelles coloniales se composent de trois juges (1) formant la cour proprement dite, de deux ou quatre assesseurs désignés par la voie du sort, d'un représentant du ministère public et d'un greffier.

Les trois juges de la cour ne sont pas obligatoirement des magistrats. Des fonctionnaires de l'ordre administratif peuvent être appelés pour compléter le nombre de juges nécessaires à la formation de la cour. Siégeant en qualité de magistrat, ils en ont toutes les prérogatives.

Si un de ces fonctionnaires se trouvait dans un des cas de récusation prévu à l'article 392 du code d'instruction criminelle (2) par exemple, pour avoir été entendu comme témoin au cours de l'instruction, la récusation ne pourrait être proposée que dans les conditions et formes déterminées par les articles 378 et suivants du Code de procédure civile. Si elle ne l'a pas été, la circonstance

(1) Sauf à la Côte française des Somalis, voir page 212.

(2) Article 392 du C. I. C. : Nul ne peut être juré dans la même affaire où il aura été officier de police judiciaire, témoin, interprète ou partie, à peine de nullité.

qui pouvait y donner lieu ne saurait être relevée à l'appui d'un pourvoi en cassation (1).

La cour peut être composée :

Soit de trois magistrats ;

Soit de deux magistrats et d'un fonctionnaire ;

Soit d'un magistrat et de deux fonctionnaires ou enfin d'un magistrat unique.

Lorsque la cour criminelle est réunie au siège de la juridiction d'appel, la cour se compose exclusivement de magistrats ; mais ce ne sont pas obligatoirement des conseillers ou des membres du tribunal supérieur d'appel.

A Dakar, Tananarive, Hanoï, Saïgon, Pondichéry, aux établissements d'Océanie, à la Guyane et à Saint-Pierre-et-Miquelon, ce sont des membres de la juridiction d'appel.

A Douala, un des juges est pris parmi les magistrats de première instance ; en Nouvelle-Calédonie, les deux juges assesseurs peuvent y être choisis.

A la Côte des Somalis, quoique le tribunal supérieur d'appel soit constitué, comme celui de Saint-Pierre-et-Miquelon, d'un magistrat et de deux fonctionnaires, la cour proprement dite, ne comprend que le président du tribunal supérieur.

Lorsque les cours criminelles ne siègent pas au chef-lieu judiciaire, elles sont composées :

— De trois magistrats : en Cochinchine ;

(1) Cass. ch. crim., 14 mars 1907. Dar., 1907, page 124.

— De deux magistrats et d'un fonctionnaire : en A. O. F., sauf à Dakar, et aux Indes françaises, sauf à Pondichéry ;

— D'un magistrat et de deux fonctionnaires : à Madagascar, sauf à Tananarive ; en A. E. F., sauf à Brazzaville ; au Cameroun, sauf à Douala.

La possibilité d'adjonction d'un magistrat supplémentaire, lorsque les débats d'un procès criminel semblent devoir se prolonger, n'a été prévue qu'en Guyane (article 29 du décret du 16 décembre 1896). ; en Nouvelle-Calédonie (article 8 du décret du 5 août 1908 ; aux établissements français d'Océanie (article 22 du décret du 18 mars 1927).

Dans les autres colonies, les textes ne contiennent aucune disposition à ce sujet.

2° MODE DE NOMINATION DU PRESIDENT ET DES JUGES ASSESSEURS

Dans les colonies où la juridiction d'appel est composée de trois membres seulement (1), la désignation est faite par le législateur (2) : « La cour d'appel où le tribunal supérieur d'appel se constitue en juridiction criminelle par l'adjonction d'assesseurs... »

Tel est les cas en Guyane, aux établissements français d'Océanie et à Saint-Pierre et Miquelon.

(1) Voir page 202.

(2) Sauf au Cameroun.

A la Côte des Somalis, la « cour criminelle se compose du président du tribunal supérieur d'appel auquel sont adjoints deux assesseurs tirés au sort... » (art. 15 du décret du 4 février 1904).

Lorsque la cour d'appel se trouve composée d'un président et de trois conseillers, comme en A. E. F. et aux Indes françaises, les textes ne donnent au président de la cour qu'un pouvoir indirect pour influencer sur la composition des cours criminelles siégeant au chef-lieu judiciaire (Brazzaville et Pondichéry). Dans ces colonies, le président de la cour désigne seulement le conseiller qui doit présider la chambre des mises en accusation (1). Les magistrats ayant statué sur le renvoi ne pouvant siéger aux assises, la cour criminelle se trouve composée des autres membres de la cour.

Hors du chef-lieu, le président de la cour d'appel n'intervient en A. E. F., aux Indes et, comme nous le verrons, en A. O. F., que pour la nomination du président de la cour criminelle, la désignation des deux juges lui échappant.

En A. E. F., lorsque la cour criminelle siège à Libreville, Bangui ou Fort-Lamy, la cour est composée du président de la cour d'appel ou d'un magistrat délégué par lui, et de deux fonctionnaires nommés, au commencement de l'année, par le gouverneur général sur proposition du procureur général, chef du service judiciaire.

(1) Les deux autres membres de cette chambre sont pris hors de la cour d'appel.

Aux Indes françaises (à Chandernagor, Karikal, Mahé et à Yanaon), font partie de la cour :

1° Un conseiller désigné par le président de la cour d'appel.

2° Le président du tribunal de première instance à Chandernagor et Karikal, ou le juge de paix à compétence étendue à Yanaon et à Mahé.

3° Un fonctionnaire annuellement nommé par le gouverneur.

En Nouvelle-Calédonie, où la cour d'appel comprend également un président et trois conseillers, une plus grande latitude a été laissée au président de la cour d'appel pour le choix des assesseurs ; aux termes de l'article 49 du décret du 7 avril 1928 que « la cour d'assises se compose du président de la cour d'appel et de deux magistrats en activité n'ayant pas connu de l'affaire... » Les juges assesseurs peuvent donc aussi bien être pris en première instance qu'à la cour.

Dans les autres colonies, A. O. F., Madagascar, Indochine et Cameroun, l'organisation est plus complexe.

En A. O. F. la cour d'assises du Sénégal, siégeant à Dakar, comprend trois membres de la cour d'appel nommés par le président de la cour.

Dans les cours d'assises de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, du Dahomey, du Soudan et du Togo, la cour proprement dite est composée :

1° D'un conseiller, président, désigné par le président de cour d'appel ;

2° Du président du tribunal de première instance du siège de la cour d'assises ;

3° D'un fonctionnaire, nommé, chaque année, par le gouverneur général après avis du procureur général.

A Madagascar, la cour criminelle de Tananarive comme celle de Dakar, comprend trois conseillers choisis par le président de la cour d'appel. Mais ce haut magistrat n'intervient pas dans la formation de la cour proprement dite des autres juridictions criminelles. Celles-ci sont composées du président du tribunal (ou du juge de paix à compétence étendue) du siège de la cour criminelle et de deux fonctionnaires désignés par arrêté local.

En Indochine, les cours criminelles, siégeant à Saïgon ou à Hanoï sont composées (1) : du premier président, d'un président de chambre ou d'un conseiller, président, et de deux conseillers.

Les cours criminelles de Mytho, Vinh-Long, Cantho et Pnom-Penh comprennent un membre de la cour d'appel, président, et deux magistrats, soit de la cour d'appel, soit des tribunaux de première instance.

Le mode de désignation du président et des juges assesseurs est inspiré en Indochine des dispositions des articles 16 de la loi du 20 avril 1810, et 79 du décret du 6 juillet 1810, qui dans la métropole confient au premier président ou au ministre de la Justice le soin de procéder à ces nominations (2).

Aux termes de l'article 43 du décret du 16 février 1921 :
« le premier président de la cour d'appel nomme pour la

(1) En ce qui concerne les membres de la cour proprement dite.

(2) Dans la pratique actuelle, le ministre de la Justice n'exerce plus cette prérogative.

tenue de chaque cour criminelle le président et les juges qui doivent compléter la cour. Le gouverneur général pourra néanmoins nommer les présidents et juges des cours criminelles, mais il ne pourra user de cette faculté que pour le trimestre suivant et avant le commencement de la dernière décade du deuxième mois du trimestre en cours. Dès que cette décade aura commencé, il appartiendra au premier président *seul* de désigner le président et les juges de cours criminelles pour le trimestre suivant. »

Au Cameroun, la cour criminelle, siégeant à Douala, comprend le président du tribunal supérieur d'appel, président, un juge du tribunal supérieur, et un magistrat du tribunal de première instance.

Aux termes de l'article premier du décret du 3 avril 1928, les magistrats membres de la cour criminelle sont nommés *par arrêté du commissaire de la République* sur proposition du chef du service judiciaire. En fait, le choix est assez restreint.

Le tribunal supérieur du Cameroun se compose d'un président et de deux juges. Le président est membre de droit de la cour criminelle ; d'autre part, en raison de la création d'une chambre des mises en accusation (1), un seul de ces juges se trouve disponible. Pratiquement, il n'y a d'alternative que pour la nomination du membre du tribunal de première instance ; cette juridiction comprend

(1) La chambre des mises en accusation est composé ; d'un juge du tribunal supérieur, président, d'un membre du tribunal de première instance et d'un fonctionnaire. Voir page 205.

un président, un juge et deux juges suppléants, parmi lesquels il faut retrancher le magistrat ayant connu de l'affaire comme juge d'instruction, et celui ayant statué sur les poursuites.

Lorsque la cour criminelle siège hors de Douala, la cour proprement dite est composée du président du tribunal supérieur ou d'un membre de ce tribunal désigné par lui et de deux fonctionnaires désignés par le commissaire de la République dans le mois précédant l'ouverture de la session, sur proposition du chef de service judiciaire. Dans le cas où la cour criminelle se réunirait à Yaoundé, l'un des fonctionnaires serait remplacé par le juge de paix à compétence étendue.

La désignation des magistrats est ordinairement faite par le président de la cour au moment de la fixation de la session.

Les fonctionnaires appelés à faire partie des cours criminelles en qualité de juges (1) sont nommés à la fin ou au début de chaque année par le gouverneur ou gouverneur général, pour l'année qui va suivre.

3° REMPLACEMENT DES MEMBRES DE LA COUR

a) *Remplacement du président des assises.*

Les dispositions prévues dans la métropole pour le remplacement du président, suivant que l'empêchement se

(1) Nous verrons plus loin que les fonctionnaires comme les autres citoyens peuvent faire partie des cours criminelles en qualité d'assesseurs.

produit avant et après la signification aux accusés de la liste des jurés (art. 263, C. I. C.) n'est reproduite avec quelques modifications qu'à la *Guyane* par l'article 22 du décret du 9 juin 1896, et aux *Indes françaises*, par les articles 263 et 264 du décret du 12 juin 1883.

« Après la notification faite aux accusés de la liste des assesseurs, le président de la cour, qui se trouve dans l'impossibilité de siéger est remplacé par le plus ancien des juges de la cour d'appel nommé ou délégué pour l'assister. Aux Indes, il est, en outre, ajouté : « S'il n'est assisté d'aucun juge de la cour d'appel, par le président du tribunal de première instance à Chandernagor et à Karikal, et par le juge de paix à compétence étendue à Mahé et à Yanaon. »

Dans les autres colonies, aucune distinction n'a été prévue.

Lorsque le président de la juridiction d'appel est obligé de siéger à la cour criminelle en raison du petit nombre de conseillers (Nouvelle-Calédonie, Brazzaville, Océanie), en cas d'empêchement il est remplacé par le plus ancien magistrat de la cour ou du tribunal d'appel, que ce soit avant (art. 54, décret du 22 avril 1928) ou après l'ouverture de la session.

En A. O. F. (1), en Indochine, à Tananarive et au Cameroun (2), en principe, avant l'ouverture de la

(1) L'article 263 du C. I. C. métropolitain n'a pas été reproduit au C. I. C. du Sénégal.

(2) A Douala, la nomination étant faite par le commissaire de la République, le remplacement doit être effectué par lui ; mais comme le président du tribunal supérieur du Cameroun doit

session, le remplacement doit être effectué par l'autorité qui effectue la nomination ; après l'ouverture de la session, la juridiction étant constituée, le président est remplacé par le plus ancien magistrat de la cour criminelle. Comme il entre au moins un magistrat dans la composition des cours criminelles de ces colonies, cette solution ne présente aucune difficulté.

Doit-on suivre le même raisonnement pour les cours criminelles de Madagascar (autres que Tananarive) et celle d'A. E. F. (autres que Brazzaville), où les deux juges assesseurs sont pris parmi les fonctionnaires ? Ceux-ci pourraient se trouver très gênés s'il leur fallait brusquement et sans préparation exercer les fonctions très délicates de président d'assises.

A Madagascar, l'article 3 du décret du 9 mai 1909, réglant le mode de remplacement, indique simplement qu'en cas d'absence ou d'empêchement du juge président, il est remplacé dans l'ordre hiérarchique par le plus ancien membre du tribunal n'ayant pas connu de l'affaire.

En A. E. F., l'article 22, paragraphe 2, du décret du 24 juillet 1930, ne fait également aucune distinction : « En cas d'empêchement d'un membre de la cour criminelle appartenant à la magistrature et à défaut de conseiller pour le remplacer, le président de la cour

être suppléé dans ses fonctions par le plus ancien magistrat, et comme, d'autre part, le président de la cour criminelle doit être le président du tribunal supérieur, en fait le président de la cour criminelle de Douala est remplacé par le plus ancien juge du tribunal supérieur.

d'appel y pourvoit en appelant à siéger tout membre du tribunal de première instance n'ayant pas connu de l'affaire. »

A Saint-Pierre et Miquelon (1), lorsque l'empêchement se produit avant l'ouverture des débats, le magistrat de première instance remplace le président du tribunal supérieur. Après ouverture de la session, la présidence du tribunal criminel doit appartenir au plus ancien des membres fonctionnaires du tribunal supérieur (2).

A la Côte des Somalis, où le président du tribunal supérieur siège sans juge assesseur, lorsque l'empêchement se produit après l'ouverture de la session (3), celle-ci doit être renvoyée, pour permettre au gouverneur de procéder pendant l'intervalle à la nomination d'un président intérimaire.

b) Remplacement des juges assesseurs.

Les juges assesseurs peuvent être, ainsi que nous l'avons vu, soit des magistrats, soit des fonctionnaires.

Le remplacement des assesseurs fonctionnaires est effectué par le gouverneur (ou gouverneur général) quelle que soit l'époque de la vacance.

(1) A Saint-Pierre-et-Miquelon et à la Côte des Somalis le président du tribunal supérieur d'appel est remplacé, en cas de vacance, par le magistrat de la colonie le plus élevé en grade (art. 54 du décret du 22 août 1928) et non par un des assesseurs fonctionnaires du tribunal supérieur.

(2) Cass., 27 février 1896. Pen., n° 878, page 151, 1896. Cass. 26 mars 1896, Bull. n° 114, 175.

(3) Avant l'ouverture de la session on suit la même règle qu'à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Pour le remplacement des magistrats, il y a lieu d'établir une double distinction, suivant que la désignation est faite par la loi (1) ou par une autorité constituée. Dans le premier cas, avant l'ouverture des débats, si l'emplacement est de nature à se prolonger, le gouverneur y pourvoit en nommant un magistrat intérimaire ; après l'ouverture de la session, le remplacement est effectué par le président de la juridiction criminelle. Dans les autres circonstances, il appartient à celui qui a fait la nomination, président de la cour d'appel, gouverneur général ou commissaire de la République, d'assurer la suppléance.

Le remplacement des magistrats se fait en appelant soit un membre de la cour d'appel, soit un membre du tribunal de première instance, soit des magistrats honoraires, soit des avocats défenseurs (Nouvelle-Calédonie), soit des avocats ou avoués (Guyane) (2).

Dans les établissements secondaires des Indes françaises, une procédure spéciale a été prévue. Aux termes de l'article 264 du décret du 12 juin 1883, à défaut de magistrat, comme en cas d'empêchement des fonctionnaires appelés à faire partie de la cour criminelle, la cour s'adjoint un cinquième assesseur. Dans ce cas, le premier assesseur qui aura été désigné par le sort, fait fonction de juge.

(1) Assesseurs aux juridictions criminelles de la Guyane, de Brazzaville et d'A. O. F. (sauf le Sénégal).

(2) En Nouvelle-Calédonie et à Madagascar, des fonctionnaires nommés par le gouverneur ou le gouverneur général peuvent, à défaut de magistrats, être appelés pour compléter la cour.

4° DU MINISTÈRE PUBLIC ET DU GREFFIER

Les fonctions de ministère public sont remplies par le procureur général, par un membre de son parquet ou par le procureur de la République suivant que la cour criminelle se réunit au chef-lieu judiciaire ou au siège d'une juridiction de première instance.

De même, le greffier est soit celui de la cour d'appel, soit celui de première instance.

V

DES ASSESSEURS

1^o CONDITIONS D'APTITUDE

Dans toutes nos colonies, les assesseurs doivent être citoyens français (1), jouir de leurs droits civils et politiques et habiter dans le ressort de la cour criminelle.

En A. E. F. (2), à Madagascar et à la Côte des Somalis aucune autre condition n'est exigée et il n'est prévu pour ces colonies aucun cas d'incapacité ou cause d'incompatibilité, de dispense ou d'exclusion. Le législateur s'en remet entièrement au zèle et à la vigilance de l'autorité chargée de procéder à la formation du collège des assesseurs.

Il faut avoir trente ans accomplis en Indochine (lorsque les accusés sont Français), en A. O. F., en Nouvelle-Calédonie et à Saint-Pierre-et-Miquelon.

(1) Sauf en Indochine pour les assesseurs indigènes, et aux Indes pour les nâtifs.

(2) Les décrets de 1878 et 1897 promulguèrent au Gabon et au Congo la législation du Sénégal, mais l'article 382 de l'ordonnance du 14 février 1832, aux termes de laquelle nul ne peut être assesseur s'il n'est âgé de 30 ans accomplis, est inapplicable en A. E. F., les textes qui règlent l'organisation judiciaire de cette colonie ne reproduisant pas la condition d'âge parmi celle que les assesseurs doivent satisfaire. (Cass. ch. crim., 10 février 1911, *Dar.*, 1911, page 133).

Il ne faut que vingt-cinq ans à la Guyane, aux Indes françaises, en Océanie et au Cameroun.

En Indochine, les notables indigènes qui entrent dans la composition des cours criminelles chargées de juger les Annamites doivent être âgés de 35 ans au moins et domiciliés dans le ressort. Ils sont choisis de *préférence* parmi les indigènes ayant une connaissance suffisante de la langue française.

Des causes d'incapacité ne sont spécifiées qu'aux Indes françaises, à la Guyane, en Océanie et au Cameroun. Les cas prévus sont les mêmes que dans la législation métropolitaine.

Les textes (1), soit reproduisent littéralement l'article 2 de la loi du 21 novembre 1872 (Indes françaises et Guyane), soit y renvoient purement et simplement (Océanie et Cameroun).

Dans les colonies, autres que l'A. E. F., Madagascar et la Côte des Somalis, sont déclarées incompatibles avec les fonctions d'assesseurs, celles de :

Membre de l'ordre judiciaire ;

Militaire en activité des armées de terre et de mer ;

Ministre d'un culte quelconque (2) ;

(1) Indes Françaises, art. 382 du décret du 12 juin 1883.
Guyane, art. 23 du décret du 16 décembre 1896.
Océanie, art. 3 du décret du 18 mars 1927.
Cameroun, art. 7 du décret du 15 juillet 1927.

(2) Aux Indes Françaises, en Océanie et au Cameroun de
« membre d'un culte reconnu par l'Etat ».

Membre du conseil privé, sauf en A. O. F. et en Indochine où cette disposition n'a pas été reproduite. En Océanie et au Cameroun, où il n'existe pas de conseil privé, cette incompatibilité a été remplacée par celle de membre du conseil d'administration.

A cette liste il faut ajouter :

Aux Indes françaises et à la Guyane, les fonctions de sénateur (Indes seulement), de député et de commissaire de police.

En Océanie et au Cameroun, toutes les fonctions énumérées à l'article 3 de la loi du 21 novembre 1872 auxquels les décrets des 18 mars et 15 juillet 1927 renvoient purement et simplement.

Aux Indes françaises, en Océanie et au Cameroun, les domestiques, les serviteurs à gages (ainsi que ceux qui ne savent ni lire, ni écrire, sont exclus des fonctions d'assesseurs ; en sont dispensés les septuagénaires et ceux qui ont besoin pour vivre de leur travail journalier.

A la Nouvelle-Calédonie, seuls les septuagénaires sont dispensés.

Dans les autres colonies aucune cause d'exclusion ou de dispense n'a été prévue.

Les décrets organiques de toutes nos possessions, sauf l'A. E. F., Madagascar et la Côte de Somalis, contiennent

Il semble que cette incompatibilité ait disparu depuis la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat (loi du 9 décembre 1905).

nent des dispositions formelles déclarant que « la parenté et l'alliance des assesseurs soit entre eux et les juges, soit entre eux et les accusés ou la partie civile sont des causes d'incompatibilité (1).

Dans ces mêmes colonies, les textes reproduisent les dispositions de l'article 392 du C. I. C. en mettant le mot « assesseur » à la place de « juré ». « Nul ne peut être assesseur dans la même affaire où il aura été officier de police judiciaire, témoin, interprète ou partie. »

2° COMPOSITION ET FORMATION DU COLLEGE DES ASSESSEURS

a) *Liste ordinaire.*

Le collège des assesseurs est renouvelé tous les ans aux époques fixées par les décrets organiques ; ce travail a lieu :

Au mois de novembre, à la Guyane, aux Indes françaises et en Océanie ;

Au mois de décembre, en A. O. F., en A. E. F., à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Indochine et au Cameroun ;

Au début de janvier, à la Côte des Somalis et en Nouvelle-Calédonie.

Les mêmes membres peuvent être indéfiniment ins-

(1) Toutefois il a été jugé que dans l'Inde la parenté et l'alliance des assesseurs n'était pas une cause d'empêchement. Cass. ch. crim., 31 décembre 1896, D., 1897, I, 268, Inde.

crits sur les listes dressées chaque année, et ceux qui sont portés doivent siéger jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à leur remplacement.

Pendant longtemps les représentants de l'autorité administrative désignèrent seuls les membres du collège assessoral (1). Diverses considérations motivèrent cette manière de faire. Tout d'abord on suivait les principes de l'organisation métropolitaine où, jusqu'en 1872, l'administration intervint plus ou moins directement dans la confection de la liste des jurés. D'autre part dans nos colonies, en raison de la présence d'indigènes non assimilés, les conséquences d'un verdict peuvent être autrement plus graves qu'en France. L'administration étant chargée du maintien de l'ordre et de la tranquillité, pouvait demander à intervenir dans la composition des juridictions criminelles. La sécurité augmentant il fut possible d'accorder davantage de garanties aux justiciables et dans certaines de nos colonies furent instituées des commissions composées d'éléments électifs, administratifs et judiciaires. Puis dans quelques-unes sous l'influence des idées libérales et à l'instar de l'organisation métropolitaine, le représentant de l'autorité cessa d'en faire partie.

On peut diviser nos possessions en trois groupes : Dans le premier la désignation des membres du collège asses-

(1) Jusqu'en 1881, en Cochinchine — 1883, aux Indes — 1886, en Guyane — 1888, au Tonkin — 1891, à Saint-Pierre-et-Miquelon — 1902, en Océanie — 1927, au Cameroun — 1928, en Nouvelle-Calédonie.

soral est faite par le représentant de l'autorité administrative ; dans le second les assesseurs sont choisis par une commission ; dans le troisième les deux systèmes sont concurremment employés.

1^{er} groupe. — A. O. F., A. E. F., Madagascar et Côte des Somalis :

En A. O. F., au commencement du mois de novembre de chaque année, les gouverneurs de chaque colonie du groupe dressent une liste de notables qui ne doit pas contenir moins de trente noms, ni plus de soixante. Dans la première quinzaine de décembre, le gouverneur général, sur la proposition du procureur général, désigne sur cette liste les personnes qui doivent composer le collège des assesseurs pour l'année suivante. Ce collège comprend vingt-quatre membres au Sénégal et douze dans chacune des autres colonies du ressort.

En A. E. F., une liste de dix fonctionnaires ou notables est dressée chaque année dans la deuxième quinzaine de décembre par le gouverneur général sur proposition des lieutenants gouverneurs intéressés.

A Madagascar, le collège des assesseurs comprend également dix notables nommés par arrêté du gouverneur général.

A la Côte des Somalis, une liste de douze fonctionnaires ou notables est dressée chaque année par le gouverneur en conseil d'administration.

Le collège des assesseurs ainsi nommé doit être constamment tenu au complet, mais l'obligation qui en

résulte pour le gouverneur ou le gouverneur général n'est pas prescrite à peine de nullité (1).

2^e groupe. — Indes françaises, Nouvelle-Calédonie, Guyane, Océanie, Saint-Pierre et Miquelon :

Aux Indes françaises, la liste annuelle comprend : à Pondichéry, quarante membres, dont vingt Européens et vingt natifs ; à Karikal et à Chandernagor, douze noms ; à Mahé et à Yanaon, huit noms. Pour les quatre dernières cours, les assesseurs sont indifféremment pris parmi les Européens et les natifs.

Ces listes sont dressées dans chaque établissement par une commission comprenant :

1^o Le président du tribunal de première instance ou le juge de paix à compétence étendue ;

2^o Le juge de paix ;

3^o Deux conseillers généraux (l'un Européen, l'autre natif) désignés par leurs collègues.

4^o Le chef de service de l'établissement (sauf à Pondichéry) (art. 391, décret du 12 juin 1883).

En Nouvelle-Calédonie, le collège assessoral est de trente notables désignés par une commission composée du secrétaire général, du maire de Nouméa et d'un magistrat nommé par le gouverneur sur proposition du procureur général.

A la Guyane, il est dressé une liste de vingt noms par

(1) Cass. ch. crim., 26 février 1892. D. 1892, I, 469.

une commission composée du président du tribunal de première instance, du juge de paix de Cayenne et de deux conseillers généraux.

En Océanie, le collège des assesseurs est également de vingt notables choisis par une commission composée : 1^o du président du tribunal de première instance ; 2^o d'un juge suppléant désigné par le président du tribunal ; 3^o du président de la chambre de commerce, à défaut d'un membre de cette chambre élu par ses collègues.

A Saint-Pierre et Miquelon, aux termes de l'article 2 du décret du 24 février 1891, le collège assessoral comprend quarante notables désignés par une commission composée du directeur de l'Intérieur (1), du président du tribunal de première instance, d'un membre du conseil général (2) et d'un membre du conseil municipal, choisis par leurs collègues.

3^e groupe. — Indochine et Cameroun :

En Indochine, les assesseurs sont désignés par une commission ou par le gouverneur général, suivant qu'ils sont destinés à juger des Européens ou des Annamites.

Pour le jugement des crimes commis par des Européens, il est institué une liste de soixante notables français, dans chacun des ressorts des cours criminelles de

(1) Le poste de directeur de l'Intérieur fut supprimé en 1896 (décret du 23 janvier) et ses droits et prérogatives furent attribués au chef du service administratif. En 1899 (décret du 3 janvier) ces attributions passèrent au gouverneur.

(2) Le conseil général fut supprimé par le décret du 23 juin 1897.

Saïgon ou d'Hanoï. La désignation est faite, pour la cour criminelle de Saïgon, par une commission composée ;

Du gouverneur de la Cochinchine, président ;

Du président du tribunal de première instance de Saïgon ;

D'un membre du conseil privé et d'un membre du conseil municipal désignés par ces assemblées.

A Hanoï, cette commission comprend :

Le résident supérieur du Tonkin, président ;

Les présidents des tribunaux d'Hanoï et d'Haïphong ;

Un membre non fonctionnaire du conseil de protectorat ;

Un membre de chacun des conseils municipaux d'Hanoï et d'Haïphong. Ces trois derniers désignés par les assemblées auxquelles ils appartiennent. Dans ces deux commissions la voix du président est prépondérante.

Pour le jugement des crimes commis par les Annamites, il est dressé une liste de vingt notables indigènes dans le ressort de chaque cour criminelle. Les listes sont établies :

Par le gouverneur de la Cochinchine en conseil privé pour les cours criminelles de Saïgon, Mytho, Cantho et Vinh-Long ;

Par le résident supérieur du Cambodge en conseil de protectorat pour la cour criminelle de Pnom-Penh ;

Par le résident supérieur du Tonkin en conseil de protectorat pour la cour criminelle d'Hanoï.

Au Cameroun, le collège assessoral est formé par la

réunion de deux listes dressées, chacune, suivant un principe différent.

Une de ces listes est arrêtée par le commissaire de la République en conseil d'administration et comprend dix noms de fonctionnaires en service à Douala ou dans les circonscriptions voisines.

L'autre liste, composée de dix noms de notables colons établis au Cameroun, est dressée par une commission composée :

1° Du président du tribunal de première instance de Douala ;

2° D'un juge désigné par le président du tribunal ;

3° Du président de la chambre de commerce ou, à défaut, d'un membre de cette chambre désigné par ses collègues.

Cette organisation, assez complexe, est due à la différence tant dans l'organisation politique, qu'administrative et économique de nos possessions d'outre-mer.

Ainsi, le nombre des assesseurs est de :

Soixante en Indochine (en matière européenne).

Quarante à Pondichéry et à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Trente en Nouvelle-Calédonie.

Vingt-quatre au Sénégal.

Vingt en Océanie, à la Guyane, au Cameroun et en Indochine (en matière indigène).

Douze en A. O. F. (sauf au Sénégal), à Chandernagor et à Karikal.

Dix en A. E. F. et à Madagascar.

Huit à Mahé et à Yanaon.

Ce qui représente assez bien l'importance de la population européenne dans chaque colonie.

b) *Liste complémentaire.*

En Indochine (tant en matière européenne qu'indigène), aux Indes françaises, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à la Guyane, il est prévu qu'une liste complémentaire de dix notables (1) doit être dressé en même temps que la liste principale et établie dans les mêmes conditions. Toutefois, ces assesseurs supplémentaires ne peuvent être choisis que parmi les habitants de la ville où siège la cour criminelle.

Dans ces colonies, le président doit, avant le tirage, compléter la liste ordinaire, de manière, à n'effectuer ce tirage qu'entre des assesseurs se trouvant à la colonie (2).

Dans toutes nos autres possessions, une pareille disposition n'ayant pas été introduite dans les textes organiques, il n'est pas indispensable, à peine de nullité, d'effectuer le tirage au sort sur une liste d'assesseurs présents (3).

(1) Aux Indes françaises, cette liste comprend : à Pondichéry, cinq européens et cinq natifs ; à Chandernagor et à Karikal, quatre notables ; A Mahé et à Yanaon, deux.

(2) Cass. ch. crim., 18 nov. 1911. Dar., 1921, p. 254, Indochine.
Cass. ch. crim., 14 mars 1907. Dar., 1907, page 124, Madagascar.

(3) Cass. ch. crim., 10 janvier 1920. Dar., 1921, p. 29, Madagascar.

Lorsque le droit de récusation est accordé (1), il suffit pour la validité du tirage que le nombre d'assesseurs présents ait permis aux accusés d'exercer en entier leur droit de récusation (2).

Tandis que dans les colonies où il est prévu des assesseurs complémentaires, le président de la cour, avant le tirage, doit compléter la liste, de manière à n'effectuer le tirage au sort qu'entre des assesseurs présents.

3° DU NOMBRE DES ASSESSEURS

Suivant les colonies, la cour se complète par l'adjonction de deux ou quatre assesseurs.

Quatre assesseurs sont nécessaires :

En Indochine lorsqu'il s'agit d'accusés européens ;

Au Sénégal ;

Aux Indes françaises ;

Aux établissements français d'Océanie ;

En Nouvelle-Calédonie ;

A la Guyane ;

A Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Au Cameroun (deux doivent être pris parmi les fonctionnaires et deux parmi les notables commerçants ou colons).

Il ne faut que deux assesseurs :

En A. O. F. (sauf au Sénégal) ;

(1) Voir page 218.

(2) Cass. ch. crim., 14 nov. 1903. Dar., 1904, page 31. Sénégal.

En A. E. F. ;

A Madagascar ;

En Indochine, lorsque les accusés sont Annamites ;

A la Côte des Somalis.

A tort ou à raison, on signale les assesseurs comme les antagonistes des magistrats, et comme ayant une mentalité entièrement différente des juges avec lesquels ils sont appelés à collaborer. En admettant ce principe, il convient de rechercher comment se formera la majorité.

A priori, il semble que dans les cours criminelles, se composant de trois juges et deux assesseurs, ceux-ci vont se trouver fatalement en minorité. En fait, cette situation se trouve modifiée, dans certaines colonies, par la présence de fonctionnaires appelés à composer la cour proprement dite (1).

On peut dire que ces fonctionnaires, quoique désignés pour l'année entière, ne siègent ordinairement qu'à une ou deux sessions ; ils pourront donc conserver cette « fraîcheur d'impression » que l'on recherche chez les assesseurs et voteront probablement dans le même sens que ceux-ci.

Les assesseurs, avec cette théorie, ne seraient plus en minorité qu'en Indochine lorsqu'il s'agit d'accusés indigènes et aux cours criminelles de Brazzaville et de Tananarive. Les magistrats faisant bloc pourraient alors imposer leur volonté.

(1) Voir page 212.

Si on raisonne à l'inverse et si on considère que les fonctionnaires, de par leur habitude d'appliquer et de faire respecter les lois, ont une mentalité semblable à celle des magistrats, les assesseurs se trouveront en minorité, non seulement dans les cours criminelles où ils ne sont que deux sur cinq, mais encore dans un certain nombre de cours criminelles où ils sont quatre sur sept.

Dans la plupart de nos colonies, aucune disposition légale ne vient limiter le choix des autorités chargées d'établir la liste des assesseurs (1) ; les fonctionnaires, comme les autres citoyens, peuvent donc faire partie des cours criminelles.

4° DES ASSESSEURS SUPPLÉANTS ET DES ASSESSEURS SUPPLÉMENTAIRES

En même temps que les assesseurs titulaires, il doit être tirés au sort des assesseurs suppléants au nombre de :

Quatre à Saint-Pierre-et-Miquelon ;

En A. O. F. : deux au Sénégal, un dans chacune des autres colonies du groupe ;

Deux en Nouvelle-Calédonie, aux Indes françaises, en Indochine (lorsque les accusés sont Annamites) ;

Un seul en A. E. F.

Dans les autres colonies, rien n'est précisé à ce sujet.

(1) Les dispositions de l'article 3 de la loi du 21 novembre 1872, sur les incompatibilités, n'ont été promulguées qu'aux Indes françaises, en Guyane, en Océanie et au Cameroun.

Dans nos possessions où il n'est prévu ni assesseur suppléant, ni liste complémentaire (Madagascar, Cameroun, Côte des Somalis, Océanie) le remplacement des assesseurs manquants se fait suivant une procédure spéciale (1).

Dans les affaires susceptibles de se prolonger, la cour peut ordonner qu'il sera procédé un tirage au sort d'un assesseur supplémentaire. Tel est le cas en Indochine (lorsque les accusés sont Européens), au Cameroun, en Océanie et à la Guyane.

(1) Voir page 256.

VI

DE LA PROCÉDURE

1^o SYSTEMES EN PRÉSENCE

Suivant les colonies, deux modes de procédure différentes sont suivies en matière criminelle.

Dans un premier groupe, comprenant l'A. E. F., Madagascar, le Cameroun, la Nouvelle-Calédonie, l'Océanie et la Côte des Somalis, la procédure criminelle est réglée par les dispositions du Code d'instruction criminelle relative à la procédure devant les tribunaux correctionnels.

Dans les autres colonies, c'est-à-dire en A. O. F., aux Indes françaises, en Indochine, à la Guyane et à Saint-Pierre-et-Miquelon, c'est, autant que les textes organiques et les nécessités locales les permettent, une procédure se rapprochant de celle organisée dans la métropole pour les cours d'assises (1).

En A. O. F., aux Indes françaises et à la Guyane, on suit les dispositions du Code d'instruction criminelle telles qu'elles ont été promulguées dans ces colonies.

En Indochine et à Saint-Pierre et Miquelon, les textes

(1) Sauf bien entendu tout ce qui concerne l'organisation du jury.

reproduisent, avec quelques modifications, certains articles du C. I. C. relatifs à la procédure criminelle ou y renvoient purement et simplement.

2° PROCÉDURE AVANT L'AUDIENCE

a) *Interrogatoire de l'accusé par le président des assises.*

Dans les colonies où la procédure suivie est semblable à celle du C. I. C., c'est-à-dire en A. O. F., en Indochine, aux Indes françaises, à la Guyane et à Saint-Pierre-et-Miquelon, le président ou le juge qu'il délègue doit interroger l'accusé et lui donner un conseil s'il n'en a déjà fait choix, conformément aux articles 266, 293 et 294 du C. I. C.

En A. E. F., à Madagascar, en Nouvelle-Calédonie, en Océanie, à la Côte des Somalis et au Cameroun, où la procédure correctionnelle est employée en matière criminelle, les dispositions des articles 266, 293, C. I. C., sont sans application (1).

Dans ces colonies, bien que l'accusé ne doive pas être interrogé par le président des assises, celui-ci doit lui donner un conseil s'il n'en a déjà un. Les textes contiennent des dispositions formelles sur ce point qui est du reste essentiel pour l'exercice du droit de la défense.

L'avertissement prévu à l'article 296, § 1 du C. I. C. (2)

(1) Cass. ch. crim., 4 février 1909. Dar., 1909, p. 77, Madagascar.

(2) Art. 296, § 1, du C. I. C. Le juge avertit l'accusé que dans le cas où il se croirait fondé à former une demande en nullité contre l'arrêt de renvoi, il doit faire sa déclaration dans les cinq jours suivants et qu'après l'expiration de ce délai, il n'y sera plus recevable.

n'a été reproduit dans les décrets organiques d'aucune de nos possessions, sauf à Saint-Pierre et Miquelon.

b) *Formation de la liste des assesseurs.*

§ 1. — TIRAGE AU SORT POUR LA FORMATION D'UNE LISTE
POUR LA SESSION OU D'UNE LISTE PAR AFFAIRE.

Actuellement, dans toutes les colonies françaises, les assesseurs devant faire partie des cours criminelles sont désignés par la voie du sort. Suivant nos possessions, il doit être procédé à un seul tirage pour la session ou à un tirage pour chaque affaire. De là découleront des différences importantes au point de vue du droit de récusation.

En A. O. F., en A. E. F., en Guyane, aux Indes françaises, à Madagascar et en Indochine (lorsque les accusés sont indigènes) quel que soit le nombre d'affaires inscrites au rôle de la session, il n'est effectué qu'un *seul tirage*, les assesseurs désignés par le sort forment ce qu'on appelle la liste de session, et complètent la cour criminelle pour le jugement de *toutes* les affaires.

A la Côte des Somalis, à Saint-Pierre-et-Miquelon et en Océanie, les assesseurs, disent les textes, sont désignés *pour le jugement de l'affaire*.

Il y a lieu de remarquer qu'il n'existe pas, dans ces colonies, d'époque fixée pour les sessions d'assises. Dès qu'une affaire criminelle est prête, le ministère public,

après l'avoir mise en état, demande au président du tribunal supérieur l'indication d'un jour d'audience. Il est pour ainsi dire pratiquement impossible qu'il y ait deux affaires en état d'être jugées le *même* jour. Dans ces colonies, le système s'apparente avec le précédent au point de vue de la manière dont est effectué le tirage au sort.

En Indochine (lorsque les accusés sont Européens), en Nouvelle-Calédonie et au Cameroun, il est effectué un tirage par affaire. Dans chacun de ces ressorts, on emploie à ce sujet une procédure particulière.

A. O. F., A. E. F., Madagascar, Indes françaises, Côte des Somalis, Saint-Pierre-et-Miquelon, Océanie, Indochine (lorsque les accusés sont Annamites).

Dans ces colonies, le tirage au sort s'effectue de la même manière :

Le magistrat chargé de cette opération met dans une urne, après les avoir lus, à haute voix, les noms d'assesseurs écrits sur autant de bulletins, puis les en retire successivement. Le ministère public, les accusés et leurs conseils doivent être présents, qu'ils aient ou non le droit de récusation. Devant les cours criminelles, où ils peuvent exercer ce droit, la liste est définitivement formée lorsqu'il est sorti de l'urne le nombre des assesseurs non récusés nécessaires au service de la session ; si le droit de récusation n'existe pas lorsque le magistrat chargé de ce tirage a obtenu par le sort le nombre voulu d'assesseurs. Procès-verbal est dressé de ces opérations et est signé par le président et le greffier.

Entre ces colonies existent des différences concernant les magistrats chargés du tirage au sort, le lieu et l'époque où il doit y être procédé.

Le tirage au sort peut s'effectuer en audience publique (A. O. F. et Indes françaises) ou en chambre de conseil (Indochine, Saint-Pierre-et-Miquelon, Océanie et Guyane) ou indifféremment dans l'une ou l'autre lorsque les textes ne précisent rien à ce sujet (Madagascar (1), A. E. F., Nouvelle-Calédonie et Côte des Somalis).

Le magistrat chargé de procéder à ce tirage est le président de la cour criminelle ou le magistrat délégué par lui en A. O. F., en A. E. F., à la Guyane et en Indochine.

A la Côte des Somalis, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Océanie et à Pondichéry, c'est le président de la juridiction d'appel. A Karikal et à Chandernagor, c'est le président du tribunal de première instance. A Mahé et à Yanaon, c'est le juge de paix à compétence étendue.

Cette opération doit avoir lieu un certain nombre de jours avant l'ouverture des assises. Le délai (2) imparti par la loi, à peine de nullité, est de :

Douze jours aux Indes françaises ;

Dix jours en A. O. F., en A. E. F. et à la Guyane ;

Huit jours en Océanie ;

(1) A Madagascar, où le décret du 9 juin 1896 n'a déterminé ni la forme du tirage, ni l'autorité en présence de laquelle il devait y être procédé, cette opération peut indifféremment être faite en audience publique ou en chambre du conseil. Cass. ch. crim., 4 févr. 1909. *Dar.*, 1909, p. 77, Madagascar. Cass. ch. crim., 26 juin 1913. *Dar.*, 1913, p. 237.

(2) En France, dix jours avant.

Cinq jours en Indochine, lorsque les accusés sont indigènes ;

Trois jours à Saint-Pierre-et-Miquelon.

A la Côte des Somalis comme à Madagascar, rien n'est fixé.

En Indochine, lorsque les accusés sont Européens.

Huit jours au moins avant l'époque fixée pour l'ouverture de la session criminelle, le président de la cour criminelle ou l'un des magistrats de la cour criminelle par lui délégué à cet effet, tire au sort sur la liste annuelle des assesseurs, les noms des seize membres appelés à composer la liste de session. Le jour de ce tirage est fixé par ordonnance du président de la cour criminelle sur réquisition du procureur général.

Ce tirage au sort se fait en chambre du conseil en présence du procureur général ou d'un membre de son parquet, du greffier, des accusés et de leurs conseils.

Le magistrat qui en est chargé dépose un à un dans une urne, après les avoir lus à haute voix, soixante bulletins portant chacun les noms de l'un des soixante notables inscrits sur la liste annuelle, puis retire successivement seize bulletins ; les seize assesseurs ainsi désignés par le sort formeront la liste de session.

Au jour fixé pour le jugement de chaque affaire, le président fait procéder, au début de l'audience publique, à l'appel des seize assesseurs composant la liste de session ; si le nombre des assesseurs présents est inférieur à quatorze, le président procède, en audience publique, au tirage au sort d'un nombre d'assesseurs suffisant

pour compléter le chiffre quatorze. Ces assesseurs sont pris sur la liste complémentaire des notables résidant dans la localité. Dès qu'ils ont répondu à la convocation qu'il leur sera adressée sur le champ, il est effectué le tirage au sort des quatre assesseurs de jugement. Cette opération a lieu en audience publique en présence du ministère public, des accusés et de leurs défenseurs.

Cette organisation présente de grandes analogies avec le mode de désignation des jurés. Quelques différences de détail peuvent être signalées. Dans la métropole, le tirage au sort de la liste de session est effectué par le président de la cour ou le président du tribunal. En Indochine, c'est par le président de la cour criminelle. De même, la désignation des assesseurs de chaque affaire est faite en audience publique, tandis qu'il est procédé en chambre du conseil au tirage au sort des jurés.

En France, cette disposition a été prise parce que l'exercice du droit de récusation a paru soit dans l'intérêt de la dignité des jurés, soit même dans l'intérêt de la liberté de la récusation, exiger l'exclusion du public (1). Lorsque les assesseurs sont tirés au sort plusieurs jours avant les débats, comme dans nos autres possessions, il n'y a pas d'inconvénient à effectuer cette opération en présence du public : il n'y aura ordinairement à l'audience que les magistrats, les accusés et leurs conseils. Mais quand le tirage au sort a lieu immédiatement avant l'affaire à juger, la salle est garnie de tous ceux qui vien-

(1) Faustin Hélie. Traité de l'instruction criminelle (n° 3,243).

nent suivre le procès, et les raisons valables dans la métropole semblent exister à la colonie.

En France, la liste de session comprend trente-six jurés et quatre suppléants. En Indochine, il n'y a que seize assesseurs. Ce chiffre s'explique par les difficultés et les inconvénients qui auraient entraîné le dérangement d'un plus grand nombre de notables. L'exemple de ce qui s'était passé en Algérie démontrait les dangers d'une assimilation complète.

Lorsque fut promulgué le décret du 24 octobre 1870, instituant le jury en Algérie, les individus pouvant devenir justiciables des cours d'assises comprenaient 29.000 Français, 115.000 étrangers et un million d'indigènes. En raison du nombre restreint des Français fixés en Algérie, ceux-ci étaient obligés régulièrement tous les deux ans de quitter leur exploitation pendant deux semaines consécutives, non compris le temps du voyage qui pouvait exiger plusieurs jours, d'abandonner leurs familles et leurs biens à l'insécurité, de supporter sans compensation des frais onéreux de séjour au chef-lieu du département (le juré n'avait droit qu'à une indemnité de 2 fr. 50 par myriamètre), pour prendre part aux sessions d'assises, au cours desquelles ils n'avaient souvent à juger exclusivement que des indigènes. Dans certaines régions, notamment dans le département d'Oran, les colons en étaient arrivés à fonder des associations mutuelles pour subvenir aux dépenses et aux pertes qu'entraînerait pour eux le jury. Il y avait la caisse du jury

comme il y avait la caisse contre le fléau du phylloxéra ou des sauterelles (1). (Rapport de M. Etienne Flandin).

A la *Nouvelle-Calédonie*, cinq jours avant l'époque fixée pour l'ouverture de la session, le président de la cour ou le magistrat par lui désigné, procède en chambre du conseil au tirage au sort des assesseurs nécessaires au jugement de *chaque affaire*. Ce tirage s'effectue de la même manière que dans les colonies autres que l'Indochine, sauf qu'il doit être renouvelé autant de fois qu'il y a d'*affaires inscrites au rôle de la session* (2), les mêmes assesseurs pouvant siéger dans toutes les affaires s'ils sont désignés par le tirage au sort. Il est procédé à ce tirage en présence du ministère public et des accusés qui ont concurremment droit de récusation.

C'est là l'organisation la plus rationnelle qui tient compte à la fois des intérêts de la défense et des nécessités de fait, en évitant de mobiliser pendant plusieurs jours un trop grand nombre d'assesseurs.

Au *Cameroun*, il est effectué, comme en Nouvelle-Calédonie, un tirage *par affaire* (3), et il faut le renouveler

(1) Cette situation dura jusqu'à la promulgation de la loi du 30 décembre 1902 qui introduisit en Algérie des cours criminelles pour le jugement des indigènes musulmans non naturalisés. Ces cours criminelles sont composées de trois magistrats et quatre assesseurs, à savoir deux français et deux indigènes.

La liste de session ne comprend plus que quatre assesseurs français et quatre assesseurs indigènes sur lesquels, le jour du jugement de chaque affaire, les accusés et le ministère public ont concurremment la faculté de récusation.

(2) Arrêté du 10 mars 1898 et articles 55 et suivants du décret du 7 avril 1928.

(3) Un doute pouvait naître de la comparaison des articles 17 et 20 d'une part, et 35 de l'autre, du décret du 15 juillet 1927.

autant de fois qu'il y a d'affaires inscrites au rôle ; comme d'autre part, aux termes du décret du 3 avril 1928, il doit y avoir sur quatre assesseurs, deux fonctionnaires et deux notables, il est procédé à un tirage dans chaque liste (1).

§ 2. — DROIT DE RÉCUSATION
DU MINISTÈRE PUBLIC ET DES ACCUSÉS.

Le droit de récusation n'a pas été accordé dans certaines colonies, dans d'autres il existe plus ou moins étendu.

En A. E. F., à Madagascar et à la Côte des Somalis, cette garantie n'a jamais été octroyée.

Le ministère public et les accusés, quel que soit leur nombre, exercent chacun :

Cinq récusations aux Indes françaises ;

Quatre à Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Deux en Océanie.

A la Guyane, aux termes de l'article 390 du Code d'instruction criminelle promulgué dans cette colonie, les accusés ont droit à cinq récusations et le ministère public à deux.

En A. O. F., en Nouvelle-Calédonie et au Cameroun, le ministère public et les accusés ont concurremment le droit

Les articles 17 et 20 spécifient qu'il doit être effectué un tirage *par affaire*.

L'article 35 porte que... « le président procède au tirage des assesseurs nécessaires au service de la *session* ».

Ce dernier article fut modifié par le décret du 3 avril 1928 qui ne reproduisit pas cette disposition.

(1) Il est établi au Cameroun une liste exclusivement composée de fonctionnaires, et une liste exclusivement composée de colons et commerçants. Voir page 232.

de récusation ; mais tandis qu'à la Nouvelle-Calédonie et au Cameroun il est procédé à un tirage par affaire, en A. O. F. le ministère public a le même nombre de récusations à exercer que tous les accusés de *toutes* les affaires inscrites au rôle.

En Indochine, tant en matière européenne qu'indigène, les accusés et le ministère public ont droit chacun à quatre récusations. Il y a lieu de remarquer qu'en matière européenne il est procédé à un tirage par affaire, tandis qu'en matière indigène, seulement à un tirage pour la session.

Il convient de rappeler qu'il n'y eut pas d'évolution dans l'exercice du droit de récusation en A. E. F., à Madagascar, à la Côte des Somalis, à la Guyane, en Océanie et en Nouvelle-Calédonie.

Cette garantie existe aux Indes françaises depuis 1883 (1) ; à Saint-Pierre et Miquelon depuis 1891 ; au Cameroun depuis 1927.

En A. O. F., aux termes de l'article 390 du C. I. C. du Sénégal promulgué en 1838, les accusés dans *chaque affaire* (2) avaient droit à deux récusations péremptoires. Le ministère public exerçait le même droit ; cette situation dura jusqu'en 1903, époque où le décret du 10 novembre,

(1) Aux Indes françaises, ce droit exista à l'égard des notables de 1873 à 1883.

(2) Au Sénégal, dès le début les difficultés s'élevèrent au sujet de l'interprétation de l'article 390 du C. I. C. Fallait-il procéder à un tirage pour la session ou le renouveler pour chaque affaires ? La cour de cassation dans un arrêt en date du 17 mars 1839 précisa qu'il devait être effectué un seul tirage pour la session.

accorda aux accusés et au ministère public, concurremment, le droit de récusation.

En Indochine, le droit de récusation n'exista pas jusqu'au décret du 18 septembre 1888, qui permit tant au ministère public qu'aux accusés d'exercer deux récusations péremptoires. A l'égard des accusés annamites, ce droit ne fut modifié qu'en 1921. En matière européenne les accusés eurent en 1896 le droit d'exercer cinq récusations, tandis que le ministère public conservait son ancien droit et ne pouvait en exercer que deux. En 1912 ils eurent concurremment l'exercice de ce droit sur les seize assesseurs de la liste de session ; en 1921 les récusations péremptoires furent réduites à quatre pour chacun d'eux.

Dans les colonies où cette garantie a été accordée lorsqu'il y a plusieurs accusés et qu'ils ne se sont pas entendus pour récuser, le *sort* détermine l'ordre des récusations. A cette règle, ne fait exception que l'Indochine, où c'est la *gravité de l'accusation* qui indique le rang dans lequel se feront les récusations (1).

Il résulte de l'interprétation d'un arrêt de la cour de cassation du 26 février 1841 (bulletin n° 53), que le président doit :

1° Tirer au sort les noms des accusés pour régler le rang qu'ils doivent occuper dans l'exercice du droit de récusation ;

(1) Les dispositions prévues pour les colonies à ce sujet sont la reproduction de l'article 403 du C. I. C. : « Si les accusés ne se concertent pas pour récuser, le sort réglera entre eux le rang dans lequel se fera la récusation ; dans ce cas les jurés récusés par un seul et dans cet ordre le seront pour tous jusqu'à ce que le nombre des récusations soit épuisé. »

2° Diviser le nombre des récusations à opérer proportionnellement au nombre des accusés ;

3° Ne laisser chacun d'eux exercer que celles qui lui reviennent, sans qu'aucun accusé puisse se servir de celle appartenant à ses co-accusés.

L'opération serait nulle si le président au lieu de fractionner les récusations pour faire la part de chaque accusé, les interpellait successivement, en suivant l'ordre établi par le sort, sur le nom de chaque juré sortant de l'urne tant que la faculté totale de récuser ne serait pas épuisée (1).

Dans la métropole, cette règle laisse à chaque accusé, malgré tout, un certain nombre de récusations à exercer. Dans les colonies, cette procédure doit être suivie également quoiqu'elle puisse, dans certains cas, priver plusieurs accusés de toute faculté de récusation.

L'ordre de récusation n'a pas toujours été déterminé par le sort. Les ordonnances de 1827 et 1828 pour les Antilles, la Réunion et la Guyane avaient indiqué la *gravité* de l'accusation. Aux Indes, de 1873 à 1883, il avait fallu se baser sur *l'âge*.

§ 3. — DROIT DE RÉCUSATION DE LA PARTIE CIVILE.

La partie civile ne possède le droit de récusation qu'au Cameroun (2) où elle l'exerce dans les conditions suivantes :

(1) Faustin Hélie. Traité de l'instruction criminelle, n° 3.261.

(2) Et devant le tribunal criminel français des Nouvelles Hébrides. (Voir page 175.)

Lorsque la partie civile s'est constituée avant le tirage au sort des assesseurs, le droit de récusation lui appartient conjointement avec le ministère public. Ils peuvent se concerter pour l'exercer ; en cas de désaccord le ministère public peut exercer trois récusations et la partie civile une seule (article 21 du décret du 15 juillet 1927).

Mais la partie civile ne pourrait-elle pas exercer ce droit d'une manière indirecte en faisant citer, comme témoin, tel assesseur qu'elle ne voudrait pas voir siéger ?

Le cas s'est produit en Nouvelle-Calédonie. Dans un procès criminel, la veille du tirage au sort la partie civile fit donner à quinze assesseurs, citation à comparaître en qualité de témoins.

Le collège des assesseurs, ainsi que nous l'avons vu, est de trente notables, sur lesquels le ministère public et les accusés peuvent exercer chacun douze récusations péremptoires (1) ; par ses citations la partie civile supprimait en grande partie le droit de récusation, tant de la défense que du ministère public.

Sur un incident soulevé au sujet de la régularité de ce tirage, la cour d'assises de Nouméa débouta la partie civile de ses conclusions tendant à passer outre aux débats, annula les citations données aux quinze assesseurs et par voie de conséquence le tirage au sort, et renvoya l'affaire à une session ultérieure.

Attendu, dit l'arrêt, que la citation donnée comme témoin à quinze assesseurs sur trente n'a pas eu pour but l'exercice sérieux et loyal d'une faculté accordée par la

(1) Il y a quatre assesseurs titulaires et deux suppléants.

loi, mais qu'elle constitue une manœuvre frauduleuse à l'effet d'étendre outre mesure le droit de récusation et paralyser l'action de la justice.

Un pourvoi formé contre cet arrêt fut rejeté : le recours en cassation contre les arrêts avant dire droit, statuant sur des incidents de procédure, n'étant ouvert en Nouvelle-Calédonie qu'après la décision définitive sur le fond (1).

La cour suprême n'ayant pas eu à se prononcer sur l'incident en lui-même, on peut se demander jusqu'à quel point une partie au procès (ministère public, accusé, partie civile, et personne civilement responsable) pourrait faire citer des assesseurs comme témoins car, *a priori*, on ne peut leur interdire ce droit.

Lorsque, comme dans le cas précédent, l'abus est manifesté, la solution ne saurait faire de doute, mais ce procédé étant employé plus discrètement, il serait peut-être plus difficile de déceler la fraude.

§ 4. — MODE DE CONVOCATION DES ASSESSEURS.

Dans la métropole, aux termes de l'article 389 du C. I. C., le préfet notifie à chacun des jurés l'extrait de la liste qui constate que son nom y est porté, et le convoque au moins huit jours à l'avance.

Dans toutes les colonies la convocation se fait par exploit d'huissier, à la requête du ministère public.

(1) Cass. ch. crim., 18 novembre 1915. *Dar.*, 1918, p. 26.

Les assesseurs doivent être convoqués quinze jours à l'avance à la Guyane (article 392 du C. I. C. de la Guyane); il ne faut que dix jours à Saint-Pierre-et-Miquelon; sept jours en A. O. F. et aux Indes; cinq jours en Nouvelle-Calédonie; quatre jours en Océanie et au Cameroun. En A. E. F., à Madagascar et à la Côte des Somalis aucun délai n'est fixé.

§ 5. — NOTIFICATION AUX ACCUSÉS DE L'ARRÊT DE RENVOI, DE L'ACTE D'ACCUSATION, DE LA LISTE DES ASSESSEURS ET DE LA LISTE DES TÉMOINS.

Dans toutes les colonies où fonctionne une chambre des mises en accusation, l'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation doivent être signifiés aux accusés dans les mêmes conditions que dans la métropole.

En Océanie et à la Côte des Somalis, seules colonies où les cours criminelles soient encore saisies par le ministère public, celui-ci doit dresser l'acte d'accusation et le faire signifier aux accusés en même temps que l'ordonnance du juge d'instruction (art. 87 du décret du 28 novembre 1866 pour l'Océanie; art. 17 du décret du 4 février 1904 pour la Côte des Somalis).

Toutefois il a été jugé que devant le tribunal criminel de Tahiti, la procédure suivie étant celle imposée en France aux tribunaux correctionnels, le procureur de la République n'était pas tenu de dresser un acte d'accusation, qu'il suffisait que les citations contiennent toutes les

énonciations exigées en matière de citations devant les tribunaux correctionnels (1).

La traduction de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation à l'accusé qui ne comprend pas le français n'est pas obligatoire (2), sauf aux Indes (art. 242 du décret du 12 juin 1883) et en Océanie où aux termes de l'article 6 du décret du 18 août 1868, toutes citations et copies de pièces données à un indigène doivent porter, en marge, la traduction en langue taïtienne, certifiée par un interprète assermenté. Toutefois l'inobservation de cette disposition peut être couverte par le silence de l'intéressé (3).

La liste des assesseurs doit être signifiée aux accusés dans toutes les colonies où existe le droit de récusation. La cour de cassation considère cette notification comme une formalité substantielle du droit de la défense, dont l'inobservation emporte la nullité de la procédure, cette disposition étant la garantie de l'exercice éclairé du droit de récusation (4).

Dans les colonies où le ministère public et les accusés ne sont pas admis à exercer des récusations (A. E. F., Madagascar, Côte des Somalis) aucun texte ne prescrit cette formalité (5).

La liste des témoins n'a pas à être signifiée dans les

(1) Trib. sup. Tahiti, 14 novemb. 1883. Bull. jud. Tahiti, 1868-1890, 47.

(2) Cass. ch. crim., 11 novembre 1875. D. 1876, I. 188.

(3) » » » 11 août 1887. Bul. jud. Tahiti, 1868-1890.

(4) Cass. ch. crim., 28 nov. 1901. Dar., 1902, p. 16.

» » » 22 janv. 1909. Dar., 1909, p. 50.

(5) » » » 25 juillet 1907. Dar., 1907, p. 227.

colonies où la procédure est réglée par des dispositions du Code d'instruction criminelle relative à la procédure devant les tribunaux correctionnels.

Dans les autres colonies (A. O. F., Indochine, Indes françaises, Guyane et Saint-Pierre-et-Miquelon), cette notification doit être faite dans les mêmes conditions que dans la métropole (art. 315 C. I. C.).

3° PROCEDURE A L'AUDIENCE

a) *Avant les débats.*

§ 1. — REMPLACEMENT DES ASSESSEURS MANQUANTS.

Si au jour indiqué pour l'ouverture de la session, un ou plusieurs assesseurs n'ont pas satisfait aux convocations qui leur ont été adressées, ils sont remplacés dans les conditions suivantes :

Dans les colonies où il a été prévu des assesseurs suppléants, il est fait appel à ceux-ci : A. O. F., A. E. F., Nouvelle-Calédonie, Saint-Pierre-et-Miquelon, Indochine (lorsque les accusés sont Annamites) et Indes françaises (1).

A la Guyane, au Cameroun et en Océanie (2), le président de la cour criminelle procède à un nouveau tirage au sort auxquels concourent seuls les assesseurs résidant dans la ville où se tiennent les assises. Le ministère

(1) Voir plus haut, page 237.

(2) Guyane, art. 393 C. I. C. de la Guyane.
Cameroun, art. 24 du décret du 15 juillet 1927.
Océanie, art. 21 du décret du 18 mars 1927.

public et l'accusé ont chacun le droit de récuser un des assesseurs que le sort aura désignés pour le remplacement des assesseurs absents ou empêchés. Le tirage supplémentaire n'étant qu'une continuation de l'opération primitive, les assesseurs récusés, lors de la formation de la liste de session, demeurent également récusés pour toute la durée de la session et ne peuvent être compris dans un tirage supplémentaire (1).

A Madagascar, dans le silence des textes le président de la cour criminelle peut remplacer un assesseur empêché en tirant au sort le nom d'un autre assesseur (2).

La même solution doit être adoptée à la Côte des Somalis où également les décrets ne contiennent aucune disposition à cet égard.

En Indochine en matière européenne, les assesseurs manquants sont pris, comme nous l'avons vu, sur la liste complémentaire (3).

§ 2. — CONDAMNATION DES ASSESSEURS DÉFAILLANTS.

Tout assesseur qui ne se sera pas rendu à son poste sur la citation qui lui aura été donnée, pourra être condamné à une amende par la cour criminelle (4).

En A. E. F. au Cameroun et en Nouvelle-Calédonie, les

(1) Cass. ch. crim., 30 novembre 1850. D. 1850. D. 1850, 5, 454.

(2) » » » 4 février 1909. Dar., p. 77, Madagascar.

(3) Voir page 245.

(4) Sauf à Madagascar, en Océanie et à la Côte des Somalis où il n'est rien prévu à ce sujet.

textes renvoient purement et simplement aux dispositions de l'article 396 du C. I. C. (1).

En Indochine, à la Guyane et à Saint-Pierre-et-Miquelon, l'amende est pour la première fois de 200 à 500 francs, pour la deuxième fois de 500 à 1.000 francs et pour la troisième fois de 1.000 à 2.000 francs.

Aux Indes, les pénalité sont pour la première fois, de 100 à 200 francs, pour la deuxième fois de 200 à 500 francs et pour la troisième fois de 500 à 1.000 francs. En *A. O. F.*, les pénalité sont les mêmes sauf que pour la première fois l'amende est de 50 à 300 francs;

§ 3. — ORDRE DANS LEQUEL LES ASSESSEURS DOIVENT SIÉGER.

En Indochine et à Saint-Pierre-et-Miquelon les assesseurs se placent à droite et à gauche des magistrats dans l'*ordre du tirage* (2).

Aux Indes françaises et à la Guyane l'*âge* détermine le rang qu'ils doivent occuper ; c'est également la solution qui est adoptée dans les autres colonies où les textes ne précisent pas ce point.

(1) Art. 396 C. I. C. : Tout assesseur qui ne se sera pas rendu à son poste... sera condamné à une amende, laquelle sera pour la première fois de 500 francs, la deuxième fois de 1.000 francs et la troisième fois de 1.500 francs ; cette dernière fois il sera de plus déclaré incapable d'exercer à l'avenir la fonction de juré. L'arrêt sera imprimé et publié à ses frais.

(2) En France, les jurés se placent dans l'ordre du tirage au sort (art. 309 C. I. C.).

§ 4. — SERMENT DES ASSESSEURS.

Avant d'entrer en fonction, les assesseurs qui font partie des cours criminelles, doivent, à *peine de nullité*, prêter le serment prescrit par les décrets organiques.

La formule n'est pas partout identique ; c'est tantôt le serment des jurés plus ou moins modifié, tantôt le serment des magistrats.

Le serment, tel qu'il est indiqué pour les jurés à l'article 312 du C. I. C., est prêté en Indochine, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Océanie, à Madagascar et à la Côte des Somalis.

A la Guyane, au début de la session, les assesseurs debout et découverts prononcent la formule du serment dans les termes suivants :

« Je jure et promets devant Dieu, d'examiner avec l'attention la plus scrupuleuse *les affaires qui me seront soumises pendant le cours de la présente session* ; de ne trahir ni les intérêts des accusés, ni ceux de la société, de n'écouter ni la haine ou la méchanceté, ni la crainte ou l'affection ; de ne me décider que d'après les charges, les moyens de défense et *d'après les dispositions des lois* suivant ma conscience et mon intime conviction » (article 392 C. I. C. de la Guyane) (1).

En A. O. F., en A. E. F. et au Cameroun (2) le pré-

(1) Les mots en italiques sont ceux qui diffèrent entre les diverses formules.

(2) Les textes d'A. E. F. et du Cameroun renvoient aux dispositions du C. I. C. du Sénégal.

président adresse aux assesseurs, debout et découverts, le discours suivant : « Vous jurez et promettez devant Dieu et devant les hommes, d'examiner avec l'attention la plus scrupuleuse les affaires qui vous seront soumises pendant le cours de la présente session ; de n'écouter ni la haine ou la méchanceté, ni la crainte ou l'affection, et de ne vous décider que d'après les charges, les moyens de défense et les dispositions des lois, suivant votre conscience et votre intime conviction, avec l'impartialité et la fermeté qui conviennent à un homme probe et libre. »

Aux Indes françaises, les assesseurs prêtent un serment identique, à l'exception du dernier membre de phrase : « avec l'impartialité... » qui n'est pas reproduit.

En Nouvelle-Calédonie, depuis le décret du 7 avril 1927, à la première audience de chaque affaire, le président fait prêter aux assesseurs le serment professionnel prévu pour les magistrats à l'article 8 du décret du 22 mars 1852.

« Je jure et promets de bien et fidèlement remplir mes fonctions, de garder religieusement le secret des délibérations et de me conduire en tout comme un digne et loyal magistrat. » Auparavant les assesseurs prêtaient le serment des jurés (arrêté du 10 mars 1898).

Lorsque les assesseurs sont désignés pour la durée de la session ils ne doivent prêter serment qu'une seule fois, à la première audience, sans qu'il soit besoin de le renouveler pour les autres affaires (1). Dans les colonies,

(1) Cass. ch. crim., 4 avril 1878. Sir., 1878, I, 287.

» » » 22 oct. 1903. Gaz. Trib., n° 24, oct. 1903.

où il est prescrit un tirage par affaire, les assesseurs doivent prêter serment avant chacune d'elles.

Il convient de remarquer que dans toutes nos possessions, sauf en Nouvelle-Calédonie, les assesseurs ne prêtent pas serment de garder le secret des délibérations. On a assimilé, à ce point de vue, les assesseurs aux jurés alors que les décisions des cours d'assises et celles des cours criminelles se forment d'une manière totalement différente. Les assesseurs jugeant avec les magistrats, on ne voit pas pourquoi ce qui est licite aux uns est interdit aux autres. Dans l'état actuel des choses, on ne saurait faire un grief à des assesseurs (sauf en Nouvelle-Calédonie), de divulguer les discussions qui ont précédé le verdict.

De même, si on considère la formule du serment comme fixant l'étendue des devoirs des assesseurs, on peut se demander pourquoi, dans certaines colonies, ils doivent se décider « avec l'impartialité et la fermeté qui conviennent à un homme probe et libre », tandis qu'à la Guyane et aux Indes, cela n'est pas nécessaire.

b) *Procédure pendant les débats.*

§ 1. — POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE DU PRÉSIDENT.

Dans toutes les colonies, les décrets organiques ont déclaré applicables les articles 268 et 269 du C. I. C., investissant le président des assises d'un pouvoir discrétionnaire en vertu duquel il peut prendre sur lui tout ce qu'il croira utile à la manifestation de la vérité.

Il a été jugé que devant les cours criminelles où les formes de procéder sont celles suivies en matière correctionnelle, les témoins entendus en vertu du pouvoir discrétionnaire du président ne peuvent l'être sans prestation de serment (1), tandis que dans les autres colonies, conformément à l'article 269 du C. I. C., ces témoins ne prêtent pas serment et sont entendus à titre de simple renseignement.

Les dispositions de l'article 270 du C. I. C. autorisant le président à rejeter tout ce qui tendrait à prolonger les débats sans donner lieu d'espérer plus de certitude dans les résultats, ont été promulgués dans toutes nos possessions, sauf en A. E. F., à Madagascar et au Cameroun.

§ 2. — PROCÉDURE A L'AUDIENCE.

Les dispositions du Code d'instruction criminelle concernant la procédure à l'audience ont été déclarées applicables en A. O. F., en Indochne, aux Indes françaises, à la Guyane et à Saint-Pierre-et-Miquelon.

La seule différence, avec l'organisation métropolitaine, est celle occasionnée par la présence dans les colonies d'un haut fonctionnaire : le gouverneur, qui ne peut être entendu que selon une procédure particulière, analogue à celle usitée en France pour le ministre de la Justice (art. 510, 511 et 512 du C. I. C.).

Le gouverneur ne peut jamais, si ce n'est de son consentement, être cité comme témoin, même devant la cour

(1) Cass. ch. crim., 25 mars 1892. D. 1892, I, 632.

d'assises, à moins qu'il n'en ait été ordonné autrement par le ministre des Colonies. Sauf cette exception, la déposition du gouverneur sera rédigée par écrit et reçue par le président de la cour d'appel qui se transportera à cet effet dans la demeure du gouverneur.

Le procès-verbal de ses déclarations doit être immédiatement remis au greffe et communiqué au ministère public. Dans l'examen devant la cour d'assises, cette pièce est lue publiquement et soumise aux débats à peine de nullité.

Lorsque le gouverneur, cité comme témoin, comparaît en personne devant la cour d'assises, on observe à son égard un cérémonial spécial (1).

Ces dispositions sont applicables à toutes les colonies.

Devant les cours criminelles *de Madagascar, d'A. E. F., de la Côte des Somalis, de la Nouvelle-Calédonie, d'Océanie et du Cameroun*, on suit, ainsi que nous l'avons vu, la procédure correctionnelle. Cette simple formule entraîne un certain nombre de conséquences dont nous allons signaler les plus importantes :

(1) Lorsque le gouverneur se rend au palais de justice pour prendre séance à la cour, il en informe à l'avance le procureur général qui en donne connaissance immédiatement au président. Le gouverneur fait prévenir le procureur général de l'heure à laquelle il doit arriver ; il doit être attendu en avant de la porte extérieure du palais par une députation composée de deux conseillers désignés par le président de la cour et conduit à un fauteuil placé au centre de l'estrade où siège la cour ; à l'entrée du gouverneur, les membres de la cour se lèvent et se tiennent découverts, ils s'asseyent et peuvent se couvrir lorsque le gouverneur a pris place. Quand il se retire, il est reconduit jusqu'à la porte par la députation qui l'a reçu. (Ordonnance, 7 février 1842).

Serment des témoins. — Les témoins doivent prêter le serment prescrit par l'article 155 du C. I. C. en usage devant les tribunaux correctionnels : « dire toute la vérité et rien que la vérité », et non celui spécifié à l'article 317 du C. I. C. : « parler sans haine et sans crainte, dire toute la vérité et rien que la vérité », qui est réservé aux procédures criminelles. L'emploi de la formule de l'article 317 au lieu de celle de l'article 155 *est dans ces colonies un cas de cassation* (1).

En Indochine, depuis la mise en vigueur du décret du 16 février 1921, le serment que doivent prêter les témoins est celui de l'article 317 du C. I. C. et non celui de l'article 155 qui était spécifié par les textes antérieurs (2).

Débat oral. — Alors que la procédure d'assises suivant le Code d'instruction criminelle est exclusivement orale, aucune disposition légale n'exige que le débat correctionnel ait entièrement ce caractère. Dans nos possessions, où la procédure est celle suivie en matière correctionnelle, il n'y a aucune nullité pour le président à utiliser au cours de l'interrogatoire ou des dépositions, des notes d'audience qui ont été prises dans la même affaire revenant après cassation (3).

(1) Cass. ch. crim., 7 mars 1902. Dar., 1902, p. 52, Nouvelle-Calédonie.

» » » 17 nov. 1904. Pen., 1905, art. 2.093, p. 72, Congo.

» » » 25 fév. 1909. Dar., 1909, p. 127, Océanie.

» » » 16 mars 1922. Dar., 1922, p. 84, Madagascar.

(2) Cass. ch. crim., 8 déc. 1921. Dar., 1921, p. 253.

(3) » » » 28 oct. 1905. Dar., 1906, p. 56, Congo.

Continuité des débats. — L'article 353 du C. I. C. qui exige que les débats aient lieu sans interruption n'est pas applicable devant les cours criminelles de ces colonies (1).

Rédaction d'un procès-verbal des débats. — En principe il ne saurait être exigé de procès-verbal des débats dans les colonies où la procédure est celle des tribunaux correctionnels. D'autre part, les notes d'audience sont sans objet devant une juridiction non sujette à appel (2).

Cependant la cour de cassation, pour pouvoir exercer son contrôle, a besoin de savoir si certaines formalités ont été remplies ; ainsi il doit toujours être aussi un procès-verbal de prestation de serment des assesseurs, quant à la publicité des débats, elle peut résulter de la constatation dans l'arrêt de condamnation.

Mais la rédaction d'un procès-verbal n'entraînerait aucune nullité. Dans ce cas, le greffier pourrait se servir d'une formule imprimée (3) ; l'article 372 du C. I. C. en interdit l'emploi, seulement, en matière criminelle et n'est pas applicable en procédure correctionnelle.

§ 3. — PROCÉDURE CONTRE LES ACCUSÉS EN FUITE.

Lorsque les accusés sont en fuite, ou ne se présentent pas, la procédure suivie contre eux peut être, soit celle de contumace telle qu'elle est réglée par le Code d'instruc-

(1) Cass. ch. crim., 4 févr. 1909. Dar., 1909, p. 77. Madagascar.

(2) » » » 28 déc. 1905. Dar., 1906, p. 56, Congo.

(3) Cass. ch. crim., 25 février 1909. Dar., 1909, p. 127.

tion criminelle, soit celle de l'opposition en matière correctionnelle, ou enfin suivant des principes tirés de ces deux systèmes.

En Indochine, aux Indes françaises, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à la Guyane, la procédure est celle réglée par les articles 465 à 478 du C. I. C.

En A. O. F., en A. E. F. et en Nouvelle-Calédonie, les accusés non détenus ou en fuite qui ne se présentent pas dans les dix jours de la signification, faite à leur domicile, de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation, doivent être cités à comparaître dans les formes édictées en matière correctionnelle et ils sont jugés sans le concours d'assesseurs. S'ils se constituaient prisonniers ou s'ils venaient à être arrêtés avant l'expiration des délais de prescription, l'arrêt de condamnation serait anéanti de plein droit et il serait procédé à nouveau dans la forme ordinaire.

En Nouvelle-Calédonie les textes spécifient de plus qu'en cas d'acquittement, les frais occasionnés par cette procédure pourront être mis à la charge de l'accusé.

A Madagascar, au Cameroun et en Océanie on suit purement et simplement la procédure correctionnelle. L'arrêt de la cour criminelle pas plus que le jugement par défaut, n'est anéanti de plein droit en cas d'arrestation du condamné. Il en résulte que si celui-ci oublie ou omet de faire opposition à temps, l'arrêt devient définitif cinq jours après sa signification.

A la Côte des Somalis, l'article 19 du décret du 4 février 1904 reproduit littéralement les dispositions des articles

465 et 467 du C. I. C. et précise que les accusés en fuite doivent être jugés par la cour criminelle normalement composée.

c) Délibérations et arrêts.

§ 1. — AFFICHAGE DE L'INSTRUCTION PRÉVUE

A L'ARTICLE 342 DU C. I. C.

L'instruction prévue à l'article 342 du C. I. C. ne doit être affichée que dans les salles de délibérations des cours criminelles des Indes, de la Guyane et de Saint-Pierre-et-Miquelon et encore, dans ces colonies, elle est limitée aux dispositions suivantes :

« La loi ne demande pas compte aux assesseurs des moyens par lesquels ils se sont convaincus ; elle ne leur prescrit point des règles desquelles ils doivent faire particulièrement dépendre la plénitude et la suffisance d'une preuve ; elle leur prescrit de s'interroger en eux-mêmes dans le silence et le recueillement, et de chercher, dans la sincérité de leur conscience, quelle impression ont faite sur leur raison les preuves rapportées contre l'accusé et les moyens de sa défense. La loi ne leur dit point : Vous tiendrez pour vrai tout fait attesté par tel nombre de témoins ; elle ne leur dit pas non plus : Vous ne regarderez pas comme suffisamment établie toute preuve qui ne sera pas formée de tel procès-verbal, de telles pièces, de tant de témoins, de tant d'indices ; elle ne leur fait que

cette seule question qui renferme toute la mesure de leurs devoirs : Avez-vous une intime conviction ? »

Le deuxième paragraphe de l'article 342 n'a pas été reproduit.

§ 2. — MODE DE DÉLIBÉRATION.

Le principe de l'assessorat réside dans la délibération en commun des juges et des assesseurs. Suivant les colonies, cette collaboration portera sur la totalité ou sur certaines seulement des cinq questions que les cours criminelles peuvent avoir à résoudre : déclaration de culpabilité, admission des circonstances atténuantes, application de la peine, dommages et intérêts, incidents de droit et de procédure.

En A. O. F., aux Indes françaises, en Océanie, à la Guyane, à Saint-Pierre-et-Miquelon et au Cameroun, les assesseurs ne délibèrent que sur les questions de fait résultant de l'acte d'accusation et des débats, c'est-à-dire sur les questions de culpabilité et de circonstances atténuantes.

En Indochine et en Nouvelle-Calédonie, les assesseurs votent avec les magistrats sur la culpabilité, les circonstances atténuantes et l'application de la peine.

En A. E. F., les juges ne statuent seuls que sur les incidents de droit et de procédure ; pour toutes les autres questions les assesseurs prononcent avec eux.

A Madagascar et à la Côte des Somalis, les assesseurs ont voix délibérative sur toutes les questions.

Le droit de statuer sur l'application de la peine accordée aux assesseurs dans certaines colonies n'est pas une innovation mais plutôt un retour aux premiers principes. Il y eut à cet égard une évolution que nous allons sommairement rappeler.

Les ordonnances de 1822 pour le Sénégal, de 1827 pour la Réunion, de 1828 pour les Antilles et la Guyane, de 1833 pour Saint-Pierre-et-Miquelon, de 1842 pour les Indes, donnaient aux assesseurs et aux notables le droit de délibérer avec les magistrats sur la position des questions, sur toutes les questions posées et sur l'application de la peine ; les membres de la cour connaissaient exclusivement (1) des incidents de droit et de procédure.

En 1854 commence une réaction contre le droit accordé aux assesseurs de décider sur l'application de la peine. Les décrets des 9 et 16 août 1854, respectivement pour le Sénégal et la Guyane, réduisent le droit de vote des assesseurs aux questions de culpabilité et de circonstances atténuantes, organisation qui pour ces colonies ne fut plus modifiée (2).

Dans les nouvelles possessions acquises pendant le règne de Napoléon III, les assesseurs n'eurent plus voix délibérative que sur la question de culpabilité. Cochinchine (décret de 1864) ; Nouvelle-Calédonie (décret de 1866) ; Océanie (décret de 1868).

(1) Sauf au Sénégal et aux Indes où les notables délibéraient sur toutes les questions.

(2) Entre temps, au Sénégal les assesseurs succédant en 1837 aux notables, avaient perdu le droit de délibérer sur les questions de droit et de procédure, et en 1844 sur les dommages et intérêts.

Dans ces colonies, le droit de statuer sur les circonstances atténuantes fut accordé en 1884 en Cochinchine, en 1890 en Océanie, en 1893 en Nouvelle-Calédonie.

Celui de décider sur l'application de la peine fut accordé : en Indochine, aux assesseurs européens en 1896, aux assesseurs indigènes en 1921 ; en Nouvelle-Calédonie en 1928.

Aux Indes françaises et à Saint-Pierre-et-Miquelon, respectivement depuis 1883 et 1891, les assesseurs délibèrent sur la culpabilité et les circonstances atténuantes.

Au Congo, en Guinée, en Côte d'Ivoire, au Dahomey, à la Côte des Somalis et à Madagascar, les assesseurs n'eurent d'abord voix délibérative que sur la question de culpabilité.

Les décrets de 1896 pour Madagascar et de 1904 pour la Côte des Somalis, donnent aux assesseurs de ces deux colonies voix délibérative sur toutes les questions.

En A. O. F., le mode de délibération actuelle date de 1903 ; en A. E. F., de 1910.

Au Cameroun, l'organisation fut d'abord la même qu'en A. E. F. (délibération sur toutes les questions, sauf les incidents de droit et de procédure) ; le décret de 1927 réduisit le droit de délibération des assesseurs à la déclaration de culpabilité et à l'admission des circonstances atténuantes.

§ 3. — MAJORITÉ REQUISE.

Dans toutes nos possessions, sauf en Nouvelle-Calédonie, les décisions de la cour criminelle se forment actuellement à la simple majorité.

A la cour d'assises de Nouméa, depuis le décret du 7 avril 1928, la peine doit être prononcée à la majorité de cinq voix contre deux, si aucune peine ne réunit cette majorité, l'avis le plus favorable sur l'application de la peine est adopté. Pour les autres questions, les décisions sont prises à la simple majorité.

La majorité ordinaire a toujours suffi, sauf dans les colonies suivantes, où la déclaration de *culpabilité* n'a pu être décidée que par cinq voix contre sept ;

A Saint-Pierre-et-Miquelon, de 1833 à 1891 ;

Aux Indes, de 1842 à 1874 ;

A la Guyane, de 1829 à 1854 et de 1880 à 1896 ;

En Indochine, de 1896 à 1912 (en matière européenne) ;

Au Sénégal, de 1837 à 1854.

§ 4. — DE LA MANIÈRE DONT SE CONSTATE L'OPINION

DE LA MAJORITÉ.

Suivant les colonies, les cours criminelles ont à répondre à un questionnaire ou à motiver leur arrêt.

En A. O. F., en Indochine, à la Guyane, aux Indes françaises et à Saint-Pierre-et-Miquelon, les textes précisent qu'il sera posé des questions résultant de l'acte d'accusation et, éventuellement, des débats. Le jugement de condamnation se fonde alors sur une réponse affirmative à des questions posées et cette réponse comme celle qui émane d'un jury motive juridiquement la condamnation.

Lorsque la procédure est celle suivie en France devant les tribunaux correctionnels, en principe les arrêts doivent être motivés ; il ne peut en être autrement que si les

textes organiques portent qu'il sera posé des questions : tel est le cas en Nouvelle-Calédonie et en Océanie (1).

En A. E. F., à Madagascar, à la Côte des Somalis et au Cameroun, les arrêts doivent renfermer les motifs de leur décision (2) quelque laconiques qu'ils puissent être (1) ; mais ces cours criminelles ne sauraient se borner à déclarer qu'il existe contre l'accusé des charges suffisantes d'avoir commis le crime qui lui est reproché, sans exprimer que les faits sur lesquels se sont basés les juges, résultent de l'instruction et des débats et sans qu'aucune des énonciations de l'arrêt permette de vérifier sur quels modes de preuve la cour a fondé sa conviction (4).

Ainsi il suffirait que l'arrêt porte : attendu qu'il résulte de l'information et des débats preuve suffisante contre N... d'avoir commis... suit le motif de l'accusation.

Dans ces colonies, ce système présente le grave inconvénient de permettre aux magistrats d'exercer un moyen de pression sur les assesseurs, procédé qui serait certes abusif, mais néanmoins très réel.

Les magistrats que le assesseurs voudraient mettre en minorité pourraient dire aux membres de la majorité : « Nous ne saurions motiver un arrêt contraire à notre opinion, vous vous chargerez de faire le jugement ».

(1) Cass. ch. crim., 17 avril 1913. Dar., 1913, p. 181.

(2) " " " 28 oct. 1905. Dar., 1906, p. 56, Congo.

" " " 14 août 1903. Dar., 1904, p. 28, Guinée.

(3) Cass. ch. crim., 10 février 1911. Dar., 1911, p. 133, Congo.

(4) " " " 26 févr. 1915. Dar., 1915, p. 25, Madagascar.

Les assesseurs, peu habitués aux pratiques judiciaires et malgré toute leur compétence par ailleurs, pourraient se trouver très gênés pour en effectuer la rédaction.

§ 5. — INFLUENCE DE LA PROCÉDURE CORRECTIONNELLE
SUR LA SITUATION DE LA PARTIE CIVILE.

Dans les colonies où la procédure est celle suivie en matière correctionnelle, la partie civile en cas d'acquittement de l'accusé ne peut plus faire valoir ses droits devant la cour criminelle.

Les dispositions de l'article 366 du C. I. C. (1) n'étant applicables qu'en matière criminelle, il lui faut recourir aux juridictions ordinaires de première instance et éventuellement d'appel. Ce mode de procéder n'est pas sans entraîner des lenteurs et met le demandeur dans l'obligation de couvrir des frais parfois considérables (2).

Il n'a été porté remède à cet état de choses qu'à Madagascar où un décret en date du 6 décembre 1916 permet aux cours criminelles de statuer sur les dommages et intérêts réclamés par la partie civile même en cas d'acquittement de l'accusé.

(1) Art. 366 du C. I. C. : Dans le cas d'absolution comme dans celui d'acquittement ou de condamnation la cour statuera sur les dommages et intérêts prétendus par la partie civile...

(2) Rapport précédant le décret du 6 décembre 1916.

VII

RECOURS EN CASSATION

§ 1. — RECOURS EN CASSATION CONTRE LES ARRÊTS SOIT DE RENVOI, SOIT DE NON-LIEU DE LA CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION.

Les dispositions des articles 296 et 299 du C. I. C. réglementant le pourvoi en cassation contre l'arrêt de renvoi de la Chambre des mises en accusation, n'ont été intégralement promulguées qu'à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Ce recours a été limité aux Indes françaises aux quatre cas prévus par l'article 299 du C. I. C., (1) mais il est spécifié au décret de 1883 que les moyens sur lesquels il est fondé ne seront soumis à la cour de cassation qu'après l'arrêt définitif; formé avant, il n'est pas suspensif.

Les articles 296 et 299 du C. I. C. n'ont pas été promulgués dans nos autres possessions.

(1) La demande en nullité ne pourra être formée contre l'arrêt de renvoi que dans les quatre cas suivants :

- 1° Pour cause d'incompétence ;
- 2° Si le fait n'est pas qualifié crime par la loi ;
- 3° Si le ministère public n'a pas été entendu ;
- 4° Si l'arrêt n'a pas été rendu par le nombre de juges fixé par la loi.

Dans certaines colonies les textes précisent que les *moyens* de cassation contre l'arrêt de renvoi, peuvent être invoqués sur le pourvoi contre l'arrêt de condamnation.

De telles dispositions ont été prises :

En Indochine (article 136 du décret du 16 février 1921) ;

En A. E. F. (article 60, § 3 du décret du 24 juillet 1930) ;

En A. O. F. (article 9, § 2 du décret du 11 août 1899) ;

A Madagascar (articles 6 et 8 du décret du 9 mai 1909, et décret du 22 novembre 1929) ;

En Nouvelle-Calédonie (article 161 du décret du 7 avril 1928) ;

Au Cameroun (article 48, § 3, du décret du 15 juillet 1927).

A la Guyane (1), les arrêts de la chambre des mises en accusation ne peuvent être attaqués que dans l'intérêt de la loi et un pourvoi de cette nature n'appartient qu'au procureur général (art. 298 et 299 de l'ordonnance du 10 mai 1829). Ce pourvoi, qui n'est pas suspensif, n'est ouvert que contre les arrêts prononçant un renvoi devant la cour d'assises, à l'exclusion de ceux portant un non-lieu ou par lesquels il est statué sur une opposition formée aux ordonnances du juge d'instruction. Ainsi, une partie civile ne pourrait se pourvoir en cassation contre un arrêt de la chambre des mises en accusation, rejetant une opposition à une ordonnance du juge d'instruction, déclarant qu'il n'y avait pas lieu de suivre sur sa plainte (2).

(1). De même à la Réunion et aux Antilles.

(2) Cass. ch. crim., 17 novembre 1923. *Dar.*, 1933, p. 31, Guyane.

En Océanie, où le tribunal criminel est saisi par le ministère public, il n'a été prévu aucun recours contre ses décisions (1); de plus, dans cette colonie, il n'est pas possible de faire opposition aux ordonnances du juge d'instruction, les décrets organiques n'ayant pas investi le ministère public des pouvoirs de la chambre des mises en accusation (2).

Partout ailleurs, il est possible d'attaquer toutes les ordonnances du juge d'instruction et de se pourvoir en cassation contre les arrêts de non-lieu de la chambre des mises en accusation, dans les mêmes conditions que dans la législation métropolitaine.

§ 2. — RECOURS EN CASSATION CONTRE LES ARRÊTS PRÉPARATOIRES ET LES ACTES D'INSTRUCTION.

Les dispositions de l'article 416 du C. I. C. ont été intégralement promulguées :

En Nouvelle-Calédonie (art. 160 du décret du 7 avril 1928);

En Océanie (art. 11 du décret du 1^{er} juillet 1880, renvoyant à l'article 22 du décret du 27 mars 1879);

A Saint-Pierre-et-Miquelon (art. 130 de l'ordonnance du 26 juillet 1833);

(1) A la Côte des Somalis, le tribunal criminel est également saisi par le ministère public. Mais il a été spécifié à l'article 16 du décret du 4 février 1904 que les oppositions, aux ordonnances du juge d'instruction, formées par le ministère public, l'accusé ou la partie civile, dans les conditions prévues à l'article 135 du C. I. C., seraient portés devant le tribunal supérieur d'appel.

(2) Comme en A. E. F. avant la promulgation du décret du 24 juillet 1930. Voir page 86.

Aux Indes françaises (art. 416 du décret du 12 juin 1883);

En Indochine (art. 22 du décret du 25 juin 1879, et 172 du décret du 16 février 1921).

Dans nos possessions d'A. O. F., d'A. E. F., de Madagascar, du Cameroun et de la Guyane, les moyens de cassation contre les actes de procédure et contre les arrêts avant dire droit de quelque nature qu'ils soient peuvent être invoqués sur le pourvoi contre l'arrêt sur le fond ; formé auparavant le recours n'est pas suspensif. La cour de cassation annule s'il y a lieu la procédure depuis et y compris le premier acte nul (1). Dans ces colonies, à la différence de celles où l'article 416 est promulgué, les pourvois contre les arrêts rendus sur la compétence ne sont pas suspensifs.

A la Côte des Somalis, l'article 21 du décret du 4 février 1904 spécifie seulement que les décisions de la cour criminelle sont susceptibles de recours en cassation.

§ 3. — RECOURS EN CASSATION CONTRE LES ARRÊTS DE CONDAMNATION.

Actuellement, dans toutes nos colonies, le recours en cassation est ouvert contre les arrêts de condamnation à tous les intéressés (ministère public, accusés, partie civile, civilement responsable).

(1) Le pourvoi formé contre l'arrêt définitif comprend virtuellement tout recours contre les actes de procédure antérieure.

Ce droit est relativement récent. Au début, dans toutes nos possessions, sauf les Antilles, la Guyane et Saint-Pierre et Miquelon, les pourvois en cassation en matière criminelle, n'étaient recevables que dans l'intérêt de la loi conformément aux dispositions des articles 441 et 442 du C. I. C.

Cette organisation dura plus ou moins longtemps, suivant les colonies ; elle subsista :

Au Sénégal, de 1822 à 1837 ;

A la Réunion, de 1827 à 1862 ;

En Cochinchine, de 1864 à 1879 ;

En Nouvelle-Calédonie, de 1866 à 1879 ;

En Océanie, de 1868 à 1880 ;

Aux Indes, de 1842 à 1883 ;

En Guinée, Côte d'Ivoire et Dahomey, de 1892 à 1896 ;

Au Congo, de 1878 à 1897 ;

A la Côte des Somalis, de 1887 à 1900 (1).

Les décrets organisant le service de la justice au Tonkin (1888) et au Cameroun (1922) ouvrirent le recours en cassation à tous les intéressés.

A Madagascar, l'évolution fut spéciale : en 1895, le recours en cassation est recevable en toute matière ; en 1896, les décisions des tribunaux de Madagascar ne sont plus susceptibles de pourvoi en cassation ; puis ce droit fut accordé : en 1897 en matière civile et commerciale ; en 1905 en matière criminelle aux Européens seulement ; en 1929 en toute matière aux Européens et aux indigènes.

(1) Sous réserve de ce qui a été dit concernant la promulgation du décret du 19 décembre 1900. Voir page 109.

Le recours en cassation est ouvert dans tous les cas prévus par la législation française, dans toutes nos colonies, sauf à la Guyane, à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion où les moyens de cassation sont *limitativement* (1) énumérés à l'art. 417 des ordonnances des 12 octobre 1828 et 10 mai 1829. La cour suprême déclare irrecevable tout pourvoi, venant de ces quatre colonies, non basé sur la violation ou l'omission des dispositions de l'un des articles suivants :

Art. 253 et 257 du Code d'instruction criminelle colonial sur la composition des cours d'assises.

Art. 385 sur la notification de la liste des assesseurs aux accusés.

Art. 390 et 393 sur l'exercice du droit de récusation.

Art. 294 sur le choix d'un défenseur et à défaut du choix, sur la nomination d'un défenseur d'office.

Art. 317, sur le serment à exiger des témoins.

Art. 332, sur la nomination et le serment d'un interprète.

Art. 369, sur l'insertion au jugement des termes de la loi pénale appliquée.

A cette énumération, il faut ajouter les cas d'incompétence, la violation des lois pénales et des textes prescrivant la publicité des débats et la nécessité de motiver les arrêts

(1) Cass. ch. crim., 22 fév. 1902. Dar., 1902, p. 50, Antilles.

» » » 8 juin 1905. Pén., 1905, p. 295, Guyane.

» » » 18 déc. 1909. Dar., 1909, p. 148, Antilles.

» » » 5 juillet 1918. Dar., 1919, p. 98, Antilles.

§ 4. — PROCÉDURE A SUIVRE POUR LE POURVOI. —
COUR COMPÉTENTE EN CAS DE RENVOI APRÈS CASSATION.

Dans toutes nos colonies, les textes reproduisent, *mutatis mutandis*, les dispositions des articles 417 à 442 du C. I. C. ou y renvoient.

La situation particulière de nos colonies, souvent fort éloignées les unes des autres, entraîne pour certaines d'entre elles, des modifications à l'article 427 du C. I. C. (1).

En Indochine, en A. O. F., aux Indes françaises, à la Guyane, en Nouvelle-Calédonie et en Océanie, il est spécifié qu'après l'annulation d'un arrêt, la cour suprême pourra renvoyer le procès devant un tribunal de la même qualité ou devant le *même* tribunal composé d'autres juges.

A défaut de magistrat n'ayant pas connu l'affaire, les textes précisent en A. O. F., aux Indes, en Nouvelle-Calédonie et à la Guyane, que le président de la cour peut faire appel à des magistrats honoraires ayant droit de siéger, à des membres des tribunaux de première instance, à des juges de paix (Guyane et Nouvelle-Calédonie) ou à des avocats.

En Indochine et en Océanie, c'est le gouverneur qui y pourvoit en nommant, à cet effet, des magistrats de première instance ou des fonctionnaires.

(1) Art. 427. Lorsque la cour de cassation annulera un arrêt... elle renverra le procès et les parties devant un tribunal de même qualité que celui qui aura rendu l'arrêt annulé.

§ 5. — AMENDE A CONSIGNER PAR LA PARTIE CIVILE
QUI SE POURVOIT EN CASSATION

Quoique formé aux colonies (1), le pourvoi en cassation de la partie civile doit, pour être recevable, avoir acquitté, par application de l'article 58 de la loi du 20 avril 1816, non seulement l'amende de 150 francs en principal, mais aussi les deux centimes et demi qui, en vertu des lois des 23 août 1871 et 30 décembre 1873, sont perçus à titre de supplément de cette amende, ainsi que les deux centimes prévus à l'article 3 de la loi du 22 mars 1924.

(1) Cass. ch. crim., 6 déc. 1895. Pen., 1896, art. 883, p. 163.
» 8 nov. 1895. Pen., 1896, art. 964, p. 416.
» 10 mai 1918. Pen., 1919, art. 3.874, p. 72.

CHAPITRE III

Organisation des Juridictions criminelles en matière indigène

Des juridictions criminelles, créées spécialement pour les indigènes, fonctionnent actuellement :

- 1° Dans toutes nos colonies d'Afrique (A.O.F., A.E.F., Madagascar et dépendances, Côte des Somalis et territoires sous mandat du Togo et du Cameroun) ;
- 2° En Indochine (Tonkin, Annam, Cambodge, Laos et Kouang-Tcheou-Wan) ;
- 3° En Océanie, aux Îles-sous-le-Vent.

Nous adapterons ces divisions pour l'étude des juridictions indigènes, car les caractéristiques diffèrent sensiblement d'un groupe à l'autre.

Nous avons indiqué au chapitre premier quelles personnes relevaient de la justice française ; les définitions que nous avons données comportent un certain nombre de modalités qu'il importe de préciser.

§ 1. — DE LA COMPÉTENCE « RATIONE PERSONAE ».

EN JUSTICE INDIGÈNE

En Indochine, les juridictions indigènes connaissent de toutes les infractions *exclusivement* commises par des indigènes au préjudice d'indigènes (1).

Ainsi elles ne sont pas compétentes au *Tonkin-Annam* pour connaître des crimes où seraient en cause des Cambodgiens ou des Laotiens, au *Cambodge* pour connaître des crimes où seraient en cause des Annamites ou des Laotiens, au *Laos* pour connaître des infractions où seraient en cause des Annamites ou des Cambodgiens.

Sur le territoire du Kouang-Tcheou-Wan, seules les affaires, où ne sont mêlés que des Chinois, relèvent de la justice indigène.

En Indochine, les Annamites *originaires* de concessions françaises d'Hanoi, d'Haïphong et de Tourane relèvent de la justice française.

Aux Iles-sous-le-Vent, les tribunaux indigènes connaissent, uniquement, des affaires où ne sont mêlés que des originaires de cet archipel.

En A. O. F., jusqu'en 1924, relevaient de la justice indigène tous les individus originaires des possessions françaises d'A. O. F. et d'A. E. F., et des possessions étrangères *comprises* entre ces territoires, et qui n'avaient pas dans leur pays d'origine le statut de nationaux euro-

(1) Sous réserve de la compétence *ratione loci* des juridictions françaises. Voir page 185.

péens. Cette définition excluait les individus originaires d'une grande partie de l'Afrique ; il était anormal que ce fût un tribunal français qui fût compétent pour juger un différend survenu par exemple entre un indigène du Moyen-Congo et un indigène du Congo belge, pouvant appartenir à la même tribu et possédant les mêmes coutumes. L'anomalie était encore plus évidente lorsqu'il s'agissait d'un Touareg du Hoggar relevant de l'Algérie, et d'un Touareg de l'Aïr relevant de l'A. O. F., d'un regueibat du Dara relevant du Maroc et d'un regueibat de l'Adrar relevant de la Mauritanie, ce qui se produisait fréquemment (1).

Le décret du 22 mars 1924 ajouta à la définition ci-dessus : « Les indigènes originaires des pays *limitrophes* ainsi que ceux originaires du pays sous mandat qui n'ont pas dans leurs pays d'origine le statut de nationaux européens ». La preuve de l'existence du statut incombe à l'intéressé.

Ce critérium fut également adopté en A. E. F. et au Cameroun.

Au Togo, la définition est celle qui était en vigueur en A. O. F. avant 1924.

En A. O. F., les indigènes *originaires* des villes de Dakar, Saint-Louis, Rufisque et Gorée, sont citoyens français (loi du 29 septembre 1916).

A la Côte des Somalis sont indigènes, au sens du décret

(1) Circulaire du gouverneur général de l'A. O. F. précédant le décret du 22 mars 1924.

du 2 avril 1927, les Somalis, les Danakils, les Arabes, et tous les individus originaires de la Côte des Somalis, ou des pays *limitrophes*, ayant dans leur pays d'origine un statut analogue à ceux des indigènes de la Côte des Somalis.

A Madagascar, la question est plus complexe. Les décrets de 1896 et 1898 ne précisèrent pas ce qu'il fallait entendre par indigène. Le sens exact du terme dut être fixé par la jurisprudence. La cour d'appel est partie de ce principe que les juridictions indigènes étant des tribunaux d'exception, toutes les dispositions qui y sont relatives doivent s'interpréter restrictivement.

La jurisprudence de la cour d'appel fut reproduite dans une circulaire du procureur général de Madagascar, en date du 18 mars 1901. Il n'y a pas de difficultés en ce qui concerne les Européens. Dans la catégorie des « assimilés » aux Européens doivent être compris les indigènes de Diégo-Suarez et des îles de Sainte-Marie-de-Madagascar et de Nossi-Bé qui, avant l'annexion, étaient déjà soumis aux lois françaises ; ainsi que tous les Asiatiques, Africains, sujets français ou étrangers (Hindous, Chinois, Annamites, Arabes, Sénégalais, Cafres, Zanzibaristes, Comoriens et Anjouanais).

Les indigènes sont les Malgaches, et les assimilés aux indigènes sont les Makoas, anciens esclaves introduits à Madagascar et émancipés en 1874 et en 1876 ; et encore cette règle souffre des exceptions quand les Makoas justifient de la possession d'état de Saint-Mariens, de Nossi-Béens, ou d'habitants de l'ancienne colo-

nie de Diégo-Suarez, ou lorsqu'ils proviennent de pays soumis à l'influence étrangère (arrêts de la cour d'appel de Tananarive des 13 juillet et 30 décembre 1899).

Le décret du 9 mai 1909 déclara indigènes « tous les individus originaires de Madagascar et dépendances, ne possédant pas la qualité de citoyen français ou une nationalité étrangère reconnue ». Mais la définition n'était pas encore assez précise, et la jurisprudence de la cour de cassation et celle de la cour d'appel de Tananarive difféchèrent jusqu'à ces derniers temps sur le sens exact du terme.

Un arrêt de la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Tananarive, en date du 8 septembre 1923 (1), suivant la jurisprudence fixée par un arrêt de la cour de cassation en date du 27 août 1908 (Dar., 1908, p. 5), déclara que les originaires de Sainte-Marie-de-Madagascar n'étaient pas assimilables aux indigènes.

La cour de cassation dans deux arrêts, l'un de la chambre criminelle en date du 12 octobre 1923, l'autre de la chambre civile en date du 12 décembre 1923, dénia aux Saints-Mariens le statut de citoyen français (2).

Finalement, un arrêt de la cour suprême, en date du 6 mars 1924, leur reconnut la qualité de citoyen français (3).

(1) Dar., 1924, p. 199.

(2) Pen., 1923, art. 4333, p. 132.

(3) Pen., 1924, art. 4450, p. 161.

§. 2. — LA JUSTICE INDIGÈNE EN AFRIQUE (A. O. F., A. E. F.,
MADAGASCAR, CÔTE DES SOMALIS, TOGO ET CAMEROUN).

Dans le groupe africain, les dispositions des textes concernant la justice indigène sont, sur beaucoup de points, calqués les uns sur les autres.

Nous trouvons partout trois degrés de juridictions :

Les tribunaux du premier degré jugent les contraventions et les délits légers ;

Les tribunaux du deuxième degré connaissent l'appel des décisions des tribunaux du premier degré et, en premier ressort, des délits plus importants et de toutes les infractions qualifiées crimes.

Au sommet se trouve un tribunal ou une chambre de la cour d'appel, dit d'homologation, chargé d'exercer un contrôle sur les juridictions inférieures.

En justice indigène, il n'y a pas, comme dans le code pénal français, de sanction déterminée, pour la répression de chaque catégorie de contraventions, délits ou crimes.

En A. O. F., en A. E. F., à la Côte des Somalis et au Cameroun, les « infractions » (les textes ne précisent pas autrement), commises par les indigènes sont punies par les peines suivantes :

1° L'amende jusqu'à un maximum de cinq mille francs ;

2° L'interdiction de séjour pour une durée qui ne peut excéder vingt ans ;

3° L'emprisonnement à temps pour une durée qui ne peut excéder vingt ans ;

4° L'emprisonnement à perpétuité ;

5° La peine de mort.

L'amende, l'interdiction de séjour et l'emprisonnement peuvent se cumuler.

La peine de mort et l'emprisonnement à perpétuité ne peuvent être infligés que par les tribunaux du deuxième degré.

A Madagascar et au Togo, de pareilles dispositions n'ont pas été prises ; le législateur s'en est rapporté aux sanctions prévues par la coutume indigène, si elles ne sont pas contraires aux principes de la civilisation française ou, dans ce cas, à la loi française qui doit être également suivie pour tout ce qui n'est pas prévu par la coutume.

Sauf à Madagascar et au Togo où la distinction des crimes et délits est faite suivant la loi française, dans les autres colonies d'Afrique, le montant des peines ne peut servir de critérium pour déterminer la compétence respective de chaque juridiction. Les textes énumèrent alors les diverses catégories d'infractions qui relèvent directement des tribunaux du deuxième degré ;

En A. O. F., en A. E. F., à la Côte des Somalis et au Cameroun, les tribunaux du deuxième degré connaissent en premier ressort toutes les infractions *qualifiées crimes* et qui sont notamment :

a) Les attentats à la vie humaine, et les coups et blessures ou violence de nature à entraîner la mort ;

b) Les faits de pillage à main armée ;

c) Les incendies volontaires ;

d) Les rapt, enlèvements et séquestrations de personnes ;

e) Les empoisonnements de puits, citernes, sources, et eaux potables.

f) Les mutilations effectuées sur la personne humaine (1).

En A. O. F., en A. E. F. et au Cameroun, les actes d'anthropophagie relèvent également de la compétence des tribunaux du deuxième degré.

Les juridictions qui actuellement portent la dénomination de tribunaux du deuxième degré siègent : au chef-lieu de la circonscription territoriale portant le nom de cercle en A. O. F. et au Togo, de circonscription en A. E. F. et au Cameroun, de province à Madagascar, ou au chef-lieu de la colonie à la Côte des Somalis.

Dans toutes ces colonies, le tribunal du deuxième degré comprend l'administrateur commandant la circonscription, président, et deux assesseurs indigènes désignés par le chef de la colonie sur une liste de notables dressée par le commandant de la circonscription. Ces deux assesseurs n'ont que voix consultative. A Madagascar, en matière criminelle, il est adjoint au tribunal du deuxième

(1) Les tribunaux du deuxième degré connaissent également en premier ressort :

1° Des infractions dont les auteurs ou les victimes sont des fonctionnaires indigènes ;

2° Des infractions commises par des militaires indigènes de complicité avec d'autres indigènes.

3° Des infractions commises au préjudice de la colonie ou d'une administration publique.

me degré, deux fonctionnaires nommés par le gouverneur général et ayant voix délibérative.

Le tribunal du deuxième degré est saisi par l'administrateur commandant la circonscription, qui procède lui-même à tous les actes d'instruction.

Les jugements des tribunaux des premier et deuxième degrés ne sont pas susceptibles de pourvoi en cassation, mais il est institué, dans chacune de ces colonies, un tribunal spécial appelé à statuer sur l'homologation ou l'annulation des décisions rendues par ces juridictions.

En A. E. F. et à Madagascar, il a été créé, à cet effet, une chambre spéciale à la cour d'appel, intitulée chambre d'homologation, qui est composée de trois magistrats, de deux fonctionnaires et de deux assesseurs indigènes.

Les magistrats membres de cette chambre sont, en A. E. F., le président de la cour et deux magistrats désignés par lui. A Madagascar, ce sont trois membres de la cour d'appel désignés par le président de la cour après avis du procureur général.

En A. O. F. il y a : 1° Au chef-lieu de chaque colonie un tribunal colonial d'homologation composé du président du tribunal de première instance, d'un administrateur et d'un assesseur indigène ; 2° Au siège de la cour d'appel (à Dakar), une chambre d'homologation composée comme celle de Madagascar de trois membres de la cour, de deux fonctionnaires et de deux assesseurs indigènes.

Au Cameroun, la chambre spéciale d'homologation,

créée près du tribunal supérieur, a la même composition que les tribunaux coloniaux d'A. O. F.

Au Togo, il a été créé un tribunal d'appel et d'homologation composé du président du tribunal de première instance, de deux fonctionnaires et de deux assesseurs indigènes.

A la Côte des Somalis, le tribunal d'homologation se compose des membres du tribunal supérieur d'appel et de deux assesseurs indigènes.

Les assesseurs fonctionnaires ont voix délibérative dans toutes les colonies. Les assesseurs indigènes n'ont que voix consultative, sauf pour les tribunaux coloniaux d'A. O. F. et à la chambre d'homologation du Cameroun où ils ont voix délibérative. Les assesseurs européens et indigènes sont désignés à la fin de chaque année pour l'année suivante.

Les assesseurs fonctionnaires sont partout (1) nommés par l'autorité administrative (gouverneur général, gouverneur ou commissaire de la République) après avis du ministère public (procureur général ou procureur de la République).

Les assesseurs indigènes sont partout désignés par l'autorité administrative, sauf en A. O. F. Dans ce groupe de colonies, les assesseurs indigènes de la chambre spéciale d'homologation sont choisis par le président de cette chambre sur une liste de douze notables dressée

(1) Sauf à la côte des Somalis où les assesseurs fonctionnaires sont déjà membres du tribunal supérieur.

par le gouverneur général. Ceux des tribunaux coloniaux sont désignés par les présidents des tribunaux de première instance sur une liste de cinq notables dressée par le lieutenant gouverneur de chaque colonie.

Alors que pour les tribunaux du premier et deuxième degré, il n'existe ni ministère public, ni greffier, dans toutes les juridictions du troisième degré il y a un représentant du ministère public qui est, suivant le lieu, le procureur général, un membre de son parquet ou le procureur de la République. De même, chacune de ces juridictions est pourvue d'un greffier dont les fonctions sont exercées soit par le greffier de la cour, soit par ceux des tribunaux de première instance ou encore par l'un de leurs commis greffiers.

Le contrôle exercé par les tribunaux coloniaux ou par la chambre d'homologation peut s'effectuer de deux manières : la juridiction supérieure peut être saisie soit d'office de toutes décisions réprimant certaines infractions ou prononçant une peine supérieure à un montant déterminé par les décrets organiques, soit par voie de pourvoi en annulation formulé par le ministère public, qui exerce seul ce droit. Les justiciables ne peuvent se pourvoir devant la juridiction du troisième degré (1).

Lorsqu'une juridiction du deuxième degré annule un jugement pour défaut de compétence, l'affaire est renvoyée devant le tribunal qui doit en connaître. Lorsque

(1) Sauf au Togo ainsi que nous le verrons plus loin.

L'annulation est prononcée pour toute autre cause, la juridiction suprême a la faculté soit d'évoquer l'affaire et de statuer au fond si l'affaire est reconnue en état, soit de renvoyer devant le tribunal qui en a connu en indiquant les causes d'annulation et, s'il y a lieu, les points insuffisamment établis ou reconnus erronés sur lesquels devra se porter le nouvel examen du juge.

En A. E. F. et au Cameroun, la chambre spéciale connaît d'office : 1° De tous les jugements des tribunaux des premier et deuxième degrés emportant une peine supérieure à trois années d'emprisonnement ; 2° De tous les jugements portant une condamnation quelconque pour fait de traite ou d'anthropophagie ; 3° Des jugements condamnant des fonctionnaires indigènes à plus de trois mois de prison ou cinq cents francs d'amende ; 4° De ceux infligeant des peines lorsque la coutume indigène ne prévoit aucune sanction pour l'infraction.

A la Côte des Somalis, la compétence est la même sauf que les faits d'anthropophagie ne sont pas prévus.

A Madagascar, la chambre d'homologation connaît d'office de *tous* les jugements rendus en matière *criminelle* par les tribunaux indigènes.

En A. O. F., il faut distinguer entre la compétence des tribunaux coloniaux et celle de la chambre d'homologation. Chacun dans son domaine possède un pouvoir souverain d'appréciation.

Les tribunaux coloniaux sont saisis d'office en vue de leur homologation et éventuellement de leur annulation :

1° De tous jugements des tribunaux du premier et

deuxième degré comportant une peine de trois ans, au moins et de dix ans au plus.

2° De tout jugement emportant condamnation pour fait de traite et d'anthropophagie, ainsi que de toute décision condamnant un fonctionnaire indigène à plus de trois mois de prison ou cinq cents francs d'amende, lorsque les condamnations prononcées sont inférieures à dix ans d'emprisonnement.

La chambre d'homologation connaît d'office de tout jugement emportant condamnation à mort ou à une durée d'emprisonnement supérieure à dix ans.

Par la création de tribunaux coloniaux, en 1924, le législateur a voulu dégager la chambre d'homologation d'un grand nombre d'affaires qui l'encombraient, étant donnée l'étendue de son ressort, tout en conservant pour les affaires les plus graves un contrôle paraissant présenter plus de garanties. A Dakar, les affaires sont examinées par un plus grand nombre de juges et parmi ceux-ci figurent les membres de la cour d'appel.

Cependant dans cette organisation rien n'empêche les tribunaux coloniaux de prononcer des peines perpétuelles ; saisi d'un jugement emportant condamnation à une peine inférieure à dix ans, le tribunal colonial peut annuler la décision, évoquer l'affaire ; et pour les pénalités choisir dans l'échelle des peines, que nous avons indiquée au début de cet exposé, celle qui lui plaira. Aucune disposition légale ne limite leur choix et rien ne l'empêcherait de transformer une peine de trois ans de prison en emprisonnement à vie ou en peine de mort. Le tribunal colonial, quoique composé de trois juges, est

une cour souveraine et ses décisions sont définitives et ne sont sujettes à aucun recours.

Au Togo, le tribunal d'appel et d'homologation est, comme son nom l'indique, non seulement une cour suprême, mais aussi un tribunal d'appel. En cette dernière qualité, il statue lorsque la condamnation excède six mois de prison sur les appels formés par les condamnés qui, en raison de leur qualité (fonctionnaire ou militaire indigène) ou de la nature de l'infraction (commise au préjudice de l'Etat) ont été déférées directement au tribunal du deuxième degré. Comme tribunal d'homologation, il connaît de toutes les condamnations supérieures à trois ans d'emprisonnement.

§ 3. — LA JUSTICE INDIGÈNE EN INDOCHINE.

L'organisation judiciaire en Indochine est basée sur des principes tout à fait différents. Par suite de l'existence de protectorats, la France n'a plus qu'un droit de contrôle supérieur sur le service de la justice indigène.

TONKIN-ANNAM.

L'organisation actuelle est régie par l'ordonnance royale du 16 juillet 1917, déclarée applicable par un arrêté du gouverneur général du même jour. Nous avons déjà examiné cette organisation dans la première partie ; il suffira de rappeler ici que les crimes sont jugés par des tribunaux du deuxième degré composés de l'administrateur-chef de la circonscription, président, assisté du plus haut fonctionnaire indigène de la province ; le président a voix

prépondérante. Les appels et les recours formés contre les décisions des tribunaux indigènes sont portés devant la deuxième chambre de la cour d'appel d'Hanoi, composée d'un président de chambre, d'un conseiller et d'un mandarin annamite (art. 3 du décret du 16 février 1921).

Les arrêts rendus par cette chambre ne sont susceptibles de pourvoi en cassation que pour excès de pouvoir et dans ce cas ne peuvent être attaqués que par le procureur général agissant sur les instructions formelles qui lui seraient données par le chef du service judiciaire de l'Indochine (art. 1^{er} du décret du 20 juin 1927).

CAMBODGE

L'organisation judiciaire au Cambodge fut entièrement réorganisée par l'ordonnance royale du 14 septembre 1922 et fut basée sur le principe nouveau dans ce pays de la séparation des autorités administratives et judiciaires. Aux termes de cette ordonnance, la justice indigène est rendue au Cambodge par des justices de paix (Sala-Lahouh), des tribunaux de première instance (Sala-Dam-baung), une juridiction d'appel (Sala-Outor), une juridiction criminelle (Sala-Okret) et une juridiction d'annulation (Sala-Vinichhay).

La juridiction criminelle siège à Pnom-Penh; elle connaît de toutes les infractions punies de peines criminelles commises sur le territoire du Cambodge exclusivement par des sujets cambodgiens au préjudice de sujets cambodgiens.

Elle se compose de trois magistrats de la cour d'appel

et de deux assesseurs, tirés au sort (1) sur une liste de vingt notables cambodgiens, arrêtée par le ministre de la Justice. Le droit de récusation péremptoire n'existe pas. Les assesseurs doivent être âgés de quarante ans, n'exercer aucune fonction publique, avoir l'exercice de tous leurs droits civils et politiques et « jouir de l'estime et de la considération publique ».

Les assesseurs délibèrent avec les magistrats tant sur la culpabilité que sur les circonstances atténuantes et l'application de la peine.

Toutes les autres dispositions sur le fonctionnement des Sala-Okret s'inspirent de celles des cours criminelles de l'Indochine auxquelles il suffit de renvoyer.

A la différence de l'ancienne organisation, la juridiction criminelle statue en premier et dernier ressort. Ses décisions ne sont susceptibles que de pourvoi en cassation devant la juridiction d'annulation. Celle-ci se compose de trois magistrats et d'un greffier. Comme notre cour de cassation elle statue en droit et non en fait. Lorsqu'elle annule une décision judiciaire, elle peut renvoyer l'affaire ou l'évoquer. Quand l'erreur de droit commise a pu porter atteinte à la constance des faits, la juridiction d'annulation doit renvoyer la cause ; elle statue au contraire lorsque l'erreur de droit est indépendante de la matérialité des faits.

(1) Deux autres assesseurs tirés au sort, en même temps, assistent aux débats pour remplacer s'il y a lieu les premiers assesseurs empêchés.

Le gouvernement français n'exerçait plus aucun contrôle sur ces juridictions ; pour remédier à cet état de choses, un arrêté du gouverneur général en date du 3 octobre 1922, créa, auprès du gouvernement cambodgien un poste de conseiller juriste, occupé par un magistrat français ayant rang de conseiller. En matière criminelle, ce conseiller assure la régularité des débats et des délibérations de la juridiction criminelle. Il participe avec voix consultative aux délibérations de la juridiction d'annulation.

La composition de la juridiction criminelle fut modifiée par une ordonnance royale, approuvée par un arrêté du gouverneur général en date du 24 novembre 1927. La Sala-Okret comprend actuellement un magistrat de juridiction d'annulation, président, deux magistrats de la juridiction d'appel et deux assesseurs.

LAOS

Un arrêté du 20 novembre 1922 avait promulgué au Laos un code d'organisation judiciaire, mais en raison de difficultés matérielles, sa mise en application fut reportée d'année en année jusqu'en 1927, époque où un arrêté en date du 6 septembre 1927 le rendit exécutoire à compter du 1^{er} juin de l'année suivante.

La nouvelle organisation comprend à la base des tribunaux du premier degré qui connaissent en premier et dernier ressort des contraventions et premier ressort seulement des délits. Au-dessus un tribunal du deuxième degré siégeant au chef-lieu de la province et composé de

l'administrateur de la province et d'un assesseur indigène pris parmi les fonctionnaires laotiens et ayant voix délibérative. Cet assesseur est désigné par le résident supérieur sur proposition du commissaire du gouvernement. Le tribunal du deuxième degré connaît en appel des jugements du tribunal du premier degré et en premier ressort des affaires criminelles. Dans ce cas il s'adjoit un second assesseur indigène pris de préférence parmi les anciens fonctionnaires et hors de l'administration. Cet assesseur n'a que voix consultative, en cas de partage la voix du président est prépondérante.

Un tribunal supérieur d'appel et d'annulation siège à Ventiane et connaît en appel des décisions rendues en premier ressort par le tribunal du deuxième degré ainsi que du recours en annulation contre les jugements rendus en dernier ressort pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi. Le tribunal supérieur est composé : 1° d'un haut magistrat du parquet général ou de la cour d'appel de l'Indochine, détaché au Laos ; 2° de deux assesseurs (le directeur des bureaux de la résidence supérieure et un haut fonctionnaire laotien) ayant voix délibérative.

Les décisions du tribunal supérieur ne sont susceptibles d'aucun recours.

TERRITOIRE DU KOUANG-TCHÉOU-WAN

La justice indigène dans le territoire du Kouang-Tchéou-Wan a été réorganisée par un arrêté du gouverneur général en date du 9 mars 1925.

Les infractions criminelles et correctionnelles commises

par les indigènes sont jugées par un tribunal mixte siégeant à Fort-Bayard et composé d'un fonctionnaire français et de deux assesseurs indigènes pris parmi les notables « les plus compétents ». Tout jugement du tribunal mixte ne peut être exécuté avant d'avoir été approuvé par une commission siégeant au chef-lieu du territoire. Cette commission comprend l'administrateur en chef, président, le juge de paix à compétence étendue, l'administrateur adjoint et deux juges chinois. Cette commission peut annuler tout jugement et le reformer ; dans ce cas sa décision est substituée de plein droit au jugement entrepris. Les juges chinois sont choisis par l'administrateur sur une liste de dix notables élus tous les trois ans par les dix conseillers consultatifs et les vingt-quatre Kong-Koks. Les juges chinois sont nommés pour trois ans et indéfiniment rééligibles. Les conditions d'éligibilité furent précisées par un arrêté du 21 décembre 1927.

Les décisions de cette commission ne sont pas susceptibles de recours en cassation, celui-ci n'étant ouvert par aucun texte.

§ 4. — LA JUSTICE INDIGÈNE AUX ILES-SOUS-LE-VENT.

Aux termes de l'article 11 du décret du 17 septembre 1897, toutes les affaires entre indigènes sont jugées par des juges indigènes suivant les lois indigènes. Toutefois les tribunaux français sont compétents en cas de meurtre, même si le criminel et la victime sont tous deux indigènes originaires de l'archipel (lois codifiées, articles 56 à 59).

La composition des tribunaux est régie par la coutume ; il y a des tribunaux de première instance à juge unique (juge de district) et des juridictions d'appel composées de plusieurs juges (le nombre varie suivant les îles). Les juges sont nommés par le gouverneur.

Des erreurs et parfois des abus étaient commis par les tribunaux d'appel statuant en dernier ressort, sans possibilité pour les justiciables d'attaquer leurs décisions. En vue de remédier à cet état de choses, le décret du 18 avril 1918 ouvrit, contre les jugements en dernier ressort de ces juridictions, un recours devant le tribunal supérieur de Papeetë transformé en cour de cassation taïtienne par l'adjonction d'un membre indigène. Cet assesseur indigène fut supprimé par le décret du 25 avril 1924. La cour suprême indigène ne statue pas sur le fond de l'affaire, elle renvoie pour examen devant un autre tribunal d'appel indigène après avoir posé les principes à observer.

CHAPITRE IV

Des Juridictions d'exception

I

RÉPRESSION DES CRIMES COMMIS CONTRE LA SURETÉ DE LA COLONIE

La nécessité d'assurer la sécurité par une répression rapide et énergique entraîna, dans certaines de nos colonies, la création de juridictions spéciales.

Successivement furent instituées des cours prévôtales, des tribunaux criminels spéciaux et des commissions criminelles. De toute cette organisation ne subsiste que la commission criminelle du Tonkin.

§ 1. — DES COURS PRÉVOTALES.

L'étude des cours prévôtales n'offre plus qu'un intérêt historique, elles furent supprimées dans toutes nos colonies par deux décrets en date du 16 août 1854 (1). Nous allons sommairement en appeler l'évolution.

(1) En France, les cours prévôtales furent supprimées par la charte de 1830.

A la Guyane, un arrêté du gouverneur en date du 21 août 1819 avait institué une cour prévôtale pour juger les crimes commis par les esclaves. Cette cour était composée d'un président, d'un prévôt, d'un conseiller à la cour royale, du président du tribunal de première instance, du commissaire commandant la ville de Cayenne, et d'un habitant propriétaire. Cette institution fut supprimée par une ordonnance du 20 novembre 1824.

A la Martinique, le gouverneur, par arrêté en date du 12 août 1822, créa, pour la répression des crimes d'empoisonnement, une cour prévôtale composée d'un prévôt, président, d'un lieutenant de gendarmerie, d'un commissaire du quartier et de son lieutenant et de deux notables habitant le même quartier et nommés pour chaque session par le président. Un procureur du roi et un greffier complétaient cette juridiction.

Les cours prévôtales furent réorganisées par les ordonnances : du 30 septembre 1827 pour la Réunion, du 24 septembre 1828 pour les Antilles, et 21 décembre 1828 pour la Guyane.

Étaient justiciables des cours prévôtales sans distinction de classe, ni de profession civile ou militaire, tous ceux qui étaient prévenus d'avoir commis un des crimes suivants :

1^o Crimes ou délits contre la sûreté extérieure de l'Etat (art. 75 à 85 du code pénal) ;

2^o Crimes tendant à troubler l'Etat par la guerre civile, l'emploi illégal de la force armée, les dévastations et le pillage public (art. 91 à 108 du C. P.) ;

- 3° Les faits de rébellion (art. 210, 211, § 1, 213, 217 et 219 C. P.);
- 4° Les associations de malfaiteurs (art. 265 à 268 C. P.);
- 5° Les empoisonnements soit de personnes (art. 301 C. P.), soit d'animaux (art. 452 C. P.);
- 6° Les incendies (art. 434 à 435 C. P.).

La cour prévôtale ne pouvait être créée qu'en vertu d'un arrêté du gouverneur en conseil privé, lorsque la colonie était déclarée en état de siège ou lorsque la sécurité intérieure était menacée. La compétence de la cour prévôtale était restreinte à ceux des crimes dont la connaissance lui avait été spécialement attribuée par l'arrêté qui l'avait établie.

A la différence de l'ancienne organisation, des notables habitants n'entraient plus dans la composition de la cour prévôtale. Aux termes des ordonnances de 1827 et 1828, elle comprenait six juges, à savoir :

- 1° Un président, pris parmi les conseillers à la cour royale, ou un juge royal ;
- 2° Un prévôt, choisi parmi les officiers de terre ou de mer du grade de capitaine et âgé de 30 ans accomplis ;
- 3° Un adjoint au prévôt, pris parmi les juges auditeurs ;
- 4° Trois juges, dont un militaire du grade de lieutenant au moins et âgés de 25 ans accomplis.

Étaient aptes aux fonctions de juges, les lieutenants de juges, les juges suppléants et les magistrats honoraires. Les fonctions du ministère public étaient exercées par le procureur général, ou son substitut, celles de greffier par le greffier de la cour d'appel.

Le serment prêté par les membres de la cour prévôtale était significatif de ce que l'on attendait d'eux ; la formule était : « Je jure et promets devant Dieu d'examiner avec l'attention la plus scrupuleuse les affaires qui me seront soumises et de remplir avec impartialité et *fermeté* les fonctions qui me seront confiées ».

Le prévôt était spécialement chargé de la recherche et de la poursuite des crimes dont la connaissance était attribuée à la cour prévôtale. Il avait le droit de décerner des mandats de dépôt, d'amener, ou d'arrêt. Vingt-quatre heures après son arrestation le prévenu était interrogé par le prévôt, assisté de son adjoint. A la fin de l'interrogatoire, le prévenu était averti qu'il serait jugé prévôtalement en dernier ressort et était sommé de proposer ses exceptions sur la compétence s'il en avait à présenter. Un conseil lui était alors donné s'il n'en avait déjà fait choix. Le dossier était transmis à la cour qui, en chambre du conseil, statuait tant sur les nullités que sur la compétence. La cour pouvait rendre soit un arrêt d'incompétence, et alors renvoyer l'accusé et les pièces devant qui de droit ou, s'il y avait lieu, prononcer la mise en accusation et **décerner l'ordonnance de prise de corps**. Les décisions étaient soumises au conseil privé qui prononçait sur la compétence. Lorsque les accusés étaient renvoyés devant la cour prévôtale le procureur général, dans les trois jours de la réception du dossier, convoquait cette cour. La procédure à l'audience était celle pratiquée devant la cour d'assises.

Les arrêts de la cour prévôtale n'étaient pas susceptibles de recours en cassation.

§ 2. — DES TRIBUNAUX CRIMINELS SPÉCIAUX.

Dans certaines colonies, au début de la conquête furent instituées des juridictions spéciales pour réprimer les crimes et délits ayant un caractère politique ou de nature à compromettre l'action de l'autorité française. Ainsi furent organisés, en 1847, un conseil de justice à Mayotte (1), en 1878, un tribunal criminel spécial au Gabon (2), et en 1892-1894 et 1896, des tribunaux criminels jugeant sans assesseurs, en Guinée, au Dahomey et en Côte d'Ivoire (3).

En Cochinchine, en Nouvelle-Calédonie et en Océanie, aux termes des décrets de 1864, 1866 et 1868, les crimes et délits ayant un caractère politique pouvaient être déférés aux conseils de guerre par ordre du gouverneur.

Ces dispositions furent implicitement abrogées par les textes postérieurs qui précisant la compétence des divers tribunaux n'en reproduisirent pas les termes.

Au Tonkin, en 1889, avaient été créés des tribunaux mixtes composés du résident et du quan-an (4) chargés de juger les infractions se rattachant à des faits de rébellion commis par des Annamites. Ces tribunaux furent supprimés en 1896 et remplacés par une commission criminelle.

(1) Voir page 96.

(2) Voir page 80.

(3) Voir page 65.

(4) Lieutenant criminel de la province.

§ 3. — LA COMMISSION CRIMINELLE DU TONKIN.

Aux termes de l'article 13 du décret du 15 septembre 1896, toutes les fois qu'un crime ou un délit, intéressant la sûreté du protectorat ou le développement de la colonisation française, aura été commis par un sujet annamite ou assimilé justiciable des tribunaux français, le gouverneur général pourra par arrêté dessaisir la justice ordinaire et renvoyer l'affaire devant une commission criminelle. Cette commission est composée du résident de la province, président, du procureur de la République du ressort du crime commis, et d'un capitaine nommé sur désignation du commandant supérieur des troupes. Le greffier est pris parmi les commis greffiers de la cour d'appel. Lorsqu'elle se réunit hors du ressort des tribunaux d'Hanoï et d'Haïphong le procureur de la République est remplacé par un magistrat nommé sur la proposition du procureur général chef du service judiciaire (décret du 14 août 1906).

L'instruction est dirigée par le président de la commission ; les assesseurs assistent et signent le procès-verbal avec le président et le greffier. L'instruction est déclarée close à la majorité. Le prévenu a alors trois jours pour préparer sa défense. Le quatrième jour après la clôture la commission se réunit de nouveau. L'accusé, assisté d'un conseil, est entendu dans ses moyens de défense. Toutes les questions sont résolues à la simple majorité.

Après avoir prononcé la condamnation, le président demande à l'accusé s'il entend se pourvoir en conseil de protectorat. L'arrêt doit faire mention de la réponse. Si

celle-ci est négative la condamnation doit être exécutée dans les vingt-quatre heures. Si le condamné déclare se pourvoir, l'arrêt et les pièces de l'instruction sont transmises au gouverneur général qui dans un délai de dix jours doit saisir le conseil du protectorat. Le gouverneur général, sur l'avis confirmé de ce conseil, statue sur le pourvoi par simple arrêté qui en cas de rejet pourra ordonner l'exécution immédiate (art. 31).

Dans le cas où un texte de loi aurait été violé, l'arrêt de la commission criminelle est cassé et l'affaire est renvoyée devant une commission spécialement nommée à cet effet et qui comprend : le résident d'une autre province, le président du tribunal de première instance du ressort et un autre capitaine de l'armée.

Cette organisation toujours en vigueur permet au gouverneur général, par une justice expéditive, de réprimer tout mouvement insurrectionnel qui pourrait se produire. En particulier au cours de l'année 1930, elle a eu à statuer à plusieurs reprises et a prononcé de nombreuses condamnations à mort.

II

**RÉPRESSION DES CRIMES COMMIS DANS LES LIEUX
DE TRANSPORTATION ET DE DÉPORTATION PAR
LES INDIVIDUS CONDAMNÉS A LA DÉPORTATION
ET AUX TRAVAUX FORCÉS.**

§ 1. — EN GUYANE ET EN NOUVELLE-CALÉDONIE.

La loi du 30 mai 1854 sur l'exécution de la peine des travaux forcés dans les colonies, spécifiait à son article 10 qu'il serait créé des *tribunaux maritimes spéciaux* pour juger les forçats coupables d'évasion et les libérés astreints au doublage ayant quitté la colonne sans autorisation, ainsi que tous les crimes ou délits commis par les condamnés. Jusqu'à l'établissement de ce tribunal, le jugement de ces infractions devait appartenir au premier conseil de guerre de la colonie auquel devait être adjoint deux officiers du commissariat de la marine.

S'appuyant sur les termes des articles 12 et 13 du décret du 21 juin 1885 (1) qui rend justiciables des conseils de guerre les condamnés aux travaux forcés, le département prescrivit de déférer ceux-ci aux conseils de guerre, *normalement* composés ; c'était aller contre les termes du

(1) Décret portant règlement d'administration publique pour l'application aux colonies du code de justice militaire pour l'armée de mer,

décret de 1854 qui voulait l'adjonction de deux officiers du commissariat. L'application du décret de 1858 ne souleva aucune réclamation. Si la légalité de cette mesure peut paraître discutable (1), cette question n'offre plus actuellement qu'un intérêt historique.

Les inconvénients de ce système ne tardèrent pas à se révéler, car les peines prononcées par les conseils de guerre ne pouvaient assurer une répression suffisante ; que pouvait faire à un condamné aux travaux forcés à perpétuité, une nouvelle condamnation aux travaux forcés, à l'emprisonnement ou à la réclusion, peines théoriquement inférieures et dont l'exécution était obligatoirement renvoyée au moment où la première condamnation serait purgée (2). Quant à la peine de mort, une circulaire du 1^{er} avril 1880 avait prescrit aux gouverneurs d'envoyer en France le dossier de condamnation capitale afin que le Président de la République pût toujours examiner s'il y avait lieu de laisser la justice suivre son cours. Dans ces conditions l'ordre d'exécution ou la grâce n'intervenait qu'au bout de six ou sept mois, le plus souvent à cause même du délai, c'était la grâce qui était accordée. Il n'y avait pour ainsi dire jamais d'exécution. Le criminel savait qu'il serait gracié ; il n'y avait plus de sécurité, ni pour les gardiens, ni pour les colons libres. Cette situation ne prit fin qu'en 1889 ; une circulaire ministérielle du 19 octobre rapporta celle de 1880. Désormais le

(1) Dilère, tome I, § 1218, 1^{re} édition.

(2) Girault. Principes de colonisation, de législation coloniale, page 545, tome III.

gouverneur devait faire procéder immédiatement à l'exécution capitale lorsque deux voix au moins ne se seraient pas prononcées, au sein du conseil privé de la colonie, pour le sursis. Dans le cas contraire l'exécution devait être différée jusqu'à ce que le dossier ait été examiné à Paris.

D'autre part, en 1889 également, le décret du 14 octobre, institua *les tribunaux maritimes spéciaux* prévus par la loi de 1854 et qui n'avaient pas encore été créés.

Ces tribunaux sont compétents pour tous les crimes et délits commis dans la colonie pénitentiaire, par les condamnés aux travaux forcés, ainsi que pour les faits d'évasion de forçats et de libérés, prévus par la loi de 1854.

Lorsque la poursuite d'un crime ou d'un délit comprend des individus justiciables des tribunaux maritimes spéciaux et des individus qui n'en relèvent pas, tous les prévenus sont traduits devant les tribunaux ordinaires, sauf dans les cas suivants :

1° Tous les individus prévenus de complicité dans l'évasion ou la tentative d'évasion de condamnés aux travaux forcés ou de libérés sont justiciables des tribunaux maritimes spéciaux ;

2° En cas de crimes ou délits commis de complicité par des individus justiciables des conseils de guerre et par des condamnés aux travaux forcés, le conseil de guerre est seul compétent.

Aux termes du décret de 1889, le tribunal maritime spécial comprenait cinq juges :

1° Un officier supérieur du corps de la marine ou des

troupes de la marine ou à défaut un commissaire de la marine, président ;

2° Un magistrat du tribunal de première instance ;

3° Un officier du grade de capitaine ou de lieutenant ;

4° Un fonctionnaire de l'administration pénitentiaire ayant au moins le rang de chef de bureau ;

5° Un sous-officier.

Un fonctionnaire de l'administration pénitentiaire ayant *au moins* le grade de sous-chef de bureau remplissait les fonctions de commissaire rapporteur et était en cette qualité chargé de l'instruction. Un commis de l'administration pénitentiaire ou un surveillant militaire occupait l'emploi de commis greffier. Cette organisation dura jusqu'en 1921.

La difficulté de réunir un aussi grand nombre de personnes, et des officiers d'un grade relativement élevé, amena une modification dans la composition du tribunal maritime spécial. Le décret du 12 avril 1921, décida que par dérogation aux dispositions du décret de 1889, cette juridiction serait composée de trois juges :

Un officier du grade de capitaine des armées de terre ou de mer, ou à défaut un sous-intendant des troupes coloniales ;

Un magistrat du tribunal de première instance ;

Un fonctionnaire de l'administration pénitentiaire ayant au moins rang de *sous-chef* de bureau.

Le commissaire rapporteur est un fonctionnaire de l'administration pénitentiaire, mais ayant au *plus* le grade de sous-chef de bureau.

L'emploi de commis greffier est occupé comme précédemment.

En Nouvelle-Calédonie, la composition du tribunal maritime spécial fut modifiée par le décret du 21 juin 1930. Dans cette colonie, l'administration pénitentiaire est en instance de liquidation et ne dispose plus actuellement que de fonctionnaires civils ; par suite, il n'est plus possible de réunir les trois fonctionnaires de l'administration pénitentiaire nécessaires pour la formation de cette juridiction.

Pour éviter que l'action de la justice ne fût différée, ce décret décide que le tribunal maritime spécial de la Nouvelle-Calédonie sera composé :

D'un magistrat de première instance, président ;

De deux officiers subalternes de l'armée de terre ou, à défaut, de l'armée de mer, juges ;

D'un lieutenant ou sous-lieutenant d'administration remplissant les fonctions de commissaire rapporteur ;

D'un surveillant militaire ou un sous-officier occupant l'emploi de greffier.

La procédure devant le tribunal maritime spécial est celle prescrite par les articles 197 et suivants du code de justice militaire pour l'armée de mer (loi du 4 juin 1858) sous réserve des modifications nécessitées par l'organisation locale ; ainsi les pouvoirs du préfet maritime sont exercés par le gouverneur.

Les jugements rendus par cette juridiction peuvent être attaqués par voie de recours en revision devant le conseil

de revision permanent dans le ressort duquel se trouve la colonie. Aucun pourvoi en cassation ne peut être formé contre les sentences rendues à l'égard des condamnés aux travaux forcés, si ce n'est dans l'intérêt de la loi et conformément aux articles 441 et 442 du C. I. C.

Les jugements des tribunaux maritimes spéciaux et des conseils de revision concernant les individus autres que les condamnés aux travaux forcés, peuvent être attaqués devant la cour de cassation, mais seulement pour cause d'incompétence. Le pourvoi en cassation ne peut être formé avant qu'il ait été statué sur le recours en revision ou avant l'expiration du délai fixé pour l'exercice de ce recours (art. 7, décret 1899).

Depuis 1904, dans le but de consacrer l'unité de la jurisprudence, les recours en revision sont portés devant le tribunal de revision siégeant à Brest (décret 11 mai 1904).

Devant quelque juridiction qu'ils soient traduits, les condamnés aux travaux forcés restent passibles des peines qui leur sont applicables. Un décret en date du 5 octobre 1889 précise que ces peines seraient :

- 1° La mort ;
- 2° La réclusion, de six mois à cinq ans, lorsque la loi prévoit une peine criminelle autre que la mort ;
- 3° L'emprisonnement, de six mois à cinq ans, pour les peines correctionnelles.

Le décret de 1854 avait prévu que les condamnés aux travaux forcés convaincus du crime d'évasion seraient punis s'ils étaient condamnés aux travaux forcés à temps, par deux à cinq ans de travaux forcés ; s'ils étaient con-

damnés aux travaux forcés à perpétuité, par l'application de la double chaîne pendant deux ans au moins, cinq ans au plus.

En 1889, ces peines furent remplacées par la réclusion cellulaire qui fut respectivement de six mois à trois ans et de un à cinq ans suivant que le délinquant était un condamné aux travaux forcés à temps ou à perpétuité. Pour ces derniers, le minimum fut porté de un à deux ans par le décret du 13 octobre 1906.

Dans le but de renforcer la répression, le décret du 18 septembre 1925, déclare passible de la peine de mort, tout condamné aux travaux forcés qui se rendrait coupable de voies de fait sur la personne d'un fonctionnaire de l'administration pénitentiaire. Le refus de travail après sommation est puni de six mois à deux ans de réclusion cellulaire pour les condamnés aux travaux forcés à perpétuité ou pour les condamnés à temps ayant déjà subi l'emprisonnement; pour les autres la peine est de six mois à deux ans de prison. Il est question depuis quelques années de la suppression de cette juridiction.

§ 2. — EN INDOCHINE.

Les crimes (1) commis par les condamnés aux travaux forcés ou les déportés sont jugés par la chambre correctionnelle de chacune des deux cours de Saïgon et d'Hanoï

(1) Les *délits* commis par les condamnés aux travaux forcés ou les déportés sont jugés conformément au droit commun par les tribunaux correctionnels; l'appel est jugé sur pièces, sauf si la cour en ordonne autrement.

qui est, dans ce cas, saisie par la chambre des mises en accusation. La cour juge sur pièces, sauf son droit d'ordonner la comparution personnelle des accusés et d'entendre des témoins. La présence de l'accusé n'est obligatoire que pour les crimes *de nature* à entraîner la peine de mort (art. 46, décret du 16 février 1921).

La compétence de la chambre correctionnelle est analogue à celle du tribunal maritime spécial. En cas de poursuites pour évasion ou tentative d'évasion, d'un déporté, d'un condamné aux travaux forcés ou d'un libéré, tous les individus accusés de complicité sont justiciables de la chambre des appels correctionnels. Hors ce cas, lorsque la poursuite comprend d'autres individus que des déportés ou des condamnés aux travaux forcés, tous les accusés, indistinctement, doivent être traduits devant la cour criminelle compétente (art. 47, décret 1921).

Vu et permis d'imprimer :

Vu : *Le Président de la thèse,*
M. HUGUENEY.

Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Paris,
M. H. BARTHELEMY.

Le Recteur de l'Académie de Paris,
M. CHARLETY.

ABRÉVIATIONS

C. I. C. Code d'instruction criminelle.

C. P. Code pénal.

Cass. ch. crim. Cassation chambre criminelle.

D. DALLOZ. Jurisprudence générale.

Dar. DARESTE. Recueil de législation et de jurisprudence coloniale, par DARESTE, APPERT et LEGENDRE.

Pen. PENANT. Recueil général de jurisprudence, de doctrine et de législation coloniale, par PENANT.

Sir. SIREY.

A. O. F. Afrique occidentale française.

A. E. F. Afrique équatoriale française.

TAVEL DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE ETUDE HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER

DES ORIGINES DE L'ÉPIQUE EN GÉNÉRAL

SECTION I

SECTION II

SECTION III

DES ORIGINES DE L'ÉPIQUE EN GÉNÉRAL

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE.	V
PREFACE.	VII

PREMIERE PARTIE

ETUDE HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER

Des origines à la Révolution de 1789.....	3
---	---

CHAPITRE II

De 1789 à 1815.	13
-------------------------	----

CHAPITRE III

De 1815 aux premières ordonnances organiques de la Restauration.	20
--	----

CHAPITRE IV

Des ordonnances organiques de la Restauration à l'organisation actuelle.	
--	--

I. — Introduction.	27
II. — Antilles et Réunion.	30
III. — Guyane.	35
IV. — Indes françaises.....	39
V. — Saint-Pierre-et-Miquelon.	47
VI. — Afrique occidentale française et Togo....	51
VII. — Afrique équatoriale française.....	78

	Pages
Cameroun.....	91
IX. — Madagascar et dépendances.....	95
X. — Côte des Somalis.....	107
XI. — Indochine.....	112
XII. — Nouvelle-Calédonie.....	154
XIII. — Etablissements français de l'Océanie.....	159
XIV. — Condominium des Nouvelles-Hébrides.....	170

DEUXIEME PARTIE

ORGANISATION ACTUELLE

CHAPITRE PREMIER

De la compétence respective des juridictions françaises et indigènes.....	183
---	-----

CHAPITRE II

Organisation des juridictions criminelles françaises.

I. — Généralités. Dénomination et Législation..	190
II. — Des mises en accusation.....	200
III. — Siège des cours criminelles et époque des sessions.....	206
IV. — De la composition de la cour.	
1° Composition de la cour proprement dite.	211
2° Mode de nomination du président et des juges assesseurs.....	213
3° Remplacement des membres de la cour.	
a) Du président.....	218
b) Des assesseurs.....	221
4° Du ministère public et du greffier.....	223
V. — Des assesseurs.	
1° Condition d'aptitude.....	224
2° Composition et formation du collège des assesseurs.	

	Pages
a) Liste ordinaire.	227
b) Liste complémentaire.	234
3° Du nombre d'assesseurs nécessaire pour la formation des cours criminelles.	235
4° Des assesseurs suppléants et des assesseurs supplémentaires.	237
VI. — De la procédure.	
1° Systèmes en présence : procédure criminelle ou procédure correctionnelle.	239
2° Procédure avant l'audience.	
a) Interrogation de l'accusé par le président des assises.	240
b) Formation de la liste des assesseurs.	
§ 1. Tirage au sort pour la formation d'une liste pour la session ou d'une liste par affaire.	241
§ 2. Droit de récusation du ministère public et de l'accusé.	248
§ 3. Droit de récusation de la partie civile.	251
§ 4. Mode de convocation des assesseurs.	253
§ 5. Notification aux accusés de l'arrêt de renvoi, de l'acte d'accusation, de la liste des assesseurs et de la liste des témoins.	254
3° Procédure à l'audience.	
a) Avant les débats.	
§ 1. Remplacement des assesseurs manquants.	256
§ 2. Condamnation des assesseurs défaillants.	257
§ 3. Ordre dans lequel les assesseurs doivent siéger.	258
§ 4. Serment des assesseurs.	259
b) Pendant les débats.	
§ 1. Pouvoir discrétionnaire du président.	261

	Pages
§ 2. Procédure à l'audience.	262
§ 3. Procédure contre les accusés défail- lants ou en fuite.	265
c) Délibération et arrêts:	
§ 1. Affichage de l'instruction prévue à l'article 342 du Code d'instruction cri- minelle.	267
§ 2. Mode de délibération.	268
§ 3. Majorité requise.	270
§ 4. De la manière dont se constate l'opi- nion de la majorité.	271
§ 5. Influence de la procédure correction- nelle sur la situation de la partie civile.	273
VII. — Recours en cassation.	
§ 1. Recours en cassation contre les arrêts soit de renvoi, soit de non-lieu de la cham- bre des mises en accusation.	274
§ 2. Recours en cassation contre les arrêts préparatoires et actes d'instruction.	276
§ 3. Recours en cassation contre les arrêts définitifs.	277
§ 4. Procédure à suivre pour le pourvoi. Cour compétente en cas de renvoi après cassation.	280
§ 5. Amende à consigner par la partie civile qui se pourvoit en cassation.	281

CHAPITRE III

Organisation des juridictions criminelles en matière indi- gène.	282
§ 1. De la compétence « ratione personæ » en jus- tice indigène.	283
§ 2. La justice indigène en Afrique (A. O. F., A. E. F., Madagascar, Côte des Somalis, Cameroun et Togo).	287
§ 3. La justice indigène en Indochine (Annam, Ton- kin, Cambodge, Laos et Kouang-Tchéou-Wan.	295
§ 4. La justice indigène aux Iles-sous-le-Vent.	300

CHAPITRE IV

Des juridictions d'exception.

I. — Répression des crimes commis contre la sû- rété de la colonie.

§ 1. Des cours prévôtales..... 302

§ 2. Des tribunaux criminels spéciaux..... 306

§ 3. La commission criminelle du Tonkin.. 307

II. — Répression des crimes commis dans les lieux de transportation et déportation par les individus condamnés à la déportation ou aux travaux forcés.

§ 1. En Guyane et en Nouvelle-Calédonie.... 309

§ 2. En Indochine..... 315

Imprimerie des *Presses Universitaires de France*

PARIS-LIMOGES — 1930
